



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

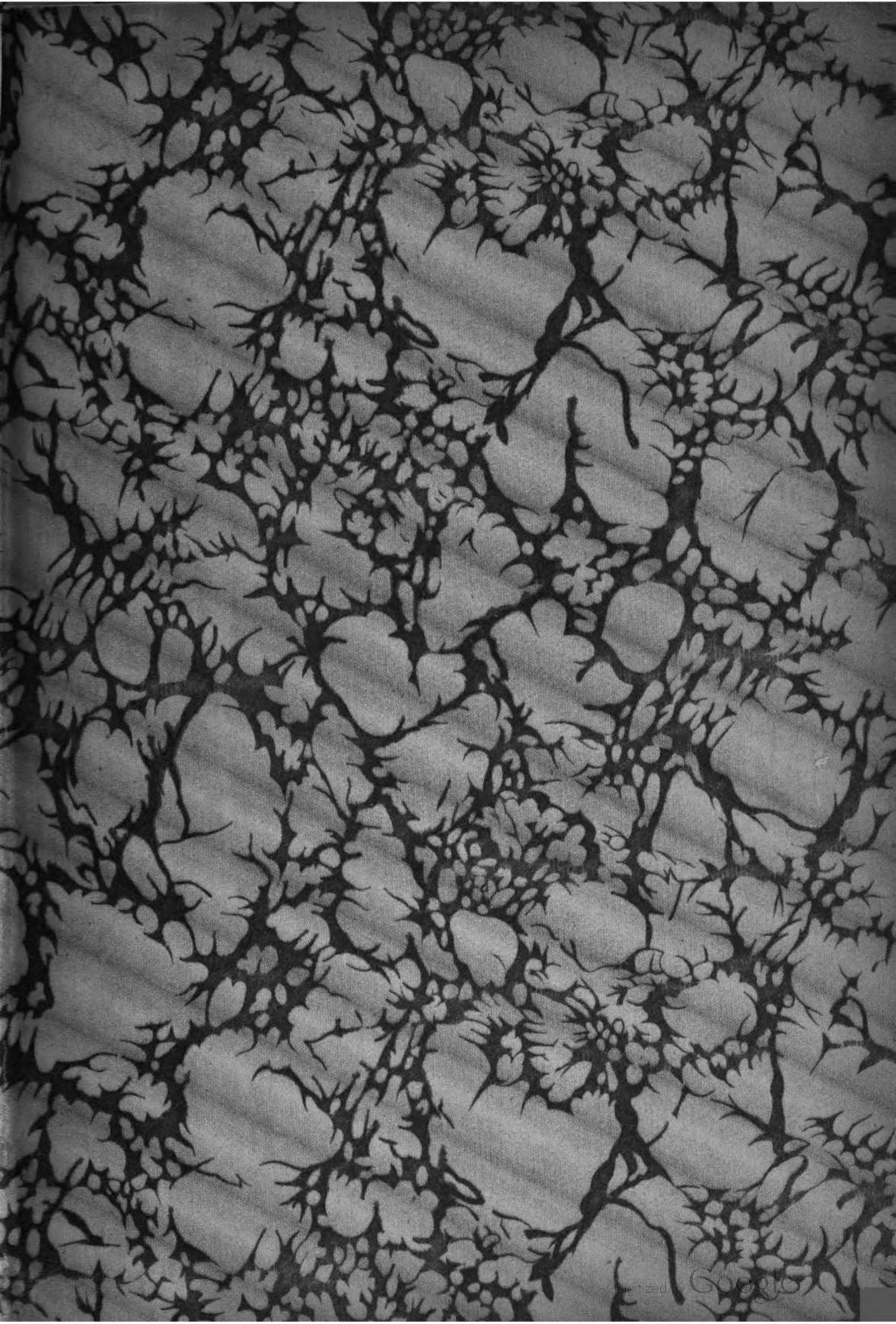
About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



Fr
42
24





BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ
DES
SCIENCES, LETTRES ET ARTS
DE PAU

IMPRIMERIE-STÉRÉOTYPIE GARET

J. EMPÉRAGER, IMPRIMEUR

P A U



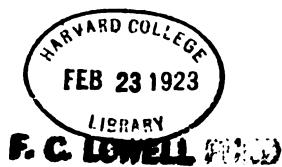
BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ
DES
SCIENCES, LETTRES ET ARTS
DE PAU

II^{me} Série — Tome 31^{me}.



PAU
Vve LÉON RIBAUT, LIBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ
RUE SAINT-Louis
—
1903

Fr 42.24



*La Société laisse à chacun de ses membres la responsabilité
de ses opinions et de ses travaux.*

HISTOIRE
DE LA
FONDATION DU BAGER D'OLORON
EN BÉARN

EXTRAIT DES ARCHIVES PARTICULIÈRES DES COMMUNES D'OLORON, D'EYUS ET DE LURBE

PAR

JEAN-BAPTISTE BERGEZ
INSTITUTEUR
LAURÉAT DES JEUX FLORAUX

— — — — —
I

Situation, composition et description du Bager.

L'on appelle Bager, en Béarn, tous ces bois et hameaux d'Eysus, de Lurbe, de Soeix, d'Oloron et d'Arudy qui, du pied des montagnes de Binet, Malharrouy (1250^m), Osque de Porteigt, Hourquette de Baytgran, Escurets (1441^m) et Hourat (1334^m), sur la lisière des Pyrénées, vont et s'étendent au Gave d'Ossau.

Le torrent : Er Arrecq d'Et Termy, qui descend des hauteurs de Baytgran et dégorge dans le gave ossalois, partage en deux, du sud au nord, ce vaste pays, laissant à sa droite le Bager d'Arudy — que ces pages ne concernent point — et, à sa gauche, les divers Bagers d'Oloron, de Soeix, d'Eysus et de Lurbe.

Une belle route de 5 mètres de largeur, dite thermale n° 4 du Pont d'Escot à Arudy (23 kilom. 865) et classée par décret du 8 mai 1860, raccorde par le Bager, et de très heureuse façon,

ma foi, les deux grandes artères d'Aspe et d'Ossau... de manière que cette contrée, si mal famée autrefois et sur laquelle planait, pour les pauvres voyageurs qui avaient à la traverser, comme une ombre de mystère et de terreur, est rentrée définitivement en grâce auprès de l'opinion... et que rien ne peut être, ni plus agréable ni plus salutaire, aujourd'hui, que d'errer du boulevard d'Aspe à celui d'Ossau tout le long de cette route thermale n° 4 que poétisent une brillante rivière et de grands bois.

Il est possible à l'œil d'embrasser d'un seul regard tous ces quartiers, à la condition, cependant, de choisir comme poste d'observation, le Turounet de Roumas, mamelon situé dans le voisinage de Saint-Christau.

Sans doute, du haut des pâturages de Binet, la vue s'étendrait beaucoup plus loin, mais on ne pourrait apercevoir — et pour cause — les bas-fonds qui rasent le pied de la montagne... d'ailleurs, du haut du Turounet de Roumas, qui mesure exactement 480^m d'altitude et qui est bien isolé de tous les côtés, le paysage a toute l'ampleur désirable.

Le coup d'œil dont on jouit de ce sommet, pour peu que la saison, s'y prête est de toute beauté... La ligne d'horizon, vers laquelle, par un mouvement naturel, la vue se porte tout d'abord, apparaît, droite et pure, comme un fil qui serait fortement tendu, entre, d'un côté, les hauteurs de Lannemezan et, de l'autre, les monts de la Basse-Navarre.

Au-dessous, les détails du relief du sol, tassés et voilés d'une vapeur azurée, sont indécis et insaisissables, mais composent, en revanche, un de ces « lontains » que l'on ne se lasseraît jamais de contempler.

Les premiers détails qui malgré un éloignement encore considérable puissent être distingués et reconnus sont : les hauteurs de Louvie et de Rébénacq, le joli site de Belair, quelques fermes de Lasseube, le bois de Poey et une longue échappée de la riche plaine de Navarrenx à Sauveterre.

C'est seulement en deçà de ces limites que les détails du paysage acquièrent toute leur netteté : le bassin d'Arudy, les campagnes de Buzy, de Buziet, d'Ogeu, de Herrère, d'Escou, d'Escout et de Précilhon se découvrent dans presque toute leur

étendue ; Oloron, avec la masse un peu sombre de Sainte-Croix et le quartier plus lumineux de Sainte-Marie, se distingue aussi très bien.

C'est dans ce cadre vraiment merveilleux et que complètent si heureusement, d'une part, la chaîne des Pyrénées, d'autre part, le cours de deux rivières : au nord, le gave d'Ossau ; à l'ouest, le gave d'Aspe, que sont épargnés les jolis hameaux qui feront l'objet de ce récit : les Bagers d'Oloron et de Lurbe, au pied même des monts, dans une petite et fraîche vallée aux terres profondes, arrosées par un fin ruisseau, l'Ourtau ; le Bager d'Eysus, un peu plus vers la plaine, dans une succession de combes riantes et de charmants coteaux.

II

Le Bager à l'époque féodale et sous les Princes de Béarn.

Au temps où Centulle IV, vicomte de Béarn et de Bigorre, assurait, par une charte demeurée célèbre, le repeuplement de sa « cité » d'Oloron — c'est-à-dire vers l'an 1080 — les contrées dont il sera parlé dans cette histoire, n'avaient pas, bien s'en faut, l'aspect plaisant et gracieux qu'on leur voit aujourd'hui. Les premières et plus anciennes extirpations qui aient été pratiquées au Bager ne datent, en effet, que du commencement du xvi^e siècle.

Ces prairies verdoyantes, ces champs si soigneusement cultivés, ces fermes si proprettes n'existaient donc point. On ne voyait partout que terres vagues, landes sauvages, *seübes* et épaisses forêts... Ours, sangliers et blaireaux rôdaient en maîtres dans ces parages où descendaient aussi, durant la froide saison, isards et chevreuils. De loin en loin, les meutes de nos vicomtes et de leurs bons vassaux venaient battre les halliers de Labourbère, du Castillou ou d'Araüt, y traquant la bête fauve ou le gibier timide, jusqu'à portée de la pique ou de la

flèche seigneuriale qui devait leur percer le flanc. Nous savons, en effet, que nos princes goûterent fort les chasses du Bager et que souventes fois :

« Leur buccin y chanta par la forêt déserte. »

Rendez-vous de chasses appréciées et encore aujourd'hui très suivies, ces tristes solitudes appartenaient en majeure partie aux seigneurs de Lescun, d'Escot et de Lagor. Seules, quelques terres de Bidos et de Goès appartenaient en propre au prince de Béarn.

Donc, la minuscule, mais combien antique cité oloronaise — l'Iluro du temps d'Honorius et de l'Itinéraire d'Antonin — sommeillait sous ses ruines depuis que, en 853, une invasion de Normands était venue la détruire de fond en comble ; Centulle conçut le noble dessein de la ressusciter de ce chaos. Il releva les murs de l'ancienne ville, y fit jeter un pont et bâtit l'église Sainte-Croix. Mais, comprenant qu'il ne pourrait attirer de nouveaux peuples dans cette cité *qui ere despoblade* que s'il leur donnait et octroyait *mieihors fors e mayors franqueses que a nulhs autres de la senhorie*, il fit mander *per totes las terres* que à tous ceux-là qui à cette poblacion viendraient, il accorderait grands et nombreux priviléges... *Laquoau causa audida, set hommis de Camfranc biancon prumeramentz poblar.* Après eux, il en vint de tropes autres partides.

La perspective de conditions aussi avantageuses ayant amené à Oloron de nouveaux et nombreux citadins, Centulle leur donna les terres qui lui appartenaient en propre *dentz los termis d'Abidos* [aujourd'hui Bidos] *entro aus termis de Goes*. En outre de cela *los dona padoensa a Soeix et a Ezus* ; *los dona padoensa eus herms e eus cœys*, ainsi qu'à ceux-là même de Soeix et d'Eysus... Il leur obtint enfin de ses vassaux *Bertrand Guilhem d'Escot e deu senhor de Lagor que totz los homis de questa ciutat ayan padoensa en tota la seübe de Bager, en totas causes que obs auran exceptades certas seübas lasquoaus son debedades, en lasquoaus no debin d'arroquar casson fau ; e en los coytivats ayan herba e pastenc a obs de lors jumentz y xetz danpnadge de bees et de feaas... Goadanha deus davantz*

dits senhors d'Escot e de Lagor e deu senhor de Laxe que padoensa ayan tota en Gabarn¹.

Ainsi donc, tous les citadins d'Oloron — *totz los homis de questa ciutat* — obtinrent des seigneurs d'Escot, de Lagor et de Lescun, un droit de dépaissance et de libre parcours non seulement — *en tota la seübe de Bager* — mais encore dans toute l'étendue de leur domaine — *en totas causas que obs auran.*

Voilà un renseignement clair et précis fourni par un document authentique et qui fixe les origines des droits d'Oloron sur le Bager. Mais il se rapporte uniquement à la ville d'Oloron, l'une des quatre communautés usagères du Bager, et il n'est pas possible de l'appliquer aux trois autres : Soeix, Eysus et Lurbe, qui ne sont point nommées dans le For d'Oloron.

Où donc remonte, pour ces trois communes, leur droit d'usage sur le Bager, droit identique, également limité et également étendu, en tous points similaire au droit d'Oloron sur le même Bager.

On pourrait conjecturer que, enclavées dans le domaine du seigneur d'Escot, puisqu'elles sont toutes les trois riveraines dudit Bager, elles jouissaient déjà, au moment de la population d'Oloron, de ces droits d'usage... et que c'est peut-être ce précédent qui suggéra au bon Centulle l'idée de solliciter, pour ses Oloronais, de ses dits vassaux d'Escot, de Lescun et de Lagor, les mêmes prérogatives... Mais ce travail, qui ne voudrait s'appuyer que sur des données précises et sûres, que sur des documents authentiques et originaux, a besoin d'étayer ces conjectures sur des matériaux autrement solides et capables de changer le doute en certitude.

Il existe, en amont de Lurbe et jusqu'au village même d'Escot, un vaste territoire presqu'entièrement occupé par des « communaux » sur lesquels Lurbe possède des droits d'usage consistant en : coupe de bois, de fougères et d'herbages ; droit de gite, de dent et de pacage. Ces droits, assez restreints aujourd'hui, s'étendaient, à l'origine, des bords du gave d'Aspe aux crêtes

1. — For d'Oloron, articles 1 et 2.

des montagnes de Bielle et de Bedous, c'est-à-dire sur plus de 1.000 hectares. Cette jouissance, d'ailleurs absolument gratuite et que la commune de Lurbe exerçait sur les « communaux » d'Escot, concurremment avec cette localité, parut à celle-ci, une servitude intolérable. Ne pouvant plus se contenir, sans doute, en 1400, Manaudet de Lapêtre, Guixarnaud de Casanave et les autres voisins d'Escot, carnalèrent à ceux de Lurbe : *26 caps d'oueilhes, 22 caps de crabes e duas baques.* Ce que voyant, un certain Fortet Dabbadie *proucuradour de la bestiau de Lurbe* présenta devant la Cour de Béarn une requête aux fins de restitution, fondée sur ce que : *de tout temps en sa, que no es memori deu contrari, lous besins de Lurbe an padouence et attente ab touts lours bestiars, de tout peu de dent et d'arrous, en lous herms et terratoris d'Estouerri et de Barescou d'Escot.*

La communauté d'Escot, à son tour représentée par un autre *proucuradour*, Esteben de Gastou d'Ortès, soutint que Lurbe n'avait, en ces mêmes lieux *nulle padouence ni attente*, car en ce qu'ils y avaient pacagé *acq fasen per la maa deu seignou D'Aignos, per cert debers que lou deben.*

Il fut pris des informations par Joannet de Fortou, d'Oloron, commis par les parties. Dans cette enquête, 35 témoins produits par Lurbe et 21 témoins produits par Escot prouvèrent suffisamment : *que lous besins et singulars de Lurbe, ab touts lours bestiars de tout peu, de 30, de 40 ans et de plus ensa et de tant de tems que deu contrari no es memori, an padouit de dent, d'arrous et de jasille, en lous herms et terratoris d'Estouerri, de Barescou et de Montagut d'Escot, et accabanar ab lours bestiars en lous dits terratoris et en cayolar d'Andurte et d'Aberou entro aus termis de Bedous et d'Ossau, seins nul contrat ni empêchement que nou lous es estat fait entro adares.*

Sur cette enquête, la Cour, par sentence du 6 mars 1400, déclara et jugea *que lous dits besins et singulars de Lurbe, son saubats et emparats en ladite poussessiou et padouence... et que lous carnauts feits... sien conduits et tournats aus dits de Lurbe franquement... Item, com se prove que lou terratori de Casteig de Gourat, ainsi com taille l'Aiguebees, entro au*

prat on l'homie mourt es sopelit¹, entro a la fonta de Lhure entro a las espounes deus Ourtous de Bergueri et de qui en baig entro au gabe, es commun de Lurbe et d'Escot... ladite Cour deudit seignour ourdena et sentencia que ainsi acq poussedesquen, usen et s'engautesquen chascun de si en avant degune de las partides nou condamna aus despens. Lasquaus sentencie et declaration, fon feites et publicades en presencie et de mandament deus sabis et discrets monseigne Vidal de Castet Momou, doctor en dret, juge major en Béarn ; Moussen Arnaud Guilhem de Burt, canonge ; maeste Bernad de Duras, lous touts tenen ladite cour et audience de seignous, sedens per tribunal².

Ainsi donc, il est établi par un acte public et authentique, qu'en 1400, Lurbe jouissait, depuis un temps immémorial — *de tant de tems que deu contrari no es memori* — et cela — *seins nul contrat ni empêchement* — de droits d'usage sur plus de 1.000 hectares du territoire d'Escot. C'était bien là, à n'en pas douter, une faveur seigneuriale... l'acte cité en porte lui-même la présomption — *acq fasen per la maa deu seignou d'Aignos*. — Seulement la commune d'Escot, en en attribuant l'octroi audit seigneur d'Aignos, se trompait de date et de nom, demeurant cependant, partiellement dans le vrai, quand elle qualifiait de seigneuriale, ladite faveur. Il est infiniment probable — cette insinuation de ceux d'Escot n'ayant pu se vérifier — que c'est le seigneur d'Escot lui-même, Bertrand Guilhem, qui accorda à Lurbe — dans l'étendue de sa seigneurie — *en totas causas que obs aurau* — des droits d'entrée, de libre parcours, de dépaissance, de gîte, de coupe, etc., traitant cette commune tout aussi avantageusement que la sienne propre... Or, comme le Bager était, en grande partie, la propriété du seigneur d'Escot et que peu d'années séparent de la population d'Oloron, l'origine des droits de Lurbe sur les « communaux » d'Escot, il est permis

1. — Il existe encore aujourd'hui à Lurbe dans une vague rigole, de la prairie Labouchague au quartier Estouerritz, et à quelques pas seulement en contre-bas du chemin, une grosse pierre plate, où se voit une profonde entaille très droite et très régulière, en forme de croix à un bras seulement. Elle porte dans la tradition, le nom de *peyre de l'homie mourt*.

2. — Acte des parages de 1400 et sentence de 1530 entre Lurbe et Escot. — Arch. com. de Lurbe, A. 1.

de croire qu'elle reçut en aval — *en totas causas que obs aurant* — des droits identiques à ceux qui lui avaient été consentis en amont... que surtout le seigneur qui accorda, avec la facilité que l'on a vu, à Oloron et aux citadins de Centulle, des droits d'usage dans le Bager, ne dut pas traiter Lurbe ni Eysus, dont les territoires pénétraient d'une manière considérable dans ce même Bager, autrement qu'il ne traitait les peuplants d'Oloron.

Ce jugement par induction est d'autant plus permis et concluant que les quatre communes ont toujours marché de pair et d'accord, chaque fois qu'il s'est agi du Bager et que quand elles demandèrent à l'acquérir par inféodation, elles se prévalurent, toutes les quatre, d'une jouissance très ancienne.

Déjà donc, en l'année 1080, la ville d'Oloron et les communes de Soeix, d'Eysus et de Lurbe jouissaient, par faveur des princes de Béarn, de tous ces vacants, devenus dans la suite de riches et de coquets hameaux.

Ces faveurs furent renouvelées et confirmées par Roger-Bernard, comte de Foix-Béarn, dans une charte spéciale qu'il signa le « premier vendredi après la Pentecôte, 12 mai 1290 ». Elles le furent encore par lettres patentes en 1464.

Que faut-il entendre par droits d'usage ? Quel est, en son idiome naturel et originel, le sens de ce mot ? Il est peut-être bon de le préciser dès à présent, puisque, comme on le verra dans la suite, il fut différemment interprété et pris, selon l'intérêt des interprétateurs, dans des sens différents.

Les princes permettaient à leurs sujets jouissant de droits d'usage, de faire dans la forêt et les terroirs du Bager leurs provisions de bois de chauffage et de bois de construction, mais sans rien gaspiller, modérément et en bons pères de famille ; ils leur livraient encore la sougère, les tuyes et les autres produits du sol servant ordinairement de litière aux bestiaux ; enfin la faculté de faire paitre de jour et de nuit par leurs bestiaux *de tout peü*, les herbages excrus sur toute l'étendue de ces solitudes, même le droit de giter et cabaner... se réservant seulement la propriété du terrain avec les droits de seigneur souverain et nommément le droit de chasse.

Tel fut le mode de jouissance permis aux localités usagères du Bager jusqu'au jour où elles en devinrent souveraines maîtresses.

III

Premier affrèvement.

(1593)

En l'année 1464, Gaston XI, prince de Béarn et comte de Bigorre, donna en échange à Jean, seigneur de Gairosse, la seigneurie d'Eysus et reçut, en contre-échange, la seigneurie de Bougarber.

Par une clause de l'acte qui fut passé le 17 février de ladite année, Gaston se réserva expressément les forêts et les bois dépendants de la seigneurie d'Eysus avec les amendes qui en proviendraient et toute haute juridiction, restreignant donc, les droits de Gairosse aux fiefs, ventes et devoirs dus au seigneur d'Eysus dans l'étendue de sa seigneurie.

Malgré une réserve aussi expresse, en 1538, le seigneur d'Eysus fournissant son dénombrement devant Jacques de Foix, évêque de Lescar et commissaire-député pour la confection du Livre-Terrier, osa y comprendre une partie du terroir réservé, en portant la confrontation de sa terre d'Eysus au gave d'Ossau.

Cet empiètement sur le domaine du souverain fut immédiatement relevé par le procureur patrimonial qui réclama les droits du roi et le dénombrement ne fut vérifié que sous la réserve de ces droits.

Voici donc apparaître, pour la première fois, à propos du Béarn, cette institution des procureurs patrimoniaux, avec lesquels les communes usagères eurent bientôt à compter.

Il existait une « machine fiscale » composée d'un procureur patrimonial et de commissaires réformateurs du domaine. Ces commissaires étaient des juges tout spéciaux, au nombre de deux ou même de un et qui rendaient des arrêts... C'était de la justice bottée en matière civile. Ces commissaires avaient une tendance irrésistible à enrichir le domaine ruiné par le désordre des temps et les guerres de religion.

C'est ainsi que, vers la fin du xvi^e siècle, on vit les administrateurs du domaine du roi de Navarre manifester l'intention de

s'approprier les terroirs de Serresoeix, bois du Bager, montagnes de Binet et de Baygrand et de les affréter au nom de Sa Majesté.

La mise à fief ayant été publiée avec les formalités prescrites ou en usage à cette époque, sans aucun égard aux droits séculaires des quatre communes usagères : Oloron, Soeix, Eysus et Lurbe, celles-ci revendiquèrent la possession immémoriale du Bager et firent opposition. La cause fut portée devant les commissaires réformateurs, les sieurs de Boeil et de Laugar. Ceux-ci, par sentence du 8 novembre 1585 — *vist lo procès, diser et insistence deus dits d'Oloron, Eysus, Soeix et Lurbe, narrant que despuch quate cens ans ou dabantaye, tous soun en possession deus dits terradors, tan per production deu comte Centolh que de la defunto reyno Magdeleine com appart per plusiorts titres per rason de ço que se opposabon aux dits affévements e per autres rasons qui deduisiben en une cédule*, — déclarèrent que de tout cela *s'y appert degudament que à Sa Mayestat reste aucun dret de fonds et proprietat en los dits terratoris*.

Adjugéant au roi la propriété des terroirs de Serresoeix, bois du Bager, montagnes de Binet et Baytgran, les commissaires-réformateurs en écartèrent formellement les quatre communes usagères en faisant, dans leur arrêt, inhibition et défense à leurs habitants, à chacun d'eux ainsi qu'à tous autres, *de picquar, tailhar, dailhar ni prener autre servitud en los dits terradors e boscqs, que tan solemen de padouence seguien ladite sentencie*.

Ainsi donc, les quatre communes d'Oloron, de Soeix, d'Eysus et de Lurbe se virent dépouillées des droits très étendus et pour ainsi dire sans limite dont elles jouissaient paisiblement depuis plus de cinq siècles ; mais, chose encore plus arbitraire ou étonnante, le roi, par ce même arrêt des commissaires réformateurs, était déclaré « propriétaire du fonds »... Que devaient, dans ces circonstances, les droits de propriété des seigneurs d'Escot et de Lagor ? Nul ne le sait.

Quoi qu'il en soit, cette brutale restriction fut d'autant plus pénible aux quatre communes que, par le dit arrêt du 8 novembre 1585, il était ordonné au procureur patrimonial de faire

faire les actes et publications nécessaires pour mettre et exposer à nouveau fief lesdits terroirs et montagnes... et que par là, le seul droit qui leur restait se trouvait encore menacé du contact perpétuel avec les étrangers qui obtiendraient le bail à fief.

Sentant donc le besoin de ressaisir à tout prix les terroirs, bois et montagnes dont elles étaient dépouillées, pendant huit années, les quatre communes firent continuellement des offres pour obtenir l'affrèvement, tandis que de leur côté : Buzy, Buziet, Ogeu, Herrère, Escou et Escout réclamaient pour elles « seulement l'usage en certains endroits desdites terres et montagnes ».

Ces propositions, examinées par le Conseil souverain de Béarn, furent acceptées en partie et, par ordonnance du 3 janvier 1590, toutes ces communes furent admises à l'usage.

Ce n'était pas là, précisément, l'affaire des communes d'Oloron, de Soeix, d'Eysus et de Lurbe qui avaient été jusqu'alors seules à jouir du Bager. Aussi, jouèrent-elles d'habileté et d'adresse pour se faire attribuer l'affrèvement sans partage.

En l'année 1567, Jeanne d'Albret, reine de Navarre, avait emprunté à la ville d'Oloron — *per subvenir a sous urgents afferes* — 12.000 livres que son receveur général des finances, M^r Auger de Larroze, prit et reçut, le 27 janvier, des mains de Bertrand Dambielle, marchand et garde d'Oloron, agissant au nom et comme ayant charge de la ville. Jeanne consentit, en faveur d'Oloron, une obligation qu'elle signa de sa propre main et par laquelle il était mandé au receveur de payer la somme à terme échu ou sinon les intérêts *deus plus clars diners*.

Cette obligation était encore en mains de la ville d'Oloron au moment où le Conseil souverain de Béarn, par son arrêt du 8 novembre 1590, avait admis à l'usage, dans le Bager, concurremment aux communes déjà usagères, les autres communes de la rive droite du gave d'Ossau.

La ville d'Oloron, d'accord en cela avec Soeix, Eysus et Lurbe, offrit de prendre en affrèvement, et sans en rien réserver, tous les terroirs et montagnes du Bager, contre la somme de 10.000 francs, dont la dette du roi se trouverait ainsi déchargée... et, en outre, le payement d'une rente annuelle et perpétuelle de

10 écus « petits »... mais à la condition bien précisée qu'il serait passé, en sa faveur, valable contrat et qu'il ne serait reçu aucun autre circonvoisin soit par titre d'affièvement, soit par droit d'usage ou autre.

En faisant leurs propositions à la princesse de Béarn, sœur du roi, lors régente en ce pays souverain, Oloron, Soeix, Eysus et Lurbe, demandaient humblement qu'on voulût bien accepter leurs offres et les préférer à tous autres, en considération, tant de leur nécessité, que de leur ancienne jouissance.

Par lettres patentes données à Melun, le 29 août 1593, Henry, par la grâce de Dieu, roy de France et de Navarre, seigneur souverain de Béarn, ordonna à ses amez et féaux conseillers, les gens tenant sa Chambre des Comptes séante à Pau, de mettre et exposer en affièvement tous lesdits terroirs de Serre-soeix, bois du Bager, montagnes de Binet et de Baytgran, avec tout ce qui en dépendait, soit en bloc, soit par pièces, pour les délivrer au plus offrant et dernier enchérisseur, contre deniers d'entrées qui seraient employés au rachat du domaine ou à l'amortissement des rentes constituées sur iceluy ; contre rentes ou autrement.

Procédant à l'exécution des ordres du roi, la Chambre des Comptes, par publications faites tant en la ville d'Oloron qu'ez autres lieux, fit alors assavoir à toute manière de gens que qui voudrait prendre en affièvement les territoires en question, eût à se trouver le lundi 11 octobre 1593, à 7 heures du matin, au Château de Pau, où toutes offres seraient reçues.

La ville et les autres trois localités intéressées tinrent aussitôt des assemblées pour nommer des syndics chargés de les représenter à Pau et y faire, en leur nom, les offres déjà convenues.

A Oloron, cette assemblée se tint en la maison commune le 10 octobre 1593 ; y assistèrent : les « honorables » Johan de Ferna, Johan de Lassalle et Ramon deu Foo, jurats ; M^e Arnaud deu Poey, Sans de Colomiez, Ellies de Lembeye, Pierre Lannusse, Johan de Cortade, Peez de Poeymarler, Bertrand de Davancens, Arnaud de Supervielle, députats ; Arnaud de Berard et Pierre de Corteilhes, goardes de la ville.

Cette assemblée constitua pour syndic noble Johan de Lostal, seigneur de Bidos.

Pareille assemblée eut lieu le même jour à Soeix. Là se trouvèrent réunis : noble Bernard d'Engassegueilhem, seigneur d'Arros et de Soeix, Bernade de Broques, Margalide de Laborde, Bernad, son fils, Guirautine et Johan de Faget « may et filh », Mariannette de Garrot, Condor de Laborde et Pierris son filh, Pedro de Bouhaben, Johanine de Brunet et Johan de la Bere... en tout sept « voisins » et cinq « voisines ». Cette assemblée donna ses pouvoirs au même de Lostal.

A Eysus, l'assemblée se tint à l'église — *fens lo temple deu dit locq, ound an accoustumat se assemblar per tractar et negociar deus afferes communs.* Les assistants, au nombre de 29 furent : Thomiu de Bohaben, Bernad de Bohaben, Gensouret de Loustau, Francoès de Saurine, Peler de Bordonave, Thomiu de Laborde, Peler d'Espalle, Johan de Casamaior, Johanet d'Estosse, Johanet de Bordonave, Thomiu d'Artigau, Johanet de Cucareig, Johanet Darrix, Bernad de Gabaig, Guilhem de Domec, Guillamot de Gorgot, Johan de Peyrou, Peyrot de Bergasse, Peyrotet de Bignalet, Manaut de Menbielle, Johanet de Mirande, Peyrotet d'Escapeilhu, Manaut de Estanguet, Peyrot de Arnaudas, Manaud de La Bordette, Guilhamot de La Grabc, Berdot de Lapasseig, Johanet de Fontaas, Péés de Lafargo.

Ceux-ci nommèrent pour syndics deux d'entre eux, les sieurs d'Escapeilhu et de Gorgot qui, dans la suite, passèrent leurs pouvoirs au capitaine Simon de Lurbe.

Les habitants de Lurbe, réunis au nombre de 33, portèrent leurs suffrages sur leur compatriote, le même noble Simon de Lurbe. A l'assemblée qui eut lieu en plein air, devant la maison Laborde — *ound an accoustumat se assemblar per tractar et negociar deus afferes communs* — se trouvèrent présents : Frances deu Barber, Peyrotou de Casanave, Sancho de Perès, Johanot de Monguilhot, Lamanet de La Murrailhe, Lamanet deu Sarrailhè, Johan deu Sarrailhè, Bernad deu Sartho, Arnaud de Cauhapè, Peyrotou de Mirande, Peyrot de Lasalle, Guixarnaud de Membielle, Peyrotou de Labordette, Johan de Bergasse, Ramonet de Lamaysou, Guixarnaud d'Arrix, Brunet de Péés de Larricq, Johan de La Neurisse, Johan de Daunet, Arnaud de Patiolle, Johan de Labordette, Johanet de Bergueri, Johan Pocquet d'Emboudes, Bernad deu Casau, Guilhem deu Bignè,

Pères de Loustalot, Johan de Lembeye, Peyrotou de Laharrière, Bertranet de Carrerole, Manaut de Soulès, Johanicot de Baccot, Johan de Marianne et Alamanet de Latisnère.

Au jour indiqué, les syndics Johan de Lostal et Simon de Lurbe se présentèrent au Château de Pau et là, au nom de leurs mandants, offrirent de prendre en affièvement tous les terroirs à afflèver avec toutes leurs dépendances, sans en rien réserver et ce, contre quittance de 10.000 livres « bordelaises » dont se trouverait déchargée la dette de 12.000 livres que la ci-devant reine Jeanne avait contractée envers les gardes de la ville d'Oloron et dont sa Majesté payait chaque année les intérêts... cela, à titre d'entrées et pour une fois seulement ; plus chaque année, la rente de dix écus « petits ».

Escomptant l'apparition possible de nouveaux et plus nombreux enchérisseurs, la Chambre des Comptes différa plusieurs fois de suite l'adjudication. Celle-ci fut pourtant définitivement fixée au 22 novembre 1593. Dans l'intervalle, les jurats d'Ogeu avaient présenté une requête tendant à être reçus usagers dans les terroirs en question, en vertu de certaine lettre patente du 15 juin 1593, par eux obtenue du roi, en baillant 40 écus de rente annuelle. Ce que voyant, les syndics, d'Oloron, Soeix, Eysus et Lurbe avaient poussé leurs offres jusqu'à la somme de 12.000 livres, en maintenant toujours la rente des 10 écus.

Toutefois, avant que l'adjudication ne fût prononcée, la commune de Bidos étant déjà usagère d'une partie des terrains à afflèver, fit présenter, par un syndic spécial, Peyrouet de Loustalot de Bidos, une requête disant que le 8 novembre 1582, par sentence du Conseil, elle avait été maintenue en la possession de 296 journades de terre, landes et vacants, tuyas et fougeraies appelés terroirs de Serresoeix, depuis le Gave d'Ossau jusqu'à l'Arrecq Lo Brecq et le bois du Bager ; que de ce terroir elle payait et avait toujours payé une rente annuelle de 5 écus et 10 écus d'entrées. Elle demandait en conséquence, que dans l'affièvement ne fût point compris ledit terroir de Serresoeix, d'une contenance de 296 journades ; — qu'il fut bien déclaré que les habitants de Bidos continueraient à jouir de leur dit affièvement, ajoutant que, au cas où il serait, au

contraire, déclaré par Messieurs de la Chambre ou autres, que ledit morceau serait, malgré tout, compris dans l'afflèvement du Bager — eux, de Bidos — prendraient leurs mesures et s'opposeraient audit afflèvement... Mais ils espéraient bien qu'il serait fait droit à leur légitime revendication et terminaient leur requête en promettant de prier Dieu *per la prosperitat et sanitat de V. S.*

Le 22 novembre 1593, la Chambre des Comptes décida que l'afflèvement du Bager serait délivré aux syndics d'Oloron, Soeix, Eysus et Lurbe, selon les conditions par eux faites, et qu'il leur serait, à ces fins, passé contrat en bonne et authentique forme, sans toutefois y comprendre les terroirs et bois appelés de Serresoeix, dont la possession avait déjà été octroyée aux habitants de Bidos.

Ce contrat fut passé le 1^{er} décembre 1593 par devant M^o Guillhamy de Labat, notaire à Pau ; il stipulait, réserve faite des 296 journades déjà afflèvées, que tout le restant des terroirs dans toutes leurs limites et étendues était *balhat per bertut deu present affiusamen ausdits besiis et communautat deusdits Oloron, Soeix, Eysus et Lurbe ab tous et chacuns arbres mesches et saubages fruts portant ou non baduts et a bader et fruts pendents et a pende deusdits arbres et autres causes, herbes mortes et bibes, aigues publades correntes ou non correntes, dite maison et beyriere, causes qui son en aquere ab tous drets estat et libertat que sadite Majestat a ni poyré haber sus tals dits terradors, sie per imposition de punheres et multes pecunialles per rason de bedes ou carnauts et tout autres non expressats ni declarats, sauf et reserbat lo dret de regale et de seignour soubiran, ensempts tous autres aux sieurs (?) directes, justiciers et fonciers tocquants et apartenents seguien lo For et costume deu present pays...* le tout, premièrement, pour la somme de 12.000 francs d'entrées, dont le syndic d'Oloron déchargerait le receveur du domaine, sur l'obligation de pareille somme, augmentée de ses intérêts, octroyée le 27 janvier 1567 aux gardes et cité d'Oloron, *per la deffunte regine Johane de gloriouse memori* ; secondement, pour le payement d'une rente annuelle et perpétuelle de 10 écus « petits » que les voisins, manants et habitants des quatre com-

munautés seraient tenus d'effectuer, en mains du trésorier du domaine à chaque fête de la Toussaint.

Le contrat, juré par les parties suivant l'usage — *per jurement au Dieu bibent* — fut signé par : Pierre Dupont, président de la Chambre des Comptes, Pierre de Saint-Martin, Daniel Loyard, Pierre de Roque, Gratian de Loustau, Pascal de Cachalon, conseillers auditeurs ; M^e Ramon de Camo, huissier en la même Chambre ; Bernard de Maucor, procureur patrimonial ; Noble Johan de Mantgaurin, seigneur de Cucuron, *general de las Monedes de Béarn* ; Johan de Bellocq de Pontacq ; Johan deu Boy de Garos, témoins dans l'acte ; le notaire instrumenteur, M^e Guilhamy de Labat ; enfin, Johan de Lostal et le capitaine Simon de Lurbe, syndics intéressés. M^e Gratian de Loustau, conseiller du roi et auditeur en sa Chambre des Comptes, fut commis et député pour, avec l'assistance de M^e Bernard de Maucor, procureur patrimonial, mettre les affié-vants en la « réelle » et « corporelle » possession des terroirs inféodés.

Cette remise fut faite avec le plus grand appareil et après les perquisitions les plus minutieuses sur la situation, la composition, l'étendue et les limites du terroir. On assigna pour le 27 décembre 1593, de 8 à 10 heures du matin, en la maison de Pierre Campagne, marchand et bourgeois d'Oloron, tant les parties prenantes que ceux des « voisins » d'Eysus, d'Arudy, d'Escot, de Bilhères, de Bielle et autres localités des environs qui, connaissant les lieux, pourraient en indiquer les limites.

Douze témoins répondirent à l'assignation, à savoir : Johan de Labordette, Johan de Casaurang, Berdolet de Membieille, du lieu d'Escot ; Bernad de Cocharrat, Ramonet de Bartibas, alias de Laborde, Goailhard de Labat, Goailhard de Bartibas, Peyrotet de Loustalot, du lieu de Bidos ; Bernad de Sacaze et Berthomiu de Tresariu de Bielle ; enfin, Manaud de Capdevielle et Peyrot de St-Jacme d'Arudy.

Ces douze témoins furent tous d'accord, tant à Oloron le 27, que le surlendemain 29, en territoire de Serresoeix où se poursuivit l'enquête, pour énoncer de mémoire et indiquer du doigt les limites des terroirs de Serresoeix, bois du Bager, montagnes de Binet et de Baytgran qui tous, d'un seul tenant dans leurs

confrontations, étaient les terres du roi, gardées par ses maîtres des Eaux et Fôrets et interdites, sous peine de *punheres e carnauts* à tous circonvoisins qui n'étaient pas usagers.

Ces limites partaient de Lurbe pour aller droit au sommet de la montagne de Capdàas, celle-ci incluse et, de là, par Malharrouy, Pas de la Coste, Aiguebees, elles atteignaient *de quinte à quinte*, er Esquie de Porteigt et Baytgran... d'où, abandonnant la montagne d'Ixos aux communes de Bielle et de Bilhères, en Ossau, et la montagne de Laserque à la commune d'Arudy, elles descendaient *capbaigt l'arrecq apperat deu Termy, entro au gabe ossales...* qu'elles suivaient alors jusqu'aux terroirs de Serresoeix. Elles longeaient ensuite les terres cultes — *lous laurats* — d'Eysus, de la commanderie de Saint-Christau et de Lurbe.

L'enquête terminée, la Commission se transporta au parsan appelé l'Arrecq de Brecq, en un point haut et éminent d'où l'on avait vue sur tout le pays. Et là, devant une nombreuse assistance, fut lu à haute et intelligible voix, par le sieur de Codalongue, secrétaire de la réformation du domaine, le contrat d'affièvement.

Après cette lecture, les territoires affiévés furent, sur les données de l'enquête, de nouveau énoncés et indiqués de la main par le commissaire-enquêteur M. Gratian de Loustau, qui déclara, vu que le temps était mauvais et les montagnes couvertes de neige, ne pouvoir *anar a pee ni a chibal*, sur les limites des dites montagnes, pour mettre les acquéreurs en possession de chacune d'elles... et devoir, en conséquence, se contenter de faire, de ce point même, et à la simple inspection des lieux, remise « réelle », « actuelle » et « corporelle » des territoires affiévés.

Il fit donc en mains de MM. de Lurbe, de Lostal et de Crabol, remise solennelle de l'acte authentique d'affièvement, coupant pour eux des branches d'arbres — *arrames* — et des branches de fougères — *heus* — qu'il leur remit... creusant et leur faisant creuser la terre à l'aide d'une houix — *foudgeament de terre* — tellement qu'ils en demeurassent vrais maîtres et pacifiques possesseurs et qu'eux et leurs mandants, les « voisins », « manants » et « habitants » d'Oloron, Soeix, Eysus et Lurbe,

leurs héritiers et successeurs présents et à venir et tous autres ayants-droit, pussent jouir, user, disposer, se prévaloir et se gaudir des dits territoires ; faisant défense à tous autres, de les inquiéter ni molester en cette possession, par voies de fait ni autrement, sous peine de 25 marks d'or pour chaque fois qu'ils y contreviendraient.

Le lendemain 30 décembre, la Commission étant retournée à Oloron, le sieur de Lostal, juré et syndic de la ville, exhiba l'obligation souscrite par Jeanne d'Albret en faveur d'Oloron — et qui valait en ce moment, avec l'arriéré des intérêts capitalisés — *sedze mille francs* — et, par un endossement, mentionna, comme effectivement fait *lo pagament deus doutze mille francs*, correspondant au prix de l'affrèvement et dont l'obligation se trouvait par conséquent réduite.

Une quittance notariée fut, d'autre part, rédigée et retenue par M^e Johan de Tausiet, notaire à Oloron¹.

Cette double formalité bien et dûment remplie et les parties virtuellement quittes les unes envers les autres, Oloron, Soeix, Eysus et Lurbe auraient dû pouvoir jouir en paix de leur commune acquisition. Il n'en fut pas pourtant ainsi.

IV

Deuxième affrèvement.

(1601)

Ogeu, Buziet, Herrère, Escou, Escout et Précilhon, jalouses du triomphe de leurs rivales et voulant les « fascher et inquiéter » demandèrent au roi, à diverses reprises, de les recevoir « simples usagères » dans le Bager, malgré l'affrèvement déjà prononcé... lui donnant l'assurance qu'il trouverait plus avantageux de « retenir en ses mains la propriété des terroirs, bois et montagnes » et « donner seulement l'usage » à tous les circonvoisins... allant même jusqu'à insinuer dans son esprit qu'ils

1. — Copie de l'acte d'affrèvement de 1593. Arch. com. de Lurbe, A. 2.

étaient prêts à faire de « meilleures offres » et de « meilleures conditions » que celles qu'avaient pu faire ceux d'Oloron.

Le roi se laissa surprendre par des offres aussi intéressées — et, très légèrement, sans même consulter ni ouvrir son procureur patrimonial qui l'eût très certainement mis en garde contre cette supercherie — cassa, par arrêt du 31 mai 1600, pris en son Conseil privé de Navarre, le contrat passé en 1593, remettant et exposant à nouvelles enchères les mêmes terroirs, bois et montagnes.

Déjà, d'ailleurs, avant de prendre une aussi déplorable détermination, il avait, par un précédent arrêt, admis à l'usage dans le Bager, les communes de la rive droite du gave d'Ossau. Celles-ci en avaient promptement profité pour faire, dans ledit bois, de grands dégâts et ruines considérables, coupant et dissipant le tout sans aucune discrétion.

Il fallut recommencer toute la procédure.

M^r Johan de Laugar, conseiller ordinaire du roi, son commissaire en la présente affaire, se transporta à Lasseube, où il avait convoqué tant les syndics d'Oloron, Soeix, Eysus et Lurbe, que ceux d'Ogeu, Buziet, Herrère, Précilhon, Escou, Escout et autres localités circonvoisines. Là, les communes de la rive droite du Gave d'Ossau qui avaient demandé et obtenu la révocation du premier affrètement, furent sommées, par le commissaire du roi, de faire à son profit — comme elles s'y étaient engagées dans leur requête — des offres plus avantageuses que les conditions déjà consenties par celles de la rive gauche.

Sur cette mise en demeure,

Ogeu présenta.....	2.000 fr. d'entrées [de 15 sols pièce] et une rente de 12 écus ;
Buziet.....	200 livres d'entrées..... 3 écus ;
Précilhon	50 livres d'entrées..... 1 écu ;
Les autres communes.	300 livres d'entrées 6 écus ;

Au total donc : 2.550 livres d'entrées et..... 22 écus.

Ces offres ayant paru beaucoup moins avantageuses — *mendres et meinx profeytables à Sa Mayestat* — que les conditions déjà faites par les premiers adjudicataires, le roi, par lettres patentes données à Lyon le quatorzième jour de décembre de l'an de grâce 1600, ordonna au même Johan de Laugar que

— sans avoir égard à son arrêt de cassation du 31 mai 1600 « donné par le dol et surprise des habitants d'Ogeu » il eût à maintenir les premiers adjudicataires en les droits et possessions à eux adjugés par l'acte de 1593, révoquant ledit arrêt du 31 mai 1600, et enlevant aux dits d'Ogeu et autres localités de la rive droite du gave d'Ossau, le droit d'usage dans les terroirs, bois et montagnes en lequel il les avait admis... se réservant de faire droit à la requête de son procureur patrimonial sur la réparation des dépens, dommages et intérêts soufferts par la coulpe des dits habitants d'Ogeu, en suite de ladite cassation.

Oloron, Soeix, Eysus et Lurbe qui s'étaient vues trop prestement dépouiller de leur légitime acquisition, ne voulaient, en effet, cette fois, reprendre l'affièvement que sous ces mêmes réserves, c'est-à-dire qu'à la condition que des poursuites en réparation de dommages seraient exercées contre Ogeu et les autres communes de la rive droite du gave d'Ossau, soit, à la diligence du procureur patrimonial, soit — sur son renoncement — à leur propre diligence... Car il faut dire que, pour assouvir une vengeance née du dépit profond que ces communes avaient ressenti à être définitivement et irrévocablement écartées, celles-ci s'étaient livrées et se livrèrent même, dans la suite, sur les bois du Bager, à des actes de véritable vandalisme, coupant les plus belles futaies, s'approvisionnant de grandes quantités de bois, écorchant les chênes — *escoryaben et tiraben la peig et escorce aux cassos, qui per tel moyen se moriben et secaben* — pour la plus grande ruine de la forêt.

Sur les doléances des Oloronais, défense formelle de la part du roi fut faite, par voie de publications et d'affiches dans toutes les localités intéressées, à tous leurs habitants d'entrer dans les terroirs, bois et montagnes inféodés, d'y couper, déraciner ou enlever aucune essence forestière, ni d'y commettre quelque dommage que ce fût, sous peine d'une amende de *cent leys majors*.

Rendez-vous fut alors pris, tout d'abord pour le vendredi 25 mai 1601, une heure après midi, puis, après contre-ordre, pour le 1^{er} juin suivant, à 11 heures, sur le territoire du Bager, à l'entrée de celui-ci, venant d'Oloron, pour opérer la restitution à *las quatre besiaus*, des territoires qu'elles avaient acquis par

inféodation. Les municipalités d'Ogeu, de Buziet, de Herrère, d'Escou, d'Escout et de Précilhon furent citées à comparaître au rendez-vous, pour assister à cette restitution.

Au jour indiqué et à l'heure dite, se trouvèrent présents au rendez-vous, avec le commissaire du roi, le procureur patrimonial et un secrétaire M. Berthomieu de Lassalle, garde et représentant de la ville d'Oloron ; noble Bernard d'Engosseguilhem, seigneur d'Arros et noble Daniel de Lurbe et, avec eux, 16 témoins — *sabensers* — venus d'Escot, de Lurbe, d'Eysus et d'Arudy.

Les municipalités de la rive droite du gave d'Ossau ne s'étaient ni présentées, ni fait représenter, ni même fait excuser... Il fut passé outre à leur « défaut » et la Commission se transporta à Lurbe, un point appelé Coytg de Hourat — *près de u gran cami carrau qui tiro à Escot* — en vue de la montagne de Capdàas et du Bugalar de Lurbe. Là, M. de Lassalle *fe un long recit* des divers incidents qui s'étaient succédés depuis l'acte de 1593, et jusqu'au nouvel affrètement de 1601. Puis les *sabensers* entendus sur les limites et confrontations des terroirs, bois et montagnes affrétés, la Commission et l'assistance retournèrent au lieu de Serresoeix, à l'endroit même où, en 1593, avait eu lieu la remise si solennelle du premier affrètement ; et là, après lecture de toutes les pièces de la procédure, le commissaire du roi fit, tout aussi cérémonieusement qu'en 1593, remise aux susdits syndics des mêmes terroirs, bois et montagnes inféodés¹.

Cette fois, c'était bien définitif et irrémissible, les acquéreurs allaient pouvoir jouir en paix de leur commune acquisition.

V

Règlementation du mode de jouissance.

(1677)

Devenues propriétaires réelles et effectives du Bager, la ville d'Oloron et les trois autres communes se préoccupèrent d'en régler le mode de jouissance.

1. — Copie de l'acte d'affrètement de 1601. Arch. com. de Lurbe, A. 3.

Un premier « arrangement » ou « police » fut signé le 29 mai 1603, par lequel il était arrêté que les revenus ou profits qu'on retirerait du Bager et des autres terres et montagnes, seraient communs et chaque année partagés entre les quatre copropriétaires, au prorata des finances versées par chacune d'elles pour l'acquisition — à savoir : les deux tiers pour la ville, le tiers restant pour les autres communautés. Il était encore convenu qu'il serait donné, à ceux qui le demanderaient — moyennant un prix à débattre — la permission d'extirper et de fonder des métairies ou « bordars ». Quant aux champs et aux prés qui avaient déjà été ménagés par des particuliers et de leur propre autorité, ils seraient également donnés à fief.

Des modifications furent apportées à ce premier règlement à diverses époques et notamment le 16 mai 1651. Mais il faut descendre jusqu'en 1677 pour trouver, à la date du 28 avril, un règlement en 49 articles dûment homologué par arrêt de la Cour et « juré » par les parties.

Ce règlement, qui n'était pris que pour « renouveler les anciens », montre de façon très palpable que ses rédacteurs étaient, tout au moins, animés d'excellentes intentions et désiraient administrer le Bager en vrais pères de famille.

Tout d'abord, ils écartèrent du Bager, avec un soin jaloux, tous les étrangers ne supportant seulement pas qu'ils fussent employés comme bouviers, charretiers ou convoyeurs, pour les transports des divers produits à enlever de la forêt... L'emploi des bouviers étrangers — et c'est significatif — ne pouvait, en effet, être toléré que par une assemblée du Corps de ville et des communautés. Des bornes devaient être plantées pour limiter tout le territoire et empêcher les pasteurs étrangers d'y faire pacager leurs troupeaux quand ils passeraient, se rendant de la montagne à la plaine, ou vice-versa. D'ailleurs, aucun animal étranger, pas même pris en cheptel, n'était accepté, la volonté très claire et très formelle des auteurs du règlement étant de réserver, au profit exclusif des copropriétaires, tout le bénéfice de la jouissance du Bager... « Aucun bénéficiaire — est-il dit à l'art. 45 — ne pourra contracter aucune gazaille [bail à cheptel] de quelque nature que ce soit, pour les faire paître au Bager »... Et : il n'est permis qu'aux habitants de la ville et trois

« besiaus » — dit l'art. 46 — de jouir du profit et émoluments du Bager.

Les étrangers écartés, le règlement mettait en défens certains quartiers de la forêt : du ruisseau de Lasserre au gave d'Ossau ; de ce même ruisseau de Lasserre au fond de La Bourbère et d'ici, par la fontaine Deu Biscq et le cuyolar du Picq, au col de Crampes, pour le premier « vété »... *bedat* ; le parsan appelé : Lous Paillassas et Duret, pour le second « vété ». Enfin le parsan appelé : Arricq pour le troisième « vété ». Tout le reste était livré à l'exploitation, mais voici comment :

Le bois mort pouvait être ramassé dans toute la forêt, même dans les quartiers en défens... Le bois de chauffage était à la discréption des habitants des quatre communautés, mais jusqu'à concurrence d'une charge d'homme seulement... encore était-il défendu de toucher aucune branche de chêne ou de hêtre, à cause de la reproduction de ces espèces par les faines et les glands... on pouvait cependant s'en approvisionner pour des travaux de charronnage ou de construction... les autres essences : cormiers, merisiers, cerisiers, alisiers, etc., pouvaient être déracinées pour être ensuite replantées sur les propres terres des bénéficiaires qui ne pouvaient d'ailleurs ni les donner, ni les vendre... de plus, toute industrie du bois était étroitement surveillée et l'on ne pouvait, par exemple, façonnez des bardeaux de chêne, sans en avoir, au préalable, obtenu la permission... L'établissement, le nombre et l'exploitation ou vidange des fours à chaux était surveillée plus étroitement encore. Rien, ni bois, ni charbon, ni chaux, ne pouvait être vendu qu'en ville d'Oloron et seulement par des bénéficiaires du Bager... et des taxes, dont profitaient les quatre communautés, étaient exigées à l'entrée.

Ainsi, toute charrette de bois de chauffage du Bager, transportée à Oloron pour y être vendue payait un droit de. 4 liards.

Une charge du même, à dos d'âne ou de mulet..... 1 —

Les bardeaux de chêne, par cent..... 4 —

Ceux en hêtre 2 —

Le cercles de barrique, par traque..... 2 —

Toute infraction au susdit règlement était du reste punie d'amendes variant de 8 à 40 francs... et encore demandait-on

« le droit de faire emprisonner les délinquants qui n'offriront pas les moyens pour payer les contraventions ».

Pour assurer l'exécution de ce règlement, il était établi trois gardes, dont un spécialement affecté à la partie de la forêt mise en défens... où il devait soigner les plantations, les chausser, les environner d'épines et où il devait être journallement présent, sans même en excepter le dimanche « après avoir ouï la messe » sous peine de un franc d'amende qui était retenu sur ses gages. En cas de négligence d'ailleurs, les gardes étaient remplacés et rendus responsables des dommages causés.

Enfin, le règlement fixait « selon l'usage » au premier dimanche après Pâques, la remise des comptes. Les produits retirés du Bager, étaient, ce jour-là, calculés, et chaque commune retirait sa cote-part en proportion de ses droits : la ville, les deux tiers, et les autres communes le tiers restant¹.

Dans l'intervalle, et en exécution de l'ordonnance de 1669, le bois du Bager avait été aménagé par l'Administration des Eaux et Forêts et le quart mis en réserve².

VI

Premières Fondations. — Procès Berguerie.

(1683)

L'arrangement du 29 mai 1603 constatait l'existence dans le Bager de « terres défrichées en nature de labourable et de prairie ».

A des dates demeurées indéterminées, mais remontant, tout au moins, au xv^e siècle, des particuliers d'Eysus et de Lurbe, profitant de la latitude que les princes avaient consenties aux communes usagères du Bager, y avaient, en effet, extirpé certains quartiers et s'y étaient créé des métairies ou « bordars ». Faibles à leur naissance, ces métairies s'arrondirent graduellement jusqu'à acquérir assez d'importance, tant par leur étendue

1. — Copie du Règlement de 1677. Arch. com. de Lurbe, A. 4.

2. — Arch. com. de Lurbe, A. 5.

que par leur rendement pour qu'il fût possible à leurs colons de s'y retirer d'une manière définitive, en se détachant tout-à-fait, par vente ou autrement, de leur propriété du village.

C'est ainsi que furent fondées les premières métairies ou « bordars » ; celui de Ricouté d'abord, qui peut être considéré comme le premier établi ; puis, successivement, ceux de Berquerie, de Lassalle, de Lasclottes, de Pathiolle, de Régalot, de Louise, de Bacheré, de Cendres, de Larrouy, de Carrerole, de Haure, de Pléchot et de Menvielle.

L'établissement de ces métairies fut, par suite de l'inféodation, l'occasion, entre les communes, de longs et coûteux procès.

La « coutume » et « l'usage », allégués par Lurbe et Eysus principalement, voulaient que quand un habitant de l'une des communes copropriétaires du Bager s'en allait y extirper une terre et y bâtir un « bordar », le fonds extirpé et assiévé payât la taille à la commune d'origine de l'extirpateur.

Oubliant que la terre est au premier occupant, Oloron aurait, au contraire, voulu que tout propriétaire d'un « bordar » du Bager en payât la taille « à la caisse commune des quatre assiévants... qu'elle fût confondue avec les autres revenus retirés du Bager, et, comme eux, partagée chaque année, sur le pied du règlement ».

Réalisant ses projets, en 1663, la ville — qui avait jusque là toujours pris la « taille du roi » sur « l'impôt du vin », entreprit de la prélever — sur « les terres ». Elle se heurta tout aussitôt aux résistances des propriétaires fonciers. Un procès s'ensuivit, sur lequel intervint, à la date du 17 septembre, un arrêt de la Cour qui autorisait la ville à régaler la taille sur « les terres ». Un rôle fut dressé, en 1672, au nom de la ville par M^e Gratien de Toulas, bourgeois et jurat d'Oloron. On y comprit les deux tiers des fonds possédés au terroir commun du Bager par les particuliers de Soeix, d'Eysus et de Lurbe qui s'y étaient établis, l'autre tiers devant revenir aux autres trois communautés.

La ville en venait donc à ses fins. Mais les communes, comprenant que la plus grande partie de la taille des extirpations faites au Bager par leurs « voisins » allait leur échapper, et ne voulant rien perdre d'un bénéfice qu'elles avaient jusque là perçu intégralement, firent opposition. La ville alors s'empara

de toute la taille des fonds possédés au Bager par les « voisins » d'Eysus et de Lurbe : Lasclottes, Ricouté, Lassalle et Berguerie, en attendant qu'il plût aux communautés de lui faire raison des deux tiers de cette taille sur tout le restant du Bager.

Ce Ricouté était un cadet d'Eysus. Il s'était établi au Bager, dans le parson appelé « Turounet », en la maison que son grand-père Jeannet Darnaudat, également du lieu d'Eysus, y avait acquise. Au moment de son établissement au Bager, ce Jeannet Darnaudat avait été attaqué par les jurats d'Eysus qui voulaient lui faire payer la taille et l'obliger à supporter les charges locales. Ils étaient même allés jusqu'à « lui saisir les hardes du lit ». C'est à l'occasion de ce différent que la ville entra, pour la première fois, et civilement, en cause. Elle intervint dans le procès et fut déclarer le dit Jeannet Darnaudat « voisin » d'Oloron et du taillable de cette ville. [Entre 1618 et 1631.]

Ce premier succès de la ville ne pouvait décider à jamais d'une cause où des prétentions si diamétralement opposées étaient aussi fortement soutenues de part et d'autre. Il faut en venir au procès Berguerie pour voir la question débattue à fond et la ville, alors, perdre définitivement une cause qui, à première vue, paraissait très juste.

Les Berguerie étaient des habitants de Lurbe. En 1631, ils firent au Bager des extirpations pour lesquelles ils payèrent la taille à Lurbe, où ils avaient tout de toute leur personne. Ce n'est qu'en 1639 que leur fils et petit-fils, Bernard, après avoir vendu une partie de ses terres à Lurbe, transféra son bien à son frère Charles à la Bager où, avec les matériaux de sa maison de Lurbe, qu'il avait l'habitude nommée « le seigneur de ma sœur », il édifia en 1683 le Béguinage de Berguerie pour laquelle, tout de ses biens et de tout ce qu'il possédait à Lurbe.

En 1683, Charles, ses frères et soeur se débarrasser d'au moins de la moitié de Lurbe — — se réservant toutefois le quart de la place — — laissa au Béguinage la ville de Berguerie de tout ce qu'il possédait à Lurbe.

Ces biens dépossédés de Lurbe revinrent à la Berguerie, le 1^{er} mai 1700, les seigneurs de Lurbe et de la Bager, et les deux familles furent réunies. Sur la mort de Berguerie, le 1^{er} mai 1720, son fils, lequel

cette première saisie fut cassée le 4 février 1684, par une sentence contumaciale, en exécution de laquelle les « choses » saisies furent rendues audit Berguerie qui continua à payer sa taille à Oloron jusqu'en 1689.

En 1689, la commune de Lurbe lui fit encore deux nouvelles pignorations. Berguerie ayant, cette fois encore, demandé que la saisie fût cassée et que la sentence contumaciale de 1684 fût respectée comme ayant acquis force de chose jugée, une seconde sentence du 20 septembre 1689 lui accorda la mainlevée et décida que la ville d'Oloron serait mise dans l'instance.

Le vrai procès allait commencer. Oloron prenait la place de Berguerie, vieillard de 75 ans qui, ne pouvant soutenir la cause, de son chef, s'effaçait « pour donner à ses adversaires plus forte partie ».

Oloron allait donc demander à percevoir, pour les verser dans la caisse des revenus communaux du Bager, partageables entre tous les affiévants, non seulement la taille du seul Berguerie, mais encore la taille de tous les « bordars » construits au Bager par les colons de Lurbe et des autres communautés. Pour elle, la taille que Lurbe, dans le procès Berguerie, revendiquait intégralement, était un revenu assimilable aux revenus ordinaires du Bager et devait, comme tous les produits de ce terroir, être traitée sur le pied des règlements.

A cette prétention, Lurbe opposait une jouissance immémoriale de la taille des « bordars » construits au Bager par ses habitants.

Oloron fut alors amenée à énoncer que tous les « bordars » du Bager y avaient « été bâties depuis et en conséquence de l'affièvement, avant lequel il n'y avait pas de « bordars » sur lesquels ou pût percevoir la taille ».

Lurbe répondait que dans l'acte d'affièvement de 1593, il était dit : qu'encore que le terroir inféodé eût été adjugé au roi par arrêt du 8^e novembre 1588, « il était néanmoins réservé aux habitants d'Oloron, Soeix, Eysus et Lurbe, certains droits et usages à eux anciennement octroyés par les princes de Béarn » ; qu'ainsi, Lurbe avait, sur le Bager, des droits particuliers et indépendants dudit affièvement de 1593, droits qui devaient évidemment et implicitement consister à extirper au Bager et à

y bâtir, puisque, effectivement, ses habitants y extirpèrent et y bâtirent, longtemps avant l'affièvement, le règlement de 1603 constatant lui-même l'existence, au Bager, de champs et de prés extirpés par des colons des différentes communautés...

Quant à la taille assise sur les « bordars » fondés au Bager par ses habitants, elle était basée sur un « usage constant et une coutume immémoriale ». Il n'apparaissait pas, en effet, qu'il eût jamais été dérogé à cet ancien usage, tandis qu'il était avéré et notoire que la taille avait toujours été payée à Lurbe... Les anciennes bâtisses et métairies précédentes à l'affièvement, payant la taille aux communautés dont étaient originaires leurs fondateurs et non pas à Oloron qui n'avait, ni ne pouvait avoir, à cette époque, inspection ni pouvoir quelconque sur les « bordars » de Lurbe, il s'ensuivait de là cette loi inviolable que la taille des bâtisses subséquentes, devait, nécessairement, être payée à Lurbe... Oloron, d'ailleurs, chose que l'on était bien obligé d'accorder, n'avait jamais recouvré cette taille ni ne l'aurait même jamais prétendue « sans ce procès de Berguerie, suscitée et animée par Berguerie et pour faire plaisir à ce chicaneur et mauvais citoyen », tellement que, eusse-t-elle eu quelque droit, elle l'aurait perdu par sa seule négligence.

C'était encore *ostendere in limine* que de prétendre que la taille devait être partagée parce que les revenus l'étaient... Le règlement de 1603 ne parlait pas de taille... Le partage des revenus y était borné aux « entrées » et aux « fiefs »... Du reste, dans ce règlement de 1603, il avait été tacitement convenu, par le silence des habitants d'Oloron, que les habitants de Lurbe continueraient à régaler seuls la taille et en profiteraient seuls, comme ils l'avaient toujours fait par le passé... Si, d'ailleurs, les habitants d'Oloron avaient réellement considéré la taille des « bordars » comme un émolument du Bager, partageable entre les quatre propriétaires, ils auraient dû le demander *ab initio* ou dans la suite comme ils le demandaient à l'occasion de Berguerie et la mentionner comme telle, dans le règlement de 1677... S'ils avaient cru pouvoir le faire, ils ne l'auraient certes point omis... Mais, le règlement ne pouvant regarder que « le pacage en temps de farine, le charbon, la chaux et les autres produits similaires » ils s'étaient bien gardés d'y men-

tionner la taille ; et dire, ensuite, qu'on ne l'avait point fait parce qu'on prenait jusque là la « taille du roi » sur « l'impôt du vin », c'était se mettre en contradiction avec soi-même et prouver son embarras... De telle sorte que, ayant souffert et consenti, sans rien réclamer pendant plus de 30 ans, « que les habitants de Lurbe aient joui seuls de la taille » qui était un produit de leur invention, c'était une témérité de les vouloir troubler dans cette possession et prétendre leur ôter ce petit soulagement à la misère qui les accablait, étant chargés de plus de dettes communes que ne valaient leurs biens... En tout cas, Oloron méritait de perdre ce droit, quand bien même il eût été aussi légitime qu'il était chimérique :

*Quæ ab initio sunt voluntatis,
Ex post facto sunt necessitatis.*

Oloron, ayant donc laissé se prescrire le droit qu'elle invoquait contre Lurbe, n'était point fondée à vouloir établir, après un silence de plus de 30 ans, de plus d'un siècle même, un changement et une nouveauté de cette nature, ce qui était « d'autant plus odieux, qu'on voulait l'introduire en faveur de la commune d'Oloron, une des plus puissantes de la province, contre celle de Lurbe, qui en était constamment la plus misérable¹ ».

Quant à Berguerie, bien qu'ayant son habitation au « bordar » du Bager, il ne cessait pas, pour cela, d'être habitant de Lurbe ; même après avoir démolî sa maison et vendu la plupart de ses terres, il possédait encore à Lurbe, au moment du procès, trois pièces appelées : « casau », « palu » et « salabares », qu'il avait affermées et dont il percevait les affermes. Il accordait d'ailleurs, lui-même, que plusieurs habitants de Lurbe, qui possédaient comme lui des « bordars » au Bager, où ils fermaient leurs bestiaux, en payaient cependant la taille à Lurbe, uniquement pour se soumettre à la loi inviolable de « la coutume » et de « l'usage ». Quel privilège pouvait alors avoir Berguerie, pour ne pas, à son tour, se soumettre à cette loi... Il ne s'agissait pas, en ce procès, de « justice » ou de « juridiction »... ni de savoir si

1. — Réponse des hab. et com. de Lurbe. Arch. com. de Lurbe, A. 6.

Berguerie était ou n'était pas « justiciable » des jurats d'Oloron — chose dont la ville voulait se prévaloir — tous les autres habitants de Lurbe l'étaient comme lui, et les jurats d'Oloron étendaient bien, du reste, leur « juridiction » sur diverses autres paroisses voisines qui ne payaient point, cependant, la taille à Oloron... Qu'il le voulût ou non, Berguerie était absolument dans la même situation que les autres particuliers qui non seulement étaient, et au même titre que lui, du « taillable » de Lurbe et contribuaient, conséquemment, à toutes les charges communales, mais qui, étant encore « vivants » et « mourants » de ce lieu et recevant de son curé l'administration de tous les sacrements de l'Eglise, lui payaient, en retour — comme du reste les habitants des « bordars » de Soeix et d'Eysus aux curés de leurs paroisses respectives — la dime et les prémices... D'où Lurbe concluait, s'appuyant sur la maxime : *eadem vel simili ratione suadente idem jus statuendum*, que la taille devait suivre le même sort¹.

Ce droit d'extirper et de bârir des « bordars » que Lurbe disait posséder au Bager antérieurement et postérieurement à l'affièvement, Oloron le qualifiait « d'interprétation dérisoire ». D'après la ville, par terme d'« usage », il ne fallait entendre qu'un simple « pacage », quand il se rapportait à l'usage de quelque « terroir »... ou un droit de « coupe », quand il se rapportait à quelque « forêt »... Mais quand bien même il eût été vrai, d'ailleurs, qu'à l'occasion de ce « pacage » les habitants de Lurbe avaient construit quelques cabanes dans le terroir affiévé, voudrait-on appeler cette licence un droit de bârir... Quelle conséquence, en définitive, Lurbe voulait-elle en retirer pour le procès pendant... Tous les droits précédents à l'affièvement devaient être comptés pour rien et il était superflu de chercher un plus grand avantage que celui que l'on avait acquis par l'affièvement, puisque l'on changeait un usage douteux en une propriété renfermant des droits plus étendus et plus certains... Oloron niait donc, en somme, qu'avant l'affièvement il y eût aucun « bordar » et que, par conséquent, il y eût une taille payée... Et, en effet, disait-elle, l'absurdité ne serait-elle

1. — Réponse des hab. et com. de Lurbe. Arch. com. de Lurbe, A. 7.

pas grande d'imposer à la taille un terroir qui était encore, en 1593, dans le domaine du prince de Béarn... La possession immémoriale était donc, à ses yeux, un faux titre dont Lurbe ne devait pas parler... Quant à l'objection que Lurbe prétendait tirer de ce fait que, ni la transaction de 1603, ni le règlement de 1677 ne parlaient point de la taille, elle n'avait, non plus, aucune valeur, la taille n'existant pas encore... Ce n'était qu'en 1663 que la ville avait été autorisée à la régaler sur ses terres... Quant aux tenanciers du Bager, la ville ignorait encore, en 1677, qu'ils la payassent... Or, quel moyen d'exciper de prescription contre des gens qui ne savaient pas leur droit et qui n'étaient pas en état d'agir...

Non valenti agere, non currit prescriptio.

On ne pouvait pas davantage dire : que les maîtres des « bordars » étaient « vivants » et « mourants » des lieux de leur naissance et qu'ils payaient la dîme et les prémices aux curés de leurs villages... La « paroisse » ne réglait pas toujours le « territoire » et le payement de l'entièrre dîme aux curés des dits villages était un abus dont le curé d'Oloron ne manquerait pas de se plaindre avant de longtemps... Quant, encore, à ce que l'on disait de Lasclottes et de Ricouté, concernant le payement de la taille, c'était « une grande moquerie », car, qu'ils fussent « cadets » ou « héritiers » de leurs maisons, il n'importait ; il suffisait qu'ils fussent originaires de Soeix dont ils étaient « morts » et « vifs » et cependant, ils payaient la taille de leurs maisons du Bager aux jurats d'Oloron « qui devaient recevoir ce même avantage de tous les autres tenanciers dudit terroir¹ ».

La vérité, le droit et la justice avaient peine à se dégager de ce chaos de faits et d'objections contradictoires. Cependant, le sénéchal d'Oloron crut pouvoir rendre, le 26 juillet 1690, entre, d'une part, les jurats d'Oloron et Bernard de Berguerie et, d'autre part, les habitants et communauté de Lurbe, une sentence portant que Berguerie payerait la taille aux gardes d'Oloron, et qui lui accordait mainlevée des meubles et « autres choses » à lui pignorées par les jurats de Lurbe.

1. — Requête des jurats d'Oloron. Arch. com. de Lurbe, A. 8.

Cette sentence ne pouvait être pour Lurbe, qui avait soulevé la question formelle de la prescription, la fin du procès. Elle interjeta appel devant le Parlement de Navarre.

La première audience que la Cour paraît avoir tenue sur le procès ainsi appelé, est du 31 janvier 1691. Par arrêt de ce jour, elle accorda tout d'abord, elle aussi, à Berguerie, mainlevée des « choses » saisies, mais en lui baillant caution de les représenter. Puis, par autre arrêt prononcé le 27 janvier 1693, elle ordonna « que les habitants et communauté de Lurbe prouveraient, dans le mois, par devant M^e Cassou, notaire à ces fins commis et député, que, depuis temps immémorial, tant les habitants dudit lieu de Lurbe que ceux de Soeix et Eysus qui avaient été construire des « bordars » dans le terroir du Bager, par eux affiévé en commun, avaient toujours, chacun en ce qui le concernait, payé la taille aux jurats et gardes de chacune des communautés d'où ils étaient sortis, qu'ils y eussent transporté leur domicile ou non... Et les jurats et ville d'Oloron, le contraire, pour, ce fait, les enquêtes rapportées et communiquées au procureur général du roi, être fait droit définitivement aux dites parties, ainsi qu'il appartiendrait¹ ».

Le procès en venait donc sur le seul terrain solide de la « coutume » et de « l'usage », terrain qui devait être fatal à la ville et, au contraire, propice à Lurbe.

Oloron, en effet, n'était pas en état de faire la preuve contraire, « n'ayant point accoustumé de faire aucun régalement sur les métairies du Bager de Lurbe, ni non plus sur son propre territoire que depuis l'arrêt de la Cour, de 1663 ». Elle déclarait même n'être en possession de régaler que les métairies du Bager, fondées par des gens de Soeix et d'Eysus « qui sont proches de la ville », celles fondées par les gens de Lurbe ayant échappé à sa mémoire en raison de leur éloignement « et ayant esté taillées par les députés du dit lieu », sauf, cependant, celles de Lasalle, Baillères et Bernard de Berguerie, qu'elle avait taillées depuis 1683, époque où elle reçut ces messieurs au nombre de ses « voisins ».

Cet aveu, dans la question qui était l'objet de l'enquête, était

1. — Extrait d'Arrêt pour les jurats et com. de Lurbe. Arch. com. de Lurbe, A. 9.

capital et de force, à lui seul, à faire juger le procès en faveur de Lurbe. Aussi, la ville essaya-t-elle d'éviter l'enquête. Revenant encore une fois sur les métairies fondées en 1593, pour contester à Lurbe le droit d'en percevoir la taille, elle s'avisa de verser au procès une dizaine de contrats d'affièvement, tirés de ses archives et passés en faveur de particuliers de Lurbe, disant que pas un de ces affièvements n'énonçait cette charge de la taille, mais seulement le fief... Elle reprochait surtout à Lurbe de vouloir prouver son « imaginaire » possession immémoriale, par le témoignage de ses propres habitants ou par celui des habitants d'Eysus. Et, invoquant la loi : *nullus de testibus*, d'après laquelle nul ne peut être témoin en sa propre cause, elle concluait à ce que l'enquête fut rejetée¹.

Loin de flétrir sous le poids de ces nouvelles observations, Lurbe s'empara, au contraire, avec empressement, du premier point, pour retirer des huit ou dix affièvements qu'on voulait lui opposer, cette conclusion toute à son avantage, que, puisque, par ces actes, les affièvants s'obligeaient à payer les fiefs et non pas la taille, c'était parce que l'on savait « qu'ils devaient l'une et ne devaient pas l'autre », de sorte que, bien loin de pouvoir faire passer lesdits affièvements nouvellement produits pour des titres donnant à Oloron le droit de prétendre la taille, c'étaient là, au contraire, tout autant de pièces victorieuses qui permettaient à Lurbe de se maintenir en sa possession.

Quant à l'application que voulaient faire ceux d'Oloron de la loi *nullus de testibus*, cela ne servait qu'à faire voir qu'ils se défaisaient de toutes les autres raisons par eux invoquées et qu'ils ne revenaient « à cette dernière planche du naufrage de leur méchante prétention, que parce qu'ils ne savaient plus sur quel pied se tenir ».

Oloron ne réussit qu'à faire interrompre et suspendre l'enquête de Cassou. Celle-ci, commencée le 4 avril 1693 fut, en effet, l'objet d'un « renvoi » à la Cour, sur les contestations des parties. Mais, reprise le 3 juin 1694 par le même Henry de Cassou, notaire au Parlement, elle fut terminée et même trouvée concluante par le procureur royal qui la

1. — Réponse des jurats d'Oloron. Arch. com. de Lurbe, A. 10.

T. XXXI.

3.

« retint » et qui « requit » conformément aux « conclusions » de Lurbe¹.

Aussi le Parlement, « sans s'arrêter à chose dite ni alléguée par les jurats d'Oloron et Berguerie » : vu la preuve résultante des enquêtes, déclara, par arrêt contradictoire du 16 mars 1695, Berguerie du « taillable » du lieu de Lurbe, et, en conséquence, le condamna à « payer à l'advenir la taille de ses bacades vives et mortes audit lieu de Lurbe » ; condamna aussi lesdits jurats et gardes d'Oloron « à rendre et restituer aux habitants de Lurbe les tailles qu'ils avaient perçues des mains de Berguerie depuis l'instance introduite par Berguerie au sénéchal d'Oloron » ; condamna encore les mêmes jurats d'Oloron « aux dépens judiciaires et d'enquête ».

Ce jugement fut « signifié » à Berguerie « en personne » par Peyré, baile royal, le 18 août 1695.

En reniant ses foyers et en se faisant recevoir « voisin » d'Oloron par l'acte du 23 août 1683, Berguerie s'était donc attiré, bien inutilement et à un âge fort avancé, 12 années de tracas de toute sorte, en même temps qu'il avait occasionné à la ville d'Oloron — qui pouvait certainement les supporter — et à la commune de Lurbe, qui, elle, les supportait beaucoup plus difficilement, des frais qui durent être très élevés !

VII

Procès Lahauresse.

(1714)

Lurbe avait pu triompher d'Oloron par la seule force de « la coutume immémoriale ».

Cette même loi, par ses conséquences vraiment extraordinaires, devait lui permettre de vaincre un deuxième adversaire dans un procès d'une délicatesse infinie.

Un certain Lahauresse de Lurbe, avait — bien avant 1600 — extirpé au Bager et s'y était bâti un « bordar ». Dans la suite, il

1. — Enquête de M^e Henry Cassou. Arch. com. de Lurbe, A. 11.

vendit son « bordar » à Paüsades. Celui-ci, à son tour, le céda, en 1627, à Jean de Labasquine, dit Halet, du lieu d'Eysus, qui le possérait encore en 1631.

En 1617, Guilhemolou de Domécus, un cadet d'Ance, résidant à Sainte-Marie, était allé s'établir à Eysus, où, par contrat du 10^e Juin, les habitants l'avaient reçu « voisin ». A la mort de Guilhemolou, Jean de Lassalle, également de Sainte-Marie, son gendre, puisqu'il était marié à Jeanne de Domécus, échangea en 1631 sa maison d'Eysus, contre le « bordar » de Halet. De sorte que, originaire de Sainte-Marie et « voisin » d'Eysus, il devenait, par son acquisition du « bordar » de Halet, « taillable » de Lurbe. L'effet de cette vieille « coutume » qui acquérait à tout jamais, à une localité usagère du Bager, la taille et la dîme d'un « bordar » extirpé et bâti au Bager par un de ses habitants, venait l'atteindre, lui, Lassalle, comme elle avait déjà atteint ses auteurs Halet, Paüsades et Lahauresse, et cela, d'une si terrible façon, qu'elle atteignait encore et également, toutes les acquisitions subséquentes dont « la fondation primordiale » se trouvait agrandie, les changements, réparations ni augmentations faites par les acquéreurs successifs, n'ayant pu rien changer au droit primitif acquis à Lurbe.

Tout d'abord, Oloron tenta, une fois encore, de se faire attribuer la taille des fonds acquis et agrandis au Bager par Jean de Lassalle et Jeanne de Domécus. Mais Lurbe — par arrêt rendu entre elle et la ville, le 22 février 1704 — fit condamner la demoiselle de Domécus, de Sainte-Marie, à lui payer la taille des terres que ses prédécesseurs avaient acquis au Bager, d'un habitant de Lurbe.

Après cette affaire, les héritiers de la demoiselle de Domécus, sa fille, M^{me} de Lassalle et le sieur de Forcataire, son mari, ayant encore agrandi le fonds dont ils avaient hérité, Lurbe les mit en demeure de lui payer la taille de toute la terre qu'ils possédaient au Bager.

Cette fois, la commune d'Eysus crut de son intérêt de s'opposer à « l'usurpation que la commune de Lurbe voulait lui faire ». Les habitants d'Eysus « qui savaient qu'il n'y avait rien à obtenir de ces gens-là, par la raison » se pourvurent en justice, afin d'être reçus opposants à l'arrêt du 22 février 1704. Ils

portèrent pour raison que les prédécesseurs de la demoiselle de Lassalle avaient été reçus « voisins » au lieu d'Eysus, concluant que l'utilité de l'arrêt du 22 février 1704 cédât à leur profit et demandant que ladite demoiselle de Lassalle fût condamnée à leur payer la taille, tant du « feu » que des « terres extirpées » par ses prédécesseurs, de même que des « bestiaux » qu'elle entretenait au Bager¹.

La requête des habitants d'Eysus fut « retenue » le 7 mai 1705.

Les habitants de Lurbe y répondirent, disant : que les terres dont il s'agissait, ayant été originairement extirpées par le nommé Lahauresse, un des anciens habitants du lieu de Lurbe, le « bordar » ne cessa jamais d'être du taillable et du décimaire de Lurbe, parce que ces droits réels ayant été acquis à cette communauté dès le moment que l'extirpation en fut faite par un de ses habitants, les changements survenus dans la suite par l'acquisition qui en fut faite par Halet, habitant d'Eysus, n'avaient rien pu changer au droit réel et irrévocablement acquis à Lurbe, de telle sorte que, quand Lahauresse lui-même serait devenu, après l'extirpation, habitant ou « voisin » d'Eysus, il aurait fallu néanmoins payer la taille et la dîme dans le lieu de Lurbe, le temps de l'extirpation étant seul considérable pour l'attribution de ces droits réels, qui ne suivent point les révolutions ni les changements des possesseurs... De là venait, ajoutait-on, que les jurats et communauté de Lurbe avaient gagné leur procès contre les jurats d'Oloron, ajoutant que l'arrêt obtenu contre la communauté d'Oloron, sur un fait de cette nature, était commun à tous les propriétaires du Bager et les « touchait » tous également...

Eysus convenait bien « avec Lurbe », que la taille et la dîme des terres extirpées dans le Bager « devaient se payer à la communauté où habitait celui qui avait fait l'extirpation », « d'où il s'ensuivait, disait-elle, que l'arrêt du 22 février 1704, rendu au profit de la communauté de Lurbe, contre celle d'Oloron, était plein de justice ».

Elle était encore d'accord avec les jurats de Lurbe sur ce point, à savoir : que le temps de l'extirpation était le seul consi-

1. — Extrait d'Arrêt pour les jurats et com. de Lurbe. Arch. com. de Lurbe, A. 12.

dérable et décidait pour toujours, de telle sorte que la taille et la dîme devaient toujours se payer au lieu où l'extirpateur faisait son habitation et jamais au lieu où pouvaient habiter ceux qui acquéraient les dites terres, dans la suite des temps... Mais, c'était précisément ce principe que les habitants d'Eysus prenaient pour base de leurs prétentions, disant que Lahauresse de Lurbe n'extirpa qu'un arpent de terre et que le reste fut extirpé par Halet, habitant d'Eysus... Ils revendiquaient donc la taille « de tout ce qui était au delà d'un arpent dans les dépendances du « bordar », qui était, en ce moment, de trente arpents ou environ ».

Lurbe, prenant en mains les divers contrats de vente de Lahauresse à Halet et de celui-ci à la demoiselle de Domécus, n'eut aucune peine à démontrer que ce n'était point Halet qui avait « bâti » mais bien « acquis » le « bordar » extirpé et bâti par Lahauresse de Lurbe. Elle put encore établir que le « bordar » de Lahauresse, passé à Halet, et, par Halet à la demoiselle de Domécus, avait perpétuellement et de tout temps, payé au curé de Lurbé, sans opposition ni contradiction, la dîme des grains et des bestiaux, non seulement pour les terres extirpées lors de la fondation, mais encore de toutes celles qui leur avaient été jointes par l'agrandissement du « bordar ».

« Les métayers précédants à celuy d'apréSENT — est-il dit dans une « réponse » des jurats de Lurbe — ont touiours payé, de même que celuy d'aujourd'huy, appelé Cassou, lequel y habite depuis quarante années. Il est vray qu'il y a deux ans ou trois qu'il eut la malice, à l'induction des adversaires [les habitants d'Eysus] de vouloir fruster le curé [de Lurbe] de la dixme des agneaux et des cochons, ayant, pour colorer cette fraude, tiré les brebis et les truyes du « bordar » où il habite, pour les fermer quelques jours et jusqu'à ce que les animaux eussent mis à bas, dans une grange qui est assez voisine, appartenante à un particulier d'Eysus, appelé Cayetes, pour avoir prétexte d'en payer la dixme au curé d'Eysus.

» Mais, du depuis, il a reconnu le crime d'une telle fraude ; il a laissé son bétail dans la grange de Lahauresse et a payé la dixme au curé de Lurbe, reconnaissant, par la précaution prise de tirer ledit bétail de ladite grange, il y a deux ou trois

» ans, et de les faire mettre bas dans celle d'un particulier
» d'Eysus, qu'il n'estoit pas possible de se dérober au payement
» de la dixme du carnage vers le curé de Lurbe, ce « bordar »
» estant du décime de cette paroisse... En effet, il n'a fait cette
» fraude qu'à l'égard des brebis et cochons et, au même temps,
» il a touiuors payé la dixme des grains au curé de Lurbe^{1.} »

Cette question du décimaire, Lurbe lui donnait, dans sa thèse, une grande place... non pas « qu'un habitant ne puisse être, pour le taillable, d'un lieu — et — pour le décimaire, d'un autre ; mais bien parce que, à ses yeux, quand il serait douteux de quel lieu estait le fondateur du « bordar », il faudrait présumer que c'est le lieu où la dixme se paye, qui estoit celuy de l'origine du fondateur, à moins de prouver cette origine contraire ». Aussi, pour bien établir que les habitants de ce « bordar » de Lahauresse étaient paroissiens de Lurbe, celle-ci s'appliquait-elle — après avoir parlé du payement de leur dîme au curé de Lurbe — à bien faire ressortir tous les baptêmes, mariages et enterrements religieux qui lui apparaissaient comme autant d'actes solennels de reconnaissance envers le pasteur de Lurbe... Le fermier d'avant Cassou, appelé Guixarnaud de Berguerie, avait fait baptiser ses enfants à l'église de Lurbe... les personnes de sa famille avaient été à lui « à mort » et « à vie » pour « toutes les fonctions curiales », et sa femme, inhumée au cimetière de l'église de Lurbe... A propos de Cassou lui-même, sa mère étant décédée dans le « bordar », avait été « sacramentée » par le curé de Lurbe et, ensuite, enterrée au cimetière de ladite église... Cassou, à son tour, s'étant marié depuis qu'il y habitait, les bans de son mariage avaient été publiés par le curé de Lurbe qui lui avait aussi imparti la bénédiction nuptiale... Ayant eu huit enfants, six avaient été baptisés dans l'église et par le curé de Lurbe ; les deux autres — dont on rapportait les extraits baptistaires du curé d'Eysus — y avaient été baptisés sans doute pour épargner un long trait aux parrains et aux marraines qui tous quatre étaient domiciliés à Sainte-Marie... Mais avant et après, « cette multitude d'enfants » avait esté offerte et présentée au baptême dans le lieu de Lurbe, comme

1. — Réponse des jurats de Lurbe. Arch. com. de Lurbe, A. 43.

en faisaient foi les registres paroissiaux... Il était donc faux que les habitants du « bordar » de Lahauresse fussent « morts et vivants », paroissiens d'Eysus... « leur seul vray et légitime pasteur était le curé de Lurbe ».

Cette démonstration était-elle nécessaire et concourait-elle, dans une mesure quelconque, à l'établissement de la preuve poursuivie par Lurbe, ou bien cette preuve découlait-elle déjà suffisamment des autres pièces du procès?... On ne saurait le dire. Le fait est que par arrêt prononcé le 25 juin 1714 — neuf ans après l'introduction de l'instance — la Cour du Parlement de Pau relaxa les jurats et communauté de Lurbe, de l'opposition, par les jurats et communauté d'Eysus, formée à l'exécution de l'arrêt du 22 février 1704, ordonnant que ledit arrêt serait exécuté selon sa forme et teneur et condamnant aux dépens les jurats et communauté d'Eysus.

VIII

Les quatre Communes et le seigneur d'Eysus.

Par acte du 27 février 1464, Gaston, prince de Béarn et comte de Bigorre, échangea, comme il a été dit plus haut, sa seigneurie d'Eysus contre celle de Bougarber, qu'il reçut, en contre-échange, de Jean, baron de Gaïrosse.

Par une clause de l'acte, le prince de Béarn s'était réservé, on l'a vu, les bois et forêts dépendants de sa seigneurie d'Eysus. Malgré une réserve aussi expresse, noble Jean d'Abadie de Préchacq — qui tenait la seigneurie de noble Auger, baron de Gaïrosse, seigneur d'Eysus et de Gurmenson — fournit le dénombrement de ses terres d'Eysus par devant Jacques de Foix, évêque de Lescar, le 19 janvier 1538, et il y comprit une partie des bois et forêts réservés par le prince de Béarn, en portant les confrontations de ces mêmes terres, au gave d'Ossau. Il a été dit encore, que devant cet empiètement sur les terres du roi, seigneur souverain de Béarn, le dénombrement ne fut vérifié que sous la réserve des droits du roi; que des vérifications ayant été ordonnées par le Conseil souverain de Béarn,

en 1582, un arrêt du 8 octobre 1585 maintint Henry IV, alors roi de France et seigneur souverain de Béarn, en la possession de tous les terroirs, bois et montagnes appelés Serresoeix, Bager, Binet et Baytgran ; qu'enfin, par contrat du 1^{er} décembre 1593, ce terroir ayant été adjugé à titre d'affièvement aux communautés d'Oloron, Soeix, Eysus et Lurbe, des enquêtes fort minutieuses établirent que ce terroir s'étendait depuis Oloron le long de la rivière d'Ossau et de l'Arrecq du Termy jusqu'à Baytgran inclusivement, sauf et excepté 296 arpents qui avaient été précédemment adjugés aux habitants et communauté de Bidos et qui furent désignés entre le terroir de Serresoeix et la forêt du Bager, jusqu'à une fondrière appelée Arrecq de Brecq d'où il s'ensuivait nécessairement que le seigneur d'Eysus n'avait dans son domaine d'Eysus, aucune portion de terroir en nature de bois et forêt qui lui donnât, pour confrontation, la rivière d'Ossau, puisque le terroir inféodé remplissait cette confrontation dans toute son étendue et qu'il ne restait d'intermédiaire que les 296 arpents affiévés par la commune de Bidos.

Le seigneur d'Eysus, d'ailleurs, n'eut garde de s'opposer à la prise de possession de ces terroirs par les affiévants, possession qui fut cependant prise sous ses yeux et avec la plus grande solennité ; il savait, en effet, que par l'acte d'échange de 1464, le prince de Béarn se les était réservés. Il laissa donc les quatre communautés jouir en paix de leur acquisition.

Le 20 mai 1560, la seigneurie d'Eysus passa des mains de Jean d'Abadie à celles de Tristan de Saüt. En 1617, Natanaël de Saüt, successeur de Tristan, dans la même seigneurie d'Eysus, coupa des arbres dans le Bugalar d'Eysus, dépendant de la forêt inféodée, pour y placer des filets et y former une chasse aux ramiers. Il s'éleva aussitôt sur cette coupe une contestation qui fut portée devant le Parlement de Pau. Le seigneur d'Eysus prétendit être propriétaire du Bugalar. Il fut fait des procédures et des enquêtes. Un arrêté du 25 septembre 1620, cassa les enquêtes et maintint les procédures. Il fut ensuite engagé une évocation, à raison des parentés des parties avec des officiers du Parlement, et la cause fut alors portée devant la Chambre de l'Edit de Castres. Celle-ci, par son arrêt du 10 septembre 1648, accorda à Natanaël de Saüt, la jouissance provi-

soire des terroirs par lui revendiqués, à la charge d'en tenir les fruits comme dépositaire de justice, et elle ordonna de nouvelles vérifications... il faut observer en passant, que l'acte d'échange de 1464 qui excluait si formellement le seigneur d'Eysus de toute propriété sur les forêts et bois dépendants de la seigneurie échangée, n'avait pas encore été produit.

Déjà à cette époque, Natanaël de Saüt avait vendu à Pierre Lassalle de Gurmenson, par contrat du 16 décembre 1637, sa seigneurie d'Eysus. Dans ce contrat, le vendeur se réservait le terroir qui faisait la matière du procès entre lui et les quatre communautés, avec le droit de suivre ce procès ; mais, par une convention privée et passée le même jour entre lesdits sieurs de Gurmenson et d'Eysus, il fut dit que Lassalle pourrait reprendre le procès si Natanaël l'abandonnait — et que, tout ce qui leur en reviendrait, soit par jugement définitif, soit par transaction, serait, entre eux, partagé par égales portions, ne pouvant, d'autre part, transiger, l'un sans le consentement de l'autre, à peine de se réparer tous dommages et intérêts.

La réserve faite par Natanaël de Saüt, dans ce contrat de 1637, lui donnait droit de transiger sur le procès — et tout ce que Pierre Lassalle, acheteur, pouvait prétendre, en vertu de la convention privée passée entre eux deux le même jour, mais qui n'était point connue, se réduisait à la moitié de ce qui reviendrait de cette transaction audit Natanaël.

Celui-ci passa procuration le 9 février 1631, en faveur du sieur d'Arros : ou, pour poursuivre le procès, ou, pour transiger. D'Arros transigea deux jours après... Il se départait de tout droit moyennant la somme de 1.875 livres, que les jurats d'Oloron lui payèrent — et la garantie que Natanaël serait acquitté de toute prétention de la part des communautés, en raison de la coupe desdits arbres. Par acte du 12 février 1631, Natanaël ratifia, personnellement, et en ce qui le concernait, cette transaction.

Pierre Lassalle protesta contre cet arrangement ; mais, étant pris par sa convention secrète avec Natanaël de Saüt, il n'exerça aucune poursuite, trop heureux, même, de retirer, d'une situation qui n'était cependant pas appelée à lui rien rapporter, la moitié de la somme de 1.875 livres qu'il avait droit d'exiger de Natanaël de Saüt, en conformité de leurs conventions.

Jean de Lassalle, fils et héritier de Pierre, rendit son hommage et fournit son dénombrement en 1674, devant les commissaires nommés pour la réformation du domaine ; il y dénombra le droit de chasse, de pêche et de carnal et y comprit le terroir du Bugalar, sur lequel ses prédecesseurs n'avaient jamais eu aucun droit... et dont Natanaël de Saüt s'était, du reste, départi, par sa transaction du 11 février 1651 — quand il en aurait eu quelqu'un.

Oloron forma opposition contre ce nouveau dénombrement, comme étant propriétaire de ce terroir.

Les commissaires réformateurs rendirent alors un arrêt par lequel ils accordaient à Jean de Lassalle les droits de carnal, de pêche et de chasse non réservés par le prince de Béarn, dans l'acte d'échange de 1646 — ordonnant, en outre, que le même Jean de Lassalle, jouirait, par provision, du terroir du Bugalar, conformément à l'arrêt de la Chambre de l'Édit de Castres, du 12 septembre 1648, sans préjudice, à la communauté d'Oloron, de faire valoir sa transaction du 12 février 1651.

Cet arrêt des juges-commissaires ne blessait en rien les intérêts d'Oloron puisque, d'une part, cet arrêt n'était que « provisoire » et que, d'autre part, déjà la Chambre de l'Édit de Castres, par son arrêt du 12 septembre 1648, avait, elle aussi, adjugé la même provision, au seigneur d'Eysus ; d'ailleurs, les juges-commissaires n'avaient point qualité pour recevoir et apprécier la validité de la transaction du 12 février 1651... ils ne pouvaient donc que juger provisoirement et — bien entendu — sous la réserve des droits d'Oloron quant au fonds.

C'est ce que ne comprit pas la ville qui, pour son plus grand malheur, fit appel du jugement, par devant le Conseil. Celui-ci ne se contenta pas d'ordonner l'exécution du jugement des commissaires, il renvoya l'affaire devant le Parlement de Toulouse, pour qu'il fût procédé conformément à l'arrêt du 12 septembre 1648.

Le Parlement de Toulouse retint le procès jusqu'en 1698, époque à laquelle l'instance fut abandonnée par les successeurs de Lassalle.

Le sieur Jean-Pierre de Boiz, ayant acquis la seigneurie d'Eysus, vendue par licitation, rendit son hommage et fournit

son dénombrement devant la Chambre des Comptes de Pau, le 13 avril 1741 — c'est-à-dire, 43 ans après l'abandon, par ses auteurs, de l'instance pendante au Parlement de Toulouse ; il y comprit, lui aussi, le Bugalar d'Eysus, en portant la confrontation de ses terres, au Gave d'Ossau.

Une fois de plus, la ville et les trois communes formèrent opposition. Celle-ci, engagée devant la Chambre des Comptes de Pau, fut instruite jusqu'en 1743. A ce moment, le sieur de Boiz demanda la permission de mettre en cause son vendeur, pour en obtenir la garantie du terroir faisant l'objet de l'opposition ; puis, négligeant l'affaire en cours, il demanda, par lettres du 11 septembre 1742, à être admis à faire assigner, en Cour du Parlement de Toulouse, les syndics, jurats et communautés d'Oloron, Soeix, Eysus et Lurbe, pour voir reprendre l'instance abandonnée en 1698 et lui voir adjuger toutes les fins et conclusions prises par les sieurs Lassalle père et Lassalle fils.

Les communautés répondirent à l'assignation et procédèrent, tout d'abord, par fins de non recevoir, en raison de la préemption de l'instance. Mais la Cour, ayant ordonné que les parties en viendraient au fonds, la ville et les communautés y produisirent leurs titres et firent voir que jamais le seigneur d'Eysus n'avait acquis les bois et forêts dépendants de cette seigneurie, attendu que, dans l'acte d'échange de 1464, le prince de Béarn se les était expressément réservés... qu'en conformité de cette réserve, le Conseil souverain de Navarre et Béarn en avait adjugé la propriété à Henry IV, qui, à son tour, en avait investi les quatre communautés, par l'acte d'inféodation de 1593. Elles firent encore valoir que Natanaël de Saüt s'était — dans la vente qu'il fit de sa seigneurie d'Eysus en faveur de Lassalle, le 16 décembre 1637 — réservé le même terroir frappé de contestation par les communautés, avait transigé en 1651 et s'était départi de tout droit moyennant la somme de 1.875 livres que lui paya la ville d'Oloron, à condition d'être acquitté de toute prétention ultérieure de la part des communautés, relativement à la coupe des arbres... que la conséquence de tout cela était que : tout ce que pouvait faire le sieur de Boiz, était, en raison de la convention particulière passée entre Natanaël de Saüt et Pierre de Lassalle, de réclamer la moitié des 1.875 livres... ou encore

des dommages et intérêts pour avoir transigé sans la participation de Lassalle... Enfin, et supposant que la transaction du 11 février 1651 ne pût être opposée comme une fin de non recevoir et que les titres ne fussent pas assez décisifs dans l'état présent, pour adjuger aux quatre communautés la propriété de ce Bugalar, elles estimaient que les vérifications ordonnées par la Chambre de l'Édit de Castres, devaient être, au préalable, effectuées pour savoir si ce Bugalar était enclavé dans les confrontations indiquées par l'acte d'inféodation.

Le sieur de Boiz n'eut à opposer à des raisons aussi solides, que le dénombrement de 1538, fourni par noble Jean d'Abbadie de Préchacq, son auteur, devant l'évêque de Lescar, commissaire député pour la confection du Livre-Terrier, plus, l'énumération de quelques terres extirpées et prétendues enclavées dans le Bugalar et sur lesquelles il percevait des fiefs.

Mais, outre que le dénombrement de 1538 n'avait été vérifié que sous la réserve des droits du roi et seulement pour ce dont le seigneur d'Eysus avait le droit de jouir, l'arrêt rendu par le Conseil souverain de Navarre et Béarn, le 8 octobre 1685, avait déclaré le roi de Navarre propriétaire de tout le territoire compris entre Oloron et les montagnes, dans lequel se trouvait enclavé le Bugalar contentieux.

Le Parlement de Toulouse n'eut aucun égard à ces raisons, ni ne tint, non plus, aucun compte, de la transaction du 11 février 1651... Par arrêt du 3 juin 1746, il maintint, purement et simplement, le sieur de Boiz, dans la propriété du Bugalar... bien mieux, celui-ci ayant, par delà ce Bugalar, encore réclamé la propriété des quartiers Duret et Ricouté, et des herms, eaux et bois en dépendant — en tout, un territoire d'une vaste étendue — le Parlement, sur sa simple demande, et sans que les communautés y eussent défendu, les lui adjugea, faisant défense aux communautés de les troubler dans cette possession¹.

Violemment dépouillées de terroirs étendus, dont des titres respectables leur assuraient la propriété, les quatre communautés voulurent faire réparer, par le Parlement de Toulouse lui-même,

1. — Arrêt du Parl. de Toulouse du 3 juin 1746. Expéd. imprimée et signifiée. manuscrite. Arch. com. de Lurbe, A. 14.

cette brutale expropriation et, dans ce but, présentèrent une requête.

Mis au courant, tant de la contestation que de l'arrêt du Parlement de Toulouse donnant gain de cause au sieur de Boiz, et convaincu, de son côté, que rien n'autorisait à regarder ledit seigneur d'Eysus comme propriétaire d'aucune portion dudit terroir, l'inspecteur général du domaine forma, lui aussi, opposition à cet arrêt, demandant que les droits du roi fussent respectés et que le bail à fief de 1893 fût exécuté dans toute sa force et étendue.

Le sieur Jean-Pierre de Boiz qui s'était rendu à Paris, dans l'intervalle, n'y surprit pas moins la religion du Conseil d'État, qu'il n'avait surpris celle du Parlement de Toulouse. Un arrêt du Conseil du roi, tenu à Versailles pour les finances le 16 mars 1736, débouta l'inspecteur général du domaine, de son opposition et fit très expresses inhibitions et défenses, aux communes, de poursuivre, au Parlement de Toulouse, l'entérinement de la requête qu'elles y avaient présentée contre l'arrêt du même Parlement¹.

Ce n'est pas tout : les quatre communes avaient, anciennement, fait quelques ventes ou affièvements dans l'étendue du terroir disputé. Le sieur Jean-Pierre de Boiz, « plaideur infatigable », les assigna toutes pour qu'elles eussent à lui faire délaisser, par ceux à qui elles les avaient vendues, les propriétés enclavées dans le terroir qui venait de lui être reconnu... assignant aussi, au délaissement de leurs propriétés, les détenteurs des mêmes pièces de terre.

Ceux-ci, qui jouissaient paisiblement de leurs propriétés, depuis des temps déjà éloignés, prétendirent ne pouvoir être appelés que devant leurs juges naturels ; ils firent casser par le Parlement de Pau et par « transport de juridiction », les assignations les concernant. Le Parlement de Toulouse, ayant riposté par la cassation de l'arrêt du Parlement de Pau, un conflit de juridictions s'ensuivit, qui fut porté au Conseil pour « règlement de juges ».

Tandis que ce conflit était à l'étude, le sieur de Boiz pour-

1. — Copie d'Arrêt du Conseil d'État, du 16 mars 1736. Arch. com. de Lurbe, A. 15.

suivit son assignation contre les quatre communautés. Celles-ci répondirent : qu'en conformité de la convention passée le 16 décembre 1637, entre Natanaël de Saüt et le sieur Pierre de Lassalle, la moitié du terroir et des propriétés enclavées, devait leur appartenir ; que d'ailleurs, elles ne pouvaient répondre des inféodations qui avaient été faites par des jurats et administrateurs qui seuls en étaient responsables... qu'enfin, tout devait demeurer en suspens, jusqu'à ce que le Conseil eût dit quel était, en cette affaire, le tribunal compétent.

Le sieur de Boiz « trouva le secret » de détacher de cette instance la commune d'Eysus dont il était seigneur et celles de Soeix et de Lurbe et ne conclut plus que contre Oloron. Il fit rendre, contre la ville, un arrêt la condamnant à lui faire délasser les propriétés affliévées dans l'enclave, que le Parlement de Toulouse lui avait reconstruites.

En ce moment, le Procureur Général du Parlement de Pau, instruit des multiples arrêts rendus par le Parlement de Toulouse, au préjudice de celui de Pau, seul juge naturel des parties en présence et qui, du reste, avait effectivement été saisi des oppositions formées par les quatre communautés, au dénombrement fourni par ledit sieur de Boiz, en 1741, requit la cassation de tous ces arrêts. Ils furent tous cassés par « transport de juridiction ».

Le procès en revenait donc à son premier point de départ.

Survint le décès du sieur de Boiz. Son frère lui ayant succédé dans la seigneurie d'Eysus, recourut, tout aussitôt, à la voie amiable. Il se présenta à l'Hôtel de Ville d'Oloron le 24 janvier 1761 — et là — proposa au Corps de Ville de terminer la contestation par la voie des arbitres, déclarant qu'il acquittait, d'ors et déjà, les dépens auxquels la communauté avait été condamnée... Sa proposition fut écrite dans le livre de la communauté et il la signa. Elle fut acceptée par délibération du Corps de Ville, prise le 4 février suivant. Il fut décidé qu'il serait nommé des arbitres auxquels on donnerait droit de juger ; que des commissaires seraient députés vers le sieur de Boiz, pour le remercier de la générosité avec laquelle il consentait à acquitter les dépens, quelle que fût l'issue du procès... Les autres communautés nommèrent elles aussi des députés qui se

rendirent à Oloron, où, en séance du Corps de Ville, ils déclarèrent qu'ils adhéraient, eux aussi, à l'arrangement proposé et que leurs communautés consentaient à ce qu'il fut pris des arbitres. Il fut alors convenu qu'on instruirait de cet accord unanime le sieur Pierre de Boiz, pour convenir avec lui du jour où l'on se transporterait sur les lieux.

Bien que l'on fût déjà engagé dans cette voie de conciliation, le sieur de Boiz fit casser, par le Parlement de Toulouse, l'arrêt du 16 juillet 1760 du Parlement de Pau, lequel — ayant cassé tous les arrêts prononcés jusque là par le Parlement de Toulouse par « transport de juridiction », avait remis, pour tout le monde, les choses en l'état où elles étaient en principe. Il envoya cependant son fils près du Corps de Ville, le 5 janvier 1763, pour lui déclarer que « des contestations particulières qu'il avait eues avec deux ou trois habitants de Soeix, l'avaient déterminé à faire rendre cet arrêt, mais que cet arrêt ne serait point un obstacle à ce qu'on terminât la discussion à l'amiable ou par voie d'arbitrage, et il pria le Corps de Ville d'accélérer la fin de cette affaire »...

Dans une assemblée tenue par le Corps de Ville, le 8 janvier 1763, il fut rapporté que des commissaires ayant eu une conférence avec le sieur de Boiz, il avait été convenu que l'on prendrait pour arbitres les sieurs : de Vigneau, de Picamilh et de Conte, avocats au Parlement de Pau. Les commissaires rapportèrent encore que le sieur de Boiz leur avait déclaré que, quelle que fût la décision des arbitres, il consentait que les possesseurs des fonds enclavés dans le terroir discuté, en jouissent tranquillement à l'avenir, à la seule charge d'une redevance modique qui serait fixée, dans le cas où il serait déclaré propriétaire du terroir. Pour lier les parties, il fut passé un compromis le 14 du même mois de janvier, par M^e Couhitte, notaire royal. Les arbitres y furent nommés et on leur donna droit de rendre leur jugement dans le délai de deux mois ; ils ne devaient avoir, pour les arrêts déjà rendus, que les égards qu'ils jugeraient à propos.

Les arbitres nommés s'assemblèrent en conséquence, et, après avoir sérieusement examiné le procès, ils déclarèrent qu'ils ne pourraient se prononcer sur la propriété du terroir, qu'il n'en

fût, auparavant, dressé un plan figuratif et géométrique. Ils rendirent donc un jugement interlocutoire, le 3 février 1763, ordonnant la levée de ce plan par Tachou, arpenteur-planiste.

Sur ces entrefaites, Tachou étant venu à décéder, le sieur Casedavant, syndic de la ville, convint, avec le sieur de Boiz, que l'on subrogerait à la place le sieur Casaubon, ingénieur. L'assemblée du Corps de Ville, tenue à Oloron le 30 avril 1763, ratifia cette désignation et arrêta en outre que Casedavant, syndic de la Ville dans cette affaire, continuerait d'agir de concert avec de Boiz pour l'exécution d'un jugement arbitral et aussi celle d'un jugement définitif, conformément aux arrêtés précédents.

Mais dans l'intervalle, le sieur de Boiz changea d'avis... Il ne voulut plus consentir à la levée du plan... D'un autre côté, les arbitres n'avaient point rédigé par écrit leur jugement interlocutoire, parce que les parties leur avaient déclaré qu'elles allaient tout de suite en remplir les dispositions.

Le premier soin du sieur syndic fut de présenter requête au Parlement de Pau, le 12 juillet 1763, pour qu'il fût enjoint aux arbitres, de rédiger tout de suite, et par écrit, leur interlocutoire du 3 février 1763. Sur cette mise en demeure, le jugement des arbitres fut donné le 20 décembre suivant et signifié au sieur de Boiz, le 23 du même mois, avec, de plus, sommation de convenir d'un planiste, à la place de Tachou, décédé.

Le sieur de Boiz n'en fit rien. Au lieu de condescendre à la désignation d'un planiste, il continua ses poursuites en Conseil, assignant, tant le Procureur Général du Parlement de Pau, que les autres trois communautés, absolument comme si elles n'avaient point accepté l'arbitrage.

Le sieur de Casedavant, syndic de la Ville, ayant fait renouveler ses pouvoirs dans l'Assemblée générale du Corps de Ville du 14 avril 1764, présenta une requête « au roy et aux seigneurs de son Conseil », tendant à en obtenir l'exécution du compromis et en laquelle, après avoir fait l'historique de cette longue affaire, il établissait que le sieur de Boiz ne pouvait se soustraire à la voie des arbitres, après avoir lui-même proposé de remettre le différent à leur jugement, après surtout, s'être expressément engagé à suivre cette juridiction, par la signature

d'un compromis... Casedavant exposait tous les avantages de cette procédure « prompte » et « peu coûteuse » de l'arbitrage, qui mettait les arbitres choisis, aux lieu et place des juges en titre, disant qu'il n'était pas permis aux parties qui les ont une fois choisis, de les récuser ni de renoncer au compromis qui renferme ce choix : *compromissum ad similitudinem judiciorum redigitur et ad finiendas lites pertinet...* Dès lors — disait-il — qu'il a été passé un compromis et que les parties se sont soumises au jugement des arbitres dont elles sont convenues, elles ne peuvent plus recourir à aucun tribunal, que les arbitres n'aient rendu leur jugement, sans préjudice de prendre ensuite la voie de l'appel, si on croit en avoir reçu quelque grief... Le sieur de Boiz devait donc, avant tout, éprouver la juridiction des arbitres.

« Votre Majesté, Sire, — disait le syndic dans sa requête — trouvera qu'il est d'autant plus juste de renvoyer le sieur de Boiz devant les arbitres par lui choisis, qu'il s'agit de terminer une discussion qui dure depuis plus de cent-cinquante ans, et qu'il est naturel de procurer à des communautés, une tranquillité dont elles ont si peu joui jusqu'à présent. Des arbitres qui sont sur les lieux peuvent, bien mieux que ne l'a fait le Parlement de Toulouse, démêler si le terroir dont le seigneur d'Eysus se prétend le maître est enclavé et fait partie du terroir inféodé... Le jugement qu'ils rendront en pleine connaissance de cause, à la vue des titres respectifs appliqués au terroir contesté, apprendra aux parties leurs véritables droits — et elles se contiendront bien plus aisément dans les bornes de leurs possessions légitimes, lorsqu'elles verront que des juges, instruits du local, en ont marqué les limites. »

Le syndic contestait surtout au Parlement de Toulouse, le droit de « connaître » de l'affaire... Il rappelait, à ce sujet, que le Parlement de Pau, juge naturel des parties, n'avait été, tout d'abord dépouillé de la « connaissance » de l'affaire, qu'en raison des parentés et alliances que ces mêmes parties avaient dans ce Parlement... que, de plus, la cause n'avait été renvoyée devant la Chambre de l'Édit de Castres, que parce que Natanaël de Saüt, professant la religion protestante, il devait être jugé, dans ce temps-là, par les Chambres mi-parties,

établies tout exprès pour « connaître » des différents élevés entre des catholiques et des protestants... Il rappelait encore que le décès de Natanaël de Saüt, ayant fait disparaître la raison d'incompétence prise de sa qualité de protestant, l'arrêt du 3 janvier 1680, avait alors dépouillé de l'affaire la Chambre de l'Édit de Castres, pour la renvoyer devant le Parlement de Toulouse, les raisons de parentés et d'alliances subsistant encore sur la tête du sieur de Lassalle et des héritiers de Natanaël... Mais il établissait que le sieur Jean-Pierre de Boiz, n'ayant point de parents parmi les officiers composant le Parlement de Pau, l'arrêt du 3 janvier 1680 n'avait plus sa raison d'être, et que le différend devait alors revenir devant le Parlement de Pau, seul juge naturel des parties et seul compétent en cette affaire.

Tel devait être le résultat obligé de la première opposition, celle exercée par la ville et les communautés, contre Jean de Lassalle, pour son dénombrement de 1674...

Mais le sieur Jean-Pierre de Boiz, n'avait pas fait que poursuivre cette affaire, qu'il tenait du fait de ses auteurs... Lui-même, ayant fourni un dénombrement dans lequel il comprit le Bugalar en litige, s'était vu — directement et personnellement — mettre en cause, non, cette fois, par le fait de ses ancêtres, mais par son propre fait, par l'opposition qu'y formèrent la ville et les trois communautés.

Examinant cette affaire qui était, à proprement parler, nouvelle, complètement distincte et dégagée de la première, le sieur Syndic établit, — avec non moins de force et de logique — que le sieur de Boiz, ayant, tout d'abord, fourni son dénombrement devant le Parlement de Pau — ayant, ensuite, défendu devant lui, pendant deux ans contre l'opposition formée, ce Parlement avait été bien et dûment saisi de la contestation et en avait été légitimement nanti... Qu'en conséquence « ledit sieur de Boiz n'avait plus ni raison ni prétexte pour se dérober à ce tribunal et traîner les communautés devant un tribunal étranger sur les fondements d'une attribution anéantie et dont les motifs avaient disparu ». C'avait donc été irrégulièrement que de Boiz avait assigné les communautés par devant le Parlement de Toulouse, sur une contestation dont il avait lui-même nanti la Chambre des Comptes du Parlement de Pau. Pour ces deux sortes de

raisons, la contestation eût donc dû être portée devant ce tribunal et devant lui seul, si les parties ne s'étaient volontairement donné des juges... Mais ceux-ci, étant, maintenant — et d'après le compromis du 14 janvier 1763 — chargés de juger la contestation, et ayant, de plus, déjà rendu un premier jugement, que le sieur de Boiz a refusé d'exécuter sans en appeler, c'était nécessairement devant ces arbitres que les parties devaient continuer à se pourvoir jusqu'au prononcé du jugement définitif...

« Le sort de ces quatre communautés, Sire — disait en terminant le sieur de Casedavant — est digne de la commisération de Vostre Majesté ; elles voyoient le moment où des discussions ruineuses allaient prendre fin devant des arbitres et où la justice alloit triompher de la prévention et de l'erreur, et le sieur de Boiz se prépare à les perpétuer en refusant de procéder devant des arbitres... Dépouillées par un arrêt, d'un terroir vaste, dont des titres d'autant plus respectables qu'ils émanaienent de l'autorité royale, leur assuroient la propriété, Vostre Majesté ne laissera point subsister cet arrêt ; elle sera frappée de l'injustice qu'il renferme et qui concourt ici, avec l'incompétence du tribunal qui l'a rendu... »

« A ces causes », le syndic demandait que, sans s'arrêter aux différents arrêts du Parlement de Toulouse, il fût ordonné que les parties procèderaient devant les arbitres, en exécution du compromis du 14 janvier 1763, et cela, jusqu'à définitif jugement, et, qu'au cas où il y aurait appel de ce jugement, les parties procèderaient devant le Parlement de Pau ; qu'enfin, au cas où le Conseil croirait ne pas devoir renvoyer devant les arbitres, ordonner que les parties procèderaient toujours par devant la Chambre des Comptes du Parlement de Pau¹.

Quel fut le sort de cette requête du syndic d'Oloron ? Il n'a pas, jusqu'ici, été possible de l'établir, malgré de très minutieuses recherches... Un fait bien certain, cependant, c'est que, les territoires empiétés par le seigneur d'Eysus, furent bel et bien compris dans le partage définitif de 1857, revenant, ainsi, en fait, sinon en droit, aux trois communes opposantes : Oloron, Eysus et Lurbe.

1. — Requête de M^e Casedavant, Syndic, au Parlement de Pau. Manuscrit, Arch. com. d'Oloron.

IX

Premiers signes de mécontentement. — Le partage est demandé.

(1812).

L'exploitation du Bager fut toujours quelque peu nuageuse... du moins ne reposa-t-elle, pendant de longues années, sur aucune base bien précise... Il était, en effet, difficile, pour ne pas dire impossible, de discipliner cette exploitation faite concurremment par quatre intéressés et de l'organiser avec toute l'équité désirable... les données étaient beaucoup trop incertaines et variables et la connaissance imparfaite que l'on avait de la valeur comparée de tant de quartiers divers, jointe au conflit immanquable des intérêts rivaux de quatre copropriétaires, n'était pas faite pour garantir la régularité et la sincérité de cette exploitation. Il est visible et patent que chacun des usufruitiers du Bager chercha à retirer le plus grand profit possible de cette propriété, tout en se faisant attribuer, dans la répartition des charges, la part la plus petite... Le procès-verbal d'une réunion des trois maires, tenue à Oloron le 3 décembre 1812, est fort significatif. Ce document, du reste fort instructif en tous ses points, mérite qu'on s'y arrête quelques instants.

Réunis, tant pour opérer la répartition des contributions assises sur leur commune propriété, que pour aviser aux moyens les plus propres de trouver les sommes nécessaires, les maires des trois communes prirent pour base de leurs calculs, le chiffre de la contribution foncière d'Oloron, dans lequel ils trouvèrent :

1° Que le communal du Bager était imposé, pour l'année 1811, de la somme de 1.200^f 30 sur laquelle la ville d'Oloron avait fait un acompte de 805 30 qui réduisait la somme à payer à 395 »

2^e Que le même communal, pour 1812, était imposé de la somme de 1.193^f 35 somme que le traitement de deux gardes, à raison de 300 fr. chacun, et une indemnité de 88 fr. pour le garde général, élevaient à 1.881 35

Procédant ensuite à la répartition de ces charges, et devant l'impossibilité reconnue de procéder avec équité, en raison du manque de notions préalables, exactes et directrices, mais « certains que les propriétaires d'Eysus et de Lurbe trouvaient » dans le Bager et dans les montagnes de Binet et de Baytgran « qui en dépendent, des ressources constantes pour la nourriture de leurs bestiaux... et qu'ils en jouissaient prématurément, attendu que la proximité de ces pacages leur en facilitait le moyen », les maires délibérants pensèrent qu'il était juste que les habitants des deux communes d'Eysus et de Lurbe supportent, comme taxe de pacage, une somme de 150 fr. en l'année 1812, ci 300^f »

Quant à la fougère, les trois communes jouissant, d'après les recherches auxquelles s'était livrée une Commission nommée à cet effet, savoir : Oloron de 763 charretées, Lurbe et Eysus chacune de 1.200 charretées, et la charretée étant évaluée 0 fr. 50, chacune d'elles devait :

1 ^e Oloron.....	381 ^f 50
2 ^e Lurbe et Eysus, chacune en fougères... 600 ^f)	1.500 "
— — — en pacage..... 150)	
Soit au TOTAL	<u>1.881^f 50</u>

Après avoir déterminé d'une façon aussi exacte et aussi équitable que possible la part de chacun dans la répartition des charges communes, les maires délibérants recherchèrent les moyens de retirer du Bager des ressources plus nombreuses et plus importantes. Ils furent unanimes à regretter l'usage établi en faveur des charbonniers des trois communes et en vertu duquel ceux-ci s'introduisaient dans la forêt pour couper et brûler le bois qu'ils ne payaient point, sous prétexte de difficultés qu'entraînait l'exploitation. Ils émirent le vœu que « ces messieurs » fussent obligés de payer le bois qu'ils consommaient, estimant que « cette mesure, outre les ressources qu'elle

» créerait, mettrait un terme, non seulement à un abus, mais à encore à une des causes principales de la dévastation du bois ». Ils manifestèrent le désir de voir les hauts pâturages de Binet et Baylgran mis en ferme, estimant retirer de ce chef, une somme annuelle de 800 fr. Incidemment, le maire d'Oloron demanda qu'il fut procédé à une répartition plus équitable des fougères, afin que la ville exploite la portion qui lui appartient légitimement et dont elle ne peut continuer à faire le sacrifice, sans condamner à la stérilité la partie cultivée de son territoire qui, plus étendu aujourd'hui [3 décembre 1812] qu'il ne l'était anciennement, manque des engrains nécessaires. Enfin, ils décidèrent — au cas où la somme de 1.881 fr. 50 deviendrait insuffisante — de répartir, entre les trois communes la part de déficit revenant à la communauté¹.

Les conclusions et dispositions de ce règlement du 3 décembre 1812, furent renouvelées, avec une légère modification, par un nouvel arrêté des maires, du 25 janvier 1828. Les trois maires, considérant que du mode des payements faits aux gardes forestiers, indistinctement par les trois communes, naissait, indubitablement, une confusion qui pouvait entraîner des discussions, ou du moins embrouiller l'ordre de la comptabilité, convinrent de verser le montant de leurs « taxées » en mains du Receveur municipal, mais que l'une d'elles, seule, serait tenue d'acquitter les contributions et de solder le traitement des gardes-forestiers — et arrêtèrent qu'à l'avenir, Oloron jouirait seule du produit des coupes de bois et payerait, en compensation, le salaire des gardes, Lurbe et Eysus jouissant toujours du pacage et de la fougère, ce qui revenait pour Oloron, à une somme de..... 381' 50 pour Eysus et Lurbe, à celle de..... 1.500 » au total, toujours les mêmes 1.881 fr. 50, du règlement de 1812.

Cette comptabilité ne donnait toujours pas pleine et entière satisfaction à la ville qui se plaignait de ce que le terroir du Bager, contigu aux communes d'Eysus et de Lurbe, profitât trop exclusivement à ces deux communes... tandis que « ceux »

1. — *Registres des délibérations du Cons. mun. d'Oloron.*

d'Oloron n'y avaient qu'une jouissance très précaire... Déjà, en 1817, par délibération du 24 juin, le Conseil municipal d'Oloron avait décidé qu'il serait pris des dispositions convenables pour faire opérer la distinction de tous les fonds communaux possédés par indivis avec d'autres communes « et notamment du territoire appelé Bager ».

En 1829 — séance du 23 mai — après une nouvelle expérience de douze années, voyant l'impossibilité d'asseoir une taxe sur tous les bestiaux qui paçaient au Bager, à cause de l'opposition qu'auraient « très certainement » formée les habitants d'Eysus et de Lurbe « accoutumés à tout exploiter arbitrairement et presque gratuitement », sur la proposition qui lui en fut faite par son maire, le Conseil municipal d'Oloron, « pénétré de » l'importance de l'affaire qui lui était soumise et de l'intérêt « qu'avait la ville, dans la distinction des fonds pouvant lui revenir dans le Bager, » demanda, d'une manière très précise et très ferme, qu'il fut procédé au partage du Bager, après reconnaissance par des experts et fixation des parts à revenir à chacune des communes propriétaires¹.

La délibération de la ville ne fut communiquée aux communes qu'en mars 1832. Celles-ci, avant de se prononcer, demandèrent communication des titres relatifs au Bager, afin de se renseigner sur leurs droits — et elles n'accéderent fermement aux propositions qui leur furent faites de soumettre ces titres à l'examen de trois jurisconsultes choisis par le Préfet, qu'en février 1840. Deux ans après, en 1842, elles recevaient communication de la consultation des jurisconsultes, proclamant que la ville avait droit aux deux tiers de tout le territoire affilié, le tiers restant revenant, par égales parties, aux trois communes, chacune pour un neuvième par conséquent.

Lurbe acquiesça à la décision des jurisconsultes, demandant, même, que le partage eût lieu sur les bases par eux posées... mais Eysus, ayant fait opposition à cette décision, porta l'affaire devant le tribunal d'Oloron.

Il faut dire, en effet, qu'une consultation de M^o F. Pelleport, avocat du barreau d'Oloron — du 8 novembre 1842 — lui donnait

1. — *Registres des délibérations du Cons. mun. d'Oloron.*

le ferme espoir d'obtenir, au lieu du $\frac{1}{9}$, le $\frac{1}{4}$ des territoires affiévés...

Tirant argument de ce que la mise en possession des quatre communautés avait eu lieu sans distinction de parts dans la propriété, entre la ville et les autres co-acquéreurs ; se référant, en droit, à la jurisprudence de la Cour suprême « qui malgré » quelques déviations revient toujours à sa véritable tendance, » à sa direction bien marquée vers l'application du principe — » qu'il n'y a d'exception au partage par feux que lorsque la por- » tion des communes indivises est déterminée dans la propriété » des biens qu'elles possèdent ensemble » ; soutenant, qu'en fait, les actes invoqués et relatifs soit à l'assiette des impôts, soit au partage des bénéfices, étaient insuffisants pour établir les véritables droits à la propriété, M^e F. Pelleport prétendait que la ville d'Oloron n'avait aucun titre qui — de son chef seul — lui confiait les $\frac{2}{3}$ de la propriété... En droit et en fait, c'était une part égale à celle des autres, que chaque communauté avait affiévée... Si l'une d'elles — Oloron — avait payé l'entier prix, comme le portait l'acte, il avait été « offert » et « accepté » par les autres, et on ne pouvait rien conclure de ce paiement fait par la ville, si ce n'est que les autres communautés furent, par là, constituées ses débitrices... D'ailleurs, la quittance du rachat du fief annuel de dix écus petits, que les quatre communes servaient au roi, en vertu de l'acte du 1^{er} décembre 1593 — était faite en faveur des quatre communes payant le prix de ce rachat — ensemble — et sans distinction de la portion que chacune d'elles payait... Elles devaient donc être réputées avoir payé — par portions égales — et n'avoir ainsi payé — que parce qu'elles avaient droit — par portions égales — aux biens grevés du fief à servir... La ville d'Oloron avait, ainsi, contre elle, l'acte du 1^{er} décembre 1593 — qui ne s'était effacé devant aucun acte postérieur. « Nous estimons donc, concluait M^e F. Pelleport, que la » commune d'Eysus a droit à la quatrième partie de ces terres ; » que l'acte du 1^{er} décembre 1593 doit servir de base au partage » entre elle et les autres co-propriétaires — et — qu'en l'absence » de cet acte — le partage devrait être fait par feux¹. »

1. — Consultation de M^e Pelleport, avocat. Manuscrit, Arch. com. d'Oloron.

Lurbe, consultée sur cette opposition, s'en remit « à la prudence des tribunaux sur les contestations agitées » ; néanmoins elle constitua avoué¹.

Dans cette action, l'ancienne communauté de Soeix n'était pas légalement représentée en la personne du Maire d'Oloron, puisque ses droits sur le Bager étaient distincts de ceux de la ville ; elle devait, elle aussi, figurer dans l'instance et fournir son syndic spécial ; c'est ce que demanda Eysus.

Contrairement à cette thèse, l'avocat-conseil d'Oloron, M^r Pourailly, estimait que le contrat d'afflièvement n'était pas le seul titre à consulter... Autour de lui se groupaient d'autres titres, d'autres actes qui l'expliquaient dans ce qu'il n'avait pas d'assez explicite et qui ne faisaient avec lui qu'un seul et même acte... C'était à ces actes, ayant marqué et suivi le contrat d'afflièvement, qu'il fallait se référer pour la saine appréciation de ce contrat primitif et l'entente véritable des droits réellement acquis par chacune des parties ; dans ces actes se trouvait la véritable mesure des droits que les parties avaient entendu acquérir et qu'elles avaient effectivement acquis... Passant alors en revue :

Le règlement des 27 et 28 avril 1677 ;

Le règlement des comptes du 30 septembre 1704 ;

Le compte des recettes et dépenses du Bager, fourni par les gardes les 1^{er} et 2 avril 1739 ;

Le compte des frais du procès contre le sieur de Boiz, seigneur d'Eysus, avancés par Mirassol, avocat, syndic des quatre communes, fourni le 19 avril 1746 et s'élevant à 5.218 fr. 15 sols ;

L'aménagement du bois du Bager par un commissaire de la maîtrise des Eaux et Forêts, du 24 juillet 1749 ;

Et enfin, le règlement du 3 décembre 1812, ledit avocat-conseil faisait concourir tous ces documents à la démonstration de la légitimité des prétentions d'Oloron... « L'évidence de ces » droits aux $\frac{2}{3}$ de la propriété, en faveur de la ville, est saisie- » sante et rayonne sur tous et chacun des actes... Il faudra » donc à Eysus, pour détruire des droits aussi certains et aussi » bien caractérisés, autre chose qu'un système de défense habi-

1. — Registres des délibérations du Cons. mun. de Lurbe.

» lement conçu, parfaitement pensé et écrit, mais qui n'avait
» pas son point absolu d'appui sur les véritables faits de la
» cause, sur des actes contraires, ou au moins équivalents à
» ceux produits par la ville. » [28 juin 1846].

Sur ces contestations, le tribunal d'Oloron, par jugement du 29 avril 1847, répondit que la section de Soeix était valablement représentée par le Maire d'Oloron et débouta Eysus de sa demande.

Après plusieurs renvois et appels de sentences, Eysus demanda que le partage des terres affrévées fût fait en quatre portions égales, dont l'une pour elle et, subsidiairement, son maintien dans le droit de dépaissance sur les terres qui seraient attribuées à Oloron, Soeix, section d'Oloron, et Lurbe. Eysus demandait enfin que le partage fût fait par la voie du tirage au sort...

Un jugement du 7 janvier 1848, statuant sur ces contestations, déclara Oloron, propriétaire des six neuvièmes des fonds désignés dans le contrat du 1^{er} décembre 1893 ; la section de Soeix d'un neuvième ; la commune de Lurbe, d'un neuvième ; et celle d'Eysus, d'un autre neuvième, et débouta celle-ci de sa demande subsidiaire tendant à faire déclarer qu'elle avait droit à la dépaissance du pacage dans les parties des susdits territoires revenant aux communes. Enfin, ledit jugement ordonnait le partage par voie d'assignat¹.

Non contente de cette première défaite, Eysus, par délibération du 14 mars 1847, demanda l'autorisation de former appel envers le jugement du tribunal d'Oloron. La ville, de son côté, se fit autoriser à défendre au dit appel et même d'appeler, incidemment, de certaines dispositions dudit jugement.

Quant à Lurbe : encore une fois invité à prendre une décision, en face des contestations élevées, son conseil municipal fut, à l'unanimité, « d'avis qu'il était prudent pour lui, de persévéérer dans le parti pris en première instance et de s'en remettre encore à la justice de la Cour sur l'étendue de ses droits et les contestations entre les parties² ».

1. — Jugement du Tribunal d'Oloron, Arch. com. d'Oloron.

2. — Registre des délibérations du Cons. mun. de Lurbe.

Toutefois, apprenant que par décision du 7 septembre 1847, le Conseil de Préfecture avait autorisé Eysus à interjeter appel du jugement rendu par le tribunal d'Oloron, la municipalité de Lurbe, saisie de méfiance fut amenée à « exprimer l'espoir que, bien que son conseil n'ait pas fait cause commune avec Eysus, la Cour n'accordera pas à Eysus une plus grande extension qu'à Lurbe ».

X

Le Partage en Cour d'Appel et en Cour de Cassation.

(1847)

Si Lurbe se tenait sagement à l'écart, durant cette chaude affaire, elle n'en surveillait pas moins ses propres intérêts et ses droits :

« En suivant les opérations des : Contrôleur, Expert et Classificateur — écrivait le maire de Lurbe à l'Inspecteur géomètre » en chef du département, le 14 mai 1847 — j'ai remarqué, non » sans surprise, que les biens communaux désignés sous les » noms de : Soueil, Coureitch, Bailleoucos, Laberry et Capdàas, » ont été notés comme étant en litige avec Oloron. Cela est » d'autant plus étrange, qu'ils ont toujours été la propriété » exclusive de la commune... J'ose donc attendre de votre » impartiale justice, que vous ferez rectifier cette erreur et aurez » la bonté de m'en prévenir.

» Agréez..... »

A cette observation du maire de Lurbe, le Géomètre en chef du cadastre répondit :

« C'est par suite d'une indication fournie par la commune » d'Oloron, se prétendant co-propriétaire des parcelles qui font » l'objet de votre lettre du 14 Mai courant, qu'elles ont été portées en litige avec Oloron et Eysus, sur les pièces cadastrales » de Lurbe ; nous en agissons ainsi, toutes les fois que deux » propriétaires ont ou nous déclarent avoir des droits sur un » même numéro.

» Cette formalité, prescrite par les articles 177 et 178 du

» Recueil méthodique, est la conséquence toute naturelle de ce
» principe : que le géomètre, obligé de recevoir et de reproduire
» toutes les indications qui lui sont fournies, ne saurait juger
» des droits des parties, de même de leurs allégations, de la
» valeur, enfin des titres de propriété ; il doit donc alors, néces-
» sairement, résERVER ces dires et ne créer, au profit de per-
» sonne — dès qu'il y a seulement doute — une présomption de
» propriété exclusive, dont on pourrait un jour se prévaloir.
» L'indication d'un litige, c'est-à-dire d'une propriété mal déter-
» minée, dont une transaction ou les tribunaux compétents
» peuvent ultérieurement modifier les limites ou les conditions
» actuelles de jouissance, est la seule que le géomètre puisse
» provisoirement employer dans l'intérêt même de toutes les
» parties. Après jugement, une mutation suffit pour attribuer à
» chaque co-propriétaire la contenance qui lui revient légale-
» ment... Tous les communaux d'Eysus, de Lurbe et d'Oloron,
» section du Bager, sont portés en litige dans les trois com-
» munes, à leur profit et de la même manière, quelle que soit
» leur situation. Les géomètres ont d'autant plus raison de cons-
» tater ce litige que, si mes renseignements sont exacts, une
» demande de cantonnement entre les trois communes est
» actuellement en instance.

» Agréez....

» PERRET.

» Pau, le 18 mai 1847¹. »

Mais tout l'intérêt de ce récit est maintenant dans l'instance en Cour d'Appel.

Dans l'instance d'appel, la commune d'Eysus concluait : qu'il plaise à la Cour, réformer le jugement rendu par le Tribunal civil d'Oloron le 7 janvier 1847, dans ses dispositions relatives à la jouissance des fougeraies et soutrages, à la dépaissance et au mode de partage de la propriété des terres affiévées ; déclarer que ladite commune d'Eysus aura la jouissance du quart de toutes les fougeraies et soutrages produits par les territoires, bois et montagnes affiévés par l'acte du 1^{er} décembre 1593,

1. — Arch. com. de Lurbe.

et ordonner que ce quart lui sera fixé et délivré aux formes de la loi ; déclarer que la même commune a droit à la dépaissance ou pacage sur tous lesdits territoires, bois et montagnes affiévés qui feront partie des lots attribués aux communes d'Oloron, de Lurbe et de Soeix, lesquelles, à leur tour, auront droit au pacage dans la part des territoires qui formera le lot d'Eysus ; en ce qui concerne le partage de la propriété des mêmes territoires bois et montagnes affiévés, ordonner qu'il sera formé des lots, lesquels seront tirés au sort.

Eysus voulait donc pour sa part, le quart du Bager, se basant sur l'acte d'affièvement qui avait été fait par égales parts entre les quatre communes.

A cela, Oloron répondait : l'acte d'affièvement est fait au profit des quatre communautés, sans distinctions de parts ; il faut donc chercher ailleurs quelle est la part de chacune d'elles. La preuve que la concession était faite pour les $\frac{2}{3}$ au profit de la commune d'Oloron et pour $\frac{1}{3}$ seulement à subdiviser en portions égales entre les trois autres communautés, c'est que la commune d'Oloron avait, ainsi que cela est établi, payé les $\frac{2}{3}$ du prix de la concession, c'est-à-dire 8.000 francs « bourdalois » ou 6.000 livres... Cette preuve se fortifie et devient accablante : par les actes nombreux et anciens qu'elle peut présenter et où il est écrit qu'elle avait droit aux $\frac{2}{3}$ des terres affiévées ; — par une possession conforme à l'énonciation de la propriété des $\frac{2}{3}$; — par le partage du produit des terres affiévées qui a toujours été fait dans la proportion déterminée pour elle ; — et enfin, par le paiement qu'elle a toujours fait de toutes les contributions et de toutes les charges de la propriété, dans les mêmes proportions.

Eysus s'en tenait à l'examen de l'acte d'affièvement de 1593, dans lequel — distraction faite d'un terroir appelé de Serresoeix, d'une contenance de 296 journades réservées à ceux de Bidos, réserve encore des droits qu'Oloron, Soeix, Eysus et Lurbe, par leurs moyens et celui de leurs prédécesseurs ont acquis sur lesdits territoires, tout le restant desdits territoires est baillé aux dits voisins et communautés d'Oloron, Soeix, Eysus et Lurbe... Pour Eysus, il résultait donc de l'acte d'affièvement un droit acquis antérieurement à la concession et par consé-

quent en dehors de la concession, ne pouvant même pas faire partie de la concession... Ce droit n'était pas déterminé, il demeurait inconnu, qu'importe ? Il fallait chercher en quoi il consistait, avant de demander, en vertu de l'acte d'affièvement, plus qu'il n'était concédé... C'était, pour Oloron, chose facile... Il existait, dans ses archives, une collection d'actes, une procédure de l'affièvement ; Oloron en avait bien extrait les pièces qui ont été signifiées à l'appui de sa demande, c'est-à-dire le procès-verbal de la Chambre des Comptes qui a accepté les offres des quatre communes, l'acte d'affièvement et la mise en possession qui eut lieu presque immédiatement après l'acte... Elle pouvait bien en retirer le titre où était consacré le droit acquis par les quatre communes antérieurement à l'acte d'affièvement... Ces documents, chose extraordinaire, n'ont pas été produits par Oloron...

La résistance de M. le Maire d'Eysus à la demande d'Oloron, qui réclame sans restriction ni réserve les $\frac{2}{3}$ des terres baillées à fief par cet acte de 1585, est déjà légitime ; le droit de dépaisance sur ces terres n'est pas compris dans le bail à fief, ce bail le porte textuellement ; ce droit est d'une valeur énorme par la nature et l'étendue des terres sur lesquelles il s'exerce ; terres cultes et incultes y sont assujetties, et il n'a d'autres limites que celles des bois mis en défens...

Le droit de dépaisance sur tous les autres terroirs affiévés appartenait à chacune des communautés également, puisque la sentence ne renferme pas de dispositions contraires. D'ailleurs, comment concevoir un droit de dépaisance commune, à plusieurs sur les mêmes terres, sans cantonnement ou désignation de quartiers différents, où, chacun de ceux qui seraient investis de ce droit, pourrait l'exercer...

Le Maire d'Eysus se demande si la manière dont le droit était reconnu par l'acte d'affièvement ne suffisait pas à démontrer que l'affièvement avait eu lieu aussi par égales parties entre les quatre communautés... Il s'est encore demandé comment l'acte d'affièvement ferait mention du droit antérieurement acquis par les quatre communautés sur les terres affiévées et non compris dans la concession, sans dire en quoi ce droit consistait, si la concession n'était pas faite dans les mêmes

proportions que celles particulières à l'exercice de ce droit... Il lui a paru impossible d'admettre que si l'affièvement n'avait pas eu lieu par égales parts, on ne l'eût pas exprimé, en présence d'un droit reconnu par l'acte et qui appartenait également, avant la concession, aux concessionnaires eux-mêmes, par égales parts sur les terres concédées...

« Il est impossible que si la concession n'eût pas été faite dans des proportions égales à celles dans lesquelles devait s'exercer le droit de dépaissance, il n'eût pas été exprimé dans l'acte, que l'affièvement était fait, savoir : pour les $\frac{2}{3}$ en faveur de la Ville et pour un tiers en faveur de Soeix, Eysus et Lurbe ensemble, c'est-à-dire pour un neuvième en faveur de chacune d'elles et — que néanmoins, toutes les quatre continueraient à jouir, en conformité de l'arrêté du 8 novembre 1585, également et dans la même étendue, du droit de dépaissance, sur la généralité des terres affiévées. On ne saurait s'expliquer le silence de l'acte, soit dans les proportions dans lesquelles la concession des terroirs, bois, montagnes, était faite, soit par la nature du droit préexistant et déclaré non compris dans la concession, si ce n'était pas dans les mêmes proportions que les quatre communes devaient jouir et du bail à fief et du droit antérieurement acquis. En admettant que l'affièvement fût fait dans les mêmes proportions que celles dans lesquelles le droit qui n'y était pas compris, appartenait aux quatre communes... et l'acte s'explique naturellement et sans effort, il était inutile, dans ce cas, de déterminer en quoi consistait le droit non compris dans l'affièvement... Les divers Conseils d'Oloron ont fait une confusion qui est l'origine de l'erreur où ils se démènent. Ils ont confondu un bail à fief avec une vente... Un bail à fief ne saisissait pas le preneur de la plénitude du droit de propriété, ainsi que la vente en saisit l'acquéreur ; un fief se divisait en deux parties : en fief dominant et en fief servant, en domaine direct et en domaine utile. Le fief dominant demeurait à l'auteur de la concession ; le fief servant était seul transmis aux concessionnaires ; en d'autres termes, il n'y avait que le domaine utile qui fût concédé ; le domaine direct était le droit de seigneurie ou de suzeraineté réservé par le concédant.

» Les Conseils d'Oloron devaient, par suite de leur première
» erreur sur la nature du bail à fief, confondre, avec un prix de
» vente, le droit d'entrée dont le concessionnaire du fief était
» tenu ; cependant, ce droit d'entrée ne ressemblait que de bien
» loin à un prix de vente et ne pouvait tout au plus être regardé
» que comme une partie de ce prix, en supposant qu'un bail à
» fief pût jamais être assimilé à une vente ; car, outre ce droit
» d'entrée qui par son nom indique qu'on ne le payait qu'une
» fois, le concessionnaire était tenu d'un droit de fief qui consis-
» tait dans une redevance annuelle et perpétuelle, pour attester
» son asservissement et sa vassalité. Le bail à fief imposait
» encore au vassal, envers le seigneur, d'autres charges dont le
» défaut d'accomplissement entraînait de dures pénalités et
» jusqu'à la confiscation du fief servant : le vassal devait au
» seigneur « hommage » et « foi » et le défaut de prestation
» autorisait la saisie du fief servant. Le vassal devait aussi au
» seigneur le dénombrement ou déclaration des biens affiévés...
» et, faute de fournir le dénombrement, il y avait lieu à la saisie
» féodale qui était une espèce de confiscation. Le seigneur avait
» un droit de commise en cas de félonie ou désaveu, c'était le
» droit de confiscation du fief servant... D'autres charges
» pesaient sur les propriétaires du fief servant, entr'autres, des
» droits de mutation, dont il était tenu personnellement envers
» le propriétaire du fief dominant. Enfin le seigneur avait la
» faculté de reprendre sur l'acquéreur ou possesseur étranger,
» à titre de vente ou titre équivalent, le fief aliéné qui relevait
» de lui ; cette faculté s'appelait retrait féodal¹. »

Après s'être attaché, d'une manière aussi savante, à bien établir la distinction fondamentale existant entre le bail à fief et l'achat, l'éminent avocat d'Eysus, M^e Pelleport, du barreau d'Oloron, refit, depuis sa plus lointaine origine, l'historique de la jouissance du Bager par les quatre communes, s'appliquant, avec une force et un talent qui ne se démentirent jamais tout le long de sa brillante plaidoirie, à démontrer l'absolue égalité des droits des affiévants...

Parvenu, enfin, au terme de son examen rétrospectif, avec le

1. — Plaidoirie de M^e Pelleport, pour Eysus. Manuscrit, Arch. com. d'Oloron.

titre même de l'affièvement, et analysant minutieusement ce document, il s'écria :

« La preuve de l'égalité de parts dans les offres, ou de la demande faite du bail à fief, sans distinction de parts, entre les quatre communautés, est arrivée au plus haut degré d'évidence... Cette égalité était, jusqu'à présent, au fond des choses, mais le mot ne s'y trouvait pas. Ici, la chose et le mot sont ensemble ; il ne peut pas y avoir d'équivoque et il serait puéril de chercher quelque obscurité dans ce langage... *que aberan la possessioun deùs dits boscqs, mountagnes et terradors* ; — *poden obligar leurs biens et caïses deùs dits besins de ladite ciutat d'Oloron que deùs des autres locqs d'Eysus et Lurbe et sus aquero, en passar et autreyar touts contrats et obligations nécessaris et ainxi que sera de rason, per puis après los dits besins de ladite ciutat et de tres locqs, — se partir — et esgalisar lasdites sommes de entrades et fiu annual, per acqüitar, pagar, ainxi que lo se podera tocquar...* Se partir et égaliser las dites sommes, signifient nettement, absolument : se partager et égaliser — ou répartir également — ou par égales parties — entre les quatre communautés, — lesdites sommes de droits d'entrées et de fief annuel¹. »

Tant de science profonde, servie par tant d'ardeur généreuse, ne réussit pas à convaincre la Cour, de la justesse de la démonstration... Celle-ci, par son arrêt du 6 février 1849, maintint le jugement du 7 janvier 1847 du tribunal d'Oloron, en ce que ce jugement réglait les droits respectifs des quatre communes sur les territoires par elles affièvés — mais réforma ce jugement, au chef qui ordonnait le partage des immeubles indivis entre les parties, par attributions — et déclara, au contraire, que le partage aurait lieu par la voie du tirage au sort.

Battue en Appel, la commune d'Eysus se pourvut en Cassation.

La Cour de Cassation, par son arrêt du 21 janvier 1852, la démit de son pourvoi contre l'arrêt du 6 février 1849 de la Cour d'Appel de Pau, en tant que le dit arrêt attribuait la propriété des $\frac{6}{9}$ à Oloron et d'un neuvième à Eysus, mais cassa ledit

1. — Document cité. Arch. com. d'Oloron.

arrêt, en ce qu'il nommait des experts, pour « une exécution qui » appartenait exclusivement à l'autorité administrative.

» Vu — disait la Cour dans son arrêt de cassation — les articles 1, section 3 de la loi du 10 juin 1793 — 19 et 16 de la loi du 18 juillet 1837 ; vu la loi de 16 fructidor an III ; — Attendu » que l'autorité administrative est seule compétente pour statuer » sur le mode de partage des biens communaux ainsi que sur » les opérations de ces partages et sur les contestations » auxquelles ils peuvent donner lieu ; — qu'en ordonnant le » partage par voie de tirage au sort en nommant des experts » pour procéder à la formation des lots, et en renvoyant les » parties devant un tribunal de première instance pour les opérations du partage, l'arrêt attaqué a excédé sa compétence et » formellement violé les lois précitées ; — Attendu que ce moyen, » qui intéresse l'ordre des juridictions est d'ordre public et a pu » être invoqué pour la première fois devant la Cour de Cassation, et que la Cour d'Appel, saisie des questions relatives au partage entre les communes, devait le suppléer d'office, » casse, etc¹. »

Toutes les juridictions étant épuisées, il fallut se soumettre.

XI

Travaux des Experts. — Le projet de partage est attaqué et finalement signé.

(1849-1857)

Se référant : 1^o à l'arrêt de la Cour de Cassation du 21 janvier 1832 ; 2^o à l'arrêt de la Cour d'Appel de Pau du 6 février 1849 ; 3^o au jugement du tribunal d'Oloron du 7 janvier 1847 et enfin, à une lettre collective des maires des trois communes d'Oloron, d'Eysus et Lurbe, en date du 28 décembre 1852, demandant qu'il soit procédé à la nomination des experts, le préfet des Basses-Pyrénées, par arrêté du 20 avril 1853,

1. — Expédition collationnée de l'Acte de partage du Bager. Arch. com. de Lurbe.

« Considérant que l'affectation des lots aux parties intéressées par la voie du tirage au sort, est de nature : 1^o à créer des enclaves et à grever très probablement une certaine partie du fonds commun de servitudes onéreuses et indispensables cependant au mode d'exploitation par parcelles ; 2^o à susciter des différents ou des difficultés tout au moins entre les parties intéressées ; 3^o à éloigner le propriétaire du lot le plus à sa convenance et le plus rapproché de son domicile, et à en diminuer, conséquemment la valeur relative... », désigna MM. Sazie, géomètre, attaché au Cadastre ; Bordenave, géomètre-arpenteur à Oloron et Laborde, géomètre à Monein, pour procéder à l'estimation et au partage en neuf lots de valeur égale, des terrains communaux en question... décidant qu'il serait procédé au partage définitif des lots par voie d'attribution la plus juste et la plus favorable aux parties, toujours d'après les proportions indiquées par l'arrêté de la Cour d'Appel du 6 février 1849¹.

Ces Messieurs commencèrent leur mission le 12 juillet 1853. Ils procédèrent avant tout à la reconnaissance des lieux ; puis, à travers mille difficultés et même accidents de toute espèce, qu'il fallut bien surmonter cependant, pour arriver à des résultats irréprochables, ils attaquèrent les opérations : disposant des signaux pour le canevas trigonométrique, mesurant l'azimuth du pic d'Escurets, du Malharrouy ou du Pic de Ségu, avec l'ancienne cathédrale de Sainte-Marie ; traçant, arrêtant et mesurant des lignes ; multipliant les observations qui devaient en assurer la corrélation et fournir, pour leur tracé, des repères ultérieurs ; puis, étudiant attentivement les terrains à cantonner — sous le triple rapport de leur situation, de leur nature et de leurs produits, il leur fallut procéder à la construction d'un plan des lieux et à la formation d'un tarif proportionnel.

Plus tard, dans le silence du cabinet, et à l'aide de tous les éléments recueillis et après des essais répétés, préciser, pour chaque ayant-droit, la section, le numéro cadastral, le lieu-dit, la nature de culture, la superficie par numéro des classes de terrain, le classement, la valeur de l'are par classe, la superficie

1. — Document cité. Arch. com. de Lurbe.

comprise dans le lot et sa valeur proportionnelle par parcelle ou fraction de parcelle attribuée en toute propriété et jouissance à telle ou telle commune ou section de commune.

Finalement, procéder à l'abornement.

Ces opérations, commencées, comme il est dit plus haut, le 12 juillet 1853, se clôturaient par la rédaction d'un volumineux procès-verbal fait à Nay le 12 février 1856¹.

Le dossier du projet de partage présenté par les experts fut communiqué aux communes, avec prière de formuler, s'il y avait lieu, leurs observations. Seule, la commune de Lurbe, qui était bien loin d'être satisfaite, répondit, observant que le classement des lots adopté par les experts pour les quartiers Biot et Ponsuzette, attribués à Lurbe, ne répondait pas à la valeur réelle de ces terrains ; que le lot d'Oloron, dans le même quartier, était d'une valeur « infiniment supérieure » ; que le pacage en montagne devenait de plus en plus précieux, à mesure que l'on avançait vers Arudy ; que son lot de bois était le plus piètre, le plus aride et le plus pauvre de tout le Bager indivis... « Il est regrettable, disait Lurbe, que les experts n'aient pas visité le sol de ce parson... il est en effet probable que s'ils l'eussent visité, ils auraient établi sept classes et affecté ce lot à la septième au lieu de la quatrième. »

Lurbe observait encore que sur la contenance totale du Bager qui était — au dire des experts — de 2.814^h 51^a 34^e, elle aurait dû avoir, pour son neuvième, 312^h 72^a 37^e, tandis qu'il ne lui en était attribué que 284^h 12^a 72^e, d'où une différence, à son préjudice, de 28^h 59^a 63^e ; que les lots d'Oloron avaient tous, pour leur classe relative, une valeur infiniment supérieure à ceux de Lurbe qui leur correspondent dans les mêmes classes ; que ces lots, en ce qui concerne la fougère, ne sont pas aussi facilement abordables aux bouviers, que les lots attribués à Oloron ; que cette fougère d'Oloron peut être coupée et exploitée indifféremment l'hiver ou l'automne, tandis que celle de Lurbe doit forcément être coupée et enlevée avant décembre ; que le terrain réservé à Oloron est situé dans des conditions tellement avantageuses, qu'il est parfaitement susceptible d'être cultivé, à

1. — Document cité. Arch. com. de Lurbe.

cause de la profondeur du sol, et de recevoir de nombreuses métairies, tandis qu'il n'en est pas de même du lot de Lurbe, en raison de la grande déclivité du sol et de son peu de profondeur ; que les experts auraient dû, pour l'attribution des lots, considérer : la situation, la qualité et la valeur du terrain.

Pour ces motifs, Lurbe fut d'avis que le projet de partage élaboré par les experts, était susceptible d'être révisé... mais, voulant éviter un remaniement complet des lots déjà assignés, la commune consentait à ce que la ville d'Oloron lui délaisse une lisière de son lot, confrontant au lot d'Eysus¹.

La commune d'Eysus, par délibération du 20 avril 1856, s'associa aux observations présentées par Lurbe — et — avec Lurbe — demanda qu'il fût procédé à une nouvelle expertise...²

La ville d'Oloron, par délibération du 17 mai 1856, s'opposa formellement à toute révision et demanda que le procès-verbal d'expertise fût immédiatement homologué. Le préfet du département des Basses-Pyrénées — M. Armand Laity — par arrêté pris le 27 juin 1856, « autorisa » le partage.

Revenant, avec plus d'animation encore, sur ses observations du 8 avril 1856, plus haut citées, le Conseil municipal de Lurbe, réitéra ses observations, décidant de se pourvoir devant le Ministre de l'Intérieur, et au besoin, même, devant le Conseil d'État, pour obtenir une nouvelle expertise ou la révision du rapport des premiers experts³.

Requête fut en effet adressée par Lurbe au Ministre de l'Intérieur ; mais la décision du Ministre, sur le pourvoi interjeté par Lurbe, contre l'arrêté préfectoral du 27 juin 1856 « arriva trop tard »... MM. Eugène-Pascal Layrisse, maire d'Oloron, assisté de M. Paul Foix et de M. Auguste Crouseilhes, membres du Conseil ; Bernard Lalanne, adjoint au maire de Lurbe, assisté de Bernard Larricq et Bernard Casaubon, membres du Conseil ; Bernard Lafargue, maire d'Eysus, assisté de Raymond Sabatté-Beigt et Jean Bareilhes, membres du Conseil, avaient déjà procédé, le vendredi 15 mai 1857, devant M^e Pamphile-Jacques Laruncet, avocat-notaire à la résidence d'Oloron, à ces fins

1. — *Registre des délibérations du Conseil mun. de Lurbe.*

2. — *Registre des délibérations du Cons. mun. d'Eysus.*

3. — *Document cité. Arch. com de Lurbe.*

commis, et les sieurs : Romain Supervielle, horloger et Vital Minvielle, tailleur d'habits, comme témoins, au partage définitif du Bager... Et l'acte de partage, approuvé par arrêté préfectoral du 22 mai 1857, était finalement enregistré à Oloron le 26 suivant¹.

XII

Période de transition entre l'ancien et le nouveau régime.

Cette fin subite d'un régime qui durait depuis plus de 250 ans, devait fatallement occasionner des perturbations dans l'administration et la comptabilité des communes... Lurbe et Eysus avaient, en effet, déjà payé, par portions égales, et en vertu des règlements des : 3 décembre 1812 et 23 janvier 1828 — 600 fr. montant de la contribution échue jusqu'à ce jour... Or, à ce moment — 15 mai 1857 — les mêmes communes n'avaient pu jouir ni de la fougère, ni du pacage.

Lurbe fit alors observer à la ville d'Oloron : que les recettes et les dépenses pour 1857 avaient été arrêtées par le préfet le 14 novembre 1856 ; qu'un rôle pour pacage et exploitation de fougères s'élevant à plus de 2.000 fr., avait déjà été dressé pour couvrir, avec d'autres produits, les dépenses du même exercice, montant à 3.002 fr. 22... tous les habitants de Lurbe et ceux du Bager prenant part à ces jouissances, figuraient sur ce rôle... ce travail important serait nul si le pacage et la fougère appartenant à Oloron, en vertu du partage définitif, étaient enlevés à Lurbe... il serait impossible à Lurbe d'arriver à couvrir le chiffre des dépenses... de plus, Lurbe serait obligé de procéder à un nouveau partage, tant des fougères communales que de celles provenant de son neuvième, pour asseoir une nouvelle taxe, opération qui allait exiger de nombreuses formalités et un temps assez long...

En présence de ces inconvénients très graves, Lurbe demanda

1. — Document cité. Arch. com. de Lurbe.

à Oloron « de vouloir bien consentir à ce que les conventions des traités de 1812 et de 1828, fussent encore valables pour 1857 ¹ ».

La ville d'Oloron, par délibération du 20 mai 1857, consentit bien à ce que les deux communes de Lurbe et Eysus profitent, comme par le passé et jusqu'au 31 décembre, des fougères et du pacage du Bager, — mais à condition qu'elles versent, dans la caisse d'Oloron, une somme de 600 fr. chacune, à titre d'indemnité...

Ces propositions furent trouvées « exorbitantes »... mais, « pour empêcher des rixes et même une guerre civile entre les » habitants, à l'occasion d'un partage tardif des fougères », elles furent acceptées par six voix contre quatre, par les Conseils municipaux ².

L'année suivante, d'ailleurs, grâce à un arrangement sous seing privé du 18 juin, passé entre elles et la ville, les deux communes purent, une fois encore, jouir du pacage et de la fougère, moyennant le versement d'une somme de 2.700 fr. Mais après cette époque — que l'on pourrait appeler : de transition — la scission fut complète entre Oloron, Eysus et Lurbe ; même on se réclama — à titre, sans doute, de suprême adieu — un règlement de comptes !...

XIII

Règlement des comptes après la scission entre les trois communes.

Pendant tout le temps de l'indivision, les trois communes co-propriétaires du Bager, avaient aliéné de nombreuses parcelles de terre, et le prix, en exécution, d'ailleurs, des conventions, en avait toujours été perçu par la ville seule. Lurbe et Eysus, étaient donc créancières chacune du $\frac{1}{9}$ de ces ventes et de l'intérêt de leur capital, jusqu'au 31 décembre 1861 — et — naturellement — elles voulurent être remboursées... Une pre-

1. — *Registre des délibérations du Cons. mun. de Lurbe.*

2. — *Document cité. Arch. com. de Lurbe.*

mière fois, vers la fin de l'année 1860, les maires de ces communes firent part à leur collègue d'Oloron, de leurs exigences sur ce point. Mais la réclamation ne prit corps qu'avec les délibérations des : 12 août 1862, du Conseil municipal de Lurbe, et 7 septembre de la même année, du Conseil municipal d'Eysus, par lesquelles chacune de ces communes se prétendait créancière, pour son $\frac{1}{3}$, d'une somme s'élevant :

En principal, à.....	985 ^f 79
En intérêts, à.....	942 46

Au total donc, la somme de..... 1.928^f 25

Le Conseil municipal d'Oloron, réuni en session ordinaire le 17 novembre 1862, examina, avec méthode et circonspection, les comptes qui lui étaient présentés.

Tout d'abord il écarta, comme n'étant nullement dues, les sommes réclamées pour diverses ventes de terrains, effectuées en dehors du Bager ou de ses dépendances ; puis, rectifiant certaines erreurs de calcul, il admit, comme effectivement dues :

En principal, la somme de.....	895 ^f »
En intérêts, celle de.....	857 83

Au total 1.752^f 83

Mais, passant en revue les frais d'instance et de partage du Bager, qui avaient été avancés par la ville, et se référant, d'ailleurs, au jugement du tribunal d'Oloron, du 7 janvier 1847, disant que : les dépens seront supportés par les parties en proportion de leurs droits aux terrains à partager, à l'exception de certains frais et nommément du dernier mémoire signifié au nom de la ville, qui demeureront à la charge de la commune d'Eysus, et ces frais d'instance s'étant élevés à..... 1.098^f 59 défalcation faite du susdit mémoire revenant à la seule commune d'Eysus, soit..... 232 55 il attribua à chacune des deux communes, comme proportionnée à leurs droits, la somme de..... 96 23

Voilà pour les frais d'instance...

Quant au partage, celui-ci ayant coûté..... 11.435^f 18 il revenait à chacune des deux communes de Lurbe et d'Eysus une quote-part de..... 1.270 57

ce qui élevait leur dette envers Oloron, savoir :

pour Lurbe, à la somme principale de 1.366^f 80
pour Eysus, à celle de 2.067 24

Calculant, à son tour, « pour que justice soit égale », l'intérêt des sommes avancées par la ville, à chacune des deux communes, le Conseil municipal d'Oloron établit qu'il y avait, de ce chef, pour la ville, une reprise de :

A l'endroit de Lurbe, sur les frais d'instance [intérêts de 1.366 fr. 80, depuis le 26 novembre 1847, jusqu'au 31 décembre 1861, soit pour 14 ans, 1 mois, 5 jours]. 67^f 76

Sur les frais de partage [intérêts de 1.270 fr. 57, depuis le 12 mars 1857, jusqu'au 31 décembre 1861, soit pour 4 ans, 9 mois, 19 jours]..... 305 07

A l'endroit d'Eysus, sur les frais du dernier mémoire [intérêts de 232 fr. 55 depuis le 26 novembre 1847, jusqu'au 31 décembre 1861, soit pour 14 ans, 1 mois, 5 jours]..... 163 90

Sur les frais d'instance [intérêts de 1.366 fr. 80, depuis le 26 novembre 1847 jusqu'au 31 décembre 1861, soit pour 14 ans, 1 mois, 5 jours]..... 67 76

Sur les frais d'appel [intérêts de 467 fr. 89, depuis le 6 février 1849, jusqu'au 31 décembre 1861, soit pour 12 ans, 10 mois, 25 jours]..... 304 70

Sur les frais de partage [intérêts de 1.270 fr. 57, depuis le 12 mars 1857 jusqu'au 31 décembre 1861, soit pour 4 ans, 9 mois, 19 jours]..... 305 07

D'où découlait ce résultat final que :

La commune de Lurbe étant créancière d'Oloron de 1.752 83
Oloron, à son tour, devant prendre de Lurbe..... 1.739 63
restait lui devoir 13^f 20

Tandis que la Ville ayant à prendre d'Eysus..... 2.905^f 66
et ne lui devant elle-même que 1.752 83
demeurait créancière sur elle de 1.152^f 83
dont M. le Maire demeurait chargé d'opérer le recouvrement
par la voie amiable¹...

1. — Registres des délibérations des Cons. mun. de Lurbe, d'Oloron et d'Eysus.

Ce recouvrement, comme on devait d'ailleurs s'y attendre, ne fut jamais opéré, du moins n'en reste-t-il point de trace, soit dans les registres des délibérations des trois communes, soit dans leurs budgets ou comptes administratifs... Il est probable et très vraisemblable, qu'après les premières hostilités, la paix étant aussi nécessaire aux uns qu'aux autres, il ne fut plus rien fait qui pût ramener la discorde.

XIV

Lot d'Eysus.

Les droits respectifs des communes co-propriétaires avaient été fixés par jugement du tribunal de première instance d'Oloron, du 7 janvier 1849, savoir :

$\frac{6}{9}$ en valeur des fonds désignés dans le contrat du 1^{er} décembre 1593, pour la commune d'Oloron ;

$\frac{1}{9}$ pour la section de Soeix, dépendance du territoire d'Oloron ;

$\frac{1}{9}$ pour Lurbe ;

$\frac{1}{9}$ pour Eysus.

Il revenait donc à chaque co-partageant, d'après l'estimation totale :

à Oloron.....	409.755 ^r 31
à Soeix.....	68.292 56
à Lurbe	68.292 56
à Eysus	68.292 56

TOTAL ÉGAL..... 614.632^r 99

En représentation de ce capital, il fut attribué à Eysus deux tènements séparés par des propriétés privées et la vallée de l'Ourtau, d'une étendue réunie de 281^b 31^a 79^c.

Le premier de ces tènements, sis au midi, dans la partie montagneuse des communaux partagés, aux quartiers Thez de Bouhaben, Clots de Malharrouy, Moustayou, Boscq de La Lie, Clots de l'Arque, Boscq et Planè de Hourse, dépendances de la montagne de Binet, comprend des pâtures de bonne qualité et

des bois de belle venue ; il a une superficie de.... 157^h 03^a 51^e
et fut estimé..... 20.381 fr. 79

Il confronte, du nord, au chemin de Saint-Christau au Bager et à Miseriu ; de l'est, au lot d'Oloron ; du sud, à la crête de Malharrouy, limite d'Escot ; de l'ouest, au lot de Lurbe.

Le second tènement, en nature de fougeraie et pâtrage en coteaux, à la convenance d'Eysus, dont le territoire est contigu, embrasse tout ou partie des quartiers appelés : Clots contre l'Ourtau, Petreigne, Bat Arricoutè, Dessus Néret, Courbet, Branas, Turounet et Branas nord, Talou pelat, Turounet sud et est, Houns de l'Arriu de Néret, Debat Camat et Serrot deü Mouli d'Arramonde, tous quartiers contigus et agglomérés, comprenant une superficie de..... 124^h 28^a 28^e
et fut estimé..... 47.910 fr. 77

Il est délimité : au nord, par le territoire d'Eysus et par le chemin d'Oloron au Bager, jusqu'au point où celui-ci rencontre le chemin du Turounet ou de Branas, non loin de l'origine du ruisseau de Nécore ; à l'est, par le lot attribué à Oloron ; au sud, par le chemin de Saüdie et propriétés privées ; à l'ouest, par le chemin de Lannusset ou de Campagne.

La valeur totalisée de ces deux tènements reproduit exactement la somme de 68.292 fr. 56¹.

XV

Lot de Lurbe.

Lurbe, comme Eysus, reçut, pour sa part, à proximité de son territoire et à sa convenance, comme commune limitrophe, une étendue totale de..... 284^h 12^a 78^e
en montagnes, plateaux et versants, en deux tènements, séparés par des propriétés privées et la vallée de l'Ourtau.

Le premier de ces tènements, au sud, dans la partie montagneuse, quartiers et portions de la montagne Binet connus sous

1. — Expédition collationnée de l'Acte de partage du Bager. Arch. com. de Lurbe.

les noms de : Clots de Malharrouy, Moustayou, Espiaube, Boscq de La Lie, Clots de l'Arque, Boscq et Planè de Hourse, compte, en pâturages et bois, une superficie de..... 200^h 72^a 99^o et fut estimé..... 34.702 fr. 49

Il confronte, du nord, au chemin de Saint-Christau au Bager ; de l'est au lot d'Eysus, dont il est séparé, du moins dans la partie montagneuse, par une ligne rigoureusement droite et qui, partant d'une croix gravée sur la crête de Malharrouy, aboutit à une borne plantée sur le côté méridional du chemin de Saint-Christau au Bager et à Miseriu, borne portant le millésime 1855 ; du sud, aux territoires d'Escot et de Lurbe ; de l'ouest, au territoire de Lurbe. Le pacage, surtout dans la région supérieure, y est de toute première qualité pour le bétail à laine, le bois, de belle venue, le sol, à base calcaire.

Le second ténement, au nord, comprend la totalité des quartiers appelés : Laterrade, Ayguerede, Biot, Ponsuzette, Debat Arroues et Lannussettes, points les plus rapprochés du territoire de Lurbe, et consiste en fougeraies et pâturages ayant ensemble une superficie de 83^h 39^a 79^o et fut estimé..... 37.390 fr. 07

Il a pour confrontations : au nord, un ruisseau appelé Larran et la limite d'Eysus ; à l'est, le chemin de Campagne ou de Lannusset ; au sud, le chemin stable de la Saüdie et la propriété Daniel ; à l'ouest, le chemin de la Longuère.

Les deux ténements attribués à Lurbe représentent donc, en totalité, la somme de..... 68.292 fr. 56

Jusqu'en 1868, les quartiers Biot et Ponsuzette étaient exploités, chaque année, par les habitants de Lurbe, après tirage au sort des lots de fougère... Cette manière de procéder était compliquée et causait de gros soucis à l'administration communale, à l'époque de la récolte des fougères. La municipalité de Lurbe proposa, dès 1862, de faire cesser cet état de choses. Elle mit en présence les deux moyens qui pouvaient le lui permettre : 1^o la vente ; 2^o le partage par lots. La vente fut écartée parce que « les riches et les capricieux, en achetant tout, excluraient les faibles ». Le partage fut seul envisagé comme réalisable. En conséquence, les propriétaires de Lurbe furent admis à soumissionner pour un lot de fougères et un géomètre-expert

désigné pour partager les deux quartiers en autant de lots que de soumissionnaires. [Délibération du 4 mai 1868.]

Le géomètre-expert désigné par l'administration fut M. G. Borde nave, de Gurmençon. Il se mit aussitôt à l'œuvre et le 1^{er} avril 1867, il remettait son projet de lotissement en 114 lots, de contenance égale de 69 ares 40 centiares.

Un arrêté préfectoral du 13 février 1868 ayant autorisé la concession à titre onéreux, aux habitants ayants-droit de la commune de Lurbe, les actes furent passés par devant M^e Eustache Casenave, notaire, et en son étude, à Oloron, le 27 novembre 1868.

Depuis cette époque, Lurbe, en tant que commune, n'a plus aucun intérêt dans ces quartiers. Ses habitants, qui y sont devenus propriétaires, y exploitent leurs lots de fougères, chacun à part soi, comme ils font de toute autre partie de leurs terres arables ¹.

XVI

Lot d'Oloron-ville et section de Soeix.

La ville d'Oloron ayant droit, de son chef, aux $\frac{6}{9}$ du capital représentatif des territoires à partager, devait recevoir une somme de 409.755 fr. 31 qui lui fut assignée en terrains divers, à sa portée et à sa convenance et toujours par voie d'attribution.

A cet effet, il lui fut attribué trois ténements, savoir : un premier ténement, au nord, comprenant les versants, plateaux et vallons appelés : Paloumères, Serre-Morlaas, Saint-André, Talou de Mayboune, Bordes, Hourquet, Lurbe, Bespès, Labourbère et autres dans les limites suivantes :

Au nord, le ruisseau Arriugran jusqu'à son embouchure, contre une partie du lot de Soeix ; à l'est, le Gave d'Ossau, contre les territoires de Herrère et Ogeu, jusqu'à l'embouchure, sur la rive gauche du ruisseau de Bespès ; au sud, ce ruisseau

¹. — Document cité. Arch. com. de Lurbe.

en remontant son cours, le Turon de Labourbère, le chemin de Bager ; à l'ouest, le chemin du Bager à Oloron.

Un deuxième tènement, au nord-est, dit le bois du Bager en nature de bois-taillis, comprenant tout ou partie des terrains connus de : Crampes, Picq, Lembaigt, Broucarot, Pasturelle, Castillou, Saücq et autres, dans les confrontations suivantes :

Au nord, le gave d'Ossau, en remontant son cours contre les territoires d'Ogeu et de Buziet jusqu'à l'embouchure, sur sa rive gauche, du ruisseau du Termy, mentionné dans le contrat du 1^{er} décembre 1893 ; à l'est, ce ruisseau et la limite du territoire d'Arudy jusqu'à la rencontre du chemin du Bager à Oloron ; au sud, ce chemin, jusqu'à la borne plantée entre les lots de Soeix et d'Oloron ; à l'ouest, le lot de Soeix.

Le troisième tènement, situé dans la partie montagneuse, se compose de tout ou partie des quartiers en nature de pâturages et bois connus de : Miseriü, Guits, bois de Porteigt, Petraübe, Laquinte, bois de Laüga, Saücq, Araüt, Poursiugues, Nécore et Turounet, dans les limites suivantes :

Au nord, le lot d'Eysus par le chemin dit de Branas ou de Turounet et celui du Bager, et des bornes en pierre équarrie, plantées pour en maintenir le tracé ; le lot de Soeix, le chemin d'Oloron au Bager, le deuxième tènement d'Oloron, par le même chemin du Bager jusqu'à la limite d'Arudy, à l'origine orientale du ruisseau du Termy ; à l'est, la limite du territoire d'Arudy, passant aux sommets de Couretscoig et de Soeix et aboutissant à celui connu sous le nom de Hourquette de Baytgran ; au sud, la crête de Porteigt, les sommets de Guits et de Thez de Bouhaben ; à l'ouest le lot d'Eysus.

Des trois tènements attribués à Oloron, le premier se trouve entre les deux parties du lot de Soeix ; les deux autres, contigus, l'un inférieur et l'autre supérieur, se touchent par le chemin du Bager.

Leur superficie réunie est de..... 2.058^h 27^a 67^o
et ils furent estimés..... 409.755 fr. 31

Le premier, en nature de fougereie et pacage ; le second, en nature de bois-taillis, le troisième, situé dans la partie montagneuse et supérieure, consiste un pâturages, aulnaie et bois.

Quant à la section de Soeix, il lui fut attribué, — à proximité

du chef lieu et à sa convenance — deux polygones distincts, de contenance totale de..... 190^h 79^a 10^c de terrains divers en nature de fougereie, bois et pacage.

Le premier, sis à l'ouest et attenant aux propres terres de Soeix comprend les quartiers appelés : Coumunaü, Arriugran et Paloumères.

Il confronte, du nord, au chemin des Candaüs, pacage de Suberbielle, ruisseau de Brecq ; de l'est, au gave d'Ossau, rive gauche, jusqu'à l'embouchure du ruisseau Arriugran ; du sud, à des terrains attribués à la ville d'Oloron par ledit ruisseau d'Arriugran, en allant vers sa source, jusqu'aux propriétés closes de Lacazette, puis, à la limite de ces propriétés jusqu'au chemin d'Oloron au Bager ; de l'ouest, au territoire d'Eysus par le même chemin.

Le second polygone alloué à la section de Soeix embrasse les quartiers dits : Labourbère, Soum de Labourbère, partie de Crampes et du bois du Bager.

Il est borné, au nord, contre le territoire d'Ogeu, par le gave d'Ossau, en remontant son cours depuis l'embouchure du ruisseau de Bespès, à l'est, jusqu'au lieu où cette rivière reçoit un petit filet d'eau dit : Barrère de Crampes.

La valeur des deux ténements donnés à Soeix comme équivalent de ses droits est de 68.292 fr. 56^h.

1. — Document cité. Arch. com. de Lurbe.

XVII

Immatriculation sur le Cadastre.

(OLORON)

SECTION	N° DU PLAN	CANTONS OU LIEUX - DITS	NATURE de Culture.	SUPERFICIE totale par Classe.	CLASSEMENT par are.	VALUR des terrains par are.	SUPERFICIE comprise dans le lot.	COMMUNE
E	1	Miseriū	bois-taillis.	63 ^h 09 ^m 65 ^s	4 ^o 5' 1 ^m 30	130	63 ^h 09 ^m 65 ^s	4 101' 28 Oloron
	2	Guits.	pâture...	59 50 40	5' 0 75	75	59 50 40	4 462 80
	3	Porteigt.	bois-taillis.	307 32 25	4 ^o 5' 1 30	130	307 32 25	19 973 97
	4	Pacq de Laüga...	id.	85 78 75	4' 0 80	80	85 78 75	6 863 29
	5	Talou d'ets Porquès.	pâture...	8 01 15	3 ^o 4' 4	400	8 01 15	1 602 29
	6	Rondaü	bois-taillis.	8 40 07	2 ^o 3' 6 45	200	8 40 07	1 680 14
	7	Lacoumette.	pâture...	37 02 42	0 00	645	37 02 42	11 940 30
	12	Säudie.	id.	0 00	3 2 50	250	0 00	10 20 3 25
	17	id.	id.	0 01 20	3 2 50	250	0 01 20	3 25
	18	id.	auinaie...	0 07 90	1 50	130	0 07 90	11 83 25
	26	Araut.	pâture...	27 91 20	3 2 50	250	27 91 20	6 978 25
	27	Laguns.	auinaie...	4 19 90	1 50	150	4 19 90	629 83
	28	Saïcq.	id.	1 34 30	1 50	150	1 34 30	201 45
	29	id.	id.	7 56 60	1 50	150	7 56 60	1 134 90
	30	Laquinte.	pâture...	35 46 10	3 2 50	250	35 46 10	8 790 25
	31		bois-taillis	99 89 60	3 1 50	150	99 89 60	14 984 40
	32	Laguns	auinaie...	3 86 00	1 50	150	3 86 00	579 25
	33	Pacq de Laüga et Laquinte.	platane-taillis...	245 40 30	4 2 30	230	245 40 30	24 771 35
	34	Coingt de Ber...	pâture...	4 47 70	4 1 50	150	4 47 70	671 35
	35	Cardieix et Petraïde...	id.	89 46 20	4 ^o 5' 2 25	225	89 46 20	10 064 48
F	201	Turounet (Sud)...	id.	36 77 85	2 ^o 3' 95	395	13 17 85	5 205 51
	202	Turounet (Est)...	id.	9 36 33	2 ^o 3' 6 45	645	9 36 33	2 738 16
	203	Poursingues....	id.	19 46 90	3 2 50	250	19 46 90	4 867 25
		Necore....	id.	113 33 42	2 ^o 3' 6 45	645	113 33 42	32 441 91

SECTION	N° DU PLAN	CANTONS ou LIEUX-DIRS	NATURE de Culture.	SUPERFICIE totale par classe.	CLASSEMENT	VALEUR des terrains par are.	VALEUR des terrains par hectare.	SUPERFICIE comprise dans le lot.	VALEUR proportionnelle à celle superficie.	COMMUNES
						65°	2' 95	395	65°	
F	247	Ilots de Mondoue	pature	65°	2	3' 95	395	65°	2' 38	Oloron
	248	id.	aulnaie	01° 50	2	1' 50	150	01° 50	2' 25	
271	Cloutas de Larrouy	pature	09 73	2	3' 95	395	09 73	38 51		
272	Cassous de Larrouy	id.	15 80	2	3' 95	395	15 80	62 44		
273	Sus Larrouy	id.	22 25	2	3' 95	395	22 25	87 89		
286	Sus la horde de Serres	id.	17 55	2	3' 95	395	17 55	69 32		
326	Daban Lagrabasse	id.	08 20	2	3' 95	395	08 20	32 39		
333	Pont de Mirande	id.	11 03	4	1' 50	150	11 03	16 58		
343	Ilots de Berguerie	id.	11 80	4	1' 50	150	11 80	17 70		
358	Parc de Mirande	id.	18 34	2	3' 95	395	18 34	72 44		
365	Saudiot	id.	2' 80	81	2° 3°	6 45	645	2° 80	81	905 62
373	Pont de Bruchou	id.	06 80	2	1' 4	1 50	150	06 80	10 20	
398	Bouladet et Hourse	id.	64 00	65	2° 3°	6 45	645	16 49	08	5 318
399	id.	bois-taillis	129 64 95	4	0 80	80	26 15 40	26 15 40	2 092 32	
399bis	Clot de l'Arque	pature	30 95 90	4	1' 50	150	1 11 06	166 59		
401	Lacure	id.	35 73 88	5	0 75	75	32 21 30	32 21 30	2 415 97	
402	Malesses de Miseriu	bois-taillis	7 54 53	4	0 80	80	7 54 55	603 64		
D 134	Arrigrand	pature	71 60	2	3' 95	395	71 60	282 82		
144	Barrat	id.	03 70	4	5 30	530	3 70	19 61		
151	Heilga d et Hacq.	id.	73 90	1	5 30	530	73 90	391 67		
152	Paloumères	id.	44 97 48	2	5 30	530	44 97 48	22 246 64		
178bis	Maysonabé	id.	04 10	2	3' 95	395	04 10	16 20		
194	Serres Morlaas	id.	7 07 90	1	5 30	530	7 07 90	3 751 87		
209	Paloumères	id.	7 93 00	1	5 30	530	7 93 00	4 202 90		

SÉCTION	N° du Plan	CANTONS OU LIEUX-DITS	NATURE de Culture.	SUPERFICIE totale par classe.	CLASSEMENT	VALEUR des terrains par hectare. are.	SUPERFICIE comprise dans le lot.	VALEUR proportionnelle à cette superficie.	COMMUNES	
									Oléron	
D 224		Debat Lestelle.....	pâture.....	72 ^a 05 ^b	2	3'95	395	72 ^a 05 ^c	284 ^a 60	
223		St-Andréu	id.	13'80	2	3'95	395	13'80	54'51	
234		id.	id.	96'38	2	3'95	395	96'38	380'70	
244		Daban Capure.....	id.	04'35	1	5'30	530	04'35	23'06	
245		id.	id.	36'64	1	5'30	530	36'64	194'19	
246		Serrelongue.....	id.	1 ^b 25'98	1	5'30	530	1 ^b 25'98	667'69	
254		Pradot.....	id.	42'05	2	3'95	395	42'05	166'10	
263		Serrelongue.....	id.	23'36	2	3'95	395	23'36	92'27	
264		id.	id.	89'45	1	5'30	530	89'45	474'09	
266		Cassouis.....	id.	28'10	1	5'30	530	28'10	148'93	
267		Serrelongue.....	id.	04'05	1	5'30	530	04'05	21'47	
268		id.	id.	08'20	1	5'30	530	08'20	43'46	
269		St-Andréu	id.	2'03'50	1	5'30	530	2'03'50	1.078'55	
312		Debat et Casau	id.	11'00	1	5'30	530	11'00	58'30	
331		St-Andréu	id.	09'65	1	5'30	530	09'65	51'15	
332		Cambet.....	id.	37'77	50	1	5'30	37'77	20.020'73	
333		Serre de Cambet.....	id.	17'79	85	1	5'30	17'79	9'433'21	
334		Talou de Mayboune.....	id.	4'56	47	1	5'30	330	4'56	47'2.419'29
335		Talou de Bordes.....	id.	10'67	00	1	5'30	330	10'67	00'5.655'10
336		Talou de Rioumayou.....	id.	17'64	95	2	3'95	395	17'64	95'6.971'55
337		Darré Bourdès.....	id.	9'43	20	2	3'95	395	9'43	20'3.725'64
343		Talou de Laguette.....	id.	11'47	00	2	3'95	395	11'47	00'4.530'65
362		Daban Baratte.....	id.	8'79	30	2	3'95	395	8'79	30'3.473'24
									40'30	40'68

SECTION N° du plan	CANTONS, ou LIEUX-DITS	Nature de Culture.	Superficie totale par classe.	CLASSEMENT	VALEUR des terrains par ha.	SUPERFICIE comprise dans le lot.	VALEUR proportionnelle à celle superficie.	COMMUNES
					90 ^a 20 ^c	5 ^b 30	90 ^a 20 ^c	16,614 27
D 363	Daban Baratte.	pâture.	58 ^b 04 11	1	5 ^b 30	530	58 ^b 04 11	478 ^c 06
396	Talou d'Agreüs et Bousquet.	id.	6 45	2 ^b 3 ^c	645	395	34 40	16,614 27
397	Daban Pégorde.	id.	34 10	2	3 95	395	21 96 00	134 70
398	Houns de Lurbe.	id.	21 96 00	3	2 50	250	9 34 33	5 490 ^d
399	Labourbère.	id.	3 92 00	3	3 95	385	9 32 00	1 548 40
399 ^{bis}	id.	id.	9 49 15	3	2 50	250	2 335 83	
400	Houns de Labourbère.	id.	17 95	3	2 50	250	17 95	44 87
401	Talou de Bespès.	id.	20 21 36	3	2 50	250	20 21 36	5 053 40
419	Embès de Bespès.	id.	6 43 70	3	2 50	250	6 43 70	1 609 25
419 ^{bis}	Labourbère.	id.	25 73 44	2	3 95	385	16 39 58	6 476 34
420	Som de Labourbère.	id.	12 19 00	3	2 50	250	11 40	28 50
421	Crampes Picq l'Ourau.	bois-taillis.	306 67 18	1	2 80	280	194 82 16	54 350 05
421 ^{bis}	Broucarot.	id.	119 98 72	2	2	200	119 98 72	23 947 44
422	Pasturelle et Castillo.	id.	119 49 95	2	2	200	119 49 95	23 899 90
132	Ceumanaü.	pâture.	50 99 50	1	3 95	350	50 04 80	26 325 44
133	Arrigan.	id.	14 60	2	3 95	395	14 60	57 67
133	Palounères.	id.	30 60	2	3 95	395	30 60	120 87
134	id.	id.	23 00	2	3 95	395	23 00	90 86
135	id.	id.	65 60	2	3 95	395	65 60	259 12
136	id.	id.	5 99 20	1	5 30	530	5 99 20	3 175 76
399 ^{bis}	Labourbère.	id.	9 49 15	3	2 50	250	14 82	37 06
419 ^{bis}	id.	id.	25 73 44	2	3 95	395	9 33 86	3 688 75
420	Som de Labourbère.	id.	12 19 00	3	2 50	250	12 07 60	3 019 ^d
421	Bager Nord-Est.	bois-taillis.	306 67 18	1	2 80	280	111 85 02	31 318 06

SECTION	N° du PLAN	CANTONS ou LIEUT.-DITS	NATURE de Culture.	SUPERFICIE totale par classe.	CLASSEMENT	VALEUR des terrains par are.	VALEUR des terrains par hectare.	SUPERFICIE comprise dans le lot.	VALEUR proportionnelle à celle superficie.	COMMUNES
F 116		Clot contre l'Ourtau	pâture.....	26 ^a 35 ^c	2	3' 95	395	26 ^a 35 ^c	104' 87	
168		Petreigne	id.	13' 96	70	3' 95	395	13 ^b 96	5.316 97	
174		Debat, Arricouté	id.	6 83	10	3' 95	395	6 83	2.698 25	
183		Dessus Néret	id.	2 10	73	3' 95	395	2 10	832 38	
194		Courbet	id.	17 91	20	2' 30	250	25 71	6.429 45	
198		Turouet et Branas Nord	id.	17 92	51	1' 50	530	17 92	9.500 30	
199		id.	aulnaie	15 60	0	1' 50	150	15 60	24 40	
200		Talou pelat	pâture.....	1 23	30	1' 50	530	1 23	633 49	
201		Turouet Sud	id.	36 77	85	2' 20	395	23 60	9.322 3	
201bis		Turouet Nord-Est	id.	11 64	16	2' 20	395	11 64	4.598 43	
205		Dessus Néret	id.	10 63	50	2' 20	395	10 63	4.200 83	
218		Houns de l'Arriu de Nécore	id.	60	0	3' 95	395	60	2 37	
219		id.	id.	11 40	0	3' 95	395	11 40	45 03	
220		Debat Camat	id.	22 60	0	3' 95	395	22 60	89 07	
229		id.	id.	08 60	0	3' 95	395	08 60	33 97	
238		La Teulère	id.	01 70	0	3' 95	395	01 70	6 72	
252		Pachère d'Arramon	id.	01 05	0	3' 95	395	01 05	4 45	
253		Debat Camat	id.	13 90	0	3' 95	395	13 90	54 91	
255		Serrot deu Mouli d'Arramon	id.	64 90	2	3' 95	395	64 90	256 36	
398		Bouladé et Hourse	id.	32 00	32	3' 95	395	8 84	3.493 99	
398		id.	id.	32 00	33	3' 20	250	8 84	2.211 45	
399		bois-taillis	id.	129 64	95	4' 00	80	48 37	3.870 10	
399bis		Clot de l'Arque	pâture	30 95	90	4' 150	150	17 91	2.687 04	
400		La Lie	bois-taillis	31 25	66	3' 10	125	1 1 30	162 93	

SECTION	N° de PLAN	CANTONS ou LIEUX-DITS	NATURE de Culture.	Superficie totale par classe.	CLASSEMENT	VALEUR des terrains par are.	SUPERFICIE comprise dans le lot.	VALEUR proportionnelle à cette superficie.	COMMUNES
						bois-taillis.	10 ^b 41 ^a 89 ^c	5	
F 400	La Lie...				114 47 77	4	1 50	50	Eysus
401	Maucoueiche				35 73 88	5	0 75	37 80 57	
401	id.				03 10	1	5 30	23 52 58	5.670 87
11	A la terrade				15 95	1	5 30	03 10	1.764 44
12	id.				07 80	1	5 30	45 95	16 43
13	Aygue redé				29 70	2	3 95	07 80	84 53
37	id.				03 2	2	3 95	29 70	41 34
38	Biot				34 16 04	1	5 30	03 00	117 32
87	id.				16 78 01	2	3 95	34 16 04	14 85
87	id.				31 14 09	3	3 95	16 78 01	18.105 01
98	Ponsuzette				37 75	2	3 95	31 14 09	6.628 14
99	Debat Arroues				34 35	2	3 95	37 75	12.300 66
107	Lannussets				34 35	3	3 95	34 35	149 11
397	Bouladé et Hourse				22 65	3	3 95	22 65	135 68
398	id.				32 00	2	3 95	14 91 22	89 47
398	id.				32 00	3	2 50	14 91 21	5.890 31
399	id.				129 64 95	4	0 80	55 11 92	3.728 03
399 ^{ds}	Clot de l'Arque				30 95 90	4	1 50	11 93 48	4.409 54
400	La Lie...				31 25 66	3	1 25	29 95 31	1.790 22
400	id.				10 41 89	3	0 50	29 95 31	3.744 13
401	Espiaube				144 47 77	4	1 50	73 67 20	11.050 79
401	id.				35 73 88	5	0 75	73 67 20	11.050 79

XVIII

Etat actuel du Bager.

Il a été dit, dans le courant de ce récit, comment, dès le début du xvi^e siècle, des particuliers de Lurbe et d'Eysus — profitant de la latitude que les princes leur avaient consentie — allèrent, un peu tous les jours, et en véritables pionniers, extirper certains quartiers du Bager, et, finalement, s'y bâtir des « bordars ».

C'est ainsi que furent fondées les premières métairies, celle de Ricouté d'abord, qui peut être considérée comme la plus ancienne ; puis, successivement — mais sans qu'il ait été possible d'en bien préciser la date, celles de Berguerie, de Lassalle, de Lasclottes, de Pathiolle, de Régalot, de Louise, de Bacheré, de Cendres, de Larrouy, de Carrerole, de Haure, de Pléchot et de Minvielle, jusques et y comprises les plus modernes qui ne remontent guère à plus d'une soixantaine d'années.

Ces métairies s'établirent un peu partout, mais le quartier privilégié entre tous, celui par conséquent, qui devait le plus solliciter les populations voisines, fut le coquet et frais vallon de l'Ourtau, aux terres profondes et d'exploitation facile. C'est là, en effet, que la population acquiert son maximum de densité.

Dans le dénombrement de 1901, il a été recensé par la ville d'Oloron, pour sa section du Bager : 47 maisons, 47 ménages et 235 individus ; or, parmi ces 47 ménages, il en est 24, fournissant un contingent de 110 individus, qui sont établis en amont de Saint-Christau, sur les deux rives de l'Ourtau... C'est presque la moitié de toute la population du Bager, par conséquent, pour cette seule partie...

Cet important hameau qui a à son entière convenance tous les éléments de la vie champêtre : joli ruisseau, belles forêts, gras pâturages, ne se ressent nullement de son isolement du chef-lieu, dont il est cependant éloigné d'une douzaine de kilomètres... Du reste, fondé — en totalité, peut-on dire, par des

colons de Lurbe, commune à laquelle il est d'ailleurs demeuré rattaché pour le service religieux, c'est surtout avec celle-ci qu'il est en relation, et en contact presque continuels. Les familles de cette section d'Oloron sont toutes apparentées aux maisons de Lurbe ; les noms, qui plus est, sont les mêmes, à peu d'exceptions près, de part et d'autre.

Ce qui, en somme, dans nos campagnes catholiques, établit des relations, de bourg à hameau, c'est la fréquentation des églises ; ce sont les cérémonies religieuses. Or, il vient d'être dit, que précisément les fidèles du Bager d'Oloron sont paroisiens de Lurbe ; rien d'étonnant, alors, que le Bager d'Oloron et la commune de Lurbe vivent, pour ainsi dire, d'une vie commune. Jusqu'en ces derniers temps, même [1893], les enfants des deux sexes fréquentaient les écoles de Lurbe. Aujourd'hui, cependant, une école ayant été créée au Bager, par la ville, et un service religieux ayant été organisé à Saint-Christau pour tous les dimanches de l'année, le hameau du Bager a beaucoup plus de chances que jamais, de vivre de sa vie propre... C'est peut-être ce qui a fait prophétiser, à quelques observateurs plus ou moins judicieux, qu'un jour viendra où le Bager d'Oloron, et la station thermale de Saint-Christau, seront érigés en commune...

Si jamais cette échéance se réalisait, ce ne serait pas sans de sérieuses difficultés... Comment, d'ailleurs, croire, qu'un petit hameau qui retire tant de précieux avantages de l'hégémonie de sa capitale, se résignerait, pour les seules convenances d'un centre balnéaire important et renommé, sans doute, mais qui n'a point de population sédentaire, à briser les chaînes de sa tutelle !...

Que les citadins d'Oloron ne s'alarment donc pas d'une révélation qu'il était nécessaire de mettre à la fin de ce récit ; mais qu'ils continuent, au contraire, à considérer d'un air tranquille et satisfait, ce site charmant du Bager, qui n'est pas un des moindres joyaux de leur beau domaine.



APPENDICE

Dénombrement de la Section du Bager.

(1901)

NOMS DE FAMILLE		NOMS DE FAMILLE		NOMS DE FAMILLE	
Individus.		Individus.		Individus.	
Ménages.		Ménages.		Ménages.	
1	Dous, Pierre.....	8		Report.....	149
2	CASTEIGBON, Jean.....	6		BROCA, Pierre.....	2
3	DOMEQ, Jean-Pierre.....	8		BERNET, Catherine.....	4
4	ECOLE.....	4		PLECHOT, Marie-Jeanne.....	8
5	BRUCHOU, Catherine.....	2		LABORDE, Etienne.....	5
6	REGALLO, Joseph.....	5		LAMAISSON, Jeanne-Marie.....	2
7	BARBÉ, Catherine.....	6		DOMÉCUS, François.....	1
8	HURABIÈLE, Philippe.....	2		GRATIANNE, Grégoire.....	9
9	LABORDE, Jean.....	1		CAMPAGNE, Joseph.....	5
10	BERGUERIE, Marguerite.....	4		LAMAISSON, Pierre.....	1
11	BRUCHOU, Jean.....	8		CASARANGUE, Marcelin.....	5
12	LAFFITTE, Joseph.....	3		SABATTÉ, Pierre.....	4
13	LABORDE, Pierre.....	3		CANJUZAN, Baptiste.....	11
14	LABORDE, Jean.....	4		LAGUÈBE, Pierre.....	7
15	DOMEQ, Cécile.....	4		COURADE-CALIBET.....	6
16	BORDENAVE, Gracieuse.....	5		CAMBORDE, Ursule.....	4
17	LEMBEYRE, Raymond.....	4		ESPLAS, Jean.....	2
18	CABANNE-ETCHEBÈS,.....	9		LABRUCHERIE, Raymond.....	11
19	CAZEAU, Romain.....	3		LESSCOUËLÉ, Joseph.....	3
20	BARATTE, Joseph.....	1		LACAU, Jean-Pierre.....	7
21	SAFFORES, Bernard.....	3		LOUMÉNAS, Bernard.....	8
22	LATRILLE, Catherine.....	6		RICOUTÉ, Bernard.....	8
23	BERGÈS, Jean.....	8		BAUCHOT, Bernard.....	3
24	CABANOT, Pierre.....	7			
25	CRAPUTCHETTE, Vital.....	5			

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE		Pages
	I. — Situation, composition et description du Bager.....	4
—	II. — Le Bager à l'époque féodale et sous les princes de Béarn.....	3
—	III. — Premier affièvement (1593)	9
—	IV. — Deuxième affièvement (1601).....	18
—	V. — Règlementation du mode de jouissance (1677).....	21
—	VI. — Premières fondations. — Procès Bergerie (1683).....	24
—	VII. — Procès Lahauresse (1714).....	34
—	VIII. — Les quatre communes et le seigneur d'Eysus	39
—	IX. — Premiers signes de mécontentement, le partage est demandé (1812).....	52
—	X. — Le partage en Cour d'Appel et en Cour de Cassation (1847).....	59
—	XI. — Travaux des experts. — Le projet de partage est attaqué et finalement signé (1849-1857).....	66
—	XII. — Période de transition entre l'ancien et le nouveau régime.....	70
—	XIII. — Règlement de comptes après la scission entre les trois communes.....	71
—	XIV. — Lot d'Eysus.....	74
—	XV. — Lot de Lurbe.....	75
—	XVI. — Lot d'Oloron-ville et section de Soeix.	77
—	XVII. — Immatriculation sur le Cadastre.....	80
—	XVIII. — État actuel du Bager.....	86
APPENDICE	donnant le dénombrement de la section du Bager en 1901.....	88

LES
DÉCIMES ECCLÉSIASTIQUES EN BÉARN

1815-1890

PAR

Louis BATCAVE

INTRODUCTION

On pourra s'étonner, avec juste raison, de ne trouver étudiée dans aucune histoire de nos institutions béarnaises, et pas même dans les histoires religieuses, la question de la contribution des diocèses d'Oloron et de Lescar aux décimes ecclésiastiques qui agita par diverses fois notre région, au point de déterminer une rébellion, suscitant à tout le moins des résistances réitérées, efficaces, comme savent en produire la force d'inertie, le mauvais vouloir ou la prudence calculée. Une juridiction fut même créée pour connaître des difficultés qui pourraient naître et pas davantage elle n'a trouvé un accueil favorable auprès des historiens, à de rares et brèves mentions près.

A la vérité, la matière est ingrate. Finances et droit, fiscalité et procédure ne sont point pour tenter les curieux, surtout quand les faits, objets de ces recherches, n'ont eu — il le faut reconnaître — qu'une importance secondaire. Il nous a paru intéressant toutefois d'étudier, à une époque déterminée, et à

tout prendre la plus intéressante, la question des décimes en Béarn, objet des délibérations fréquentes de l'Assemblée générale du Clergé français.

Puis nous nous sommes volontairement borné à reproduire deux départements des décimes de Lescar et d'Oloron arrêtés par l'Assemblée du Clergé à Mantes en 1641 et le département de 1649, effectué après l'enquête de Marca et relatif seulement au diocèse de Lescar. L'inventaire des Archives Nationales indique à tort l'existence de celui d'Oloron ; il s'agit en effet d'une pièce sans intérêt relative à ce diocèse.

Le département de 1649 est plus détaillé, plus complet en ce qu'il donne le relevé des prébendes et des obits. Par cela même, cette publication pourra ne pas paraître inutile. Fournissant l'indication des charges qui grevaient les paroisses, elle révélera des noms oubliés et permettra la reconstitution exacte des divisions ecclésiastiques de nos deux diocèses béarnais. Elle tiendra lieu en certaine mesure des pouillé qui nous manquent. Dans sa séance du 27 septembre 1740¹, l'Assemblée du Clergé décida que chaque diocèse aurait le sien, mais ce travail ne fut pas accompli.

Nous avons pris soin de ramener l'orthographe fantaisiste et extravagante des scribes aux noms connus pour éviter des confusions fâcheuses, conservant seulement les formes anciennes vérifiées et indiquées entre parenthèses. Nous avons identifié certains noms de hameaux et de paroisses, utilisant dans ce but le DICTIONNAIRE TOPOGRAPHIQUE DES BASSES-PYRÉNÉES, si précieux, de Paul Raymond, l'ORDO diocésain de 1902 et la LETTRE PASTORALE DE M^{gr} L'ÉVÈQUE DE BAYONNE (Jauffret) SUR LES RELIGIEUX ET LES PAROISSES ET MANDEMENT POUR LE CARÈME DE L'AN DE GRACE 1899. (Bayonne, Lasserre, 1899, in-4° de 128 p. [contenant les titulaires des églises du diocèse de Bayonne par archiprêtrés et doyennés]. M. H. Barthetyl a publié sous ce titre : L'ANCIEN ÉVÉCHÉ DE LESCAR (Pau, Ribaut, 1878), une bonne

1. — Délibération du 27 septembre 1740, p. 326. *Le Pouillé des bénéfices de la France*. Paris, Gervais Alliot, 1626, est en effet très incomplet. On s'occupa au XVIII^e siècle du pouillé d'Oloron. Abbé Menjoulet : *Chronique du diocèse et du pays d'Oloron*, t. II, p. 381. M. de Reybet, vicaire général d'Oloron, devait le dresser pour se conformer à la lettre des agents généraux du Clergé, en date du 15 juin 1747.

étude. L'ADRESSE DU CLERGÉ DE L'ANCIEN DIOCÈSE DE LESCAR À Mgr DUCELLIER, POUR LE PRIER D'AJOUTER A SON TITRE D'ÉVÉQUE DE BAYONNE LE TITRE D'ÉVÈQUE DE LESCAR (*Pau, Vignancour 1879*), reproduit les divisions par archiprêtrés et est suivie d'une carte du diocèse.

Bibliographie. — Pour ne point surcharger le récit de notes et de références, nous indiquerons les sources générales desquelles nous avons tiré les éléments de ce travail.

I. Manuscrits, Série G^{**}. — *Registres de l'Assemblée du Clergé conservés aux Archives Nationales après avoir été déposés au cloître Notre-Dame jusqu'à la fin du XVIII^e siècle et depuis 1625 au couvent des Grands-Augustins où se tenaient habituellement les sessions. M. Fernand Gerbaux, qui a dressé l'inventaire manuscrit de cette collection, l'a fait précéder d'une préface très utile aux travailleurs*¹.

*Les procès-verbaux manuscrits se trouvent dans ce dépôt. Bibliothèque Nationale ; Fonds Français, 2833, 3093, 3388, 7017, 15738 à 15745, 15748-9, 20936-20940*².

Archives des Basses-Pyrénées : Diverses délibérations de l'Assemblée du Clergé 1643-1646, G 123, 1670-1671, G 137 et plusieurs cotes. On y trouve les comptes des décimes de Lescar 1784, G 279 ; 1786, G 280 ; 1787-88, G 281.

II. Imprimés. — *Les procès-verbaux de l'Assemblée imprimés, mais non complets, se trouvent à la Bibliothèque Nationale dans la série L d³. Un extrait fort utile et suffisant pour connaître la question des décimes a paru sous ce titre : COLLECTION DES PROCÈS-VERBAUX DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DU CLERGÉ DE FRANCE DE 1560 JUSQU'A PRÉSENT. Paris, Desprez, 1767-1778, 8 t. en 9 vol. in-f^o. Cette collection se trouve elle-même résumée dans un ordre logique sous ce titre : PIÈCES ET RAPPORTS DE L'AGENCE DU CLERGÉ OU EXTRAITS RAISONNÉS DES DITS RAPPORTS*

1. — Cf. Charles RIST : *Les procès-verbaux des Assemblées générales du Clergé. Notes bibliographiques. Revue de la Révolution française*, 1894, p. 548.

2. — Nous omettons à dessein le vol. 787 de la collection Moreau qui, sous la désignation de pouillés de Lescar (f° 103) et d'Oloron (f° 312) contient deux pages dénuées de tout intérêt.

(de 1660 à 1780). Paris, Desprez, 1786, et, en mode de Dictionnaire dans ABRÉGÉ OU RECUEIL DES ACTES, TITRES ET IMPRIMÉS CONCERNANT LES AFFAIRES DU CLERGÉ DE FRANCE OU TABLE RAISONNÉE EN FORME DE PRÉCIS DES MATIÈRES CONTENUES DANS CE RECUEIL [attribué à l'abbé de Saulzet]. Paris, Desprez, 1752. On peut consulter Durand de Maillane : DICTIONNAIRE DE DROIT CANONIQUE ET DE PRATIQUE BÉNÉFICIAIRE. Lyon, Duplan, 1770, v^u BUREAU, DÉCIMES, TAXE, mais, sans l'avouer, les compilateurs ont puisé dans les ouvrages qui précédent.

CHAPITRE PREMIER

LES DÉCIMES EN BÉARN JUSQU'A L'APPLICATION DU DÉPARTEMENT DE 1643.

SECTION PREMIÈRE

§ I. **Notions sur les décimes.** — § II. **Officiers des décimes.** — § III. **Bureau et Chambre des décimes.** — § IV. **Géographie des décimes en Béarn.**

§ I. — NOTIONS SUR LES DÉCIMES.

Les décimes étaient des deniers levés ordinairement ou extra-ordinairement sur le clergé de France pour la guerre contre les ennemis de l'Église à l'origine¹, comme part de ce corps dans les charges de l'État déguisée sous le nom de *don gratuit*, qui apparaît en 1661, par la suite. M. Clamageran les explique ainsi : « Les décimes levées sur le clergé ne sont pas sans analogie avec les emprunts forcés. Les décimes comme les emprunts sont des ressources extraordinaires qui, par leur fréquence, deviennent presque des revenus réguliers. Comme les emprunts, elles se rattachent à l'ensemble des impôts directs ; comme eux, elles grèvent une certaine classe de la Société. Depuis trois quarts de siècle les biens de l'Église avaient été très ménagés. Il n'en fut pas de même sous François I^e : jamais le Clergé, malgré ses priviléges, ne fut dans une dépendance plus étroite du pouvoir temporel : « Quand le roi a besoin de l'argent du Clergé, écrit en 1535 l'ambassadeur vénitien Marino Guidiniano, il en demande la permission au saint siège. Si on lui oppose quelque difficulté, alors il assemble tous les prélates qui lui sont dévoués, et il se fait offrir par eux tout ce qu'il veut, à titre de don gratuit pour la défense

1. — Voir Bib. Nat., F. Fcs. (Gaignières), 20336 diverses bulles sur les décimes.

» du royaume. Les offres commencent par les cardinaux, qui
» eux-mêmes ne payent rien (*che non pagano*) et il lui est facile
» d'en tirer de l'argent, puisque les nominations sont dans ses
» mains. » En 1546, l'ambassadeur Marino Cavalli constate qu'à
» l'égard des décimes, « aujourd'hui on ne croit plus le consenten-
» tement du pape nécessaire. » Puis il ajoute : « Tous les prélat-
» s reconnaissent le roi plus que le pape et S. M. se sert de leur
» argent comme du sien. Il envoie au dehors des évêques et des
» abbés chargés de construire à leurs frais des navires, des
» maisons et des palais dont il hérite ensuite ; il se loge lui-même
» ou envoie loger chez eux qui lui plait ; les vieux soldats, pour
» récompense de leurs services, sont entretenus aux dépens de
» quelque abbaye ; de telle sorte que toute chose tourne au bien
» du roi et au salut des âmes des prélates. »

« Chaque décime valait à peu près 140.000 écus ou 315.000 fr.
» En réalité, les décimes n'étaient guère que des demi-décimes,
» parce qu'on estimait les bénéfices moitié de leur valeur réelle.
» Mais on en demandait souvent deux, trois et jusqu'à sept par
» an. Leur produit dépassait donc quelquefois 2 millions de
» livres ¹. »

Le rôle des décimes par diocèse se nommait *département* ;
c'est, dit le *Dictionnaire de Trévoux* « la distribution, l'assigna-
» tion qu'on fait des tailles et autres impositions sur les élections
» et les paroisses. *Vectigalium descriptio*. On dressa en 1516
» une taxe de chaque bénéfice en particulier, au-dessous de la
» dîme ou de la dixième partie du revenu, qui fut suivie depuis ».

Le département de 1516 qui servira longtemps en effet de type
pour déterminer les bases de la perception fut établi en consé-
quence de l'octroi par Léon X à François I^{er} d'une décime, une
année durant, à affecter à la guerre contre les Turcs. Vers le
milieu du xvi^e siècle apparaît le contrat arrêtant la part contribu-
tive du Clergé dans les charges publiques et portant le nom
de Poissy (1561), avec engagement d'un don annuel de 1.600.000¹
pour dix ans. Ce pacte fut renouvelé en 1567 et son résultat
demeurera définitivement acquis.

1. — CLAMAGERAN : *Histoire de l'impôt*, 1868, t. II, p. 115.

On connaissait deux sortes de décimes : les décimes *ordinaires* et les décimes *extraordinaires*.

La *décime ordinaire* (ou *ancienne décime, décime de contrat*) était un impôt foncier, une taille levée en vertu de la convention passée avec le Roi dans les Assemblées dites du Contrat, se tenant tous les dix ans, sur les biens ecclésiastiques appartenant à tous séculiers ou réguliers ayant bénéfices, sur les communautés érigées au titre de bénéfices, les détenteurs de pensions à titre de bénéfice, offices claustraux ou monastères ayant un receveur particulier, à l'exception des pauvres femmes, des hôpitaux, maladreries, fabriques, communautés de mendiants, établissements affectés aux malades ou infirmes.

Les chevaliers de S^t-Jean de Jérusalem, appelés *Rhodiens*, furent compris dans la cote de 1519, mais ils plaidèrent longtemps pour obtenir l'exemption qu'une transaction de 1606 leur accorda partiellement en les taxant à 28.000¹ pour tous leurs biens sous la rubrique : *Contribution des Rhodiens*.

Les deniers provenant de la levée des décimes ordinaires étaient employés au paiement des rentes de l'Hôtel de Ville de Paris sur le Clergé et aux gages des officiers.

Mais à raison de cette affectation dont le trésor royal ne bénéficiait pas, apparut bientôt la *décime extraordinaire* créée pour le profit du Roi dans des occasions importantes : guerre contre les Réformés (1621), siège de la Rochelle (1626, 1628), guerre étrangère (1636), amortissement des acquêts du Clergé (1641), sacre du Roi (1652), son mariage (1660). Elle devint équivalente à l'aggravation de la taille aux XVII^e et XVIII^e siècles et après avoir été perçue — son nom l'indique assez — exceptionnellement, elle prit un caractère de périodicité lorsque la royauté l'eût affectée au paiement des rentes et des offices ecclésiastiques, devint ordinaire et fut accordée par les Assemblées tous les cinq ans.

Le Clergé conserva toujours jalousement le privilège de consentir et de répartir en Assemblée générale ses impôts, de les percevoir par ses officiers, de les verser directement à la Caisse : l'ordonnance de 1729 le rappelle en termes formels : c'est par gracieuseté — un peu forcée à la vérité — qu'il offre

sa contribution aux charges publiques, ce n'est point un impôt qu'il acquitte.

§ II. — OFFICIERS DES DÉCIMES.

L'Assemblée générale du Clergé, généralement tenue à Paris, où chaque province ecclésiastique a ses représentants, taille la cote de chaque diocèse, détermine le prorata qu'il aura à fournir dans la dépense générale. Les agents généraux délivrent le bordereau au receveur général qui l'envoie aux officiers chargés d'en assurer le recouvrement dans chaque évêché. Quels étaient ces intermédiaires ?

Un édit du mois de décembre 1621 créa un receveur général provincial et deux contrôleurs provinciaux, ancien et alternatif, des décimes et subventions en chacune des généralités, un receveur particulier alternatif, deux contrôleurs particuliers des dites décimes, ancien et alternatif en chaque diocèse.

Mais cette création ne fut pas applicable au pays de Béarn et visait seulement la partie comprise dans les bénéfices des diocèses de Dax et d'Aire, car l'arrêt du Conseil du 30 mars 1622¹ donnant la taxe des offices, mentionne un office de receveur particulier alternatif pour la somme de 418¹ 8⁸ aux gages et taxations de 18^d pour livre sur les décimes ordinaires et de 6^d sur les décimes extraordinaires. Or, si l'on observe que le même office était coté 5.587¹ 8⁸ à Tarbes, 5.176¹ 5⁸ à Aire, 5.622¹ 6⁸ à Dax, on estimera raisonnablement que le receveur de Lescar n'exerça ses fonctions que sur les bénéfices des étrangers en Béarn.

Les offices de contrôleurs particuliers, ancien et alternatif, des décimes au diocèse de Lescar à 9^d par livre des décimes ordinaires et à 3^d par livre des décimes extraordinaires montaient à 109¹ 14⁸.

L'arrêt ne mentionne pas ces charges pour le diocèse d'Oloron, mais le Conseil d'État se prononça, le 31 décembre 1625, sur les créations d'offices en Béarn.

Receveurs particuliers, ancien et alternatif en titre d'offices héréditaires, ressortissant à la généralité de Bordeaux, aux gages de 18^d par livre, tant en exercice que hors icelui, de la recette

1. — Bib. Nat., F. Fcs., 15749, f° 13 et 25.

ordinaire des décimes du diocèse de Lescar montant à 7.000^l et à 6^d par livre des 6 deniers extraordinaires, soit 6.300^l pour chacun..... 12.600^l.

Contrôleurs particuliers, ancien héritaire, alternatif, aux gages et taxations de 9^d par livre sur 7.000^l et à 3^d par livre sur 7.000^l, et de 3^d par livre en exercice de 3 deniers extraordinaires, soit 3.150^l pour chacun..... 6.300^l.

TOTAL des offices pour Lescar..... 18.900^l.

Non compris en ce chiffre les 2.400^l de gages fixes par charge.

Mêmes offices et mêmes taxes pour Oloron..... 18.900^l.

TOTAL pour les diocèses béarnais..... 37.800^l.

Un arrêt du Conseil du 4 janvier 1650 donne le prorata des taxes faites sur les officiers des décimes augmentées de 180.000^l et qui sont les suivantes : Receveurs particuliers, ancien et alternatif, à 127^l 10^c d'augmentation pour chacun, soit 1.785^l, on obtient 3.570^l. Même somme pour les deux contrôleurs particuliers, ancien et alternatif. Un receveur triennal est tarifé à 205^l.

Les fonctions de ces officiers étant suffisamment indiquées par leurs noms mêmes qui se sont conservés dans les administrations financières, il paraîtrait superflu d'entrer dans des explications détaillées à leur égard, sauf pour indiquer que leurs titulaires participaient à certains priviléges du Clergé. Des arrêts du Conseil des 3 avril 1666 et 9 septembre 1675 les exonéraient de l'obligation du guet et de la garde des villes, lieux de leur résidence, ainsi que de loger les gens de guerre.

§ III. — BUREAU ET CHAMBRE DES DÉCIMES.

Les *bureaux* généraux des décimes apparaissent en 1580 ; Lescar et Oloron dépendent de celui de Bordeaux. Des lettres patentes du roi les rendent perpétuels. En 1615, sont institués les bureaux diocésains chargés de répartir les sommes à imposer sur les biens et les personnes ecclésiastiques, de connaître

en première instance des affaires concernant les décimes. Ils se componaient de six membres dont l'évêque, président, un député du Chapitre et un député régulier.

Le Béarn obtint, à la date du 6 octobre 1628, son bureau dont les membres étaient élus par l'Assemblée des bénéficiers du diocèse. Un arrêt du Conseil de 1661 cassa une décision du Parlement de Pau relative aux délibérations prises par des curés du diocèse d'Oloron (districts d'Ossau et de Navarrenx), pour nommer des députés au bureau diocésain.

Les contestations relatives aux décimes étaient portées devant les Chambres ecclésiastiques instituées en huit villes.

En juin 1633 Louis XIII érigea la *Chambre ecclésiastique* de Pau¹ avec mission de connaître des décimes pour le Béarn, la Navarre et la Soule ; à elle ressortissaient, par appel des bureaux particuliers de Lescar et d'Oloron, les questions soulevées dans ces deux diocèses relativement aux décimes et qui étaient jugées par les députés de chaque évêché avec trois officiers du Parlement, soit neuf membres. Cette Chambre fit la répartition des décimes en Béarn, Soule et Basse-Navarre.

Le Parlement de Pau ne manqua point dès l'origine d'évoquer à lui la connaissance des affaires de décimes. Il ne pouvait donc que voir d'un mauvais œil la création d'une nouvelle juridiction indépendante de son action. Deux ans après l'édit de 1633, il avait déjà entrepris sur elle, car M^o Daniel Claverie, receveur des décimes présentait une requête au Roi tendant à « ordonner que conformément à l'établissement des petits bureaux et chambre ecclésiastique de Béarn, et à l'ordre observé par toute la France, les dits bureaux et chambre ecclésiastique connaîtront seuls du fait des décimes, circonstances et dépendances, avec défenses au Parlement de Pau et à tous autres juges, d'en prendre à l'avenir aucune connaissance, cour ou jurisdiction, à peine de nullité et cassation des procédures ; et en outre ordonner aussi, que pour le soulagement des ecclésiastiques de Béarn, et sûreté des deniers du Roi, toutes les sommes prove-

1. — Voir *Appendice I*, p. 180. Le jurisconsulte Labourd, dans son *Commentaire des Fors et Coutumes de Béarn*, rubrique I, article XXIV^e, fournit des indications à cet égard.

nantes de la levée des décimes dudit Béarn, seront portées dans la recette générale de Toulouse, pour estre employées à l'effet auxquelles elles sont destinées ». Un arrêt du Conseil tenu au camp devant Nancy fit droit à cette demande le 23 septembre 1635.

C'était en vain : la lutte se poursuivra avec le caractère de ténacité qu'ont toujours montré les grands corps judiciaires lorsqu'ils estimaient que leurs immunités étaient violées. Aussi bien le Parlement de Navarre fut-il aidé peu à peu par la négligence des diocèses à donner des successeurs à leurs premiers députés, au point que dix ans après sa fondation, en 1643, la Chambre avait complètement disparu. Les Conseillers connaissaient donc à loisir de la matière des décimes lorsqu'à la requête des agents généraux du Clergé, un arrêt du Conseil (18 décembre 1670), cassa tous arrêts intervenus, par appel des bureaux de Lescar et d'Oloron. Il fut enjoint en outre aux ecclésiastiques des deux diocèses de se pourvoir devant ces bureaux dans les questions touchant à ces matières et, au cas d'appel, devant la Chambre ecclésiastique de Bordeaux jusqu'au rétablissement de la Chambre de Pau, avec interdiction formelle au Parlement d'en connaître sous aucun prétexte et à peine d'une amende de 2.000¹ contre les parties.

Les Syndics des États de Béarn entreprirent incontinent les poursuites nécessaires pour obtenir le rétablissement de l'ancienne juridiction ecclésiastique. Comparaître devant des juges de Guienne n'était-ce pas en effet violer l'article XIII de la rubrique *des jugements* au For, stipulant que des Béarnais ne peuvent se soumettre à une juridiction étrangère *quinha susmission, ô renunciation que y aya, si aixi es lo contracte se passe en Béarn*? Il y eut donc contestation devant le Conseil entre l'un de ces syndics et le syndic des diocèses béarnais qui démontrait l'inutilité de la Chambre ecclésiastique de Pau, les frais importants dont son existence était la cause pour le pays et pour les plaideurs. Son adversaire ne manqua pas de revendiquer la franchise de la terre de Béarn, les priviléges immémoriaux du pays et l'incompétence des juges étrangers pour décider des litiges entre béarnais.

Le receveur général de Lescar ayant eu à se plaindre de la

radiation par le bureau diocésain de divers articles relatifs à une reddition de comptes, le Parlement s'empessa de retenir l'affaire par arrêts des 13 juin et 17 juillet 1693. Mais le syndic diocésain signifia un pourvoi au Conseil dont une décision, datée du 29 décembre suivant, cassait et annulait tous arrêts antérieurs avec interdiction formelle et réitérée d'en plus connaître à l'avenir. Le receveur se porta opposant à cette sentence et il intervint, le 27 février 1694, un arrêt de débouté avec injonction à l'intendant d'aviser.

Le Parlement passa outre, prétendant subtilement qu'il ne statuait pas sur la taxe des bénéfices, mais seulement sur la saisie des bénéficiers et sur les contraintes. Sous l'empire des lois actuelles une telle distinction est juridique ; le tribunal civil connaît seul de l'exécution judiciaire des jugements et arrêts, mais en Béarn, on considérait de telles poursuites comme suite de décimes. Le receveur diocésain proposa donc un déclencheur sur la cassation, demandée au Parlement, du décret d'emprisonnement obtenu, faute de paiement, contre le curé de Lannecaube. Il fut débouté par arrêt du 29 mai 1704, suivi de décisions semblables les 5, 12 et 29 décembre 1705.

Les receveurs de Lescar et d'Oloron se pourvurent à nouveau au Conseil contre divers arrêts du Parlement. Le Conseil décida, le 8 février 1706, que sans s'arrêter aux sentences entreprises, les arrêts antérieurs par lui donnés les 18 décembre 1670, 29 décembre 1693 et 27 février 1694, seraient exécutés avec itérative défense à ce corps d'en connaître. Puis, le 1^{er} octobre 1708, il cassait la décision du Parlement du 2 juillet 1707, par laquelle ce corps retenait la connaissance du fait des décimes entre les syndics du Clergé d'Oloron et du Clergé de la Basse-Navarre ; il ordonnait en conséquence que les parties procèdraient devant leurs bureaux diocésains et, par appel, devant la Chambre ecclésiastique de Bordeaux.

La lutte se poursuivait entre les syndics du pays et les syndics diocésains, les uns réclamant, les autres repoussant la reconstitution de la juridiction créée par Louis XIII. Il est exposé, le 20 avril 1717, à la réunion des États que « MM. les Commissaires » ont fait tout ce qui a dépendu d'eux pour mettre la dernière main à cette affaire et ils n'ont pas pu encore y parvenir ;

» mais ils renouveleront tous leurs soins pour arriver à cette conclusion¹ ».

Peu de jours après, le 28 avril, la question se posait de nouveau à l'occasion d'une requête du sieur Pierre de Pescadou, marguillier de Serres-Castet, désireux de présenter une demande en décharge².

Mais la solution n'est pas proche. Le 4 juin 1727, les États délibèrent que « los sindics sien chargeats de se donar tous » leurs soings possibles et de far toutes las diligences necessaris » per far deboutar lou syndic dou Clergè d'Oloron » relativement à sa demande de rétablissement de la Chambre ecclésiastique³.

Le diocèse d'Oloron s'opposa à l'exécution d'un arrêt du Conseil d'État du 23 mars 1734 favorable aux prétentions des États. Son avocat, M^e Accarias de Sérionne, développa ces deux points principaux des conclusions prises en faveur du Syndic : 1^o La Chambre supérieure ecclésiastique établie à Pau par l'édit de 1633 ne doit pas être rétablie ; 2^o le Parlement de Pau ne saurait connaître du rétablissement de cette Chambre : ce Corps ne saurait avoir plus de droits que les Assemblées judiciaires semblables ; or il a interprété les lettres patentes, fixé le nombre des juges de l'ancienne Chambre à neuf dont trois pris parmi ses propres membres ; il a évoqué les questions de décimes à sa barre⁴.

Le 22 juillet 1740, l'évêque de Lescar déduisait à son tour les raisons diverses militant contre le rétablissement de cette juridiction ecclésiastique. L'Assemblée du Clergé décidait d'entendre les deux prélates béarnais. Puis, au milieu des protestations diverses, le Parlement continuait son œuvre. La Chambre supérieure ecclésiastique ne sera pas rétablie. En effet par lettres patentes du mois de juin 1743, Louis XV tranchait définitivement

1. — Arch. des Bas.-Pyr., C. 759, f° 60, 129.

2. — Arch. des Bas.-Pyr., C. 759, f° 129.

3. — Arch. des Bas.-Pyr., C. 769, f° 188.

4. — Arch. Nat., G 2513. *Placet au Roy, par Jean du Cos de la Mothe, vicaire général et official du diocèse d'Oloron [signé M^e Armand, avocat]. Impr. de Paulin du Mesnil, rue Ste Croix en la Cité, 1735 17 p., gr. in-fol^o. — Mémoire signifié pour le Clergé d'Oloron contre les Syndics généraux des États de Béarn. M^e Accarias de Sérionne, avocat. Imp. de la Vve Knapen, rue de la Huchette, à l'Ange, 1740, gr. in-fol^o de 20 p.*

la question : l'édit de 1633 était rapporté, la juridiction supprimée ; les ecclésiastiques de Lescar, Oloron, Soule et Basse-Navarre se pourvoiront désormais et respectivement aux bureaux diocésains des deux villes épiscopales, puis en appel à la Chambre ecclésiastique de Bordeaux.

§ IV. — GÉOGRAPHIE DES DÉCIMES EN BÉARN.

Les décimes étaient perçus sur le diocèse de Lescar dont on trouvera plus loin la composition.

On rencontre aussi dans certains départements des décimes une cote appelée « le petit Lescar », enclave du diocèse d'Aire, déclare le procès-verbal de l'Assemblée du Clergé le 2 juin 1660, « qui a esté de tout temps taxée aux décimes avant même que le Béarn eust esté réuny à la Couronne et imposé ». Une délibération du 26 juillet 1740 reconnaît que « le petit Lescar, distingué du diocèse de Lescar, liquidé dans l'ordre des départemens, est employé pour une cotte particulière ».

Oloron comprenait, outre la partie béarnaise du diocèse, ce que l'on appelait des « adjoints », à savoir la Soule et la Basse-Navarre telles qu'elles seront décrites.

A vrai dire, les Basques protestèrent. Nous verrons comment la Soule recevra, en 1631, le receveur des décimes. Sa résistance sera moins vigoureuse qu'en Basse-Navarre et ses raisons étaient surtout déduites du droit qu'elle prétendait à ne rien payer comme ne devant pas être comprise dans des départements effectués pour le seul Béarn, ensuite de ce que la Chambre ecclésiastique siégeait à Pau ; or jusqu'en 1691 cette province resta indépendante du Parlement établi dans cette ville.

La Basse-Navarre, reprenant à son compte les motifs les plus sérieux de cette opposition, lui donnera une couleur très particulière¹. Il importe d'en dire un mot sans trop pénétrer dans ce luxe formidable de procédure, — appels en cause ou en garantie, évocations, requêtes de committitior ou de subrogatur — à

1. — Polverel se fera encore plus tard l'écho de ces revendications. *V^e Tableau de la Constitution du royaume de Navarre et de ses rapports avec la France*. Paris, Desaint, 1789, p. 169 *De l'immunité des ecclésiastiques*.

rendre jaloux les *Plaideurs* de Racine, en réjouissant l'Intimé et en effrayant Chicaneau lui-même.

Raymond de Montaigne, évêque de Bayonne, demandait acte le 30 juillet 1635 à l'Assemblée du Clergé du dépôt d'une requête en faveur des ecclésiastiques bas-navarrais contre leurs confrères béarnais, tendant à l'exemption des décimes. En fait, les bénéficiers de cette région s'abstiendront longtemps de toute contribution ainsi qu'on le verra dans la suite du récit. Enfin un arrêt du Conseil et des lettres du grand sceau (9 septembre 1670) les autorisaient à assigner le syndic d'Oloron, tandis qu'un autre arrêt du Conseil, sous la date du 15 janvier 1671, les condamnait à payer les sommes taxées ; et, comme ils refusent encore, un arrêt contradictoire avec les agents du Clergé ordonne le paiement immédiat de tous arrérages, auquel nul acte de procédure ne saurait mettre obstacle.

Toutefois, par des lenteurs calculées, il faut venir au 27 juin 1680, date à laquelle Jean d'Olce, d'Iholdy, évêque de Bayonne, d'accord avec son Clergé, dépose à l'Assemblée une pétition tendant à obtenir la restitution de ce qui pouvait avoir été payé au Clergé d'Oloron sur les biens par eux possédés dans la partie de la Basse-Navarre dépendant de leur diocèse et qui devrait être déchargée, puisque toutes leurs possessions de Haute ou de Basse-Navarre, de Guipuzcoa ou de France se trouvaient taxées au chef-lieu. En réalité l'évêque de Bayonne se consolait difficilement de ne pas percevoir des revenus sur la partie de son diocèse annexée à l'Espagne et il cherchait une compensation.

Gaspard de Prielé, successeur de Jean d'Olce, et le Chapitre de la Cathédrale présentèrent une requête à l'Assemblée générale de 1685 pour obtenir cette décharge. L'archevêque d'Auch, métropolitain, Mgr de la Baume de Suze, reçut mission de trancher le différend entre les deux diocèses. Par compromis du 21 mars 1686, Charles de Salettes, évêque d'Oloron, déclare accepter la décision à intervenir, mais néglige de produire ses défenses dans les six mois qui lui étaient impartis. Puis l'évêque de Bayonne venait à mourir (1688).

L'instance allait être reprise et elle paraîtra solidement liée. Le 15 mars 1690, le Chapitre de Bayonne fait assigner le syndic d'Oloron en reprise d'instance et en signification de réponse à

la requête. Enfin, après des communications multiples, des compulsoires laborieux, des plaidoiries où la subtilité des avocats ne fait grâce ni des dupliques, ni des tripliques, le Conseil statuera entre feu Jean d'Olce et Pierre de Lamourenx, syndic d'Oloron (assignation du 28 octobre 1671), Léon de Lalanne, évêque de Bayonne (1688) et ses chanoines contre Florence, autre syndic d'Oloron (assignation du 28 avril 1694), les chanoines de Bayonne contre Pierre Boy, nouveau syndic d'Oloron.

Les considérants de l'arrêt, fortement motivé, expliquent qu'à la date du 28 septembre 1671 Jean d'Olce avait demandé au Conseil la décharge de la partie du diocèse de Bayonne sise en Basse-Navarre avec injonction de ne les comprendre plus dans le paiement des décimes dont un dernier département, du 18 septembre de cette même année, confirmatif des précédents, les incorporait au diocèse d'Oloron.

Les chanoines et l'évêque de Bayonne se réclamaient des précédents. En fait, Charles IX leur avait promis, le 22 septembre 1571, d'écrire à la reine de Navarre pour les exonérer du paiement de toute taxe à Oloron ; les rois de France les avaient toujours protégés, au point que jusqu'en 1621 ils n'avaient été compris dans aucun état de taxes.

En droit, le Clergé bas-navarrais est indépendant de toute juridiction épiscopale. Séparé de celui de la Haute-Navarre, il se gouverne cependant comme lui d'après le seul texte de lois qu'ils reconnaissent tous deux, leurs Fors. Il n'est pas membre de l'église gallicane ; jamais il n'a envoyé de délégués à Oloron ; jamais il n'a comparu par un de ses membres ou par procuration aux assemblées métropolitaines d'Auch, à l'Assemblée du Clergé.

Cela est la cause de tout le mal. Par surprise, l'abbé de Valençay l'a compris dans son département des décimes en 1621. Or c'est là erreur flagrante puisque Jeanne d'Albret n'ayant pu mettre la main sur les bénéfices de Basse-Navarre, le Clergé n'a pas eu comme celui de Béarn à emprunter pour des rachats. Oloron a été aidé dans cette œuvre par le bureau de Pau uniquement composé de béarnais et « par l'artifice de béarnais » encore, le département de 1643 a maintenu son incorporation au diocèse d'Oloron. Il a formé opposition à cette taxe, renouvelant l'opposition formée précédemment à celle de 1621. L'Assemblée

générale de 1670 a cru néanmoins devoir le condamner à payer, décision confirmée par un arrêt du Conseil du 9 août 1672 et exécutée par les procédures de saisie du syndic d'Oloron, le 2 septembre suivant. Mais le Clergé bas-navarrais proteste à nouveau, car comment saurait-on le taxer pour des décimes représentatifs de sommes qu'il n'a jamais eu besoin d'emprunter ?

Le 7 septembre 1700, MM. du Clergé rendaient la sentence dont voici la partie intéressante : « Ordonne lad. Assemblée que, les régalemens¹ des séances et autres impôts continueront d'être faits à l'avenir conformément au département de 1643 et autres anciens départements confirmés par les délibérations des Assemblées générales du Clergé de France, et dont l'exécution a été ordonnée contre les ecclésiastiques compris en iceux par les arrêts du Conseil du 15 janvier 1671 et du 9 d'août 1672, rendus contre les bénéficiers et ecclésiastiques de Basse-Navarre². » L'évêque et les chanoines de Bayonne étaient condamnés aux dépens.

Le Clergé bas-navarrais manifesta encore quelque résistance, car le 22 juin 1730 le syndic d'Oloron, las de la lutte, déclare qu'il ne s'opposerait pas à l'union de ce « détroit » au diocèse de Bayonne, sous certaines réserves (12 septembre). De Béloscar, syndic de Basse-Navarre, faisait signifier un arrêt du Conseil d'Etat du 21 juillet 1734 pour que les bénéficiers, ses mandants, fussent représentés à la répartition des décimes opérée par le Clergé d'Oloron³. La question ne recevra pas de solution.

Enclaves étrangères.

Le diocèse d'Aire possédait quelques bénéfices pour lesquels il était taxé bien que ses prébendes rurales se fussent prétendues, en 1670, exemptes de décimes extraordinaires.

Le diocèse de Dax comprenait une portion notable du Béarn

1. — « Partition, dit Trévoix, ou distribution d'une taxe ou d'une somme imposée, par laquelle on règle ce que chacun des contribuables en doit porter à proportion de ses forces. *Partitio, distributio.* On travaille au *règlement* des tailles, au *régalement* de la somme imposée sur le Clergé pour le don gratuit. »

2. — On trouvera cet arrêt au long dans les *Mémoires du Clergé*. Desprez, t. VIII, col. 314-331.

3. — Arch. des Bas.-Pyr., G 350.

occidental et septentrional, ainsi qu'une partie de la Basse-Navarre.

Enfin le diocèse de Tarbes englobait la région du Montanérès et quelques bourgs.

Ces annexes seront adjointes aux deux départements de 1641.

Abbayes. — Ordres religieux.

L'abbaye St Jean de St Mont (ancienne observance de Cluny) percevait des redevances sur la paroisse d'Aurions-Idernes¹.

L'abbaye des prémontrés de St Jean de la Castelle² possédait des droits sur certains lieux.

L'abbaye des cisterciens de Pontault, dont la *Gallia christiana* donne une description poétique « *situs abbatiæ peramœnus est in valle pingui, quam rivulus de Leuco alluit* » prenait des fiefs à Cabidos, Hagetaubin, Montagut, Philondenx, Malaussanne, Louvigny et Sault-de-Navailles³.

Il est fait mention de la petite abbaye de Pimbo⁴.

Sorde avait eu trop de rapports avec le Béarn pour ne point avoir de nombreux intérêts dans ses diocèses ; à Ste Suzanne, près d'Orthez, notamment, un quartier lui appartenait⁵.

Les abbayes bénédictines de St Orens de Larreule et de St Pé de Génerès reçurent dès les premiers temps de leurs fondations des biens nombreux dus à la générosité des seigneurs béarnais ; elles n'avaient pas aliéné tous leurs droits⁶.

Divers prieurés figurent sur l'état des décimes.

1. — *Gall. christ.*, t. I, col. 1011. Cf. abbé Meyranx : *Monographie du monastère de St Mont* (arr^t de Mirande, canton de Riscle, Gers) in *Revue de Gascogne*, t. V, pp. 34-41, 153-162. M. Léonce Couture a joint en appendice à cette étude un état des biens mentionnant : « Un quart de la dîme d'Ayrec, dans le Béarn, près Lembège, 66¹ ; un quart de la dîme d'Aurioux, limitrophe d'Ayrec. » Les fragments du Cartulaire (*Bib. Nat.*, coll. Duchesne, cxviii, t^e 32) ne donnent pas cette indication.

2. — *Gall. christ.*, t. I, col. 1181 et p. 184 instr. et abbé Légé : *Monastère et abbaye royale de St Jean de la Castelle*, à Duhort ou Dufort. Bordeaux, Ragot 1878.

3. — *Gall. christ. loc. cit.* 1183. — JANAUSCHEK : *Orig. cisterc.* 1877, I, p. 127-8, et *Arch. des Landes*, H. 137, 138, 145.

4. — Canton de Geaune. *Gall. christ.*, loc. cit., col. 1186.

5. — *Gall. christ.*, t. I, col. 1061.

6. — Eod. loc. St Orens col. 1256, p. 193 instr. — St Pé, col. 1253, p. 193 instr. Cf. BASCLE DE LAGRÈZE : *Histoire religieuse de la Bigorre*, 1863, sur St Orens, p. 276, sur St Pé, p. 295, et ses monographies.

Bénac¹, Madiran², de l'ordre de St Benoît, dépendant de l'abbaye de Marcillac au diocèse de Cahors, qui fut unie en 1625 aux Jésuites de Toulouse ; St Lizier³, de l'ordre de Cluny, fondé par des vicomtes béarnais.

Bien qu'ayant leur siège principal en dehors du diocèse, abbayes et prieurés étaient compris dans les départements des décimes pour les biens possédés dans chaque diocèse.

Une sentence arbitrale du premier président de la Vie déchargea, le 25 février 1633, la collégiale de St Esprit pour ses possessions du diocèse d'Oloron, consistant dans la dîme de St Gladie⁴.

Un arrêt du Conseil du 4 mars 1660 exonéra Vincent de Castel, abbé de Sorde⁵, de toute contribution aux taxes ou autres impositions pour les biens de son abbaye situés sur le territoire du diocèse de Lescar ; mais en 1670, le receveur général poursuivit la révocation de ce privilège car, dans le département de 1643, les commissaires taxèrent justement Sorde qui avait été portée en 1516 pour ses seuls biens de France. Un arrêt du 18 novembre 1670 accueillit favorablement cette prétention.

Un différend s'était élevé entre le sieur de La Fitte, chanoine de la cathédrale de Lescar, ci-devant syndic du diocèse et le sieur Boyer, abbé de Pontault, qui furent renvoyés devant MM. du Clergé, par arrêt du Consul du Roi à la date du 1^{er} août 1653. Le 12 janvier 1656, Claude de Rébé, archevêque de Narbonne, rapportait à l'Assemblée la demande de l'abbé en restitution des décimes par lui payés en Béarn et en décharge pour l'avenir puisque l'abbaye, chef-lieu de la situation des biens, acquittait la taxe au diocèse d'Aire. Cette réclamation ne saurait, dit-il, être admise, car à l'époque où Pontault fut imposé

1. — Canton d'Ossun, arrondissement de Tarbes, Hautes-Pyrénées. Fonds Latin de la Bib. Nat., 12751, f° 271, 634.

2. — Canton de Castelnau-Rivière-Basse, arrondissement de Tarbes. *Gall. christ.*, t. I, p. 192, instr. Cf. MARTÈNE : *Thes. nov. anecd.* (1717) t. III, pp. 4203-4210. — **BASCLE DE LAGRÈZE** : *Loc. cit.*, p. 361.

3. — *Gallo christ.*, t. I, col. 1242, p. 191 instr. Cf. **BASCLE DE LAGRÈZE** : *Loc. cit.*, p. 361.

4. — Arch. Nat., G⁹, 622, n° 32, Chapitre de St Esprit. Les redevances se seraient élevées à 3781^l.

5. — De 1652 à 1679 : il unit Sorde à la Congrégation de St Maur. L'épitaphe de son tombeau placé dans l'église est reproduite par la *Gallia*.

aux décimes de France, en 1516, le Béarn formait un état indépendant. L'abbé de Valençay taxa les bénéfices, en 1621, comprenant les possessions des évêchés de Lescar, Oloron, Aire, Dax et Tarbes en pays béarnais, bien que les chefs-lieux fussent situés en France.

Les cinq villages de l'abbé de Pontault, en Béarn, furent imposés à 210^l de décimes ordinaires, modérées à 178^l en 1625 et à 78^l en 1643.

Les décimes ont été payées par Pontault depuis 30 ans environ en conformité du département de 1671 par lequel on crut devoir la comprendre dans les décimes béarnais, en y inscrivant aussi les biens des chapitres de Dax, Tarbes, les abbayes de St-Jean de la Castelle, Pimbo, St-Pé, Sorde, les prieurés de Madiran, St-Mont et le chapitre de Bidache dont les chef-lieux sont en France.

L'examen de cette affaire comporte de graves conséquences. L'abbé de Carbon, envoyé en Béarn en 1630, explique que la levée des décimes y est retardée depuis quatre ans par suite du procès de Pontault. Plusieurs prélates observent que des précédents peuvent être invoqués ; en plusieurs diocèses de Guyenne et de Languedoc, les membres de certaines abbayes acquittent leurs décimes, bien que le chef-lieu soit imposé dans un autre diocèse. « L'Assemblée, dit le procès-verbal, a ordonné que les départements faits pour l'imposition de la décime sur les bénéficiaires de Béarn seront exécutés suivant le réglement qui a été fait par l'Assemblée encore que les chefs-lieux soient situés hors le Béarn et taxés aux décimes, et, pour cet effet, a ordonné à MM. les Agents de poursuivre un arrest du Conseil, confirmatif de la présente délibération, et mesme d'intervenir en l'instance du Conseil pour appuyer les conclusions dudit sieur de La Fitte, qui est ici depuis huict mois, contre ledit sieur abbé de Pontault, tant pour le passé que pour l'avenir. » L'arrêt suivit à la date du 10 juillet 1638.

Les Barnabites de Lescar avaient surpris un arrêt du Conseil portant cassation d'une décision du Parlement sur le paiement des dettes du Clergé. Les États protestent et l'examen de l'affaire fut renvoyé à la Chambre ecclésiastique de Guyenne¹.

1. — Arch. des Bas.-Pyr., C. 691, f° 98.

SECTION DEUXIÈME

LES DÉCIMES EN BÉARN DEPUIS L'ORIGINE JUSQU'A L'APPLICATION DU DÉPARTEMENT DE 1643

§ I. De l'origine jusqu'en 1643. — § II. Le département de 1643. — § III. L'application de ce département. — § IV. Un rapport de Pierre de Marca. — § V. Rapport de Gilbert de Choiseul.

§ I. — DE L'ORIGINE JUSQU'EN 1643.

Les paroisses dépendantes du diocèse de Dax paraissent avoir été comprises dans les départements des décimes de France, dont la perception présentait bien des difficultés. Le 23 février 1576, les commis refusent, malgré une sommation expresse, de se rendre en Guyenne, à raison des troubles qui agitaient cette province, et Brochet, huissier et sergent royal, déclara qu'il n'osait pas se présenter à Lescar. C'était pure sagesse ! Le Béarn était alors en pleine lutte religieuse, les réformés dominaient ; les évêchés de Lescar et d'Oloron, les abbayes de La Reule, Lucq, Sauvelade, les bénéfices et biens ecclésiastiques de la province entière étaient « sous la main du pouvoir royal », en vertu de l'ordonnance de Mongomery (2 octobre 1569). Les possessions des évêchés d'Aire, Dax et Tarbes n'avaient pas eu un sort différent¹.

Une question intéressante de droit se posait : comment la levée d'un impôt français sur le territoire béarnais pouvait-elle être effectuée sans une préalable décision des États du pays ? Elle fut résolue par un refus formel. Cependant, le département de 1580, en vertu duquel on essaiera d'imposer les bénéfices,

1. — Abbé POYDAVANT : *Histoire des troubles survenus en Béarn*, t. I, p. 404 ; t. II, p. 162.

comprend le seul diocèse de Lescar pour une somme de 86 écus 30 s. par réduction de 259 l. 10 s.

Mais la vraie origine des décimes payées par le Clergé des diocèses de Lescar et d'Oloron se manifeste au xvii^e siècle : la raison s'en comprend facilement lorsqu'on n'oublie pas dans quel état les premiers évêques avaient trouvé les paroisses, la pénurie des revenus ecclésiastiques jusqu'à l'édit qui restituera ceux que le pouvoir royal détenait encore. Le Clergé de France deviendra médiateur entre les évêques de Béarn et le pouvoir royal ; de là dérivera la cause de l'impôt nouveau. Il est donc nécessaire de jeter un bref coup d'œil sur les événements locaux que vit le commencement de ce siècle.

Dans leurs cahiers présentés aux États de Tours le 9 octobre 1605, Jean-Pierre d'Abbadie, de St-Castin, évêque de Lescar, et Arnaud de Maytie, évêque d'Oloron, deux prélats zélés et ardents à relever les ruines de leurs diocèses, sollicitaient la mainlevée des biens ecclésiastiques détenus par le domaine, le droit de racheter ceux que possédaient les particuliers moyennant un juste remboursement. Leur requête fut accueillie¹. Le 30 janvier 1608, les évêques d'Aire, Dax et Tarbes, les bénéficiers de Pimbo, Pontault, St-Girons, St-Jean de la Castelle, Sorde et St-Pé de Generez, étaient rétablis dans les biens qu'ils possédaient autrefois en Béarn : le Conseil souverain homologuait cet acte le 24 février². Enfin, pour compléter ces mesures, des lettres patentes du 5 avril 1609, confirmées par lettres de jussion, donnaient aux intéressés la faculté de vendre des possessions à leur choix pour en affecter le produit au rachat des biens ecclésiastiques³.

C'était là seulement mesures préparatoires. A la séance du 13 septembre 1610, l'évêque de Lescar, Jean de Salettes, représente aux membres du Clergé de France que son diocèse, dont l'église cathédrale et les principaux bénéfices se trouvent en pays béarnais, a été compris dans le département des décimes pour des biens de France, sans qu'on en puisse rien tirer à raison de sa pauvreté et du nombre même des bénéficiers.

1. — Bib. Nat., F. Dupuy, CLIII, f° 148.

2. — Arch. des Bas.-Pyr., G. 103.

3. — Bib. Nat., Dupuy, cit. f° 180 r°, f° 160.

Jamais cependant nulle Commission n'a été nommée pour établir la taxe, « tailler » l'imposition. Aussi la précédente Assemblée a déchargé ce diocèse jusqu'en l'année 1603 incluse, à condition qu'il s'acquitterait ultérieurement de sa dette. Mais les temps ont été peu propices pour la religion catholique ; le Clergé doit travailler activement au relèvement de la foi et des édifices du culte, or, ses revenus sont médiocres ; il importerait d'exonérer le diocèse jusqu'en 1611.

L'Assemblée émit un avis favorable à cette demande, sous la condition expresse que la taxe due par le diocèse aux bénéficiaires de France serait exactement déterminée.

A cette époque, le Clergé béarnais n'était pas encore représenté aux Assemblées générales de son ordre. Le 22 juin 1612, Arnaud I^{er} de Maytie manifeste la prétention d'avoir voix aux réunions provinciales tenues à Auch et, en dépit de certaine opposition, les deux diocèses de Lescar et d'Oloron sont admis à la représentation par députés.

Le 7 juillet suivant il est rappelé que l'Assemblée précédente a ordonné de procéder à la taxe des bénéficiaires situés en France, prenant dîme à Lescar ; le chapitre de la cathédrale, l'abbé de la Castelle, pour avoir leurs chefs-lieux dans l'ancien domaine de Béarn, les abbés de Pimbo, de Pontault et le chapitre de St-Girons s'y sont refusés ; il sera passé outre à leur résistance en surséant cependant au recouvrement de la taxe jusqu'à l'Assemblée suivante.

Le 27 juin 1615, les membres du Clergé se préoccupent du rétablissement du culte catholique en Béarn. Le 1^{er} juillet, la reine donne audience à une délégation qui l'entretient de ce voeu. A la séance du 27 juillet, Potier, évêque de Beauvais, prononce une harangue intéressante. Il explique que les biens du Clergé possédés en Béarn par les réformés représentent environ une valeur de 50.000 l. Il conviendrait que le domaine royal en fit l'abandon au Clergé béarnais qui contribuerait à cette somme pour 10.000 l. suivant la déclaration de Bullion¹, Conseiller

1. — Claude de Bullion, marquis de Galardon, seigneur de Boinelles, surintendant des finances et ministre d'Etat sous Louis XIII « mourut le 22 décembre 1640, dit Moréri, en réputation d'avoir été l'un des plus habiles ministres de son siècle ».

d'État, surintendant de la maison de Navarre et pays de Béarn, car il ne saurait s'imposer pour une somme plus forte à raison des ruines qu'il a à relever. Cette proposition est adoptée.

Après les harangues de Simon de Marquemont, de Cospéan évêque d'Aire, de Gaspard Dinet évêque de Mâcon, intervenait l'édit de mainlevée du 25 juin 1617 mettant fin à la question du rétablissement des catholiques dans leurs biens. Il fut suivi, le 28, d'une décision de l'Assemblée qui en était la rançon, car elle annexait le Béarn au département des décimes de France. L'édit de restitution était promulgué en décembre 1617¹.

L'évêque d'Oloron assistait à l'Assemblée de 1619, mais la question de la contribution du Clergé béarnais sera examinée dans la session de 1621 tenue à Bordeaux.

Il est constaté, le 3 juillet, que l'abbé d'Étampes² est allé en Béarn établir la taxe des bénéficiers : il lui a fallu, pendant près d'un an, parcourir la région, instituer des enquêtes, recevoir des témoignages par le moyen d'interprètes, ce qui a occasionné 12.200^l de frais. L'état général des décimes monte à 21.000 livres. Le 14 juillet il est rendu exécutoire.

Les bénéficiers adressent, le 2 août, une pétition au Clergé sollicitant une décharge complète. Le 13 août, l'évêque d'Orléans, Gabriel de l'Aubespine, demande audience à la Reine pour soutenir les prétentions du Corps qu'il représente contre les tendances de la Cour favorables aux Béarnais qui, par arrêt, sont condamnés à payer une somme de 12.000^l avec arrérages. Le 6 septembre il reçoit la mission de porter le procès-verbal de l'Assemblée non signé à Fontainebleau. Pendant ce temps, les évêques béarnais sollicitent, par requête du 8 septembre 1621, leur exonération entière, afin d'employer les fonds à la reconstruc-

1. — Cf. *Mémoires du Clergé*, t. I, col. 1772 et sq.

2. — Léonor d'Étampes de Valençay, fils d'un Conseiller d'État et frère du Général et Cardinal, Grand-Croix de Malte, naquit en 1585. Il fut fait, dès sa jeunesse abbé, baron de Bourgueil en Vallée, devint député aux États de 1614. En 1620, il succéda à Philippe Huraut, son cousin, sur le siège de Chartres et passa à Reims en 1641. Il mourut le 8 mai 1651, après avoir dressé son testament, dans l'hôtel qu'il possédait rue Dauphine. (Bib. Nat., coll. Gaignères, 17043, f° 141.) On peut consulter à son sujet la *Nouvelle Bibliographie générale* de Didot, t. XVI, v°. *Etampes*, col. 586 et le *Port-Royal de S^{te}-Beuve*, 4^e éd., t. II, p. 511, Appendice. Le département dressé par l'abbé d'Étampes, portera des dates d'années diverses : une fois pour toutes, nous tenons pour acquis qu'il fut dressé en 1621.

truction des églises. L'Assemblée repousse cette réclamation et un arrêt définitif fixe la quote-part des décimes de Béarn à 14.000¹ (17 octobre).

Le 29 décembre, l'évêque de Tarbes, au nom de son voisin de Lescar, proteste contre ce chiffre et offre 10.000¹. Mais l'évêque d'Orléans propose qu'il soit passé outre (14 février) et le procès-verbal est signé (20 février).

En 1623, les diocèses béarnais demandent leur union au clergé de France en contractant l'obligation d'acquitter exactement leur part des décimes. Le 29 mai 1628, les receveurs généraux déclaraient que le Béarn avait échappé à toute perception et l'Assemblée députait le sieur Courtin, commis, pour régler cette situation.

Les deniers ne rentraient pas : les officiers chargés de leur recouvrement se heurtaient ou à la misère des bénéficiers ou à leur mauvaise volonté². On décida d'agir.

M^r Daucery, huissier, reçut la mission de procéder à une saisie des bénéfices en Béarn : il va s'acquitter de sa mission avec zèle³. Le 7 septembre 1631, il délivre une sommation à M^r Arnaud Despruets, chanoine de Lescar, vicaire général de l'évêque de Dax pour les bénéfices de ce prélat dans le diocèse de Lescar.

Cette première tentative ayant eu un médiocre succès, l'exempt exploitera à travers la région béarnaise, s'arrêtant respectueusement en Soule où la peur des coups de bâton le rendit prudent⁴. On le trouve mettant la saisie le 14 février 1632, sur les revenus de l'abbaye de Larreule ; le 17, à Lagor et à Monein (rectorie de St-Girons) ; le 18 « sur les biens en dîmes, grains, vins et autres choses généralement quelconques provenant de la dîme de St-Jehan de Gardères les Orthais et autres quartiers de dîmes appartenant à MM. du Chapitre de Lescar, entre les

1. — Marca constatera « qu'à l'occasion du département de 1621 ayant pris connaissance des décimes extraordinaires, il a trouvé qu'il n'y a aucunes dettes causées pour le rétablissement desdites ecclésiastiques en leurs biens ; mais que toutes les sommes empruntées par ledit clergé ne l'ont été que pour empêcher l'imposition des décimes en Béarn, pour faire modérer le pied d'icelles de 21.000 à 14.000¹ ; pour faire comprendre les gages triennaux dans les décimes ordinaires ».

2. — Arch. Nat., G^o 229-230. Procès-verbal fait dans le pays de Béarn.

3. — V. Appendice II, p. 183.

mains de M^e Jehan du Tih trouvé dans le faubourg et aussy ledit quartier de Souarns entre les mains de M. de Blair ».

Puis il visite les paroisses : 20 mars, Lons ; 22 mars, Morlåas, prieuré de Ste-Foi de Cluny (M^e Isaacq de St-Gaut, prêtre-prieur), Simacourbe ; 23 mars, Lembeye, Samsons, Maspie, Gayon ; 24, Sévignacq, Thèze ; 25, Aubin ; 26, Momas, Morlanne, Garos, Mazerolles ; 27, Cescau, Labastide-Cézéracq, Abos ; 28, Lagor et Marsillon son annexe, Masiacq, Arance ; 29, Lacq et Montaut ; 30, Coaraze, Bénéjac.

En avril : 2, Angaïs, Boeil, Gelos ; 7, Jurançon, Bordes, Bau-dreix et Mirepeix, l'église St-Jean de Lestelle, possédée par M^e Charpentier, prêtre-recteur, Asson et Bruges ; 14, Ste-Croix d'Oloron ; 16, abbaye et vicairie de Lucq, vicairie de Ledeuix et Estos son annexe, la prébende de Ste-Catherine ; 17, Poey, Verdets, rectorie de St-Just au village d'Ogeu ; 26, St-Jean d'Issor ; 27, St-Pierre d'Arette, St-Jean Dizo (?) à Moumour ; 28, St-Jean-de-Just, Asasp-Lurbe, Bedous, St-Martin d'Accous, St-Barthelemy de Cette-Eygun ; 30, N.-D. d'Assouste, à Borce, la rectorie de St-Laurent, les prébendes de Bernade ou Cap-Dessus, de Vignau et de Mardet, la rectorie de Loos et la prébende de Guillemeau, la rectorie de St-Félix et la fabrique d'Orcun et Athas, St-Etienne d'Osse, Buziet ; 31, les huit prébendes de St-Blaise de Buziet, St-Etienne d'Izeste et la prébende de Castis.

Mais en Ossau, l'huissier trouve de la résistance : les hommes sont bien sourcilleux. Va-t-il continuer à exploiter ? Il hésite un instant et poursuit : 1^{er} mai, Gère et Bélesten ; 2, rectorie de St-Pierre, Louvie-Souviron, Ste-Colomme et sa fabrique ; 3, Bes-cat, Rébénac annexe, Lasseube, Aubertin, commanderie et rectorie, revenus des prêtres et prébendiers de Pausader de St-Blaise ; 4, Aramits et Lanne ; 5, Ance, Barcus et Esquiule, Géronec ; 6, Gurs, Sus, Camblong ; 11, Charre et Haute, St-Gladie, Oreyte, Munein, Camps, Arrive, Guinarthe, Précillon, le prieuré de Casaucau du *Nomine Jesus* de Précillon et Estialescq, Escout, Herrère et Escou.

Sur le procès-verbal il est observé que les diocèses de Lescar et d'Oloron ont manifesté leur intention de demander au Roi commission en faveur de M. de Marca, président en la Cour et

Parlement de Navarre qui, par diverses fois, a soutenu les intérêts de ses compatriotes.

La saisie n'opéra pas utilement puisqu'en 1632 la caisse générale du Clergé ne connaissait pas encore la monnaie aux armes de Foix-Béarn. Le 20 juin 1635, les délégués du diocèse se pourvoient au Conseil pour obtenir remise des arrérages et, critiquant le département primitif, en demandent un nouveau avec remise de l'arriéré, sous la promesse d'acquitter ce qu'ils devront à partir de ce jour.

En 1641, Vincent d'Aguesseau, sieur de Chantemerle, receveur général des décimes, avait porté sur ses écritures des deniers venant du Béarn et affectés aux frais communs de l'Assemblée, mais il ne lui fut possible d'inscrire en compte que les sommes réellement perçues depuis 1621. L'évêque de Bazas, Henri Listolfi¹, et l'abbé de St-Vincent, reçurent mission d'aller en Béarn comme auditeurs des comptes de Claverie, receveur provincial, et de pourvoir à tout département nécessaire pour que les bénéficiers acquittassent à l'avenir, en bons deniers, toutes sommes dues par eux.

§ II. — LE DÉPARTEMENT DE 1643.

Les délégués effectueront leur voyage en 1644 seulement. Déjà Marca, appelé en 1639 au Conseil, avait été prié, à la demande et sur décision du bureau général des décimes de Pau (17 juin 1643), de procéder à un règlement sérieux entre les bénéficiers béarnais et le Clergé. Marca était un homme intègre et juste : il examina attentivement le département de l'abbé d'Étampes en s'inspirant des règles édictées par l'Assemblée pour le département général de 1641 et taxant : 1^o les abbayes, prieurés simples et conventuels, les chapelles et bénéfices simples sur la moitié du revenu, charges acquittées ; 2^o les cures à la sixième partie de leur produit ; 3^o les chapellenies et les communautés religieuses à la dixième partie. Il avait arrêté, en 1643, le total des décimes dus par le Béarn à 14.000^l, lorsque

1. — Il occupa ce siège du 8 juin 1634 au 18 mai 1645. Léonor d'Étampes le sacra et Godeau prononça son éloge funèbre.

sa nomination au poste de visiteur de Catalogne vint le surprendre. Les prêtres béarnais vérifièrent et adoptèrent cet état qui comprenait les Rhodiens, malgré leur exemption, des fabriques, des obits et des bénéfices disparus.

Les députés de l'Assemblée pressèrent le receveur Claverie de fournir son compte montant à 75.000^l, soit le produit de quatre années, dont 7.000^l environ seulement se retrouvaient en argent. La mort de l'évêque de Bazas empêcha de terminer cet examen¹.

Le 26 avril 1645, le compte des décimes pour 1644 est déposé sur le bureau. L'Assemblée décide que le recouvrement en sera opéré à raison de la somme de 14.000^l par an « couchée en reprise aux quatre compte-rendus par le sieur de La Marnière et rayée en « iceux », sauf 3.150^l affectées aux gages des officiers anciens et alternatifs de Lescar et d'Oloron. Le receveur général veillera à récupérer le surplus, soit 10.880^l en délivrant des contraintes contre le receveur provincial, lequel, à son tour, agira de même contre les receveurs particuliers des diocèses tant pour le passé que pour l'avenir conformément au département de 1621, si les bénéficiers de ces diocèses n'aiment mieux, s'exécutant provisoirement sur le pied de ce dernier département, en dresser un nouveau à leurs frais, réserve faite que la Soule et la Basse-Navarre ne sauraient, en ce cas, être imposées à une cote plus élevée qu'en 1621.

Pour éviter tous retards, il est enjoint aux agents de poursuivre en Conseil un arrêt confirmatif de cette délibération, par lequel, sans s'arrêter aux arrêts précédents de ce Conseil, notamment à celui du 20 septembre 1628, il sera déclaré que les deux diocèses paieront en sus des 14.000^l les gages des officiers particuliers triennaux, au prorata de cette somme.

Le 14 mai de la même année, M^{sr} de Toulouse, Charles de Montchal, donne lecture de son rapport sur deux requêtes présentées par les députés des diocèses béarnais.

1. — Arch. des Aff. Etrang., *France*, 848, f° 307. Lettre de Bertier de Montrac. « M. l'évesque de Bazas est décédé en cette ville chés M. l'abbé de St-Vincent mon frère et entre ses bras. Ils venaient tous deux ensemble de faire une commission que la dernière Assemblée générale du Clergé leur avaient donnée pour régler les décimes au pais de Béarn. » Toulouse 25 mai 1645.

Charles de Poudenx, sieur de St-Cric, chanoine de Lescar, précédemment député à l'Assemblée de 1635-1636 et réélu en la même qualité, demande aux membres du Clergé : 1^o de prononcer la séparation des deux diocèses béarnais quant aux décimes, offrant d'accord avec ses mandants de payer leur part sur le pied du département de 1621, si l'Assemblée ne préférerait pas ordonner l'exécution de celui de 1643 ; 2^o et, conformément aux arrêts obtenus par son diocèse, le décharger de la taxe des officiers triennaux comme compris dans les sommes principales levées pour les décimes du diocèse, ainsi que les gages des officiers anciens et alternatifs ; 3^o vu sa pauvreté, lui donner quittance de toutes sommes dues pour arrérages de 1632 à 1643.

Sassus, député d'Oloron, propose à son tour que sans s'arrêter au département de 1621, l'Assemblée adopte définitivement celui de Marca, dressé à la demande du bureau des décimes de Pau, juge compétent des parties tant par son établissement que par divers arrêts du Conseil lui renvoyant la connaissance des contestations, sauf à « régaler » au sol la livre, sur le pied adopté en 1643, la somme de 746 livres dont la Soule et la Basse-Navarre étaient surtaxées.

En conséquence l'Assemblée décidait que le département dû à l'évêque de Couserans sortirait son effet et serait appliqué aux bénéficiaires à la réserve que les 746 livres dont il vient d'être parlé et les sommes imposées sur les Rhodiens dans le diocèse de Lescar, portées comme leur étant remises, seraient réparties au sol la livre, sur le pied du département de 1643, entre les bénéficiaires de Lescar et d'Oloron.

Les parties sont renvoyées devant le bureau de Pau qui reçoit mission, en tant qu'il y échet, de procéder à une nouvelle répartition sous trois mois dudit jour.

Les deux diocèses deviennent indépendants au point de vue des décimes.

En acquittant, en 1645, les arrérages dus par lui des 14.000^l jusqu'à la fin de l'année, Lescar obtient décharge du montant des restitutions à opérer concernant les gages des officiers triennaux si mieux il n'aime payer, à l'avenir, outre sa part des 14.000^l, les décimes et les gages des officiers, auquel cas il sera exonéré du paiement de ces 14.000^l. Il lui est concédé d'opter

sous un délai de trois mois ; faute de quoi la délibération du 26 avril sortira son effet.

Le diocèse de Lescar demande encore qu'un règlement prescrive la levée des décimes du diocèse d'Oloron. Les évêques de Lescar et d'Oloron, lorsqu'ils s'assembleront pour traiter ces questions de décimes, convoqueront leurs adjoints pour un jour bien déterminé : au cas où ce rendez-vous ne serait pas pris en considération, ils procéderont sauf appel au bureau de Pau.

Les bordereaux des décimes de ces adjoints passeront aux mains des receveurs par cahiers séparés, et ces officiers établiront des bureaux de recette à Lescar, à Oloron ou à Ste-Marie.

On décernera des contraintes contre le récalcitrants.

Les deux diocèses se verront rattacher à la généralité de Bordeaux (1646), où les receveurs apporteront les deniers.

§ III. — L'APPLICATION DE CE DÉPARTEMENT.

Le receveur général du Clergé ne se trouvait pas encore au bout de ses mécomptes avec le Béarn, car il est exposé à l'Assemblée, le 17 avril 1650, que depuis 1646, Adrien de Hanyvel, seigneur de Manevilette, Conseiller du Roi et titulaire de la charge, n'a pas épargné ses soins pour récupérer les décimes arrérages, engageant depuis trois ans des procédures nombreuses pour un mince résultat. Bien plus, les receveurs alternatifs provinciaux ont prélevé des appointements sur les revenus qu'il conviendrait de réclamer aux bénéficiers. Mais à résoudre ces difficultés, maints obstacles surgissent, car le Parlement prétend droit d'en connaître par préférence à toute Chambre ecclésiastique.

L'archevêque de Reims, Léonor d'Étampes, émet l'avis d'envoyer en Béarn deux membres du Clergé, qui en sont voisins, l'évêque de Comminges¹ et l'abbé de Carbon², avec tous pou-

1. — Gilbert de Choiseul du Plessis-Praslin, frère du maréchal, évêque de Comminges en 1644, transféré au siège de Tournai en 1667, mort le 31 décembre 1689 à l'âge de 78 ans. (Bib. Nat., Gaignières, 17029, f° 73.) Il est connu pour sa lutte en faveur du Jansénisme.

2. — Jean de Montpezat de Carbon, abbé du Mas d'Azil, escolan de Daugat au diocèse de Couserans, succéda sur le siège de St-Papoul au béarnais Bernard Despruets. Il fut sacré le 14 septembre 1658 dans l'église des grandes Carmélites du faubourg St-Jacques, par Pierre de Marca, assisté des évêques de St-Brieuc et de Césarée, fut transféré à Bourges le 28 octobre 1664, puis à Toulouse et, faute de pouvoir obtenir ses bulles, à Sens.

voirs de traiter utilement ces questions. Ils accomplirent leur mission avec un médiocre succès. Les débats s'ouvrent sur leur enquête les 9 et 11 février 1655, sans qu'une entente se produise. L'examen particulier de la contestation est renvoyé à des commissaires invités à s'entourer de l'avis de Marca, nouvel archevêque de Toulouse, de l'évêque de Comminges et de l'abbé de Carbon.

La discussion sur le fonds eut lieu le 8 mars.

Mr^r de Comminges explique que le sieur de Manevilette, receveur général du Clergé, ayant porté en recette dans le compte-rendu à la dernière Assemblée 6.000¹ ou environ seulement des deniers de Béarn, au lieu de 43.400¹ qu'il devait avoir reçu pour les années 1646, 1647, 1648 et 1649, en conséquence de la délibération du 26 avril 1646 et ayant déclaré que les décimes de Béarn étaient dans un désordre tel que tout espoir d'un recouvrement était perdu si on n'avisait, l'Assemblée décida, le 17 avril 1650 de l'envoyer avec l'abbé de Carbon afin de vérifier les paiements effectués par les bénéficiers, de contraindre les receveurs à payer les reliquats, de régler les décimes à venir et au besoin d'établir un nouveau département. Les lettres patentes nécessaires confirmaient cette mission.

L'abbé de Carbon se mit en route au mois de mai 1651, bientôt suivi par l'évêque de Comminges qui, en traversant le Languedoc où se tenaient les États, fut envoyé vers le Roi, tandis qu'il était lui-même député par le pays de Foix aux États Généraux.

Sur ces entrefaites, la peste, qu'on disait venue de Toulouse et d'Espagne, éclata si violente en Béarn, à Oloron principalement, l'an 1652¹, que les deux députés estimèrent opportun de différer encore leur voyage. Néanmoins, par des voies sûres ils informèrent Jean Henri de Salettes, évêque de Lescar, Pierre de Gassion, évêque d'Oloron et les receveurs diocésains, de l'état d'irritation du Clergé de France, motivé par de trop fastidieux retards. Le fléau ayant cessé avec l'année 1655, l'abbé de Carbon arriva en Béarn, au mois de mai, bientôt suivi de l'évêque de Comminges.

1. — Abbé MENJOULET : *Chronique du pays et du diocèse d'Oloron*, t. II, p. 262.

A ce point de son rapport le prélat rappelle longuement — et le Clergé connaîtra fréquemment ces répétitions — l'état de la question des décimes de Béarn jusqu'à son enquête.

Lescar, poursuit-il, demandait à effectuer le paiement des officiers triennaux particuliers sur le fonds des 14.000^l, offrant d'accepter le département de 1621, ou celui de 1643, à la condition que les 746^l dont ce dernier surtaxait la Soule et la Basse-Navarre seraient reportées sur le diocèse de Lescar comme faisant partie des 12.000^l imposées sur le diocèse d'Oloron par ce département et dont 400^l des Rhodiens avaient été déjà rejetées sur Lescar : or si ce diocèse participait à une contribution supplémentaire pour une somme supérieure à 740^l il se trouvait en réalité surtaxé de plus de 1.000^l.

Lescar suppliait en outre le Clergé de rejeter hors de compte les arrérages dus depuis 1632. Une délibération de l'Assemblée l'avait autorisé à prélever les gages des officiers triennaux sur les bénéficiers de ces diocèses outre la taxe principale de 14.000^l et à exécuter le département de 1643 ; les 746^l de la Soule et de la Basse-Navarre, les 400^l dont les Rhodiens avaient obtenu la décharge, étaient réparties entre les diocèses béarnais au sol la livre sur le pied dudit département. Il fut entendu qu'à charge par eux de s'imposer à l'avenir volontairement et sans contestation judiciaire pour les gages des triennaux, outre les décimes ordinaires, les receveurs les quitteraient de tous arrérages exigibles.

Lescar accepta ce quitus et offrit, par acte du 1^{er} octobre 1646 d'imposer, en plus des décimes ordinaires, sa part des gages pour les offices triennaux. Oloron garda le silence à cet égard, déclarant avoir payé tout son arriéré, mais le Conseil, par arrêt du 9 mars 1647, le condamna à s'imposer de ce chef, à l'exemple de Lescar.

Les députés avaient donc eu une double tâche à remplir. Il leur avait fallu d'abord vérifier les comptes des receveurs, leur faire verser l'argent liquide, puis régler les décimes, y mettre tel ordre qu'ils demeurassent acquis pour l'avenir ou, au cas de besoin, arrêter un nouveau département.

Quelle était la situation ?

Sur le premier point, les délégués ont éprouvé quelque diffi-

culté. L'édit créant les receveurs déclarait en effet que ces officiers étaient tenus de rendre leurs comptes devant l'évêque seul ou les députés du diocèse. La question fut tranchée amiablement et les bordereaux apparurent signés par les évêques et les députés compétents¹.

Oloron a fourni ses départements jusqu'en 1631 seulement, à raison de la contagion qui, commencée vers cette époque, dura jusqu'en 1635, atteignant Lailhacar, receveur des décimes, emporté bientôt par le mal et nul n'ayant voulu continuer ses fonctions. Lescar possédait des états jusqu'à l'année 1634, ne s'étant trouvé personne désireuse d'en prendre la charge depuis cette date.

Les receveurs ont versé 3.000^l par an à la recette générale au lieu de 10.850^l et l'arrêté de compte des évêques et des députés les constitue en avance de 400^l.

Ce résultat provient du fait que les comptables ont mis en reprise la somme de 2.812^l annuelle portée en compte par diocèses. La Soule et la Basse-Navarre taxées à 2.850^l en 1643 n'ont jamais rien payé et ont été passées aux comptables à raison de 6.434^l affectées au paiement des receveurs. Or, sur cette somme, 3.935^l seulement étaient dues, soit 3.150^l pour les contrôleurs et receveurs anciens et alternatifs, 787^l pour les receveurs et contrôleurs triennaux de Lescar, attendu que ce diocèse avait fourni un fonds extraordinaire pour ces gages et que les 787^l étaient à retrancher du compte d'Oloron lequel n'avait pas « financé » pour les gages.

Les 1.709^l d'augmentation des gages ne doivent pas figurer sur le compte : on ne peut les prélever sur le fonds des décimes ordinaires, car les receveurs n'ont pas « financé » pour solder ces augmentations, ainsi qu'il résulte de l'aveu de l'un d'eux.

Les deux députés ont déclaré aux syndics et bénéficiers convoqués qu'ils n'ont nulle autorisation de passer en compte ces

1. — Le 10 mai 1670, Paul de Faget, conseiller du Roi en ses conseils, titulaire des prieurés de Launac, au diocèse de Toulouse et de Ste Foi de Morlaas, cousin de Marcu, ancien agent du Clergé, était chargé des récépissés de 32.000^l pour décimes du Béarn apportés par l'évêque de Comminges à l'Assemblée de 1635 et dont il avait fourni reçu à son prédécesseur, l'abbé Thoreau, devenu évêque de Dol de Bretagne, arrondissement de St-Malo (Ille-et-Vilaine) 1660, qui mourra le 1^{er} février 1692, âgé de 80 ans.

reprises et augmentations de gages, qu'Oloron ne saurait au reste permettre de prélever les gages des officiers triennaux sur les fonds des décimes ordinaires.

Ils ont réclamé aux receveurs les états certifiés des non-valeurs et les actes justifiant l'empêchement de la levée des décimes.

Les non-valeurs proviennent d'arrêts de décharge ou d'inhibitions du Conseil et du Parlement aux Rhodiens, aux fabriques, aux curés non congruistes¹, aux rentes obituaires non érigées en titre de bénéfice et aux autres bénéficiaires ayant eu recours au Parlement, lequel impartit libéralement des exemptions.

Pour régler ce qui se pratiquera à l'avenir, les députés ont examiné les départements de 1621 et de 1643 qui suscitent bien certaines plaintes, mais dont le dernier est le moins critiqué. Les diocèses béarnais désirent le conserver, car il a reçu l'approbation de l'Assemblée du Clergé en 1645. Certaines modifications s'imposeraient : tel curé n'ayant pas 80^l de rente est surtaxé ; des bénéfices disparus y figurent encore ; des obits y ont été compris sans avoir titre de bénéfice. Il s'agissait donc d'opérer les retranchements équitables.

En conséquence, les bénéficiaires reçurent une convocation pour arrêter un projet rectificatif. Les députés proposèrent d'abord d'imposer au sol la livre sur les diocèses les 450^l provenant de modérations et de retranchements, les 746^l dont la Soule et la Basse Navarre se trouvaient surtaxées en 1643 et les 400^l des Rhodiens. Les bénéficiaires protestèrent de leur impossibilité d'accepter cette offre, car la décharge des curés ferait retomber la surtaxe sur les bénéficiaires qui justifiaient d'un paiement de décimes plus considérable que celles de leurs collègues dans les diocèses voisins, eu égard à leurs revenus, cette augmentation non comprise. Il leur a fallu, en outre,

1. — Une déclaration du 29 janvier 1686, confirmative de l'ordonnance de janvier 1629, fixa définitivement, pour mettre fin à des controverses, à 300^l la congrue que les décimateurs paieront aux curés et vicaires perpétuels, outre les offrandes, honoraires et droits casuels acquittés pour les fondations ou autres causes, les dîmes ou novales de terres défrichées depuis l'option faite par ces curés ou vicaires du revenu de la portion congrue au lieu du revenu de leur cure. Le Parlement de Navarre avait admis en effet que le gros décimateur pouvait ou donner la portion congrue, ou abandonner la dîme au titulaire de la cure. L'arrêt du Conseil du 11 février 1687 décida que les curés ayant plus de 500^l de revenus n'étaient pas recevables à réclamer la congrue.

contracter des dettes considérables pour le rachat des biens détenus par les réformés et les intérêts des sommes payées de ce chef dépassent le montant des décimes.

L'entente ne put se produire, chacun ayant maintenu sa manière de voir. Dans cet état de la question, Gilbert de Choiseul et l'abbé de Carbon ont déclaré aux bénéficiers béarnais qu'ils provoqueraient une décision de l'Assemblée générale du Clergé.

C'est aujourd'hui qu'il importe de statuer. La discussion étant close et la proposition ayant été mise aux voix, l'Assemblée prit la délibération suivante :

« Après quoi l'affaire ayant esté meurement délibérée, l'Assemblée par la délibération des provinces a ordonné conformément à la délibération de l'Assemblée générale du 14 mai 1646, que le département faict en 1643 sera exécuté suivant sa forme et teneur, sans s'arrêter à la différence des taxes qui est entre ledit département et celui de 1623 et que sur le pied dudit département de 1643 les décimes et autres impositions qui se fairait ci-après dans les dits diocèses de Lescar et d'Oloron et leurs adjointcs seront levées sur tous les bénéfices, revenus ecclésiastiques compris dans icelui. Et néantmoins qu'il sera surcis pour dix années à faire le reject tant de la somme de 746^l mentionné en la dité délibération que de la somme de 401^l dont les Rhodiens ont esté déchargés pour donner moyen aux bénéficiers dudit païs de Béarn d'acquiter les debtes dont ils se trouvent chargés.

» A ordonné en outre que les bénéficiers payeront sur le pied dudit département toutes les sommes dont ils sont en reste depuis 46. A quoi faire ils seront contrancts par les receveurs diocésains suivant les formes ordinaires. Seront tenus aussi les receveurs du diocèse d'Oloron de faire leurs diligences pour le recouvrement des décimes deuies, depuis ladite année 1646 par les bénéficiers de Navarre et de Soule, sauf ladite somme de 746^l qui a esté sursise. Et en cas de rébellion lesdits receveurs seront tenus d'en envoyer les actes justificatifs à MM. les agens qui se pourvoiront par devers le Roi pour obtenir les ordres nécessaires adressants aux gouverneurs des provinces pour tenir la main audict recouvrement. Et afin que les arrêts de décharge et surcéance donnés par le Parlement de Navarre sur le fait des

décimes, en faveur des fabriques, rentes obituaires ou reflets et particuliers bénéficiers ne puissent leur servir de prétexte pour ne pas payer leurs taxes a commencer en l'année 1655, il a esté ordonné à M^r les agens de poursuivre arrest au Conseil portant cassation desdits arrests de décharge et surcéance et deffances audit Parlement de connoistre du faict des décimes suivant les déclarations du Roi sur ce expédiées, qui sont enregistrées audit Parlement de Navarre, et aux bénéficiers de s'y adresser, sauf à se pourvoir par devant les bureaux diocésains et le Provincial établi à Pau conformément auxdites déclarations et aux règlements du Clergé. Poursuivront aussy lesdits s^r agens un autre arrest au Conseil, par lequel il soit ordonné que les annexes situées en Béarn, qui se trouvent taxées dans le département général de 1643, payeront leurs dites taxes depuis l'année 1646 quoique les bénéfices auxquels elles sont unies soient situés hors de Béarn et qu'ils payent leurs décimes anciennes au chef-lieu nonobstant les arrests de surcéance donnés par ledit Parlement de Navarre.

» Elle a aussy ordonné aux syndics et députés de chaqu'un desdits diocèses de fournir annuelement aux receveurs ou commis des décimes leurs départemens particuliers en bonne et duee forme et dans le temps porté par les règlements du Clergé, lesquels départemens particuliers contiendront ce qui doit estre payé pour les décimes ordinaires suivant le département général de 1643 et les sommes qui doivent estre levées en chaqu'un desdits diocèses et leurs adjointcs, outre les décimes ordinaires scavoir la somme de pour les gages d'un receveur et contrôleur triennal, la somme de 2.664 pour sa part de 100.000^l de rente alliée en 1646 et celle de 90 pour sa part des 32.000 imposées sur les nouvelles religions.

» Que les receveurs particuliers de chaque diocèse ne pourront retenir par leurs mains sur le fonds des décimes ordinaires que la somme de 1.575^l pour les gages des receveurs et contrôleurs anciens et alternatifs, et celle de 542^l 10^o faisant moitié de 1.088 donnée aux receveurs des diocèses de Lescar et d'Oloron en augmentation des gages par édict de 1640, pour leur part des 200.000^l distraites en 1639 du fonds destiné à l'hôtel de ville attendu que la dépense desdits 200.000 employée dans le compte

du receveur général a esté par l'Assemblée diminué de ladite somme de 1088 et réduite à celle de 198.918¹. Et pour le regard des gages des officiers trienaux et de l'augmentation faicté en 1646, les receveurs les prendront sur le fonds, qui en doit estre faict par les diocèses ainsi qu'il est dict en l'article précédent. Et en cas qu'après les diligences dont les receveurs du diocèse d'Oloron sont chargés par cette délibération pour le recouvrement des décimes de Navarre et Soule le payement en seroit retardé, lesdits receveurs pourront prendre la part desdits gages en augmentation que doivent porter la Navarre et la Soule sur le fonds ordinaire de la recepte des décimes d'Oloron.

» DE REBÉ,
» *Archevêque de Narbone, Président.*»

Le 10 mars, MM. du Clergé votaient à l'évêque de Comminges et à l'abbé de Carbon des gratifications de 1.500¹ et de 900¹. Leur action avait été efficace car de 1646 à 1650 les bénéficiers avaient versé seulement 600 liv., alors que depuis leur commission, et nonobstant la contagion, ils en avaient fourni 24.000.

§ IV. — UN RAPPORT DE MARCA.

Le 24 avril 1656, Marca, archevêque de Toulouse dont la parole est en grand crédit sur l'Assemblée du Clergé, et l'abbé de Carbon « prennent le bureau ». Le savant prélat rereprend, comme dans un de ses rapports d'autrefois au Parlement, la question des décimes suivant un ordre bon à suivre et précisant les difficultés pendantes.

1^o Que doivent les diocèses de Lescar, Oloron et leurs adjoints ?

Le département de 1621 a été la base première adoptée par les bénéficiers et la levée des décimes s'est effectuée sur le pied qui y est indiqué : 6.612¹ par an pour Oloron et ses adjoints (soit 3.757¹ 19^o sur les bénéfices de Béarn, 1.089¹ 13^o sur ceux de Soule, 1.760¹ 13^o sur ceux que les diocèses de Bayonne et de Dax possèdent en Basse-Navarre) ; 7.388¹ 5^o pour Lescar et ses adjoints (soit 6.241¹ 13^o 4^d pour les bénéfices de Lescar et Aire, 488¹ 4^d sur ceux du diocèse de Tarbes, 637¹ 18^o 4^d sur ceux de Dax.

Jusqu'en 1646 il n'y eut pas de levée effective, l'Assemblée ayant donné quitus le 24 mai de cette année pour les arrérages exigibles jusqu'en 1645, à condition d'imposer, outre les décimes ordinaires, les gages des receveurs et contrôleurs triennaux, ce que Lescar a effectué tandis qu'Oloron s'y refusait pour les motifs rapportés plus haut.

Aussi les receveurs d'Oloron ne portèrent-ils pas en recette les 1.089¹ 13⁰ à lever sur les bénéfices de Soule, les 1.766¹ dues par ceux des diocèses de Bayonne et de Dax en Basse-Navarre, car les bénéficiers de ces pays ont refusé toute contribution. La taxe entière s'élève donc à fin décembre 1656 à la somme de 31.416¹ 6⁰ en raison de 2.856¹ 10⁰ pour onze années.

Quant à la taxe des bénéficiers d'Oloron, en Béarn, montant à 3.755¹ 19⁰ les receveurs la mettent bien en recette, mais en comptant en reprise annuellement 716¹ 10⁰ pour non-valeurs suivant état justificatif et ils retiennent de plus chaque année 3.217¹ pour les gages et les augmentations. Grâce à ces deux articles, gages et non-valeurs montant à 3.934¹, la dépense excède de 17.900¹ par an la recette qui est seulement de 3.755¹ 19⁰ et les bénéficiers prétendent encore que cette recette leur est restituable avec les 3.095¹ payées à la recette générale, comme il résulte des acquets¹ fournis à l'évêque de Comminges et à l'abbé de Carbon.

La recette générale, à vue de ces réclamations, ne saurait donc rien exiger. C'est le point qu'il importe d'examiner.

Les non-valeurs résultent de divers arrêts du Parlement déchargeant les fabriques d'Oloron imposées par les départements généraux de 1621 et de 1643, quelques prébendes et autres menues rentes. On obtiendrait facilement du Conseil un arrêt de cassation fort légitime, ordonnant le paiement des taxes arriérées conformément à l'un des deux départements.

Quant aux 3.217¹ 10⁰ retenues par les receveurs pour les

1. — Les nouveaux acquets ou *franc-fiefs* étaient « la taxe qu'on fait tous les 30 ou 40 ans sur les roturiers, les églises, les communautés et gens de main-morte pour les *fiefs* qu'ils tiennent, ou qu'ils ont acquis de nouveau, qui ne sont point amortis, afin qu'ils ne soient point obligés d'en vider leurs mains. Cette taxe se fait sur le pied du revenu de six années, à l'égard des *fiefs* qui sont tenus du Roi nuement et de trois ans à l'égard de ceux qui n'en relèvent qu'en *arrière fief* » (*Diction. de Trévoux v^o Fief, Cf. v^o Acquet.*)

affecter à leurs gages sur les 3.755^l, part d'Oloron dans les décimes ordinaires, les receveurs ne sont point en droit de prélever cette somme en entier sur les fonds des décimes ordinaires, car les gages des receveurs et contrôleurs anciens et alternatifs du diocèse, montant à 1.715^l, doivent seuls être défalqués des décimes ordinaires du Béarn, conformément à la décision de l'Assemblée du Clergé du 26 avril 1646.

On pourrait encore permettre aux receveurs de prendre sur les fonds des décimes ordinaires les 542^l 10^o à eux données en augmentation de gages par l'édit de 1640 pour leur part des 200.000^l distraites en 1639 des fonds destinés à l'Hôtel-de-Ville, car l'Assemblée a ordonné que les 1.085^l imparties aux receveurs de Lescar et d'Oloron en augmentation — et les 542^l 10^o en sont la moitié — seront répétées sur les fonds remis à ce titre au receveur provincial de Bordeaux et à l'avenir la dépense de 200.000^l employées en compte du receveur général sera diminuée de 19.085^l et réduite à 198.915^l.

Le surplus des deux sommes retenues par les receveurs, soit 1.100^l par an, tant pour gage des officiers triennaux que pour part incombant à Oloron dans les 100.000^l imposées en 1646 à perpétuité par l'Assemblée, imparties aux officiers en augmentation des gages, et celle de 90^l que chaque diocèse porte pour sa part des 32.000^l imposées sur les « nouvelles religions » ne peuvent être tirés du fonds des décimes ordinaires, mais viennent en augmentation. En Béarn cela n'a pas été exécuté. Il est donc dû onze années à raison de 1.190^l chacune jusqu'au 31 janvier 1656, soit 13.090^l.

Les bénéficiaires béarnais d'Oloron peuvent prétendre qu'ils ne sont pas tenus d'imposer ces trois sommes entières en plus des décimes, et doivent seulement une part proportionnelle à celle de leurs adjoints. Les receveurs du diocèse seraient en droit de retenir sur 3.755^l 10^o la part des sommes à imposer outre la décime ordinaire qui ne pourra être levée sur les bénéficiaires de Soule et de Basse-Navarre, lesquels n'ont jamais rien acquitté.

Il appartient à l'Assemblée de trancher cette difficulté pour éviter des retards.

En ce qui concerne Lescar et ses adjoints, d'après les comptes fournis de 1646 à 1653, les receveurs portent en recette les

7.186^l 10^o 4^d fixées par le département de 1643 qui a servi de base à la perception depuis 1648. Outre cette somme, les receveurs ont imposé et levé sur Lescar et ses adjoints les gages des officiers triennaux suivant l'ordre de l'Assemblée de 1648, ce qui donne 58.498^l pour huit ans, non compris les gages des triennaux.

La dépense du compte de Lescar comprend trois articles : 1^o sommes payées à la recette générale, soit 24.033^l dont les reçus ont été représentés ; 2^o gages des officiers qu'ils fixent, comme à Oloron, à 3.217^l 10^o par an, dont les décimes doivent supporter 1.579^l seulement pour gages des receveurs, contrôleurs anciens et alternatifs, plus 542^l d'augmentations de gages pour les mêmes motifs qu'Oloron ; ces sommes montent annuellement à 2.117^l 10^o, soit pour huit années 16.940^l ; 3^o les sommes données en reprise, savoir 612^l pour 1632, 1.146^l pour 1643, seront supprimées car le receveur n'a été empêché d'en faire la reprise par nul acte de justice, ayant seulement allégué la pauvreté du diocèse ; ce dernier article comprend aussi des non-valeurs montant pour huit ans à 14.393^l.

Les trois sommes représentent donc 58.366^l qui, déduites de la recette de 58.498^l, établissent chaque diocèse et ses adjoints débiteur de 3.132^l pour huit ans, dont les receveurs rendront compte.

II. — Non-valeurs.

Les non-valeurs proviennent de divers chefs :

1^o De divers arrêts de décharge et d'inhibitions du Parlement dont Vignau, commis de la recette, a remis l'état, à concurrence de 988^l par an. La plupart des bénéficiers, et les plus considérables, sont des membres rattachés à certaines abbayes ou autres bénéfices ayant leur chef-lieu hors du Béarn et qui prétendent ne rien payer en Béarn encore que compris dans les états de 1621 et de 1643 et s'étant acquittés dans le passé. Il est opportun d'obtenir un arrêt du Conseil, nonobstant toutes décisions contraires portant décharge, surséance ou exemption à raison de l'existence du chef-lieu des biens hors du Béarn, maintenant les inscriptions sur le département, car la taxe de 1516 a été établie sur les chefs-lieux pour les biens français, mais non

pour ceux du Béarn alors indépendant. L'usage existe au reste en Guyenne, Provence, Languedoc, de taxer aux décimes chaque membre du Clergé dans le diocèse où il possède des biens, encore qu'ayant son chef-lieu en un autre diocèse. L'arrêt à intervenir, consacrant un état de choses ancien et régulier, aurait un effet rétroactif et les bénéfices énumérés dans l'état produit seraient contraints de s'acquitter pour le passé ;

2° Par son arrêt du 26 juin 1646, le Parlement de Navarre a déchargé du paiement des décimes les rentes obituaires des diocèses de Lescar, Aire et Dax, montant à 257¹ 14⁰. Les rentes étant comprises dans les deux départements, il y a lieu d'obtenir du Conseil un nouvel arrêt pour en obtenir le recouvrement ;

3° Certaines fabriques, bien que portées sur les départements, ne paient pas les taxes. Vignau en a remis un état s'élevant à 130¹ par an. On pourra, sur ce point, procéder comme à Oloron ;

4° Les Rhodiens ont été exonérés, par arrêt du Conseil, du paiement des taxes portées dans les départements, soit 400¹. Certains bénéfices inexistant ont été néanmoins inscrits, soit 80¹ par an. Ces suppressions seront maintenues ;

5° Il y a certains reliquats au compte des bénéficiers qui ont soumis au Parlement la question relative aux inégalités constatées dans les deux départements, en manifestant le désir de se tenir à celui qui leur est le plus avantageux.

Il est donc important pour l'Assemblée d'arrêter le département à mettre en usage, car si en 1646 elle approuva celui de 1643, c'est à la condition que les 746¹ dont la Soule et la Basse-Navarre se trouvaient surtaxées et les sommes imposées sur Lescar du chef de la décharge des Rhodiens seraient réparties au sol la livre sur le pied de la taxe de 1643 entre tous les bénéfices de Lescar et d'Oloron. Cette condition n'a pas été exécutée, à raison de l'opposition des diocèses prétendant que les Rhodiens avaient été compris dans un département qui tarifait chaque bénéfice à la somme qu'il était censé pouvoir porter ; or, par l'effet de la décharge de 400¹ incomptant aux Rhodiens, les bénéfices seront surtaxés avec cette aggravation que c'est introduire la solidarité entre bénéfices pour le paiement¹.

1. — Cette prétention des Béarnais était conforme à la déclaration du 10 février 1580, aux lettres patentes des 1^{er} mai 1596, 9 décembre 1606, 10 août 1615 et 15 juin 1628.

Pour les 746¹ de la Soule et de la Basse-Navarre, Lescar soutient qu'il ne doit pas contribuer à les exonérer, car un diocèse n'est pas absteint à payer pour un autre. Oloron se trouve soulagé en Béarn par le département de 1643, non seulement des 746¹, mais en plus des 400¹ (Rhodiens) départies sur Lescar et ses adjoints. Si l'Assemblée n'approuve pas le rejet des 746¹ opéré sur la Navarre, on n'en peut charger Lescar, mais il faut la répartir sur le diocèse déchargé. Oloron objecte bien que sa décharge en Béarn s'est appliquée au seul bénéfice de l'abbaye de Lucq, notoirement surchargée en 1621 avec 1900¹ de décimes ordinaires outre sa part dans les dettes de Béarn. Aussi les bénéficiers béarnais supplient le Clergé de les dégrever de ces taxes rejetées sur eux.

Après en avoir délibéré, l'Assemblée statue sur ces diverses questions :

Conformément à la délibération de l'Assemblée générale du 14 mai 1646, le département de 1643 sera exécuté en sa forme et teneur, sans s'arrêter à la différence des taxes qu'il peut contenir par comparaison avec celui de 1621 ; en conséquence, les décimes ou autres impositions seront prélevées, d'après cette cote, sur tous les bénéfices et revenus ecclésiastiques qu'il dénombre. Néanmoins il sera sursis durant dix ans à opérer le rejet des 746¹ de Soule et Basse-Navarre et des 400¹ des Rhodiens, afin de permettre aux chevaliers de St-Jean de Jérusalem d'acquitter les dettes dont ils seront chargés.

Les bénéficiers du Béarn paieront, sur ce même pied, toutes les sommes dont ils se trouveront débiteurs depuis 1646¹. Les receveurs d'Oloron donneront tous leurs soins à recouvrer les décimes dues depuis 1646 par les bénéficiers de Soule et de Basse-Navarre à l'exception des 746¹ énoncées plus haut. Si les débiteurs se mettent en état de rébellion, acte justificatif en sera dressé pour être envoyé aux agents généraux du Clergé invités d'ores et déjà à prendre toutes mesures nécessaires.

Et afin que les arrêts de décharge et de surséance donnés par

1. — Le Clergé introduisait ainsi la solidarité entre possesseurs des bénéfices et le Parlement de Navarre, décidait en effet le 12 septembre 1663, dans l'affaire de Darresal, curé de Monein, que le bénéficiaire est tenu d'acquitter les décimes des trois dernières années, sauf recours contre son prédécesseur.

le Parlement en faveur des fabriques, rentes, obits ou refiefs et particulièrement des bénéficiers ne puissent être invoqués par les débiteurs pour s'exonérer du paiement qui commencera dès 1655, il est enjoint aux agents de poursuivre un arrêt du Conseil pour obtenir leur cassation avec défense aux bénéficiers de porter les questions de décimes devant le Parlement et à celui-ci de statuer. Les bureaux diocésains et le bureau provincial de Pau en connaîtront seuls.

Il y aura lieu encore d'obtenir un autre arrêt décidant que les annexes des deux diocèses, soit les territoires dépendant des diocèses circonvoisins, taxées en 1643 paieront leurs surtaxes depuis 1646.

Les syndics et les députés des deux diocèses fourniront annuellement aux receveurs ou aux commis des décimes leurs départements particuliers en bonne et due forme.

Les receveurs particuliers retiendront seulement sur les fonds des décimes 1.373¹ pour les gages des receveurs et contrôleurs alternatifs, 542¹ 6⁰ sur la moitié des 1.085¹ données aux receveurs des diocèses de Lescar et d'Oloron, en augmentation des gages, par l'édit de 1640.

§ V. — RAPPORT DE GILBERT DE CHOISEUL.

Le 29 juillet 1670, Gilbert de Choiseul, passé de l'évêché de Comminges au siège de Tournai, venait expliquer à l'Assemblée comment le Clergé de Béarn était toujours réfractaire au paiement des décimes, s'excusant dans un exorde qui n'était point hors de propos d'entretenir MM. du Clergé d'une question « si souvent portée sur le bureau qu'il y a peu de personnes qui n'en soient instruites ».

Il rappelle comment Jeanne d'Albret s'empara des biens que le Clergé béarnais racheta à gros deniers moyennant le paiement des décimes. L'abbé de Valençay dressa un premier département peu exact, que Marca rectifia par la suite sans résultat appréciable puisque l'Assemblée lui donna commission avec l'abbé de Carbon d'aller en 1650 vers le Béarn pour obtenir quelques fonds.

Après ce voyage les bénéficiers béarnais se tinrent cois. Aussi l'Assemblée chargeait bientôt l'évêque de Comminges de retourner dans ce pays pour examiner la question des décimes avec Pierre-Jean-François de Percin de Montgaillard, député du second ordre d'Auch qui, nommé en 1664 à l'évêché de St Pons¹, fut remplacé l'année suivante par l'abbé de Durbec, aussi député de la métropole de la Novempopulanie. Celui-ci s'étant adjoint feu M. de St Laurent, associé à la recette générale, alla prendre le prélat en Comminges, au mois de juillet 1667 ; la mission arrivait le mois suivant en Béarn où elle a séjourné plus d'un mois.

Le Clergé des deux diocèses opposa quelques difficultés à rendre ses comptes de 1645 à 1665. Il représenta les délibérations de l'Assemblée générale de 1655 et 1656 mettant les bénéficiers dans l'obligation de payer les arrérages, solution injuste parce qu'il n'était pas équitable, à son avis, que les titulaires actuels payassent pour leurs prédécesseurs.

Les délégués des diocèses protestent que leurs commettants ne peuvent pas se libérer ; ils ont des charges écrasantes², le pays est pauvre et l'intérêt de l'argent au denier douze. Ils consentirent bien à s'imposer pendant sept ans avec l'autorisation du Parlement pour éteindre cette dette, mais ils sont malheureux au point de ne pouvoir supporter une contribution supérieure à cinq décimes. Il conviendrait de leur consentir une diminution.

Les députés ont répondu que l'Assemblée n'accepterait jamais une remise complète de la dette, des gratis ayant été déjà trop largement donnés. Ils abandonneraient bien 2.000^l et établiraient un département du surplus pour l'année, soit 8.850^l sur les bénéficiers en état de payer. Mais on leur refuse un état et cependant des troubles menacent d'éclater.

1. — Avec l'évêque d'Arras, Mgr de Rochechouart, il poussera, en 1677, Nicole à écrire à Innocent XI la célèbre lettre latine sur les propositions scandaleuses des casuistes relâchés. Il mourut le 13 mars 1713.

2. — A la séance du 3 août 1666, l'évêque d'Oloron prenait l'Assemblée à témoin de sa misère ; son évêché qui rapporte 8 à 9.000^l doit servir une pension de 4.000^l. Il y aurait donc nécessité de le dégrevier. Un bavard fâcheux, l'abbé Fiot, prononce un long discours en ce sens.

En janvier 1670 Bartet¹, receveur des décimes de Béarn, avait dû en effet s'adresser aux agents du Clergé pour leur demander d'obtenir un ordre royal enjoignant au comte de Guiche, gouverneur de la province, de mettre à sa disposition les gardes ou soldats nécessaires à lui prêter main forte ainsi qu'à son collègue Forcade, receveur du diocèse d'Oloron ; sans ce moyen, les Béarnais ne s'exécuteraient pas².

L'application de la lettre de cachet a provoqué comme une sédition. Don Sébastien Remy, barnabite, a pris la parole en public à Lescar pour déclarer au peuple qu'il doit se révolter contre le receveur et les ordres du gouverneur. Mais le pouvoir central ne prend pas au tragique le moderne Savonarole. Procès-verbal de ce discours a été dressé, envoyé à Colbert qui, par autre lettre de cachet, a décidé de « faire venir ce bon barnabite à Paris rendre compte de ces actions ». Un arrêt du Conseil d'État du 27 janvier 1670, cassant les arrêts du Parlement sur le fait des décimes, a ordonné à Bartet, destitué par les Béarnais, mais rétabli en fonctions par le Roi, d'opérer la recette, aux syndics et aux députés des deux diocèses de lui délivrer les départements liquides et exigibles.

C'est que les bénéficiaires s'agitaient vivement ; ils réclament l'application du département de 1643. Les députés ont jugé qu'ils manquaient d'honnêteté.

En cet état de choses ils leur ont proposé de s'assembler en deux synodes à Pau et à Oloron ; ils se sont présentés à celui de Pau où les mêmes arguments négatifs, déduits de leur misère, de leurs charges ont été produits par les prêtres de Lescar qui ont consenti à payer un tiers des arrérages en trois ans.

L'effet de ces bonnes dispositions fut de courte durée car le 5 août 1670 les agents du Clergé signalent la difficulté opposée à la rentrée des deniers à raison de la facilité avec laquelle

1. — Nous ne savons pas, tant ce nom est répandu en Béarn, si ce receveur appartenait à la famille du fameux secrétaire de cabinet ; nous notons parmi les abbés de St Pé de Generes un chanoine de Lescar, qui le portant aussi, obtint la commande de cette abbaye en 1670, 1679 et mourut le 29 mai 1689, jour de la Pentecôte, ainsi que le mentionne l'épitaphe de son tombeau à Lescar. *Gall. christ.*, t. I, col. 1256.

2. — Les Etats protestèrent car les ecclésiastiques ne sauraient être contraints au paiement des décimes par voie de garnison. (*Arch. des Bass.-Pyr.*, C 691).

le Parlement accorde toujours des exemptions « privilège exorbitant qu'il s'octroie puisqu'il est le seul de ces corps judiciaires à réclamer la connaissance de ces matières. »

Les agents présentent donc une requête pour que l'arrêt soit observé même en ce qui concerne les bénéficiers, les fabriques, avec défense à MM. du Parlement de s'ingérer dans ces matières. Comme les conseillers de Pau devaient enregistrer ce bon billet en souriant ! En cas de contestation, il écherra de se pourvoir au bureau général des décimes de Bordeaux. Mais l'arrêt a été long à obtenir et Pierre-Louis Reich de Pennautier, qui a succédé à St Laurent le 2 juillet 1670, revient du Béarn où les bénéficiers refusent de s'exécuter jusqu'à la décision à intervenir sur ces divers points soumis à la future Assemblée !

Jean du Haut de Salies, évêque de Lescar, se plaint des procédés violents de Bartet envers les bénéficiers. Les agents, en envoyant à Pennautier l'arrêt réclamé lui mandent que le receveur béarnais n'aura pas à le mettre en usage pour intimider les débiteurs ; bien au contraire il usera plutôt de douceur et de persuasion.

A la séance du 14 novembre 1670 des commissaires préposés à l'examen des affaires du Béarn rapportent à l'Assemblée qu'ils ont entendu des députés en leurs explications sur le paiement des décimes ordinaires.

Pour le passé, ces représentants du Clergé béarnais se plaignent de n'avoir pas reçu de soulagement sur les arrérages dus, par les réductions de l'évêque de Comminges à 1.400^l et par la délibération de 1655 reconnaissant 985^l de non-valeurs annuelles à raison des décharges attribuables au Parlement de Navarre, par le fait des Rhodiens exonérés de 400^l annuelles aux termes de divers arrêts du Conseil. Une décision du Parlement, en date du 26 juin 1646, a libéré les rentes obituary à concurrence de 250^l par an. Le Clergé de France devait susciter des arrêts cassant les décisions du Parlement, mais faute de l'avoir fait, il a rendu impossible la levée des décimes ordinaires. L'évêque de Comminges n'a pu refuser de passer en reprise ces sommes s'élevant pour vingt ans, d'après ses calculs, à 32.860^l lesquelles déduites des 42.000^l dues pour la clôture du compte fournissent un débet de 9.000 et tant de livres au lieu de 42.000^l.

Ces non-valeurs existent à Lescar qui ne peut payer ses officiers et porter à la recette générale les 4.000^l mentionnées dans le traité de l'évêque de Comminges. Les bénéficiers demandent donc une diminution pour pouvoir payer annuellement leur contribution avec fixation de la somme due aux officiers dont les gages sont contestés.

A son tour, Oloron s'explique. Loin de devoir les 21.000^l inscrites en l'arrêté de compte de Gilbert de Choiseul, il se porte créancier, car on ne lui a pas fourni les arrêts du Conseil promis destinés à lui permettre de faire valoir les 717^l de non-valeurs reconnues dans ce diocèse. Le prélat a introduit en recette les 850^l annuelles pour les officiers triennaux, mais le diocèse n'ayant pas, comme Lescar, accepté cette imposition, se trouve fondé à réclamer 32.000^l. Au lieu donc qu'il doive les 21.000^l du compte, il lui est dû au contraire 10.000^l.

Pour la partie béarnaise du diocèse dont l'imposition monte à 3.757^l 19st, les bénéficiers supplient de considérer qu'ils ont toujours payé les officiers dont les gages montent à 3.100^l, mais la Soule et la Basse-Navarre n'ont rien versé et se refusent absolument à participer aux décimes. Il n'est pas juste que le « détroit » d'Oloron en Béarn acquitte les 2.000^l de traité arrêté par M^{sr} de Comminges et il importe d'obtenir que la Soule et la Basse-Navarre soient séparées quant au fait des décimes et la taxe d'Oloron modérée.

Les députés basques attendaient dans le cloître des Grands Augustins, lieu de réunion des Assemblées du Clergé à Paris, le moment de fournir des justifications que nul mémoire n'avait préalablement produites. Les motifs de leur refus constant et réitéré ont été rappelés à maintes reprises ; ils s'y tiennent avec obstination.

MM. du Clergé délibèrent ensuite par provinces et « voulant terminer pour jamais les différends et contestations pouvant arriver sur le sujet des décimes en Béarn et oster aux diocèses de Lescar et d'Oloron les moyens de demander à l'advenir au Clergé des nouvelles grâces sous quelque prétexte que ce put estre » arrêtent que Lescar paiera aux receveurs et contrôleurs anciens et alternatifs 1.573^l, aux triennaux 850^l ; pour augmentation sur les gages en 1640, 542^l 10st ; en 1646, 134^l conformé-

ment aux rôles arrêtés en Conseil et au compte du receveur, soit 3.101¹ 10^o.

Or ces officiers ont reçu d'après les comptes de M^{er} de Comminges et de l'abbé de Durbec 3.217¹ au lieu de 3.101¹ : Lescar répètera ce qui lui est dû.

A l'avenir, sous aucun prétexte, nulle diminution ne sera accordée. Cependant, dans le but de traiter ce diocèse avec faveur, l'Assemblée décide qu'il paiera annuellement à la Recette générale, dès le 1^{er} janvier 1671, 3.400¹ seulement, par préférence aux gages des officiers et conformément aux règlements et arrêts sur la matière à l'usage du royaume.

Pour soulager les bénéficiers s'acquittant régulièrement et prévenir les inconvenients motivés par les arrêts de décharge du Conseil et du Parlement, les agents poursuivront l'obtention de deux arrêts du Conseil : l'un, cassant tous arrêts du Parlement sur le fait des décimes avec défense d'en connaître à peine de 4.000¹ d'amende et l'autre stipulant que les membres taxés à Lescar pour des possessions en ce diocèse acquitteront leurs cotes bien que taxés pour leur chef-lieu dans un autre département, malgré tous arrêts du Parlement et du Conseil.

Faute par les Agents d'avoir ces arrêts, Lescar paiera cependant 3.400¹ parce que l'Assemblée a remis libéralement le surplus de l'imposition pour tenir lieu des non-valeurs pouvant se produire.

Oloron, la Soule et la Basse-Navarre paieront 3.100¹ 10^o aux officiers et acquéreurs des gages. Oloron pourra, comme Lescar, répéter les 110¹ en trop et l'Assemblée se contentera de 110¹ annuelles versées à la Recette générale et à prendre sur les plus clairs deniers à toucher, même sur ce qui sera levé dans la partie béarnaise du diocèse, dès le 1^{er} janvier 1671. Le surplus de la recette tant sur cette portion de l'évêché que sur la Soule et la Basse-Navarre servira au paiement des 3.101¹ 10^o pour les gages des officiers, soit 1.500¹ pour la partie béarnaise du diocèse et 1.601¹ sur la partie basquaise. Toute perception supérieure à ce chiffre lui est remise pour servir de non-valeur.

Un arrêt définitif consacrera cet état de choses afin que l'Assemblée n'ait plus à s'occuper de ces questions.

Les bénéficiers de Basse-Navarre persistèrent à réclamer leur exemption ; un arrêt du Conseil les débouta le 9 août 1672.

Le 27 juin 1680, l'évêque de Bayonne, Jean d'Olce, agissant d'accord avec le chapitre de sa cathédrale, demande à l'Assemblée du Clergé la restitution des sommes payées au diocèse d'Oloron pour l'imposition des biens par eux possédés dans la partie de la Basse-Navarre dépendant de leur diocèse avec décharge pour l'avenir. Ils ont été taxés, prétendent-ils, au chef-lieu du diocèse pour tous les biens par eux possédés dans la Haute ou la Basse-Navarre, dans le Guipuzcoa ou en France ; ils ne sauraient donc l'être encore en dehors de ce lieu.

Dix ans après, le 10 juillet 1690, François de Harlay de Champvallon, archevêque de Paris, explique que le département de l'année n'a pu être achevé faute de savoir comment imposer le Béarn et la Soule au don gratuit et il rappelle les délibérations de 1670.

Pennautier répond que ces pays ont été compris dans la répartition, qu'ils ont payé leurs décimes ; la question est donc résolue. Ils contribueront aux 4.000.000 sur le pied ordinaire et sur les 460.000 de rente, Lescar et Oloron supporteront 1.370¹ 17² 7³ chacun, conformément au département de 1621, concernant les rentes et sur le pied du département de 1643 relatif au don gratuit. Mais on observe judicieusement, le 12 juillet, que ce dernier point est inexact, car les deux diocèses n'ont pas exécuté cette décision ; il convient donc de les modérer.

Le lendemain, François-Charles de Salettes expose à l'Assemblée que de Pennautier réclame 4.000¹ à son diocèse, prétendant que cette somme est due sur les arrérages de la Recette générale. Le Clergé d'Oloron a de bonnes raisons pour en refuser le paiement et la question vaut d'être examinée. J.-F. le Bouthelier de Chavigny, évêque de Troyes, Armand Bazin de Bezons, évêque d'Aire, les abbés Bignon et de Chaulnes, reçoivent la mission d'étudier cette question.

A la réunion du 11 août, l'évêque de Troyes ne manque pas de commencer son rapport en déclarant « qu'il est fâcheux de voir revenir les plaintes de ces deux diocèses à l'Assemblée, après qu'elles ont été si souvent examinées et réglées dans les Assemblées précédentes ». Dans une étude complète sur le

paiement des décimes en Béarn, il rappelle les règlements de 1621, de 1643, de 1648, 1650 et 1660, par l'évêque de Comminges et l'abbé de Montgaillard, de 1665, par l'évêque de Comminges et l'abbé de Durbec, le règlement des décimes de 1667, comment Oloron est resté débiteur de 4.000¹ pour décimes de 1667, 1668, malgré la prétention de Charles de Salettes que son diocèse ne les doive pas, soit parce qu'ils ont été payés, soit parce qu'ils ont été remis, soit enfin parce que Pennautier ne les a pas réclamés en temps.

Mais le siège de l'Assemblée est fait. On s'en tiendra à l'avenir à la dernière décision relative aux décimes du Béarn.

Dès lors, les grands débats sont clos et les procès-verbaux de l'Assemblée porteront seulement mention de quelques discussions secondaires.

Le 30 mai 1693, le rapporteur dit à l'Assemblée qu'il fut signifié, en février 1692, un arrêt du Conseil d'État, portant qu'à la requête de la vallée d'Aspe, Lurbe et autres lieux, décharge du don gratuit serait accordée aux paroisses énumérées avec défenses aux receveurs d'exercer des poursuites durant l'instruction de l'affaire.

« Dans le fait, Messeigneurs, — dit le rapporteur — je dois vous faire observer que les revenus principaux de ces fabriques consistent dans une espèce de dîme qu'on appelle *prémices*, et qu'on lève après les dîmes ordinaires, sur les grains et les agneaux. Dans les lieux où ces dîmes se lèvent, elles sont d'obligation comme les autres dîmes. Pendant qu'il y avoit des protestans, ils estoient obligés de les donner. Elles sont destinées à l'entretien des églises, des ornement, du luminaire et des autres choses nécessaires pour la célébration du service divin. S'il reste des deniers, ils sont employés à des œuvres saintes¹. Elles ne peuvent être affermées, sans y appeler les

1. — L'énumération du rapporteur est incomplète, car la prémice servait aussi à l'entretien du curé ; elle consistait tantôt en une portion de fruits convenue en l'acquit d'honoraires à payer pour certaines cérémonies et était nommée *pacaire* comme résultant d'une convention — elle est encore usitée volontairement ; — tantôt en un certain nombre de gerbes remises au curé, parfois en une portion de la dîme même. (V^e Déclaration du 28 mars 1732 où il est dit que ce droit avait en vue de subvenir à la subsistance des curés dans quelques diocèses de France, notamment à Aire, Lescar et Oloron où ces dîmes étaient possédées de toute ancienneté par des séculiers.)

curés des lieux ; les comptes sont rendus en leur présence, et sont reçus par Messeigneurs les Évêques dans leurs visites, ou par les personnes qu'ils commettent pour cela. Enfin, si on en considère la nature, l'emploi et l'administration, ou le nom même, ces prémices ont toutes les marques qui distinguent les biens ecclésiastiques de ceux qui ne le sont pas. »

L'évêque d'Oloron a donc cru pouvoir imposer ces dîmes pour le don gratuit de 1690 en conformité des lettres patentes qui atteignent tous ces biens. Cette opinion se justifie d'ailleurs par la qualité même des prémices, par les départements dressés par les commissaires de l'Assemblée en 1621 et 1643, enfin par de nombreux arrêts du Parlement de Pau, décidant qu'une jurisprudence reconnue, avant l'extinction de l'hérésie, considérait ces dîmes comme des biens ecclésiastiques. Le Conseil émit un avis conforme pour le différend concernant les fabriques de Brocas¹ et de Moncas², dans le diocèse d'Aire. Il écheta donc de statuer dans le même sens.

Ici s'arrête l'historique des décimes concernant l'application des départements de 1621 et de 1643. L'Assemblée du Clergé ne connaîtra désormais que de contestations mesquines sur des sommes dues ou des erreurs de comptes. Les grandes discussions sont closes après les principes définitivement posés et plus ou moins bien appliqués.

1. — Canton de Labrit, Landes.

2. — Morganx (?) Canton de Hagetmau, Landes.

CHAPITRE DEUXIÈME

LES DÉPARTEMENTS DE 1641 ET DE 1649

SECTION PREMIÈRE

Les départements de 1641.

§ I. — DIOCÈSE DE LESCAR

L'évêque de Lescar.....	2.500 ¹
Le chapitre de Lescar.....	1.600
L'abbaye de Sauvelade.....	300
Le couvent de Sauvelade.....	100
L'abbaye de Larreule de ce qui est en Béarn.....	660
Le couvent de Larreule.....	200
Le prieuré de (Ste-Foy) de Morlaas avec les reliefs ¹	25
Le prieuré de St-Jean de Gardères les Orthez.....	66
Le prieuré de St-Cricq les Orthez.....	50
Le prieuré de Clarac (dépendance de l'abbaye de St-Pé).....	15
Pau.....	50
Billère.....	12
Les prébendiers de Pau.....	30
Louet (Lous ou Loos ?).....	25
Siros (Ciros).....	7
Aussevielle (Aussabielle) y compris Poey annexe.....	20
Estiron ¹ , alias Denguin.....	25
La fabrique.....	8
Artiguelouve (Artigualoube).....	20
Arbus.....	20

Archiprêtre de Pardières.

(Le siège en était à Pardies de Monein.)

Monein.....	150 ¹
Cuqueron (Cucuron).....	16
Cardesse, vicairie perpétuelle.....	7

1. — Le relief était un droit dû par le fief au seigneur dominant presqu'à toutes les mutations et consistant en une année de revenu ou son évaluation en argent.

2. — Il y a un écart de ce nom à Siros (*Dic. top.*, p. 62).

Lagor.....	50'
La fabrique dudit lieu.....	12
Os et Marsillon.....	25
Tarsacq.....	20
Mourenx.....	20
Noguères.....	33
Abos.....	25
Bésingrand.....	33

Archiprêtre de Maslacq.

Maslacq, archiprêtre.....	40'
Loubieng.....	5
Marmont.....	20
La prébende de St-Loup de Départ.....	166
Ste Suzanne.....	60
Ozenx.....	50
Viellesegure.....	25
La fabrique de Viellesegure.....	15
Castetner.....	15
Laa.....	12
Les prébendes de Casenave et Capdeville.....	12

Archiprêtre d'Arthez.

La vicairie perpétuelle d'Arthez.....	20'
Les reliefs d'Arthez avec treize prébendiers.....	150
Les chapelains d'Arthez.....	12
La Bastide-Cézéracq (Sesserac).....	33
Argagnon.....	15
Bougarber avec les obits.....	33
Beyrie.....	8
Lacq.....	33
Presbytère de Pres de Lacq.....	7
Artix (Artitz).....	33
Cescau avec les reliefs des prés.....	83
Le curé de Cescau.....	40
La fabrique de Cescau.....	5
Les quatre presbytères dits de St Blazy, Naguilhem, Castanisen et St Onofre de Cescau.....	10
La vicairie perpétuelle de Ste-Marie de Serres.....	20
Boumourt et Arnos.....	15
Doazon.....	10
Castillon.....	10
Audéjos.....	10

Arance.....	20'
Castetis.....	10
Noarrieu.....	15
Mont.....	70
Gouze.....	7
Casteide-Camy.....	6
Caubin et Urdès.....	20
Lendresse.....	20
Cagnez (Aucagnes h. c ^{ne} d'Arthez).....	7
Astaros alias Mesplède.....	80
La fabrique dudit lieu.....	7
Mascouette.....	15

Archiprêtre de Thèze.

Thèze et Gariède (Garlier).....	36'
La fabrique.....	8
Claracq (Clerac).....	20
La fabrique.....	6
Lème.....	25
Argelos.....	60
La fabrique.....	7
Auga.....	20
Miossens.....	10
Lalonquette et Lanusse.....	50
La fabrique.....	7
Viven.....	20
Carrère.....	10

Archiprêtre d'Aubin.

Aubin.....	60'
Morlanne.....	60
Reliefs dont jouit le recteur.....	6
Riumayou (Riumayour), annexe de Fichous qui est en France.	7
Plets et Moustrou.....	50
Montagut.....	25
Arget.....	7
La fabrique.....	6
Momas (Moumas).....	20
Uzan.....	25
Mazerolles.....	20
Doumy et St-Peyrus.....	40
Caubios et Uzein (Uzeing).....	120
La fabrique.....	10

Garos.....	60 ¹
Bouillon, Jagouet, Geus.....	20
La vicairie perpétuelle de Larreule.....	12
Loos.....	6
Ors (?).....	7

Archiprêtre de Sault.

Haget-Aubin.....	20
------------------	----

Archiprêtre de Serres-Castet.

Serres-Castet, vicairie perpétuelle du chapitre de Lescar.....	néant
Buros.....	15 ¹
St-Castin.....	10
Sauvagnon.....	20
Navailles et Astis.....	20
St-Armou.....	15
La fabrique.....	7
Simpeceus (h. c ^{ne} de Lasclaveries).....	8
Barinque.....	15
La fabrique.....	13
Le vicariat de Morlaas avec Serres-Morlaas et son annexe...	50
St-André de Morlaas.....	10

Archiprêtre d'Auris (Anoye).

Anoye, archiprêtre.....	15 ¹
La fabrique.....	8
Sedze.....	15
Baleix.....	20
La fabrique.....	8
Lespourcey (Lespoursin) et Maubec.....	20
Urost.....	6
Lombia.....	20
Eslourenties-Darrè et Espéchède.....	20
Sedzère.....	20
Gabaston et son annexe.....	20
Prébende de Lagottièrè.....	7
Riupeyrous.....	7

Archiprêtre de Simacourbe.

Simacourbe.....	40 ¹
Lalonque.....	20

Garderest.....	6 ¹
Escoubès (Escobès).....	10
Juillac et Aurions.....	23
La fabrique.....	15
Lusson.....	15
Coslédàa.....	10
Prébende de Peyros.....	10
Gayon et Bezacour (Bezacourps, h. c ^{ne} de Vialer) son annexe.	20
Lannecaube et Meillac.....	20
Boast et l'abbaye.....	15
Monassut.....	12
Sévignacq.....	50
Samsons.....	30
Maspie et Peyrelongue.....	40
La fabrique de Maspie appelée de St-Martin.....	10
Lespielle et Lannegrasse.....	10

Archiprêtre de Lembeye.

Lembeye.....	5 ¹
La prébende de Guillaume.....	15
Moncaup.....	20
La fabrique.....	6
Crouzeilles et son annexe (Lasserre).....	50
Séméacq et annexe (Blachon).....	20
Escurès.....	15
Vauzé (Bauzey vill. c ^{ne} de Bassillon).....	15
Corbières.....	7
Castillon.....	7
Lasserre et Tils (h. c ^{ne} de Lasserre, écrit Thie).....	10
Montpezat, alias Lanefranquet.....	8
Bassillon et Castets (h. c ^{ne} d'Escurès).....	10
La fabrique.....	6
Bétrac (vill. c ^{ne} de Monpezat).....	7
Bordes et Arricau.....	15

Archiprêtre de Mont.

Garlin.....	20 ¹
Mascaras.....	15
Moncla (Monclard).....	15
Castetpugon (Castel pugon).....	15
Conchez.....	15
La fabrique.....	15
La fabrique.....	7

Vialer et Gayon.....	7
La fabrique.....	8
Burosse.....	7
Taron et annexes (Sadirac et Viellenave).....	60
La fabrique.....	60
Cadillon et annexe.....	15
Aurions.....	8
Aubous.....	7
La fabrique.....	7
Aydie.....	20
Mont et annexe (Idernes).....	20
Vialer.....	10
St-Jean Poudge et annexe (Tadousse).....	50
Portet.....	15
Diusse.....	15

Archiprêtre de Boeil.

Asson.....	50 ¹
Pour les reliefs à cause que le pied de l'autre vaut 300 ¹ la somme de.....	7
Boell.....	33
La fabrique.....	20
Igon.....	20
Nay.....	12
Bourdettes.....	12
Arros.....	15
St-Abit.....	7
Pardies.....	15
Narcastet.....	33
Gelos.....	60
La fabrique et les obits.....	12
Bosdarros (Bosc d'Arros).....	50
La fabrique.....	15
Les quatre prébendes du bosc d'Arros.....	60
Les reliefs.....	12
Jurançon.....	80
La fabrique.....	12
St-Jean de Jurançon.....	10
Uzos.....	15
Idron.....	12
Le presbytère de St-Germain (c'était une prébende d'Idron).....	12
Lée et Ousse.....	20
Artigueloutan.....	10
Nousty.....	12

Lucgarrier.....	12 ^l
Espouey.....	50
Livron.....	7
Barzun.....	20
Limendoux.....	15
Ouillon.....	20
Sendets.....	50
Montaut.....	50
Audomey (??).....	50
Lestelle.....	20
Coarraze.....	60
Bordères.....	15
Lagos.....	15
Beuste.....	20
Angaïs.....	22
Bordes.....	33
La fabrique.....	20
Meillon.....	15
Aressy.....	10
Bezing.....	20
La fabrique.....	10
Boeil, archiprêtre.....	100
Baudreix et Mirepeix (Mirapeix).....	30
La fabrique.....	7
Bruges.....	25
La fabrique.....	20
Labatmale.....	7
L'hôpital ou commanderie de Lespiau dans l'archiprêtre d'Arthez (c ^{me} de Bougarber) aux religieux de St-Paul.....	30
La cure de Mirepeix (Mirapeche).....	20
La cure de Mesplède.....	60
La cure de Bouillon.....	33
Somme totale du présent diocèse, onze mil cent cinq livres..	11.105

Taxe des bénéfices du diocèse de Dax

qui ressortissent au diocèse de Lescar ou d'Oloron et y doivent payer les taxes ci-après mentionnées aussi et de même qu'ils ont payé dès l'année 1621 et payent encore à présent les décimes ordinaires.

Le chapitre de Dax.....	80 ^l
L'abbé et les religieux de Sordes.....	300
Prieuré de St-Andrieu (h. c ^{me} d'Orthez).....	20
Prieuré de la commanderie d'Ordios.....	27
Orthez.....	33
Reliefs des prébendiers d'Orthez et confrérie (N.-D. du Rosaire)	50

La Trinité d'Orthez	140 ¹
Castétarbe (Castet-Tarbes)	50
St-Girons annexe de Thil qui est en Chalosse	17
Sallespisse	18
St-Martin de Salies	50
St-Vincent de Salies	60
Revenus et droits des prébendiers de Salies	100
Plus une dîme aux prêtres	12
La prébende de Doison	25
Diaconat ou chapitre de St-Sébastien ¹	12
Castagnède	60
Berenx et Montgiscard	60
Cassaber	30
La prébende de Lagarde	10
La prébende de Sonaride (?)	50
Bellocq	70
La prébende de St-Grégoire	200
Puyoo et Ramous	50
La fabrique	30
Labastide-Villefranque	25
La fabrique	17
Baigts	40
St-Dos, pour ce qui est en Béarn	15
La fabrique dudit lieu	5
Somme totale de la taxe des bénéficiers du diocèse de Dax : la somme de dix-sept cent six livres	1.706

Collationné à l'original par nous, Agent général
du Clergé de France soussigné,

Signé : DE BERLAND.

Taxe des Bénéficiers du diocèse d'Aire

dont les bénéfices sont ressortissans aux diocèses de Lescar et Oloron et y doivent payer les taxes ci-après mentionnées, ainsi et de même qu'ils ont payé et paient encore à présent leurs décimes ordinaires, auxquelles ils ont esté cotisés par le département de 1621.

L'abbé de Pontault	400 ¹
L'abbé de St-Jean de la Castelle	75
Les religieux de St-Mont	20
Somme totale des bénéficiers du diocèse d'Aire : la somme de quatre-cent quatre-vingtquinze livres	495 ¹

Collationné, etc.

1. — Bénéfice au quartier d'Arribourdès, cœ de Salies, donnant 100¹.

Enclaves du diocèse de Tarbes en Béarn¹.

MM. du Chapitre de Tarbes	60 ¹
L'archidiaconé de Montaner.....	300
L'abbé de St-Pé.....	200
Le couvent.....	250
Le curé.....	50
Le prieuré de Bénac pour ce qu'il possède en Béarn.....	100
Le prieur et les religieux de St-Lizier.....	7
Abère (c ^{me} de Corbères)	20
Luccarré.....	10
Momy	20
Quesoren (?) et Armau.....	20
La fabrique.....	7
Bentayou avec son annexe Labatut.....	5
Sérée.....	50
Ger.....	50
Maure.....	7
Viellepinte.....	15
Monségur.....	20
Peyraubé	12
Casteide (Casseyde).....	20
Ponson-Dessus Valle.....	20
Ponson-Debat	12
Pontiacq.....	20
Pomps (?).....	7
Archiprêtre de Montaner.....	20
La fabrique.....	15
Lassère de Montaner.....	25
Du Pouts alias Porty (vill. c ^{me} de Ponson-Debat).....	10
Pontacq, archiprêtre.....	50
La fabrique.....	20
Castera.....	20
Labatut-Figuère (Higuères).....	20
Mongaston et Lamayou (Lamajour).....	20
L'abbé, religieux, prieur, couvent et officiers de l'abbaye de Larreule pour ce qu'ils possèdent en Béarn.....	133
Pour les moines.....	15
La commanderie de Bordère proche de Moutaver pour ce qu'elle possède en Béarn au bois de Suzac (?).....	3
Les 3 prébendes de Pontacq	5
La rectorie d'Abos.....	6
Somme totale du présent diocèse : deux mille quatre cent vingt-deux livres.....	2.422
Collationné....	

1. — *Fds F^{es}., 15.732, p. 332, extrait du département de Tarbes.*

§ II. — DIOCÈSE D'OLORON¹

L'évêque d'Oloron.....	2.000 ¹
Le chapitre de Ste-Marie d'Oloron.....	700
L'abbaye de Lucq.....	1.000
Le couvent.....	200
La prébende de Goira.....	15
La commanderie ou l'hôpital Ste-Christine avec les droits d'aubergade ² dont jouissent les religieux de St-Paul y compris les droits de Monein.....	25
La commanderie ou l'hôpital de Gabas dont jouissent les religieux.....	15
Le sacristain d'Ordiarp.....	30
Le prieur de Sarrance.....	60
La commanderie de St-Blaise de la Miséricorde.....	400
Le prieuré de St-Jean-de-Larissee.....	100
Le prieuré de Burgaronne.....	100
Lauhuy (Lohitzun ?) prieuré.....	250
Pagolle, prieuré.....	100
Osserain, prieuré.....	150
L'abbaye de Ste-Engrâce.....	120
Il y a au parson d'Ossau trois prieurés rectories du diocèse d'Oloron ; au parson d'Aspe.....	
Reliefs des prébendiers d'Oloron.....	30
Le vicaire perpétuel de Ste-Marie.....	166
La fabrique.....	12
Soueix et Bidos (Vidos)	16
La fabrique.....	15
Eysus	12
La fabrique.....	12
L'archiprêtre d'Arros	25
Asasp	15
Lurbe.....	30
Estos.....	8
La fabrique.....	15
Bidos (Vidos).....	15
La fabrique	5
La fabrique	30
La prébende de Bernade.....	45
La prébende de Nards.....	15
La rectorie d'Etsaut.....	8
Lescun	10

1. — Fds F^{re}., 15752, f° 316.

2. — Droit de gîte ; redevance payée pour le rachat de paiement de ce droit.

La fabrique.....	12
La prébende de Supripat.....	8
Les 20 livres.....	20
La fabrique.....	15
Orcun et Athas annexe.....	15
Accous.....	20
La fabrique.....	20
Bedous.....	100
La fabrique.....	50
La prébende de la Mothe.....	20
Osse.....	100
La fabrique.....	15

Vallée de Barétous.

Issor avec les reliefs.....	
Les droits, revenus et rentes de la vallée de Barétous compris en la taxe des néant.....	néant.
La cure d'Arette.....	100 ¹
La cure d'Aramits.....	33

La vallée d'Ossau et begarau d'Oloron.

Goès.....	50 ¹
Précillon et Estialescq, annexe.....	40
Escout avec les annexes de Herrère (Ferrière) et Escou.....	100
La fabrique.....	20
Ogeu.....	66
Buzy.....	20
Buzy avec sa part des fiefs, reliefs du Vic de Bas d'Ossau...	80
Les huit prébendes de St-Blazy.....	25
La fabrique de Buzy.....	15
Lasseube avec ses reliefs et obits.....	80
Aubertin sacristain.....	50
L'evescat de Rébénacq annexé avec sa part des reliefs du Vic de Bas d'Ossau.....	33
Ste-Colome avec la part des fiefs.....	15
La fabrique.....	20
Sévignacq.....	12
Arudy avec sa part des reliefs de Bas d'Ossau.....	15
Izeste.....	15
Louvie-Juzon (Louvie-dessus) avec sa part desd. reliefs du Vic du Bas d'Ossau.....	15
La fabrique.....	15
Gère et Bélesten avec ses fiefs du Vic de miey.....	15

La prébende de St-Polycarpe	10 ¹
Béost avec les reliefs du Vic-dessus	12
Castet avec les reliefs du Vic de miey	15
Laruns avec les reliefs du Vic-dessus	30
Louvie-Soubiron (dessous) avec les reliefs du Vic-dessous et Listo annexe	20
Bilhères avec les reliefs du Vic de miey	30
Assouste avec les reliefs du Vic-dessus	12
La prébende de Pausader	15
La prébende de Vins de Caha (?)	20
Le prieuré de Casseneaut de Précillon	50

Les Rectories d'entre Oloron et Navarrenx.

Ledeuix et Estos annexe avec les reliefs	60 ¹
La fabrique	10
La prébende de Ste-Catherine	12
Verdets et Poey avec reliefs et reflets	30
Saucède	6
Ogenne	30
Prechacq-Navarrenx (Prechacq du costé de la Ribère)	65
Lay	12
Dognen	8
Jasses	33
Bererenx	10
Gurmençon (?) Le Guinehou ou Dous h. c^{ne} de Géronce	12
Moumour	60
Orin	10
Géronce	33
Dognen (?) Bernes de Droens	15
Aren	20
Gurs	50
Sus	30
Susmiou et Castetnau, annexe	25
Angous	15
St-Goin	15

Les rectories d'entre Navarrenx et Sauveterre.

Navarrenx avec les reliefs	5 ¹
Meritein	15
Bastanès	15
Bugnein (Bunhein)	50
Audaux et annexes	33
Castetbon	20

Oriule.....	10 ¹
Orion	20
Laas.....	20
Camptort.....	20
Viellenave	15
Araux.....	33
Araujuzon	20
Montfort (Monhort).....	10
Charre et Haute, annexe.....	33
Nabas (Nabar).....	15
Rivehaute (Arribabaute).....	33
St-Cladie - Oreite - Munein - Camu - Arrive (Arribe) et Guinart the, annexes	60
Berraute.....	15
Sunarthe.....	10
Sauveterre.....	20
Reliefs et droits de Capanar.....	10
Prébende de Lestrade.....	10
Athos	15
St-Martin d'Auteville (Hautabielle).....	10
Araas	20
Abitain (Avitein).....	10
Espiute.....	15
Narp.....	8
Parenties et Rivareyte (Ribareyte) ensemble.....	10
Andrein	10

Pays Basque.

Mauléon avec l'annexe de St-Jean de Berraute, Larrebieu St-Sauveur de Libarrenx, St-Jean de Licharre, Notre- Dame de Mauléon, Ste-Marguerite	83 ¹
Lohitzun.....	20
Oyhercq, vill. c ^{me} de Lohitzun	60
Montory.....	133
Licq et Sunhar, annexe.....	20
Prébende Senset de Pite	10
Haux et Atherey.....	20
Etchebar.....	10
Lichans	10
La cure de Viodos (Bidos).....	133
Camou-Cibigue.....	10
Idaux et MENDY	66
Musculdy.....	20
Aussurueq.....	20

Le sacristain d'Aussurucq.....	20'
La fabrique.....	8
Cibigue.....	20
La commanderie d'Aubertin, dépendante du prieuré de Ste-Christine, partie au diocèse d'Oloron, partie au diocèse de Lescar.....	80
Ossas.....	20
Alçay	10
Arhan et Charrite-de-Haut (Charrite supérieur), annexés..	20
Lacarry.....	10
Alcabéhety.....	8
Trois-Villes (Trévilles).....	20
Sauguis	8
Menditte et Galharague (Galharaqui) h. c ^{me} de Menditte.....	60
Gotein.....	8
Garindin et Viodos (Viaudos), annexe	60
La fabrique.....	8
Chéraute	150
Roquiague.....	20
Mendieren	8
La cure de Marcayolle	50
Abense de bas (Abense inférieure).....	8
Espès.....	10
Charrite de Haut (Charrite inférieur) et Lichos en Béarn, annexe	40
Undurein.....	10
Aroue	133
Gestas, Tabaille et Campagne, annexe à cause que les offrandes ne sont guère bonnes.....	40
Etcharry.....	15
Ithorrots et Olhaiby.....	20
Domezain.....	166
Barcus et Esquiule, annexe.....	100
Rectorerie de Tardets.....	133
Vicairie perpétuelle d'Ordiarp.....	10
La commanderie d'Ordiarp.....	1.600

Taxe des bénéfices du diocèse de Dax

étant en Navarre là où les offrandes sont fort bonnes.

Prieurés-curés ¹ de St-Palais, Bielle, Bidache et Besaguet...	166'
--	------

1. — Le *Dictionnaire de Trévoux* v^e *Prieuré* définit les prieurés-curés « des cures desservies par des religieux et dépendantes de quelques-unes de leurs maisons... Ces sortes de cures ont été fondées par les monastères même dont elles dépendent, ou leur ont été données, soit par les évêques diocésains, soit par ceux à qui elles appartenaient, à condition de les faire desservir par quelques uns de leurs religieux... »

Aiciritz.....	8 ^t
Lapiste.....	10
Sillègue et Arberats, annexe	40
Sussaute et Arbouet.....	15
Camou-Mixe.....	8
Suhast	7
Escos (?) Esera).....	20
La fabrique.....	7
Charritte et Bisqueis.....	7
Le prieuré de Baigorry.....	100
Arraute.....	10
Orègue	8
Beyrie.....	12
Prébende de Domezain.....	7
Prébende de Clochard.....	12
Larribar-Soharpuru	8
Amendeuix-Oneix.....	12
Masparraute.....	7
Juxue (Jusquien):.....	20
Garris.....	10
Le prieuré de Harambels (c ^{me} d'Ostabat-Mixe).....	20
La fabrique.....	6
Béhaune et St-Martin (h. c ^{me} de Lantabat).....	12
Ostabat et annexes.....	12
Juxue (?) Juaire).....	12
Utziat et Cibits.....	15
Ibarolle.....	7
St-Just.....	60
Hosta.....	7

Taxe des bénéfices du diocèse de Bayonne

étant en Navarre, excepté Luxe et Bidache.

L'évêque de Bayonne, taxé à Bayonne.....	néant.
Le chapitre de Notre-Dame de Bayonne, taxé au chef-lieu.....	néant.
Le chapitre du St-Esprit de Bayonne, taxé au chef-lieu.....	néant.
Le prieuré de Roncevaux pour ce qu'il possède en Basse- Navarre.....	900 ^t
Le vicaire perpétuel de Clarence.....	20
Ayherre et Isturitz.....	50
Les trois prébendes desdits lieux.....	20
St-Martin d'Arberoue.....	15
St-Esteben d'Arberoue.....	12
Hélette.....	20
Prébende de Irameius de Garro.....	7

Irissarry.....	7 ¹
Iholdy et Armendarits.....	20
Méharin.....	6
Behorleguy.....	7
Mendive.....	7
Jaxu et Lecumberry.....	12
Les deux prébendes.....	12
Alciette et Bascassan (Bassequassein).....	12
Suhescun.....	8
La fabrique.....	7
St-Julien d'Ossès (Horsa) et St-Martin (d'Arrossa) annexe...	12
La prébende d'Arroquy.....	7
Les trois prébendes de Moigny.....	25
La fabrique.....	20
La prébende d'Eyhereguy.....	12
Le prieuré d'Uhart les St-Jean-Pied-de-Port.....	20
La prébende de Segicaney.....	7
La prébende de Guarriador.....	7
St-Pierre de Ursacu, alias St-Jean-le-Vieux.....	20
La prébende de D. Bernardo de Ibenesa.....	15
La cure de Gamarthe.....	12
La prébende de St-Michel de Jaxu.....	12
Irouleguy.....	12
Ascarat.....	7
Anhaux.....	7
La prébende de Dominico d'Ainsiondo.....	7
La prébende de Domine de Jorigaray.....	8
La prébende de Cheverry.....	5
Ste-Eulalie et Notre-Dame-du-Pont, annexe.....	8
La prébende de Ste-Catherine.....	8
La prébende de Gauza et Behorleguy.....	6
Ainhice et Mongelos.....	20
Bussunaritz et annexe (Sarrasquette).....	20
Uhart-Cize (?) Uranhe et annexe).....	8
Aincille.....	12
La prébende de St-Michel de Borses (?).....	85
La cure de Burses (?).....	83
Somme totale du présent diocèse : treize mille neuf cent soixante-dix-sept francs.....	13.977 ^r

Les susdites sommes font en tout pour la taxe et cote-part du diocèse d'Oloron la somme de 13.977 livres.

SECTION DEUXIÈME

Le département de 1649.

DIOCÈSE DE LESCAR.

S'ensuit l'état ou département des décimes ordinaires du diocèse de Lescar pour l'an 1649.

Mr l'évêque de Lescar	700 ¹
Plus pour les gages.....	69 16 ² 6 ⁴
Le chapitre de Lescar.....	1.300
Plus pour les gages.....	138 10 8
Les relief et revenus de seize prébendiers de Lescar....	12 19
Plus pour les gages.....	9 4
Le prieur religieux de Sauvelade (Saubalade).....	103
Plus pour les gages.....	11 12 11
L'abbé prieur religieux du couvent de La Reule.....	300
Plus pour les gages.....	52 7 11
Le prieur et religieux de l'abbaye de St-Pée.....	132
Plus pour les gages.....	32 12 1
Le prieur de Morlaas.....	47
Plus pour les gages.....	5 5
Les prieures de St-Cricq d'Orthez (St-Sigismond).....	6
Plus pour les gages.....	18 8
Le prieur de Pardies d'Orthez (la Trinité).....	6 ¹ 18
Plus pour les gages.....	16 4
La commanderie de Cescau.....	4 19
Plus pour les gages.....	6 6
La commanderie de Lespiau (commune de Bougarber) de Ste-Christine.....	207 18
Plus pour les gages.....	31 8
L'abbé et religieux de Lucq pour ce qu'ils possèdent au diocèse de Lescar.....	91
Plus pour les gages.....	9
La commanderie d'Orion pour Moncaup	27 19
Plus pour les gages.....	2 18
Les religieux de la Trinité.....	16 16
Plus pour les gages.....	1 19
L'abbé religieux de Sorde.....	70
Plus pour les gages.....	8 3

Les religieux de St-François de Morlaas	9 ¹
Plus pour les gages	1 1 ¹
Les pères prédicateurs de Morlaas	60
Plus pour les gages	6 19
Les religieux d'Arthez (Augustins)	9
Plus pour les gages	1 1
La commanderie de St-Jean	108
Plus pour les gages	11 13
Les mêmes commandeurs	132
Plus pour les gages	16 7
Le prieuré de St-Maur	4 10
Plus pour les gages	10 8 ⁴

Archiprêtre de la Chambre¹.

La rectorie de Pau	30 ¹
Plus pour l'engagement	3
Les prébendiers de Pau	18 19
Plus pour les gages	2
La fabrique	4
Plus pour les gages	1
La rectorie de Billère	6
Plus pour l'engagement	14
La fabrique de Billère	6
Plus pour l'engagement	4 8
La rectorie de Lons	18
Plus pour l'engagement	1 12
La fabrique de Lons	2
Plus pour l'engagement	4 8
La prébende de Lobre de Lons	1 10
Plus pour l'engagement	2 4
La prébende de Braix	6 19
Plus pour l'engagement	12
La prébende de Cau fondée à Lescar	1
Plus pour l'engagement	2 4
La prébende de Ferrière fondée à Lescar	6

1. — Ce nom a semblé singulier. Il nous paraît désigner l'archiprêtre principal, du siège épiscopal, par analogie des significations de ce mot. Cfr. *Dictionnaire de Trévoux* v^r *Chambre* « terme en usage dans l'ordre de Malte. On le dit des commanderies qui sont assignées au grand-maître ». Du Cange, v^r *Camera*, donne le sens de prieuré ou *Chambre* d'abbé dépendant d'une abbaye. Littré, v^r *Chambre* n^o 9 ajoute enfin « en quelques villes on nomme Chambre ce qu'à Paris on nomme cercle ». Ce sens de cercle nous le trouvons dans le vieux français d'Orthez et à peu près dans le diocèse d'Oloron où est mentionné l'archiprêtre ou *couvent de Bastanès*. (Arch. des Bas.-Pyr., 1405, E 1599, E 1602.)

Plus pour les gages.....	12 ⁴
La prébende de Mulé fondée à Lescar.....	9 ¹
Plus pour les gages.....	16
La prébende de Murer à St-Faust.....	6
Plus pour l'engagement.....	14
La rectorie de Siros (Ciros).....	1
Plus pour les gages.....	4
La prébende de Juncas de Siros.....	3
Plus pour l'engagement.....	7
La prébende de La Fargue à Siros.....	4
Plus pour les gages.....	9
La rectorie d'Aussevielle (Aussabielle).....	9 10
Plus pour l'engagement.....	1 1
La rectorie d'Estiron alias Denguin.....	18
Plus pour l'engagement.....	2
Les droits et rentes des prébendiers de Denguin.....	1 13
Plus pour les gages.....	7
La prébende de Ste-Catherine aud. lieu.....	2 10
Plus pour l'engagement.....	5
La fabrique de Denguin.....	4
Plus pour l'engagement.....	11 8 ⁴
La vicairie perpétuelle de St-Faust de Laroin.....	8
Plus pour l'engagement.....	1
La rectorie d'Artiguelouve (Artigueloube).....	12
Plus pour l'engagement.....	1 2
La fabrique d'Artiguelouve.....	2
Plus pour l'engagement.....	8
La rectorie d'Arbus.....	18
Plus pour les gages.....	1 16
La fabrique dud. lieu.....	2 14
Plus pour les gages.....	4 8

Archiprêtre de Pardies.

La rectorie de Monein.....	90 ¹
Plus pour l'engagement.....	9
Les droits et rentes des prébendiers de Monein.....	6
Plus pour l'engagement.....	18
La prébende de Ste-Catherine et St-Marc aud. lieu.....	2
Plus pour l'engagement.....	4 8
La prébende de Boursaus et St-Jean de Monein.....	8
Plus pour l'engagement.....	18
La prébende de Ste-Christine.....	2
Plus pour l'engagement.....	6
La prébende de Laborde audit lieu.....	6 12

Plus pour les gages	1 ¹
La prébende de Mautalen	1
Plus pour les gages	2 ²
La rectorie de Cuqueron (Cucuron)	6 12
Plus pour les gages	9
L'hôpital de Monein	20
Plus pour l'engagement	2
La rectorie de Cardesse	6
Plus pour l'engagement	9
Les rentes des prébendiers de Cardesse	9
Plus pour l'engagement	1
La prébende de Joanicos	10
Plus pour l'engagement	1
La prébende Notre-Dame de Cardesse	9
Plus pour l'engagement	1
La prébende de Riuné	9
Plus pour l'engagement	1
La rectorie de Tarsacq	2
Plus pour l'engagement	4 8 ^d
La prébende de Propian	15
Plus pour les gages	2
La rectorie d'Abos	24
Plus pour l'engagement	2 8 6
La prébende de la Pistelle d'Abos	1 16
Plus pour l'engagement	7
La fabrique de Lahourcade (La Forcade)	7
Plus pour les gages	1
La rente de l'archiprêtre audit lieu	2
Plus pour l'engagement	2
La prébende fondée en l'église de Lahourcade	4 10
Plus pour l'engagement	4
La prébende du Salvé d'Abos	4
Plus pour l'engagement	1
La rectorie de Bésingrand	10 10
Plus pour l'engagement	1 3
Le relief	4
Plus pour l'engagement	1
La rectorie de Pardies (Pardines)	2
Plus pour l'engagement	4 8
La rectorie de Noguères	20
Plus pour l'engagement	2 4
La fabrique	4
Plus pour les gages	4
La rectorie de Mourenx (Morenx)	4
Plus pour les gages	1 12 8
	11.

La rectorie d'Os et Marsillon (Marsilhon).....	24 ¹ 19 ⁴
Plus pour l'engagement.....	2 10
La fabrique.....	4
Plus pour l'engagement.....	1
Le relief des prébendes de la plaine.....	2 14
Plus pour l'engagement.....	4
La rectorie d'Abidos.....	4
Plus pour l'engagement.....	9 4 ⁴
La rectorie de Lagor (Laguo).....	31 10
Plus pour l'engagement.....	3
La fabrique dudit lieu.....	4 10
Plus pour l'engagement.....	14
Les rentes et revenus des prébendes de Lagor.....	4
Plus pour l'engagement.....	19

Archiprêtre de Masiacq.

L'archiprêtre de Masiacq.....	24 ¹
Plus pour l'engagement.....	2 16
La prébende de Vergez.....	1 11
Plus pour l'engagement.....	4
Les droits et rentes de Larbaig.....	3 12
Plus pour l'engagement.....	14
La rectorie de Sarpourenx (Sarporenx).....	2
Plus pour l'engagement.....	14
La prébende de Barthéti fondée sur la dîme de Sarpourenx.	7
Plus pour l'engagement.....	1
La rectorie de Biron.....	1
Plus pour l'engagement.....	4
La rectorie de Laa.....	1
Plus pour l'engagement.....	4
La rectorie de Lanneplia (Lannepla).....	13 10
Plus pour l'engagement.....	1 12 8
La rectorie de Castetner (Castetnè).....	13 12
Plus pour l'engagement.....	1 3 4
La rectorie de Marmonts (Marmons).....	13 10
Plus pour l'engagement.....	1 12 8
La prébende de St-Loup de Départ (du Départ).....	15
Plus pour l'engagement.....	1 17
La fabrique.....	1 6
Plus pour l'engagement.....	4
La rectorie d'Ozenx et Montestrucq (Oseinx et Montestruc).	18
Plus pour l'engagement.....	2
La fabrique.....	3 10
Plus pour l'engagement.....	6

La rectorie de Loubieng (Lobieng).....	1 ¹	8 ²
Plus pour l'engagement.....	12	
La prébende de Ste-Catherine.....	5	
Plus pour l'engagement.....	1	
La prébende de Claverie.....	10	
Plus pour l'engagement.....	2	
La rectorie de Vielleségure.....	4	10
Plus pour l'engagement.....	1	
La fabrique dudit lieu.....	15	10
Plus pour l'engagement.....	2	6

Archiprêtre d'Arthez.

Les rentes et revenus des treize prébendiers d'Arthez...	39 ¹	19 ²
Plus pour l'engagement.....	5	5
La prébende de La Fitte aud. lieu.....	1	16
Plus pour l'engagement.....	4	8 ⁴
La rectorie d'Astiros et Mesplède.....	33	
Plus pour l'engagement.....	3	
La fabrique de N'haux.....	6	
Plus pour l'engagement.....		14
La fabrique de Mesplède.....	3	12
Plus pour l'engagement.....		7
La rectorie de Mascouette et Aurit (h. c ^{me} de Haget-Aubin).	12	10
Plus pour les gages.....	1	
La fabrique de Mascouette.....	1	16
Plus pour l'engagement.....		7
La rectorie de Castillon et Pomps.....	22	16
Plus pour l'engagement.....	1	8
La fabrique dud. lieu.....	2	8
Plus pour l'engagement.....		18
La rectorie de Doazon (Doason).....	12	
Plus pour l'engagement.....		9
La fabrique dud. lieu.....	4	
Plus pour l'engagement.....		14
La rectorie de Boumourt (Bomort).....	12	
Plus pour l'engagement.....	1	8
La fabrique de Boumourt.....	1	4
Plus pour l'engagement.....		2
La fabrique d'Arnos.....	4	
Plus pour l'engagement.....		14
La rectorie de Bougarber.....	12	8
Plus pour l'engagement.....	1	1
La prébende de Ste-Catherine dud. lieu.....		2
Plus pour l'engagement.....		8

La prébende de St-Nicolas audit lieu.....	3 ¹ 12 ²
Plus pour l'engagement.....	9 4 ⁴
La rectorie de Beyrie.....	1
Plus pour l'engagement.....	4 8
La rectorie de Cescau.....	13 10
Plus pour l'engagement.....	1 10
La fabrique dud. lieu.....	1 1
Plus pour l'engagement.....	3
La vicairie perpétuelle de Ste-Marie de Sérres.....	15
Plus pour l'engagement.....	14
Les quatre prébendes de St-Honoré de Cescau.....	8 18 8
Gages.....	18
La rectorie de Casteide-Candau.....	2
Plus pour les gages.....	11 8
La rectorie de Caubin et Urdès.....	4 10
Plus pour les gages.....	18 8
La fabrique de Cagnez (Aucagnes).....	5 8
Plus pour les gages.....	14
La rectorie de Noarrieu (Nouarriu).....	1 10
Plus pour les gages.....	11 8
La rectorie de Castétis.....	1 10
Plus pour les gages.....	9 4
La rectorie d'Argagnon (Argaignon).....	18
Plus pour les gages.....	1 8
La rectorie de Gouze.....	1 10
Plus pour les gages.....	4 8
La rectorie de Mont.....	18
Plus pour les gages.....	2 2
La fabrique dud. lieu.....	1 12
Plus pour les gages.....	7
La rectorie d'Arance et Lendresse.....	18
Plus pour les gages.....	3 4
La rectorie de Lacq (Lac).....	24 10
Plus pour les gages.....	1 17 4
La fabrique dud. lieu appelée la prébende de St-Michel.	3 5
Plus pour les gages.....	7
La prébende de Poey de Lacq.....	9 19
Plus pour les gages.....	1
Les prébendes appelées Doustau et de Capdevielle.....	6 19
Plus pour les gages.....	1 3 4
La rectorie d'Artix.....	18
Plus pour les gages.....	1 8
Le relief.....	18
Plus pour les gages.....	1
La rectorie de Labastide-Cezeracq (Ceserac).....	18 16

Plus pour les gages.....	2 ¹ 18 ¹
La prébende de St-Jean-de-Labastide.....	1 18
Plus pour les gages.....	2 4 ¹
La rectorie d'Herm et Audéjos.....	3
Plus pour les gages.....	4 8

Archiprêtre de Thèze.

L'archiprêtre de Thèze et Gariède.....	25 ¹ 16 ¹
Plus pour les gages.....	2 2
La fabrique dud. lieu.....	4 4
Plus pour les gages.....	11 8
La prébende de Castelbert.....	8
Plus pour les gages.....	1 4
La rectorie de Mondebat (vill. c ^{ne} de Gariède).....	2 8
Plus pour les gages.....	4 8
La rectorie de Lalonquette et Lanusse (La Longuette et la Nuce).....	1 10
Plus pour les gages.....	9 4
La fabrique de Lalonquette.....	1 16
Plus pour les gages.....	4 8
La fabrique de Lanusse.....	1 16
Plus pour les gages.....	2
La rectorie de Miossens et Carrère (Miusenx).....	1 10
Plus pour les gages.....	4 8
La fabrique de Miossens.....	1 4
Plus pour les gages.....	4 8
La fabrique de Carrère.....	1
Plus pour les gages.....	1
La rectorie de Clarac (Claracq).....	9 10
Plus pour les gages.....	14
La fabrique de Clarac.....	1 11
Plus pour les gages.....	7
La rectorie de Lème.....	4
Plus pour les gages.....	9 4
La fabrique appelée de St-Justin de Lème.....	1 4
Plus pour les gages.....	4 8
La rectorie d'Auga (Auguar).....	13 10
Plus pour les gages.....	1 1
La fabrique d'Auga.....	12
Plus pour les gages.....	1
La rectorie de Viven (Bibey).....	4
Plus pour les gages.....	14
La rectorie d'Argelos.....	18
Plus pour les gages.....	1 8

La fabrique dud. lieu.....	.....	3 ¹ 12 ⁴
Plus pour les gages.....	.....	1 12 8 ⁴

Archiprêtre d'Aubin.

La rectorie d'Aubin et Bournos.....	.....	27 ¹
Plus pour les gages.....	.....	2 2 ⁴
La fabrique de Bournos.....	.....	2 2
Plus pour les gages.....	.....	7
La rectorie de Doumy et St-Peyrus (Domy et St-Peurus).	.....	3 10
Plus pour les gages.....	.....	16 4 ^d
La cure d'Angos.....	.....	2
Plus pour les gages.....	.....	4
La fabrique de Doumy.....	.....	1 10
Plus pour les gages.....	.....	5
La fabrique de St-Peyrus.....	.....	7
Plus pour les gages.....	.....	8
La fabrique dud. lieu d'Angos.....	.....	12
Plus pour les gages d'Angos.....	.....	8
La rectorie de Caubios et Uzein (Usein).....	.....	39
Plus pour les gages.....	.....	3 10
La fabrique de Caubios.....	.....	3
Plus pour les gages.....	.....	9 4
La fabrique d'Uzein.....	.....	1 10
Plus pour les gages.....	.....	2 4
La rectorie de Los.....	.....	4
Plus pour les gages.....	.....	8
La rectorie de Momas.....	.....	20 19
Plus pour les gages.....	.....	2 2
La prébende de Ste-Catherine aud. lieu.....	.....	10
Plus pour les gages.....	.....	2 4
La rectorie de Mazerolles (Maserolles).....	.....	24 19
Plus pour les gages.....	.....	2 15
La rectorie d'Uzan (Usan).....	.....	12 10
Plus pour les gages.....	.....	18 8
La fabrique d'Uzan.....	.....	4
Plus pour les gages.....	.....	4
La rectorie de Morlanne.....	.....	28 16
Plus pour les gages.....	.....	2 16
Les rentes des pauvres de Morlanne.....	.....	6 10
Plus pour les gages.....	.....	11 7
La rectorie de Bouillon, Jagou et Geus (Jaguo).....	.....	18
Plus pour les gages.....	.....	1 8
La prébende de Ste-Catherine.....	.....	15
Plus pour les gages.....	.....	4 8

La prébende d'Aubin.....	8 ¹
Plus pour les gages.....	1
La prébende de Bousquet.....	8
Plus pour les gages.....	1
La prébende de Sadirac.....	8
Plus pour les gages.....	1
La rectorie de Piets et Moustrou (Moustro).....	24 ¹ 19
Plus pour les gages.....	2 2
La fabrique dud. lieu.....	1
Plus pour les gages.....	2 4 ¹
La rectorie d'Arget.....	19
Plus pour les gages.....	4 8
La fabrique dud. lieu.....	2
Plus pour les gages.....	2 8
La rectorie de Montagut.....	12
Plus pour les gages.....	16 8
La fabrique dud. lieu.....	6
Plus pour les gages.....	14
La rectorie de Philondonx (c ^{me} de Geaune, Landes, Fillondé) pour ce qu'il possède en Béarn.....	4
Plus pour les gages.....	18 8
La rectorie de Vignes, annexe d'Arzacq (Arsac).....	4 10
Plus pour les gages.....	14
La cure de Pichevin, annexe.....	2 8
Plus pour les gages.....	3
La rectorie de Riumayour, annexe de Fichous (Arriuma-your).....	3
Plus pour les gages.....	14
La rectorie de Fichous, pour ce qu'ils possèdent en Béarn appelé Vasette.....	1
Plus pour les gages.....	2 4

Archiprêtre de Sault (Saud).

La rectorie de Haget Aubin.....	12 ¹
Plus pour les gages.....	1 3 ¹ 4 ¹
La fabrique dud. lieu.....	1 10
Plus pour les gages.....	9 4
La prébende de Lamo autrement de Larcher de Mesplède.	1
Plus pour les gages.....	3 6
La rectorie de Casté-à-Bidau (Castetabidou h. c ^{me} de St-Médard) annexe de Se... (sic).....	4 10
Plus pour les gages.....	9 4
La rectorie de Labeyrie (La Beirie).....	2 4
Plus pour les gages.....	4 8
La fabrique.....	4
Plus pour les gages.....	4

Archiprêtre de Serres-Castet.

La vicairie dud. Serres 6 ^l et 6 ^s pour les gages.....	6 ^l	6 ^s
La fabrique de Serres-Castet 6 ^l et 6 ^s pour les gages.....	6	6
Plus pour les gages.....	1	1
La fabrique de Romas (h. c ^{me} de Buros).....	15	
Plus pour les gages.....	3	6 ^d
La rectorie de Buros.....	12	
Plus pour les gages.....	9	4
La fabrique dud. lieu.....	1	4
Gages.....	4	8
La rectorie de St-Castin.....	7	
Plus pour les gages.....	9	4
La fabrique dud. lieu.....	1	4
Plus pour les gages.....	7	
La rectorie de Sauvagnon (Saubagnon).....	12	
Plus pour les gages.....	8	4
La fabrique dud. lieu.....	3	
Plus pour les gages.....	9	4
La rectorie de Navailles (Nabailles).....	13	10
Plus pour les gages.....	1	8
La fabrique dud. lieu.....	1	12
Plus pour les gages.....	2	4
La fabrique d'Astis (Astin).....	10	
Plus pour les gages.....	1	
La rectorie de St-Armau.....	12	10
Plus pour les gages.....	18	8
La fabrique dud. lieu.....	4	
Plus pour les gages.....	16	8
La rectorie de Simpceus (Simpseux h. c ^{me} de Lasclaveries).....	1	
Plus pour les gages.....	2	
La fabrique dud. lieu.....	2	
Plus pour les gages.....	4	8
La rectorie de Barinque (Barinquo).....	2	
Plus pour les gages.....	14	
La fabrique dud. lieu.....	4	16
Plus pour les gages.....	1	3
La cure de Poudge (Pouge).....	4	
Plus pour les gages.....	4	
La vicairie perpétuelle de Morlaas et Serres-Morlaas...	21	
Plus pour les gages.....	18	8
La fabrique de Morlaas.....	6	
Plus pour les gages.....	8	

La chapelle Notre-Dame de Berlane	14^s
Plus pour les gages.....	1
La rectorie de St-André de Morlaas	1^t
Plus pour les gages.....	2 8 ^a
La rectorie de Higuères (Higuère)	1
Plus pour les gages.....	2 8

Archiprêtre d'Anoye.

La rectorie ou archiprêtre d'Anoye	16 4
Plus pour les gages.....	18 8
La fabrique dud. lieu	6 9
La prébende de Notre-Dame d'Anoye	12
Plus pour les gages.....	18 8
La rectorie de Sedze	6 15
Plus pour les gages.....	9 4
La fabrique dud. lieu	1 10
Plus pour les gages.....	1 10
La rectorie de Baleix	12 1
Plus pour les gages.....	1 8
La fabrique dud. lieu	5 18
Plus pour les gages.....	14
La rectorie de Léspourcy et Maubec (Lespourcin, Maubec vill. c^{me} de Sedze)	1 5
Plus pour les gages.....	2
La fabrique dud. lieu	2 8
Plus pour les gages.....	9 4
La rectorie de Urost	10
Plus pour les gages.....	1
La rectorie de Lombia	3
Plus pour les gages.....	16 4
La rectorie d'Eslourenties-Darré et Espéchède, annexe (Eslourenties-Darrer)	13
Plus pour les gages.....	1 8
La fabrique d'Eslourenties	2 5
Plus pour les gages.....	4 8
La fabrique d'Espéchède	2 5
Plus pour les gages.....	4 8
La rectorie d'Arrien	2
Plus pour les gages.....	4 8

1. — On trouve dans les comptes de Navarre et Béarn pour 1643 et 1653 : « les prébendiers de la prébende de Berlane, la somme de 21 écus 12^t pour laquelle employée avant la saisie des biens ecclésiastiques, à raison du testament de Gaston, père de Gaston-Phœbus à réserve de rapporter la preuve que le service ordonné par led. testament s'y faisait ». Bib. Nat. F. F^e 11493 f^e 15, 36.

La fabrique dud. lieu.....	2 ¹	5 ¹	1
Plus pour les gages.....		4	8 ⁴
La rectorie de Sedzère.....	16	14	
Plus pour les gages.....	1	8	
La fabrique dud. lieu.....	1	4	
Plus pour les gages.....		7	
La rectorie de Gabaston, St-Laurent et Baleix (Baleys)	12		
Plus pour les gages.....	1	17	4
La fabrique de Gabaston.....		15	
Plus pour les gages.....		1	6
La fabrique de St-Laurent.....	1	4	
Plus pour les gages.....		2	
La prébende de la Goutère.....	1		
Plus pour les gages.....		1	
La rectorie de Riupeyrous (Riupeyroux).....	1		
Plus pour les gages.....		4	8
La fabrique dud. lieu.....	1		
Plus pour les gages.....		1	
La rectorie d'Audirac et Monassut (d'Audirac et Monas-sus).....	4	10	
Plus pour les gages.....		14	
La fabrique dud. lieu.....		16	
Plus pour les gages.....		4	8
La rectorie de Lau et Abère (Losse, h. c ^{me} de Vialer et Abère vill. c ^{me} de Corbères).....	1		
Plus pour les gages.....		4	8

Archiprêtre de Simacourbe.

L'archiprêtre de Simacourbe et Moncaup (Moncaut).....	12 ¹		
Plus pour les gages.....	2	2 ²	
La fabrique de Simacourbe.....		9	
Plus pour les gages.....		1	
La fabrique de Moncaubet (Moncauber h. c ^{me} de Lalongue).....		9	
Plus pour les gages.....		1	4
La prébende de Crabesse.....	10		
Plus pour les gages.....	1	1	
La rectorie de Lalongue.....	10		
Plus pour les gages.....	1	1	
La prébende de Blancq.....		10	
Plus pour les gages.....		1	
La rectorie de Lussagnet.....		1	
Plus pour les gages.....		4	8
La rectorie de Lusson (Luson).....	1	16	
Plus pour les gages.....		9	8

La rectorie de Lube (yill. c ^{ne} de Coslédàa).....	1 ¹ 16 ⁴
Plus pour les gages.....	8 4 ⁴
La rectorie de Lannecaube et Meillac.....	15 12
Plus pour les gages.....	1 8 8
La fabrique de Lannecaube.....	15
Plus pour les gages.....	3 6
La prébende de Casso.....	5
Plus pour les gages.....	1
La prébende de Castet.....	3 10
Plus pour les gages.....	4 8
La prébende de Ste-Catherine.....	1 4
Plus pour les gages.....	5
La rectorie de Mouhous (Mohous).....	2 10
Plus pour les gages.....	4 8
La rectorie de Sévignacq.....	12
Plus pour les gages.....	1 3 4
La fabrique dud. lieu.....	4
Plus pour les gages.....	9 4
La prébende de Sévignacq.....	9
Plus pour les gages.....	1 1
La rectorie de Coslédàa (Cosledat).....	1 10
Plus pour les gages.....	3
La fabrique dud. lieu.....	2 2
Plus pour les gages.....	8
La rectorie de Boast et Labas (?), annexe (Bouast vill. c ^{ne} de Coslédàa).....	1
Plus pour les gages.....	3
La fabrique de Boast.....	1 16
Plus pour les gages.....	4
La prébende de la Forcade.....	1 12
Plus pour les gages.....	2 4
La rectorie d'Escoubès.....	8 10
Plus pour les gages.....	18 8
La fabrique dud. lieu.....	1 4
Plus pour les gages.....	5
La rectorie de Lalonquère.....	1
Plus pour les gages.....	4
La fabrique dud. lieu.....	8
Plus pour les gages.....	1
La rectorie de Gerderest (Gerdrest).....	2 10
Plus pour les gages.....	6
La fabrique dud. lieu.....	4 10
Plus pour les gages.....	12
La rectorie de Juillac et Lion (Juillac vill. c ^{ne} de Maspie et « le Lion » Lion, vill..c ^{ne} de Samsons).....	9 10
Plus pour les gages.....	1 6

La fabrique dud. lieu.....	7 ¹	2 ²
Plus pour les gages.....	1	8
La rectorie de Maspie et Peyrelongue (Peiralongue).....	15	
Plus pour les gages.....	1	12
La fabrique de Maspie, appelée de St-Martin.....	7	2
Plus pour les gages.....	12	
La rectorie de Samsons.....	4	10
Plus pour les gages.....	12	
La fabrique dud. lieu.....	15	
Plus pour les gages.....	2	6 ⁴
La rectorie de Germenaud(Germenaut,vill.c ^{ne} deLespielle).....	1	
Plus pour les gages.....	2	
La prébende de Pacran et Germenaud.....	10	16
Plus pour les gages.....	1	4
La rectorie de Gayon et Basinco (<i>sic</i>).....	16	16
Plus pour les gages.....	1	16
La prébende de Gayon.....	9	
Plus pour les gages.....	18	
La rectorie de Lespielle et Lannegrasse annexe.....	18	
Plus pour les gages.....	1	18
La prébende possédée par le nommé Fairosse.....	2	8
Plus pour les gages.....	8	
La prébende de la Tapie.....	5	
Plus pour les gages.....	10	

Archiprêtre de Lembeye.

La rectorie ou archiprêtre de Lembeye.....	1 ¹	
Plus pour les gages.....	4 ²	
La fabrique dudit lieu.....	2	8
Plus pour les gages.....	8	
La prébende de Guillaume.....	20	
Plus pour les gages.....	1	15
La rectorie de Vauzé (Vausé vill. c ^{ne} de Bassillon).....	2	10
Plus pour les gages.....	7	
La rectorie d'Escurès et Corbères (Escureix).....	21	
Plus pour les gages.....	2	8
La fabrique dudit lieu.....	4	10
Plus pour les gages.....	9	4 ⁴
La rectorie de Castillon et Bordes.....	8	
Plus pour les gages.....	1	
La fabrique de Castillon.....	18	
Plus pour les gages.....	2	
La fabrique dud. lieu à Bordes.....	12	
Plus pour les gages.....	1	8

La rectorie d'Arricau et St-Jacques (h. c ^{ne} d'Arricau)...	10 ¹
Plus pour les gages.....	1
La fabrique dud. lieu de St-Jacques.....	1 4 ²
Plus pour les gages.....	2 4 ²
La rectorie de Séméac.....	18
Plus pour les gages.....	2 10
La fabrique de Séméac.....	5 8
Plus pour les gages.....	16 4
La rectorie de Domengeux.....	1
Plus pour les gages.....	2 4
La fabrique dudit lieu.....	1
Plus pour les gages ¹	4
La rectorie de Bassillon et Castet (f. c ^{ne} de Bassilon)....	4
Plus pour les gages.....	11
La fabrique dud. lieu.....	2 2
Plus pour les gages.....	7
La rectorie de Moncaup.....	12
Plus pour les gages.....	1 8
La fabrique dud. lieu.....	3 4
Plus pour les gages.....	7 8
La rectorie de Monpézat, autrement Lanefranque.....	1
Plus pour les gages.....	2 8
La fabrique dud. lieu.....	3 6
Plus pour les gages.....	7
La fabrique de Lasserre (h. c ^{ne} de Montaner).....	1 10
Plus pour les gages.....	10
La rectorie de Crouseilles, Lapèdes, Haget et Bétrac annexes (Croseilles, Lapèdes h. c ^{ne} de Séméac-Blachon, Haget c ^{ne} de Bétrac vill. c ^{ne} de Monpézat).....	18
Plus pour les gages.....	1 16
La fabrique dud. lieu.....	2 8
Plus pour les gages.....	6

Archiprêtre de Mont.

L'archiprêtre de Mont.....	12 ¹ 19 ²
Plus pour les gages.....	1 8
La rectorie de Garlin.....	15
Plus pour les gages.....	1 12
La prébende de la Magdeleine unie à la fabrique dud.lieu.	1
Plus pour les gages.....	2 4
La rectorie de Mascaras et Sadirac.....	2 8
Plus pour les gages.....	8 4

1. — Il avait été reporté ici par erreur la mention « la rectorie de Corbères » énoncée précédemment : aussi l'article a été biffé.

La rectorie de Moncla.....	13 ¹
Plus pour les gages.....	5 ²
La prébende de la Vignotte.....	1 6
Plus pour les gages.....	2
La rectorie de Conchez et Disse (h. c ^{ne} d'Aurios-Idernes).	16 4
Plus pour les gages.....	1 12
La fabrique dud. lieu.....	4 10
Plus pour les gages.....	14
La fabrique de Disse.....	1
Plus pour les gages.....	2 6 ¹
La rectorie de Castetpugon et Portet.....	12
Plus pour les gages.....	1 8
La fabrique.....	8
Plus pour les gages.....	1
La rectorie de Balirac.....	1 10
Plus pour les gages.....	5
La fabrique de Balirac.....	1
Plus pour les gages.....	7
La rectorie de Taron, Ribarrouy et son annexe.....	27 10
Plus pour les gages.....	3 8
La fabrique dud. lieu.....	20 4
Plus pour les gages.....	2 9
La prébende de Viellenave.....	3
Plus pour les gages.....	7
La rectorie de Burosse et Mendousse.....	1 10
Plus pour les gages.....	4
La fabrique dud. lieu.....	1 4
Plus pour les gages.....	2
La rectorie de Cadillion.....	2
Plus pour les gages.....	4 8
La prébende possédée par le s ^r Abadie.....	18
Plus pour les gages.....	2 6
La rectorie d'Aurions.....	2 10
Plus pour les gages.....	1 6
La rectorie d'Aydie.....	4 10
Plus pour les gages.....	16
La fabrique dud. lieu.....	1 8
Plus pour les gages.....	5
La rectorie d'Arrosès et Lasserre.....	13 4
Plus pour les gages.....	1 4
La fabrique dudit lieu.....	2 8
Plus pour les gages.....	7
La fabrique de Lasserre.....	1 16
Plus pour les gages.....	2
La rectorie de St-Jean Poudge, Tadousse et Vialer (le Bialer).....	30

Plus pour les gages.....	3
La fabrique de Vialer.....	4 4 ⁴
Plus pour les gages.....	14
La fabrique de Tadousse.....	5 14
Plus pour les gages.....	16 4 ⁴
La prébende de Crabosse autrement St-Jean Poudge....	8
Plus pour les gages.....	1 8
La cure de Diusse.....	6
Plus pour les gages.....	10
La fabrique dud. lieu.....	3 4
Plus pour les gages.....	5

Archiprêtre de Boeil.

L'archiprêtre de Boeil.....	18 ¹
Plus pour les gages.....	1 10 ²
La prébende de Béarn aud. lieu.....	18 19
Plus pour les gages.....	2 18
La fabrique dud. lieu.....	7
Plus pour les gages.....	1 18 8
La rectorie de Mirepeix et Baudreix (Mirapeix).....	18
Plus pour les gages.....	1 16
La fabrique dud. lieu.....	3 18
Plus pour les gages.....	14
La rectorie de Nay et Clarac.....	6
Plus pour les gages.....	1
La prébende de St-Martin.....	14
Plus pour les gages.....	2
Les droits et rentes des pauvres de Nay.....	12 18
Plus pour les gages.....	1 1
La prébende de la Magdeleine.....	6
Plus pour les gages.....	7 8
Les droits et rentes des prébendiers de la prébende de St-Jean-Baptiste de Nay.....	3
Plus pour les gages.....	4
Autre prébende de St-Jean-Baptiste.....	6
Plus pour les gages.....	1
La rectorie d'Arros et Bourdettes (Bordettes).....	13 4
Plus pour les gages.....	1 4
La rectorie de St-Abit.....	1
Plus pour les gages.....	2 4
La rectorie de Pardies.....	12
Plus pour les gages.....	1 10
La fabrique dud. lieu.....	2 8
Plus pour les gages.....	10

La rectorie de Baliros.....	1 ¹	4 ⁴	8 ⁴
Plus pour les gages.....	1		
La rectorie de Narcastet.....		5	
Plus pour les gages.....	1		
La rectorie de Rontignon.....	1		
Plus pour les gages.....	1	5	
La rectorie d'Uzos.....	1		
Plus pour les gages.....	1	5	
La rectorie de Mazères.....	1		
Plus pour les gages.....	1	5	
La rectorie de Lezons (vill. c ^{ne} de Mazères).....	1		
Plus pour les gages.....	1	5	
La rectorie de Gelos.....	13	10	
Plus pour les gages.....	1	10	
La rectorie du Jurançon (Juranson).....	23	16	
Plus pour les gages.....	2	16	
La fabrique dud. lieu.....	6		
Plus pour les gages.....		16	
Les reliefs dud. lieu.....	1		
Plus pour les gages.....	1	2	4
La prébende ou chapellenie de St-Jean de Jurançon.....	5	8	
Plus pour les gages.....		14	
La rectorie de Gan.....	40		
Plus pour les gages.....	3	10	
La fabrique de Gan.....	8	8	
Plus pour les gages.....		16	4
Les droits et rentes des prébendiers de Gan.....	3		
Plus pour les gages.....	1	3	
La rectorie de Bosdarros (du Bosc d'Arros).....	24		
Plus pour les gages.....	2	16	
La fabrique dud. lieu.....	8		
Plus pour les gages.....	1	8	
Les quatre prébendes appelées de Bosdarros.....	20		
Plus pour les gages.....	3	4	
La rectorie de Bruges (Brudges).....	18		
Plus pour les gages.....	1	18	
La fabrique dud. lieu.....		2	14
Plus pour les gages.....		7	
Le relief dud. lieu.....		8	
Plus pour les gages.....		7	
La prébende de Séris.....		2	14
Plus pour les gages.....		14	
La rectorie d'Asson.....	33		
Plus pour les gages.....	3	4	
Le relief dud. lieu.....		1	16

Plus pour les gages.....	3 ^s
La prébende de Pébernad d'Asson.....	14
Plus pour les gages.....	2
La rectorie d'Igon.....	1' 10
Plus pour les gages.....	7
La fabrique dud. lieu appelée de St-Vincent.....	1 16
Plus pour les gages.....	5
La rectorie rurale de Laber (h. c ^{me} de Lestelle).....	3,
Plus pour les gages.....	14
La rectorie de Montaut (Montaud).....	28 4
Plus pour les gages.....	4
Le relief de Montaut.....	1 10
Plus pour les gages.....	4
La rectorie de Lestelle.....	1
Plus pour les gages.....	8
La rectorie de Coarraze.....	18
Plus pour les gages.....	2 2
Les obits de Coarraze.....	6 9
Plus pour les gages.....	16
Labatmale (La Bagmale).....	13 9
Plus pour les gages.....	1 10
La prébende de Coarraze.....	14
Plus pour les gages.....	2
La rectorie de Bénéjac (Beneiac).....	18
Plus pour les gages.....	1 10
Les obits.....	8
Plus pour les gages.....	1
La rectorie de Bordères.....	1
Plus pour les gages.....	3
La rectorie de Lagos.....	13 14
Plus pour les gages.....	1 4
La fabrique dud. lieu.....	18
Plus pour les gages.....	2
La rectorie de Beuste.....	13 4
Plus pour les gages.....	1 8
Les obits.....	7
Plus pour les gages.....	1
La rectorie d'Angaïs.....	10
Plus pour les gages.....	18 8 ^d
La fabrique dud. lieu.....	1 8 12
Plus pour les gages.....	7
La rectorie de Bordes.....	14
Bizing (Besin).....	4
Plus pour les gages des deux cures.....	1 12
La fabrique dud. lieu.....	8
	12.

Plus pour les gages.....	1 ¹
La prébende de St-Aubin, fondée en l'église d'Assat.....	4 10 ²
Plus pour les gages.....	1
La rectorie de Meillon.....	13 10
Plus pour les gages.....	1 8
La rectorie d'Assat.....	1
Plus pour les gages.....	5
La fabrique.....	14
Plus pour les gages.....	2
La rectorie de Bizanos (Bisanos).....	1
Plus pour les gages.....	2 8 ⁴
La fabrique dud. lieu.....	18
Plus pour les gages.....	2
La rectorie d'Idron.....	2
Plus pour les gages.....	7
La prébende de St-Germain d'Idron.....	10
Plus pour les gages.....	4
La rectorie de Lée et Ousse.....	12
Plus pour les gages.....	1 3
La rectorie d'Artigueloutan et Louboey (h. de cette commune).....	10
Plus pour les gages.....	1 5
La rectorie de Soumoulou et Gomer (Guomer).....	1
Plus pour les gages.....	2
La rectorie de Lucgarrier et Limendoux (Lucarier et Lucmendosse).....	4
Plus pour les gages.....	10
La fabrique dud. lieu.....	1 10
Plus pour les gages.....	4
Le relief.....	12
Plus pour les gages.....	2
La rectorie de Hours et Livron.....	5
Plus pour les gages.....	14
La fabrique de Livron.....	1 10
Plus pour les gages.....	4
La rectorie d'Espoey.....	18
Plus pour les gages.....	2
La fabrique ou prébende Notre-Dame dudit lieu.....	1
Plus pour les gages.....	3
Les rentes des prébendiers d'Espoey.....	2
Plus pour les gages.....	7
La rectorie de Barzun (Barsun).....	12
Plus pour les gages.....	1 5
La fabrique dud. lieu.....	2
Plus pour les gages.....	6 4
La rectorie d'Andoins.....	8

Plus pour les gages.....	1 ¹
La fabrique dud. lieu.....	2 8 ¹
Plus pour les gages.....	7
La rectorie d'Ouillon (Oillon).....	2 19
Plus pour les gages.....	5
La rectorie de Sendets.....	6
Plus pour les gages.....	18

Taxe des bénéficiers du diocèse d'Aire

pour ce qu'ils possèdent en Béarn.

L'abbé, prieur, couvent et officiers de l'abbaye de Pontault.	78 ¹
Les religieux, moines (?) et abbé de l'abbaye de St-Mont ¹ .	1 10 ¹
Les religieux, moines (?) et abbé de Madiran pour ce qu'ils possèdent en Béarn.....	2 8
Le chapitre de l'église Notre-Dame (?) d'Angaix.....	15
Pour les gages.....	?

L'an mille six cent quarante et neuf et l'onzième du mois de janvier assemblés en la ville de Lescar et maison épiscopale M^r l'évêque, MM. les députés du Chapitre et du Clergé soussignés, ont procédé à la facture de l'état et département des décimes ordinaires et impositions du Clergé pour l'année courante 1649 suivant et conformément à ce département fait par MM. de la Chambre dud. évêché, et arrêt de ladite Chambre du 27 juin 1643 et sur la copie qui a été délivrée par le greffier de ladite Chambre et s'est trouvé que le présent état monte à la somme de 7.214¹ 3⁰ 9^d dont sera porté à la recette générale par le sieur de Lailhacar auquel le présent état sera délivré pour les décimes ordinaires, dont au Roy 1.666¹ 13^o. Il en rapportera quittance et paiera aux receveurs et contrôleurs anciens et alternatifs la somme de 1.575¹ et aux receveurs et contrôleurs triennaux la somme de 718¹, dont il rapportera pareille quittance, pour leurs gages et le restant de ladite somme montant à 2.255¹ sera employé aux affaires du Clergé suivant l'ordre qui lui en sera donné. Fait à Lescar l'an et jour que dessus : Signés : Henry de Salettes, E. de Lescar, de Lafite député du Clergé, Lalanne député du Clergé, de Sorberio député, et...

1. — Les huit ou dix lignes qui suivent sont à peu près rongées par l'humidité.

APPENDICE I

Édit du roi Louis XIII du mois de juin 1633, portant établissement d'une Chambre ecclésiastique en la ville de Pau¹.

Louis, par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre : à tous présents et à venir, salut. Après avoir rétabli les ecclésiastiques et bénéficiers de notre pays de Béarn et des environs en leurs biens et bénéfices, et désiré qu'ils fussent réglés à l'instar des autres bénéficiers de cettui notre royaume de France, nous leur aurions déclaré que notre volonté était, que pour le soulagement de nos affaires, et en considération des grandes dépenses que nous avons supporté en leur conservation, ils nous fissent quelque subvention modérée, et pour cet effet, envoyé divers commissaires sur les lieux pour les taxer et cotiser au paiement des décimes, selon le revenu de chacun d'eux, et pour le même effet, leur aurions donné permission d'établir en deux diocèses de notre pays de Béarn, Lescar et Oloron, des bureaux qui sont établis par les diocèses de cettui notre royaume, ce qui n'aurait pourtant pu être encore exécuté à cause des obstacles qui s'y seraient présentés : et même que notre parlement séant à Pau, auroit restreint le pouvoir des commissaires qui devaient être établis auxdits bureaux particuliers des décimes, à juger en dernier ressort jusqu'à trois livres seulement, se réservant les appellations du surplus, jusqu'à ce que nous eussions pourvu à la conservation du privilège du pays, par l'établissement d'un bureau général des dites décimes dans le ressort de ladite cour, lequel établissement en la forme et pouvoir de ceux qui sont établis en cettui notre royaume, nous a semblé nécessaire pour l'effet de ladite subvention, juger les appellations des bureaux particuliers, et contraindre ceux des décimes qui ne voudraient volontairement contribuer, suivant que les députés même du Clergé dud. pays nous ont remontré

1. — *Mémoires du Clergé*, t. VIII, p. 1985.

et très humblement supplié leur en octroyer nos lettres pour ce nécessaires. Nous à CES CAUSES, inclinant à leur supplication, avons auxdits ecclésiastiques et bénéficiers de notre dit pays, permis et octroyé, et de notre grace spéciale, pleine puissance et autorité royale, permettons, octroyons et leur donnons pouvoir par ces patentes signées de notre main, d'établir en notre ville de Pau et autres provinces de cettui notre royaume, pour juger et terminer en dernier ressort, tous procès et différends concernant le fait des décimes et subventions, les circonstances et dépendances, soit par appel des bureaux particuliers établis esdits diocèses de Lescar et Oloron, en cas esquels les appellations sont recevables, ou autrement, en quelque sorte que ce soit, en notre pays de Béarn, et ressort de notre dite cour de parlement de Pau, entre les ecclésiastiques et bénéficiers, tant desd. pays que ceux de Navarre et Soule, leurs fermiers, receveurs et tous autres, lesquels par les établissements des dits bureaux, et règlemens faits sur les levées et collecte des décimes et subventions, peuvent être justiciables ; permettant auxdits ecclésiastiques à cet effet, de s'assembler en tel lieu et jour qu'il sera avisé par nos chers et bien aimés les évêques de Lescar et Oloron, qui seront tenus de le faire savoir par leurs diocèses, et en lad. assemblée par eux ou leurs procureurs et députés, nommer et choisir nombre suffisant de personnes de qualité, expérience et capacité requise au fait de judicature, et d'iceux composer ledit bureau et chambre ecclésiastique, soit qu'ils soient mes officiers ou non, pourvu qu'ils fassent profession de la religion catholique, apostolique et romaine, en attendant que les conseillers-clercs que nous entendons établir audit parlement, soient recus, auxquels juges ainsi convenus et établis, nous avons donné et donnons tel et semblable pouvoir et autorité qu'ont ceux des autres bureaux et chambres ecclésiastiques de cettui notre royaume ; autorisons et validons les jugements qui seront par eux donnés, en choses étant de leur pouvoir et juridiction, et voulons qu'ils soient exécutés comme arrêts et jugements de nos cours souveraines, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, desquelles, comme aussi de ce qui concerne leurdit pouvoir, nous avons interdit et défendu, défendons et interdisons la connaissance à notre cour de parle-

(*)

ment de Pau, et tous autres juges ; à cet effet leur permettons commettre un greffier pour l'expédition en forme, et faire toutes autres fonctions pour ce nécessaires, et de commettre pareillement d'autres officiers nécessaires pour le service de ladite chambre et bureau de Burtau, sans qu'il soit besoin d'autre nouvelle Commission. SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amis et féaux conseillers tenant notre cour de parlement de Navarre à Pau, que ces présentes ils fassent lire, publier et registrer, et du contenu d'icelles, fassent et souffrent lesdits ecclésiastiques et bénéficiers, jouir et user pleinement, paisiblement et entièrement, sans en ce lui être fait, mis ou donné, ores ni pour l'avenir aucun trouble et empêchement au contraire. CAR tel est notre plaisir. Donné à St-Germain en Laye au mois de juin, l'an de grâce mil six cens trente trois, et de notre règne le vingt-quatrième. *Aussi signé, Louis. Et sur le repli : de LOMÉNIE.*



APPENDICE II

Une sédition contre l'huissier exploitant en Soule pour le fait des décimes du Clergé¹.

L'an mil six cens trente ung le neuviesme jour de novembre j'ay huissier susdit et soubsigné, me suis expressément transporté de la ville d'Olloron en la ville de Mollion, païs de Soule, accompagné dudit sieur Fassart commis dudit sieur d'Aguesseau et assisté des témoins cy après nommez, auquel lieu de Mollion estant, j'aurois faict rencontre de venerable et discrète personne M^r Arnaud de Maytie², chevallier et chanoyne de l'église cathédralle d'Olloron, avec lequel nous estans entretenus, il nous auroit demandé (ce) qui nous amenoit en ce païs de Mollion et luy fust respondu par nous, que c'estoit pour le don de la Rochelle et dixièmes ordinaires accordé au Roy par vous autres Messieurs les beneficier, et alors icelluy sieur chevallier nous auroit respondu en continuant de nous promener et en nous menant avec luy ouir les litanies de l'église Sainct Jehan³, qu'en ce païs il faisoit fort mauvais pour y demander des nouveautés et que le peuple ne cognoissoit personne et que pour peu de chose il se faisoit souvent de grandes émotions populaires, après lesquelles parolles nous nous serions retirés en nostre hostellerye environ les six heures du soir, et le lendemain deuxiesme dudit mois sur les six à sept heures du matin je me serois transporté accompagné et assisté que dessus au village de Goutain⁴ dioceze dudit Olloron, distant dudit Mollion d'une lieue ou environ ou j'aurois appris que demeuroit venerable et discrète personne M^r Arnault d'Arbide recteur curé dudit Goutain et grand vicaire général de M^r l'evesque dudit

1. — Arch. Nat. G^s, 229-230, f° 27 v°.

2. — Arnaud-François de Maytie, fils d'un lieutenant de robe longue et de Madeleine d'Arbide, demoiselle de Lacarre, sacriste d'Aubertin, abbé de St-Pé de Bigorre, nommé à l'évêché d'Oloron en 1659. A peine intronisé, il verra la levée d'armes dirigée par le fameux curé de Moncayolle, Goyhenèche, dit Matalas.

3. — L'église de Berraute, commanderie de Malte.

4. — Canton de Mauléon.

Olloron et aussy député des beneficieris dudit païs de Soulle, pour luy signifier les arrêts et commissions du Conseil du Roy, ensemble la contrainte dudit sieur d'Aguesseau, et estant proche dudit village nous aurions trouvé Arnault lacquais dudit sieur de Maytie, chevallier, monté sur ung petit cheval auquel laquais il auroit esté demandé par nous d'où il venoit sy matin, lequel nous auroit dict qu'il venoit du village de Goutain et qu'il estoit party plus matin que nous et luy demandasmes pourquoy : il nous auroit dict que ledict s^r chevallier son maistre luy auroit baillé ung mot de lettre pour porter audict d'Arbide grand vicaire général qui estoit quelque peu malade, ayant la teste grosse et que sy tost ledict mot de lettre lu par iceluy d'Arbide ledict laquais vist iceluy d'Arbide grand vicaire qui aurait dict à ung sien frère nommé Arnaud d'Arbide prêtre curé recteur de Chéraute : « Sa, mon frère, prenes les armes, faictes assembler les paroissiens de mon village : il doibt venir des commissaires pour les décimes ; il s'en fault defendre. » Lequel lacquais nous auroit prié de ne parler à personne de ce quil nous auroit dict et alors nous aurions prié ledict lacquais de venir au village, ce qu'il auroit faict.

Stans à l'entrée dudit village de Goutein seroit sorty d'une maison sur la main droicte entrant dans le village, quantité d'hommes et un grand nombre ayant arquebuses de roy¹, le cocq rabattu, d'autres des arquebuses a fusy et aussy le cocq levé et plusieurs ayant des espieulx, bastons à deux bouts², fourches de fer, d'autres tenans quantité de pierres dans leurs chapeaux conduitz et commandés par le recteur dudit Chéraute, frère dudit vicaire général, vestu de noir d'une escapulle en forme de mandille³ passemantée de drap bleu, avecq le vicaire dudit Goutein et Pierre de Grison, son fils, tenanciers

1. — C'étais les arquebuses à croc, armes à feu sans crosse, petits canons montés sur des affûts en forme de trépied, bien anciennes déjà à l'époque de ce récit. (Cfr. DANIEL, *Histoire de la Milice française*, t. I. p. 462, 466.

2. — Le makila national.

3. — Mandille, dit le *Dictionnaire de Trévoux* « manteau que portoient il n'y a pas longtemps les laquais, qui leur étoit particulier, et qui les faisoit distinguer des valets. Il étoit fait de trois pièces, dont l'une leur pendait sur le dos et les deux autres sur les épaules. Quand on veut reprocher à quelqu'un sa basse naissance, on lui dit que son père a porté la mandille, qu'il a été laquais. L'origine de ce mot vient de manteau, parce que c'en estoit une espèce ».

audict Goutein, lesquels ainsy assistés nous voyant nous auroient dict en nous présentant les dictes arquebuses et nous couchant en joue : « mordieu ! demeurez là, pestiférés qui venez du lieu ou est la peste ! Par la mort-Dieu, sy vous passez plus outre, l'on vous tuera et sur ce que le cheval dudit sieur Passard ayant ung peu advancé, ledict curé de Chéraute seroit venu a luy plain de furie, disant ces mots : « Par la mort-Dieu, sy tu branles, je te tue ! » en luy présentant le bout de sa harquebuse dans le corps, le cocq estant rabattu, disant tout hault à toute sa troupe : « Mordieu ! quand je vous diray que vous tyries, ne manquez pas de le faire » et en reytérant encore, blasphémant le saint nom de Dieu, il commanda d'aller faire sonner le tocsin, ce qui fut au même instant faict, auquel son de cloche se seroit amassé quantité de peuple, hommes, femmes et enfants, en plus grand nombre qu'ils n'estoient, criant sur nous qu'il nous falloit tuer, disant qui nous faisoit venir en leur village. Et sur ce que j'aurois représenté auxdicts curés de Chéraute, vicaire dudit Goutein et de Grison, père et fils que nous venions pour signifier les arrest et commissions du Conseil du Roy et contrainctes dudit sieur d'Aguesseau audict d'Arbide grand vicaire et député affin de le faire savoir aux autres bénéficiers dudit pays de Saule et payer [ce] qu'ils doivent. Et leurs monstrans lesdicts arrests et commissions du Roy en teste desquels estoient imprimées et marquées les armes de France et faisant entendre par ledict Passard et Daucery au peuple qui estoient présens que ce n'estoit de leur faict ny contre eux, ains que c'estoit contre Messieurs du Clergé : icelluy recteur de Chéraute nous auroit dict : « Mordieu ! nous le scavons bien, nous en estions bien advertis ; voilà la peste que nous attendions ! mordieu ! nous ne voulons rien payer, nous ne cognaissons rien en ce pais » disant encore : « mordieu ! alles encore pour faire sonner le tocsin ». Il vouloit trop parlementer et discourir, continuant de jurer le saint nom de Dieu avecq quantité de parolles deshonnêtes et alors fut encore sonné ledict tocsin asses longtemps, ce que voyant j'aurois esté contrainct leur jettter ung livre ou estoient lesdicts arrêts et contrainte imprimés, ensuitte desquels j'aurois escript auparavant que venir audict village de Goutein la signification d'icelux que je voulois

et entendois faire audict grand vicaire où il me fust impossible dutout de pouvoir remplir les blancs par moy laissés, à cause de la furie dudit recteur de Chéraute, dudit de Grisons vicaire et grand peuple, et ne peux metre que en parlant aux habittans dudit lieu sans scavoir leurs noms et alors fust dict par ledict d'Arbide, recteur de Chéraute que auparavant de prendre les-dicts arrests, qu'il les falloit faire tremper quinze jours dans du vinaigre et que c'estoit chose faicte à plaisir et qu'il en avoit du meilleur dans sa maison ; et jurant et blasphemant avec quantité d'autre peuple le sainct nom de Dieu « que l'on enverroit querir du feu que je brusle ces beaux arrests, ou est la peste que nous ne voulons point recognoistre, car c'est de l'argent qu'on nous demande », continuant leurs blasphèmes, criant qu'ils alloient tirer de leurs bastons à feu, frapperoient de leurs bastons qu'ils avoient tous en mains sy nous ne nous retirions, et nous fust alors jetté des pierres et cailloux. Voyant laquelle furie où estoit ledict peuple et le danger de la vye que nous pouvions encourir, estans poursuivis par ledict recteur de Chéraute, de Grison père et fils et autres personnes à nous incognues estans en teste et assemblés accause dudit soir et tocsin nous nous serions retirés et revenus audict Mollion, ou estans arrivez, quelque peu de temps après le curé de ladite ville de Mollion auroit dict aussy que nous avions appris à plusieurs habitans dudit lieu qu'il y avoit de MM. les Commissaires pour les décimes qui avoient esté chassés et repoussés furieusement du village de Goutein et que leurs chevaux avoient eu besoin de bonnes jambes, autrement il leur seroit arrivé du malheur.

Donc et de ce que dessus j'aurais faict dresser le présent procès-verbal, lequel je certifie estre vray, présent et accompagné dudit sieur Passard et assisté de Claude Jussière de la sénéchaussée de Bigorre, Gentin Monteacq, Urié Dormoy et Jehan de Campagne tesmoings qui ont signé icelluy, avec moy aussi signé : Daucery.



TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
<i>Introduction</i>	91
CHAPITRE PREMIER	
Les décimes en Béarn jusqu'à l'application du département de 1643.	95
SECTION PREMIÈRE	
§ I : Notions sur les décimes (p. 95). — § II : Officiers des décimes (p. 98). — § III : Bureau et chambre des décimes (p. 99). — § IV : Géographie des décimes en Béarn (p. 104).	
SECTION DEUXIÈME	
Les décimes béarnais depuis l'origine jusqu'à l'exécution des décisions de l'Assemblée du Clergé de France.....	111
§ I : De l'origine jusqu'en 1643 (p. 111). — § II : Le département de 1643 (p. 117). — § III : L'application de ce département (p. 120). — § IV : Un rapport de Marca (p. 127). — § V : Rapport de Gilbert de Choiseul (p. 133).	
CHAPITRE DEUXIÈME	
Les départements de 1641 et de 1649	142
SECTION PREMIÈRE	
Les départements de 1641. — § I : Diocèse de Lescar (p. 142). — Bénéficiers de Dax (p. 148), d'Aire (p. 149), de Tarbes (p. 150). — § II : Diocèse d'Oloron (p. 151). — Bénéficiers de Dax (p. 153), de Bayonne (p. 156).	
SECTION DEUXIÈME	
Le département de 1649. — Diocèse de Lescar (p. 158).	
Appendice I. — Édit du roi Louis XIII du mois de juin 1633, portant établissement d'une Chambre ecclésiastique en la Ville de Pau	180
Appendice II. — Une sédition contre l'huissier exploitant en Soule pour le fait des décimes du Clergé	183



LE " CASTELLA " DE LAROIN

(BASSES - PYRÉNÉES)

PAR

HILARION BARTHETY

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA SOCIÉTÉ.

Il y a une trentaine d'années, j'eus, pour la première fois, l'occasion de m'occuper des anciens ouvrages de castramétation que l'on observe sur beaucoup de points de notre région béarnaise. Je résidais alors à Garlin, et c'est dans plusieurs communes environnantes que je constatai les curieux vestiges qui en sont restés, en même temps que j'en apprenais les désignations diverses, *motte*, *moutta*, *castera*, etc., quelques-uns indiquant une origine féodale et d'autres une origine militaire. J'en fis, à cette époque, l'objet d'une communication à notre Société des Sciences, Lettres et Arts¹, et je la fis suivre, en 1873, dans la session tenue à Pau par le Congrès scientifique de France, d'une étude particulière sur *les anciennes fortifications en terrassements*, se rapportant aux lieux appelés encore *Camp de César*, *Castera*, *Castra*, *Castella*, *Casterot*, *Casterasse*, *Turoun deus Mourous*².

Depuis lors, en 1891, dans une excursion que je fis aux environs de Pau, j'eus le plaisir d'explorer, sur le territoire d'Ousse, un autre de ces « camps retranchés » que la carte d'état-major

1. — *Bulletin de la Société*, 1872-73, II^e série, tome 2^e, p. 49.

2. — *Compte-rendu du Congrès* (xxxix^e Session, tenue à Pau le 31 mai 1873), tome 1^{er}, p. 263 ; tome 2^{er}, p. 179.

fait figurer sous le nom de *Fort de César* et que les habitants de la commune appellent le *terrucou de Mondaut*. Je ne tardai pas à faire connaître à notre Société des Sciences le résultat de mes observations¹.

Comme je le rappelai de nouveau en cette circonstance, il existe dans notre contrée une grande quantité de ces antiques redoutes.

On n'ignore pas que le savant naturaliste Palassou leur consa-
cra, sous le titre : *Recherches relatives aux anciens camps retranchés de la Novempopulanie*², une très intéressante étude, accompagnée d'une liste fort étendue de ces sortes d'ouvrages de castramétation.

Mais combien n'en manque-t-il pas dans cette nomenclature ! Nous pourrions le démontrer avec les meilleures preuves à l'appui, si nous possédions les nombreuses notes recueillies par notre regretté confrère André Gorse, qui projetait un important travail sur ce sujet.

Parmi ceux omis par Palassou, j'eus à signaler, en 1899, dans la séance tenue le 16 janvier par notre Société³, le *Castella* du village de Laroin, à sept kilomètres de Pau.

Je m'empresse d'ajouter qu'il avait depuis longtemps attiré l'attention d'un de nos écrivains béarnais, A. Dugenne.

Dans son *Panorama historique et descriptif de Pau et de ses environs*, publié en 1839⁴, cet auteur, en effet, nous faisant faire une promenade sur les coteaux de Jurançon, vers le domaine de Bellevue « d'où vous découvrez, dit-il, toute la ville de Pau, le cours du Gave, le délicieux vallon qu'il arrose et derrière tout cela l'immense plaine du Pont-Long », continue ainsi :

« Un peu plus loin, vis à vis Lescar, sont les ruines d'un vieux château dont le nom (Castella) semble indiquer une origine romaine. Ce n'est pas toutefois à une date aussi éloignée que les gens du pays font remonter la fondation de cette petite

1. — *Bulletin de la Société*, 1891-92, tome 21^e, p. 149.

2. — *Supplément aux Mémoires pour servir à l'histoire naturelle des Pyrénées et des pays adjacents, suivis de Recherches, etc.* — Pau, impr. Vignancour, 1821.

3. — *Bulletin de la Société*, 1898-99, tome 28^e, p. 327.

4. — 1^{re} édition. Pau, impr. Vignancour.

forteresse ; ils l'attribuent aux Maures. Ces débris de fortification romaine ou grenadine sont assez curieux à parcourir. C'est d'abord un puits creusé dans le roc à une profondeur immense, puisqu'il perce, dit-on, toute la hauteur de la montagne. Son eau est excellente et présente, nous a-t-on assuré, un assez singulier phénomène ; elle s'élève quelquefois jusqu'aux bords et monte ainsi d'une douzaine de pieds au-dessus de son niveau ordinaire.

» Désirez-vous voir des ruines pittoresques ? Pénétrez à travers les broussailles d'un monticule, et vous arrivez à un petit plateau ceint d'un carré de murailles massives. Ces murs, aussi durs que le roc, sont les restes d'une vieille tour et ont été construits avec des galets du Gave, liés par un ciment indestructible. Il n'est pas permis, en les voyant, de mettre en doute leur antiquité originelle, puisque d'énormes chênes ont eu le temps de pousser dans les interstices des pierres et qu'ils couronnent cette maçonnerie de leur chevelure séculaire. C'est un brevet archéologique qui en vaut bien un autre. Mais le fait le plus bizarre, c'est que le centre de cette construction est occupé aujourd'hui par une vigne en plein rapport qu'on est tout étonné de trouver là. N'est-ce pas la vie à côté de la mort ?

» On découvre de *Castella*, comme de tous les points du coteau, une admirable perspective. A votre gauche, les vieilles tours des châteaux d'Arbus et d'Artiguelouve donnent au paysage une teinte de féodalité. Devant vous se présente, par delà le Gave, Lescar, la ville aux royales sépultures. Puis, quand on pense à ces Maures, si fiers et si chevaleresques, ne semble-t-il pas qu'on respire dans l'air un parfum de l'Alhambra ? Quels hommes étaient-ce donc, puisqu'après huit siècles leur souvenir n'est pas encore effacé ? »

Ainsi s'exprime Dugenne ; et sa description reste d'une exactitude absolue, sauf sur un point qui a subi naguère une modification ; la vigne dont il parle n'existe plus dans l'enceinte même du *Castella*, aujourd'hui transformée en prairie ; mais elle étend abondamment ses pampres sur d'autres parties du domaine, conservant ainsi au « vin de Castéla » une réputation qui n'a aucun besoin de la réclame que j'ai l'air de lui faire ici.

Ce domaine, dont la maison d'habitation est de construction

moderne, appartient à notre confrère M. Georges Béneven-Castéla, qui voulut bien, un jour, m'annoncer les curieuses découvertes qu'il venait de faire dans le puits mentionné par Dugenne. Répondant à sa très aimable invitation, je me rendis bientôt au *Castella*, où je rencontrais un accueil plus aimable encore, en même temps que l'occasion de connaître l'ancien poste de retranchement et les divers objets trouvés dans le puits au cours d'un travail de curage complet pratiqué à une époque toute récente d'exceptionnelle sécheresse.

Le but principal de ma communication du 16 janvier 1899 fut de mettre sous les yeux des membres de notre Société, sinon les objets eux-mêmes, dont le transport à Pau avait dû être retardé, tout au moins les dessins en aquarelle, par lesquels je m'étais attaché à en reproduire, le plus exactement possible, et la forme et l'aspect.

Dans la séance du 20 février suivant, la Société eut la satisfaction de pouvoir mieux examiner toutes ces trouvailles archéologiques : elles lui étaient présentées par M. Béneven, qui manifesta l'intention de les offrir, à titre gracieux, au Musée de la Ville¹, où, en effet, elles ont pris depuis lors la place qui leur était due.

Enfin, le 13 mars de la même année, un autre de nos excellents confrères, M. Destecam, adressait gracieusement encore à la Société un certain nombre d'épreuves photographiques des vases prises par lui².

Il importe maintenant de revenir sur ces diverses communications, pour parler encore, soit du *Castella*, soit des objets que son puits recélait.

Disons tout d'abord que le lieu retranché qui nous occupe a généralement conservé sa forme ovale dans les terrassements de pourtour au milieu desquels se dressent les vestiges de murs déjà signalés ; il figure, avec cette forme même, dans le plan cadastral de la commune de Laroin, sous le n° 561 de la section A, pour une contenance de 9 ares 60 centiares, et comme « lieu-dit », il porte sur la matrice non la désignation de *Castella*,

1. — *Bulletin de la Société*, 1898-99, tome 28^o, p. 330.

2. — *Bulletin de la Société*, 1898-99, tome 28^o, p. 331. — C'est d'après ces épreuves mêmes qu'ont été retracés en partie les croquis intercalés plus loin.

mais celle de *Castera*, désignation concurrente qui mérite d'être remarquée. L'ancien archiviste du Département, Paul Raymond, le mentionne, dans son *Dictionnaire topographique des Basses-Pyrénées*¹, avec les concises indications suivantes : « *CASTELLA*, motte, c^o de Laroin. — *La Mothe de Laroein*, 1243 (ch. d'Ossau). — *Le Castet, le Castella* (réform. de Béarn, B. 678, f^o 268, 269). — Au xii^e siècle, le château bâti sur cette motte appartenait à l'évêque de Lescar. — Le fief de Castella fut créé en 1612 ; il relevait de la vicomté de Béarn. »

La désignation de *motte* ne se rapporte, à coup sûr, qu'aux temps de la féodalité ; et c'est au moyen-âge, en effet, que, dans mes précédentes études, j'ai attribué les anciens terrassements de ce nom qui existent encore auprès de beaucoup de vieux châteaux de notre région. Or, on vient de lire qu'au xii^e siècle, le château de Laroin était la propriété de l'évêque de Lescar².

Ne faut-il pas cependant faire remonter plus haut l'origine du *Castella*, dit aussi *Castera* ? D'après la relation de Dugenne, la tradition des gens du pays en reporterait la fondation aux Maures. Je ne crois pas, pour ma part, que la « tradition » se prononce aussi nettement, et j'estime qu'on ne s'est livré jusqu'ici qu'à des conjectures sur les probabilités de fondation de ces sortes de retranchements, tant de la part des indigènes que de celle des divers peuples qui ont passé dans ces régions : Romains, Visigoths, Vascons, Maures ou Sarrazins, etc. Après Palassou, d'autres auteurs s'en sont également occupés³, exprimant tous des opinions plus ou moins différentes, que j'ai résumées dans ma première étude concernant les *anciennes fortifications en terrassements*⁴. Cette étude me permit alors d'affirmer

1. — Paris, Impr. Impér., 1863.

2. — Jusqu'au moment de sa suppression en 1790, l'évêché de Lescar exerça constamment à Laroin et à St-Faust (villages voisins autrefois réunis et aujourd'hui communes distinctes), des droits de seigneurie. Une pièce de terre, naguère en nature de vigne, de contenance de près de 3 hectares et dépendant du domaine actuel de M. Béneven, à l'Est et en contre-bas du *Castella*, dont elle est limitrophe, est portée sur la matrice cadastrale (n° 567, section A) sous le nom de *Mousseigne*, qui rappelle l'ancienne possession épiscopale.

3. — MAZURE, *Histoire du Béarn et du Pays Basque*. Pau, impr. Vignancour, 1839 ; — CENAC-MONCAUT, *Voyage archéologique et historique dans l'ancienne vicomté de Béarn*. Tarbes, impr. Talmon, 1857, etc.

4. — *Congrès scientifique de France*, session de Pau (*loc. cit.*).

que certains de ces ouvrages de castramétation auxquels les noms de *Castella*, *Castra* ou *Castera* sont restés, pouvaient bien dater de l'époque gallo-romaine ; mais j'eus soin de faire observer que beaucoup d'entre eux furent probablement utilisés, plus tard, soit par les Maures ou tous autres envahisseurs, soit par les habitants du pays eux-mêmes se défendant contre ces terribles ennemis.

Aujourd'hui, en présence surtout des découvertes récemment faites au *Castella* de Laroin, je suis plus que jamais disposé à persister dans cette opinion personnelle.

C'est dans le puits que nous allons maintenant chercher : peut-être en verrons-nous sortir... la vérité.

Situé à quelques mètres à peine des ruines du *Castella*, il n'avait pas manqué d'intéresser l'historien Dugenne, qui toutefois ne paraît nullement s'être douté des surprises que le fond réservait aux explorateurs.

Ce puits, de proportions vraiment monumentales, a 4^m 80 de diamètre à l'orifice ; sa margelle est moderne, mais les matériaux (briques et pierres) employés dans le mur intérieur et solidement reliés par un mortier de ciment indiquent une construction des plus anciennes. Il mesure, d'après les constatations de M. Béneven, 22 mètres de profondeur jusqu'à la grille de roches qui l'alimente en siphon géologique et autour de laquelle les premières assises sont établies en pierres sèches.

L'abondance de son eau, signalée par Dugenne, m'a été confirmée par le propriétaire, au moment, d'ailleurs, où je pouvais moi-même, *de visu*, en faire la remarque : « En 1869, me disait-il, elle monta tellement qu'on la touchait avec la main, et en 1877, elle arriva à 2 mètres de la margelle. »

Vinrent les sécheresses exceptionnelles de 1892, 1893 et 1894 : cette troisième année, le puits se trouva absolument à sec. De mémoire d'homme, pareille circonstance ne s'était jamais produite : elle fut attribuée à un manque de pression, qui avait occasionné, sans doute, quelque éboulement et une déperdition momentanée dans la conduite naturelle souterraine. M. Béneven en profita pour faire procéder immédiatement à un nettoyage complet, à un curage des plus... approfondis,

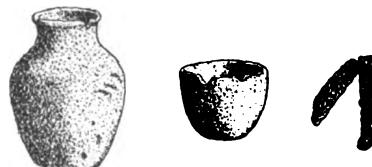
en attendant que l'alimentation hydraulique reprit son état normal¹.

C'était, selon toutes les probabilités, la première fois qu'un tel travail était entrepris : d'épaisses couches boueuses s'étaient accumulées depuis des siècles, et leur enlèvement fit rencontrer une infinité de débris, principalement de vases de terre, parmi lesquels des vases entiers et des objets divers :

En premier lieu, deux cruches, munies d'une anse et d'un goulot (haut. 15 et 18 centim.) ; un pot à anse (haut. 13 centim.) ; un autre pot à deux anses rapprochées au tiers du contour (haut. 22 centim.) :



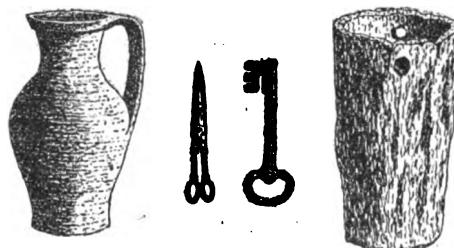
Plus bas, deux autres vases sans anses (haut. 17 et 18 centim.) ; une écuelle ou terrine (haut. 8 centim.) ; un couteau à lame mobile et manche en fer, à moitié fermé et fortement rouillé :



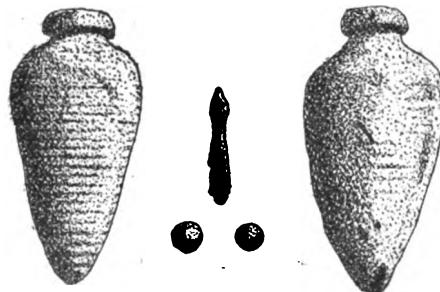
Plus bas encore, six vases semblables, forme aiguière, allongée et étroite, à anse large et mince, de dimensions variées (haut. 20 à 27 centim.) ; une paire de ciseaux d'un acier très fin (long. 15 centim.) ; une clé forée dont le panneton a trois dents égales ; un seau en bois de châtaignier, *d'une seule pièce* et

1. — L'eau revint, en effet, d'elle-même, en 1895, avec l'abondance qu'on avait précédemment connue.

en misérable état (haut. 30 centim.), grossièrement travaillé et montrant vers le bord ses deux trous d'attache et de suspension :



Enfin, à l'endroit le plus profond, deux amphores en poterie grossière et sans anses (haut. 32 et 34 centim.) ; une douille de lance en fer, brisée et fortement oxydée (long. 8 centim.) ; en outre, une dizaine de cailloux de forme singulièrement arrondie, et à usage, sans doute, de projectiles :



Bornons-nous à cette description sommaire ; les croquis dont elle est accompagnée achèveront de donner une idée exacte des objets représentés. Détail important, toutefois, à faire connaître encore : les vases faisant partie des deux groupes supérieurs sont en terre blanchâtre ; ceux à forme allongée et étroite du troisième groupe ont une teinte rosée, et les deux amphores du dernier groupe sont blanchâtres, mais légèrement tachetées de rose.

Avant d'aller plus loin, disons que M. Béneven, ayant, il y a une quinzaine d'années, fait défricher un terrain situé à une

très courte distance du puits, vers l'Ouest, dans la pièce appelée *Camdarré* (n° 531, section A, de la matrice cadastrale), où se montrent encore des vestiges de mur, trouva aussi sur ce point des fragments de poterie grisâtre très épaisse, paraissant avoir appartenu à de grands vases dont ils devaient former le rebord. Sur quelques-uns de ces débris, on remarquait, tracés en creux avant la cuisson, des chiffres romains, I..., L et X, restes de date peut-être, ou bien marques de potier¹.

Et puisqu'il s'agit toujours des découvertes faites dans le *Castella* ou ses dépendances, signalons encore celle d'un poignard — ou d'une dague — ayant dû avoir 35 à 40 centimètres de long, qui fut trouvé, en 1875, profondément engagé dans le mur du *Castella*, sur la partie Est tombée depuis ; la lame, en acier, était mangée d'un tiers à la pointe, et la garde, en cuivre, était très oxydée².

Il n'y a évidemment à considérer dans cette vieille arme qu'un souvenir des temps seigneuriaux ; et en ce qui concerne les fragments de poterie du *Camdarré*, il est prudent de ne rien avancer ; de tout cela je ne parle que pour mémoire, afin de ne négliger aucun détail dans les constatations qui ont pu être faites.

L'intérêt se concentre aujourd'hui sur les trouvailles effectuées dans le puits.

Notre examen portera exclusivement sur les vases ; car pour les autres objets, tels que couteau, clé, ciseaux et fer de lance même, leurs petites proportions aidées de leur poids ne cessaient de les entraîner de plus en plus dans les interstices des autres obstacles, ce qui rend particulièrement difficile la détermination de leur origine ; quant au seau en bois, on ne saurait que proclamer son extrême vétusté.

Sans contredit, les premiers vases retirés du puits seront considérés comme plus ou moins modernes ; d'autres qui les avaient précédés aux couches inférieures peuvent ne dater que

1. — M. Béneven les garda longtemps à titre de curiosité ; mais par suite d'absences fréquentes, ils finirent par échapper à sa vigilance, et ils sont maintenant perdus.

2. — Ce poignard fut donné par M. Béneven à un visiteur de ses amis, grand amateur de curiosités archéologiques.

du moyen-âge ; mais il en est probablement aussi de l'époque mérovingienne, et, à l'endroit le plus profond, nous nous trouvons, semble-t-il, à l'époque gallo-romaine...

Nous voici arrivés au point essentiel de nos observations.

Dans les deux amphores, n'est-on pas porté à voir, en effet, l'œuvre romaine ? Leur forme est caractéristique ; on n'ignore pas que ces sortes de vases, avec ou sans anses, exigeaient, à raison de leur base en pointe, l'emploi d'un trépied ou d'une alvéole quelconque, quand on ne les disposait pas dans des creux pratiqués dans le sol ou bien sur une couche de sable, où leur place était le plus souvent réservée¹.

Faisons, à ce propos, un rapprochement qui s'impose : en 1876, un savant ingénieur de Dax, M. Aubé, communiquait, avec dessins à l'appui, à la Société de Borda, une très intéressante *note sur deux vases trouvés à Soorts (Landes)*, tout près d'une ancienne voie romaine². Il s'agissait également de deux amphores, découvertes dans un puits que l'abaissément des eaux d'un étang voisin avait mis à sec et qu'il avait, par conséquent, fallu approfondir. M. Aubé n'hésita pas à les rapporter à l'époque gallo-romaine ; or, l'une d'elles était exactement semblable, comme forme, comme dimensions et comme mode de confection, à celles du *Castella* de Laroin.

De tout ce qui précède, ne faudrait-il pas conclure que ce *Castella* fut un poste gallo-romain, dont l'usage, comme point fortifié, se serait, en quelque sorte, perpétué à travers les siècles, avec des modifications et des transformations successives ? Je ne répéterai pas aujourd'hui ce que j'ai déjà dit, il y a bien des années, concernant les antiques redoutes connues sous les noms de *Castella*, *Castra* ou *Castera* ; mais je ferai remarquer, en terminant, que juste en face de celle-ci, vers le Nord et de l'autre côté du Gave, sur la crête de la colline où est bâti Lescar, se trouvent les vestiges d'un autre camp

1. — Telle est l'explication généralement donnée, en ce qui concerne le fond, à cône renversé, de ces vases ; il en est une autre qui s'offre naturellement, en la circonstance actuelle : cette forme pouvait fort bien convenir aussi, quand, au moyen d'une corde serrée au col et retenue par le bourrelet de l'orifice, on plongeait le vase dans l'eau pour le puisage.

2. — *Bulletin de la Société de Borda* (1^{re} année), 1876, p. 161.

retranché connu sous le nom de *Bilaa* et appartenant à M. d'Ariste.

Ce dernier camp, dont l'origine est incontestablement romaine, d'après les médailles et les restes d'armes que cachait le sol et qu'on a mis au jour lors de la construction du château moderne, commandait, sans doute, la voie romaine de *Beneharnum* (Lescar) à *Tolosa* (Toulouse).

Le *Castella* de Laroin pouvait être, aussi bien, de nature à défendre cette voie, tout en protégeant également celle de *Beneharnum* à *Iluro* (Oloron), car c'est dans l'angle probable des deux voies que ce poste aurait été établi.

On objectera que l'emplacement de *Beneharnum* sur le territoire de Lescar demeure toujours problématique et que le tracé exact des voies romaines est loin encore d'être déterminé, malgré les savantes dissertations auxquelles de nombreux auteurs se sont livrés. Sans m'engager, à mon tour, dans la longue discussion que le sujet comporterait, je crois devoir m'en tenir en ce moment aux très sérieuses probabilités résultant non seulement des études de Marca¹, l'abbé Laplace², François-Saint-Maur³, etc., mais aussi des découvertes archéologiques faites, dans ces dernières années, tant à Lescar qu'aux environs. C'est en continuant à explorer les ruines et en examinant de plus en plus la configuration et l'état des lieux, qu'on arrivera tôt ou tard, espérons-le du moins, à trancher une question d'histoire qui ne saurait indéfiniment paraître insoluble.

1. — *Histoire de Béarn*. Paris, 1640, p. 44.

2. — *Monographie de Notre-Dame de Lescar, précédée d'une dissertation sur Beneharnum*, etc. Pau, impr. Vignaneour, 1863.

3. — *Voies romaines de la région du Sud-Ouest*, mémoire publié dans le Compte-rendu des travaux du *Congrès Scientifique de France*, à Pau, ouvrage déjà cité, tome 1^{er}, p. 117.

CLASSIFICATIONS CHIMIQUES NOUVELLES

(Suite et Fin)

PAR

VICTOR DUCLA

Agrégé de l'Université
Professeur au Lycée de Pau.

Dans un travail publié précédemment, nous avons étudié 3 nouveaux modes de classifications pour les corps simples et 2 pour les oxydes. Nous allons donner maintenant un 3^e mode de classification pour les oxydes. Nous classerons ensuite successivement les sulfures, les chlorures, etc.

Classification des oxydes et des anhydrides d'après le nombre de groupes moléculaires équivalents existant à l'état solide ou liquide dans l'unité de volume. (Chaque groupe peut s'unir à 1.000 atomes monovalents.)

N. B. — Les nombres $\frac{N}{k}$ que nous allons trouver dans le tableau suivant indiquent le nombre de molécules existant dans 1 décimètre cube de chaque oxyde ou anhydride. Ce nombre a été déterminé et publié dans un travail précédent intitulé : *Classifications chimiques*.

$$\text{Ba O} — \text{Baryte caustique} \dots \dots \dots \quad N' = \frac{26.143}{1000 \times k} \times 2 = \frac{52}{k}$$

$$\text{Pb O} — \text{Oxyde de plomb} \dots \dots \dots \quad N' = \frac{26.457}{1000 \times k} \times 2 = \frac{53}{k}$$

Ag ² O — Sous-oxyde d'argent....	N' = $\frac{31.250}{1000 \times k} \times 2 = \frac{62}{k}$
Cu ¹ O — Sous-oxyde de cuivre....	N' = $\frac{37.223}{1000 \times k} \times 2 = \frac{74}{k}$
Pb O ² — Oxyde puce.....	N' = $\frac{38.655}{1000 \times k} \times 2 = \frac{77}{k}$
2 Pb O ² } — Minium.....	N' = $\frac{43.065}{1000 \times k} \times 6 = \frac{79}{k}$
.....
CO ² — Anhydride carbonique...	N' = $\frac{21.599}{1000 \times k} \times 4 = \frac{86}{k}$
SO ² — Anhydride sulfureux....	N' = $\frac{22.656}{1000 \times k} \times 4 = \frac{90}{k}$
.....
As ³ O ³ — Anhydride arsénique....	N' = $\frac{16.239}{1000 \times k} \times 6 = \frac{97}{k}$
SO ³ — Anhydride sulfurique...	N' = $\frac{24.625}{1000 \times k} \times 4 = \frac{98}{k}$
.....
Mn O ³ — Bioxyde de manganèse...	N' = $\frac{51.494}{1000 \times k} \times 2 = \frac{103}{k}$
Hg O — Oxyde de mercure.....	N' = $\frac{53.148}{1000 \times k} \times 2 = \frac{106}{k}$
Cd O — Oxyde de cadmium.....	N' = $\frac{54.424}{1000 \times k} \times 2 = \frac{109}{k}$
.....
As ³ O ³ — Anhydride arsénieux....	N' = $\frac{18.681}{1000 \times k} \times 6 = \frac{112}{k}$
.....
Ca O — Chaux vive.....	N' = $\frac{56.250}{1000 \times k} \times 2 = \frac{113}{k}$
Mg O — Magnésie	N' = $\frac{57.500}{1000 \times k} \times 2 = \frac{115}{k}$
.....
Bi ³ O ³ — Oxyde de Bismuth.....	N' = $\frac{19.369}{1000 \times k} \times 6 = \frac{116}{k}$
Sb ³ O ³ — Oxyde d'antimoine.....	N' = $\frac{20.118}{1000 \times k} \times 6 = \frac{120}{k}$
.....
Mn ³ O ⁴ — Oxyde rouge de mangan ^{se}	N' = $\frac{20.620}{1000 \times k} \times 6 = \frac{124}{k}$
.....

Zn O — Oxyde de zinc.....	$N' = \frac{69.136}{1000 \times k} \times 2 = \frac{138}{k}$
Cu O — Oxyde de cuivre.....	$N' = \frac{77.594}{1000 \times k} \times 2 = \frac{153}{k}$
.....
Bo ² O ³ — Anhydride borique fondu.	$N' = \frac{26.714}{1000 \times k} \times 6 = \frac{160}{k}$
Si O ² — Quartz naturel.....	$N' = \frac{43.333}{1000 \times k} \times 4 = \frac{176}{k}$
Sn O ² — Bioxyde d'étain.....	$N' = \frac{44.966}{1000 \times k} \times 4 = \frac{180}{k}$
.....
Fe ² O ³ — Sesquioxyde de fer (olig ^{te})	$N' = \frac{32.656}{1000 \times k} \times 6 = \frac{196}{k}$
Al ² O ³ — Alumine (rubis).....	$N' = \frac{41.960}{1000 \times k} \times 6 = \frac{252}{k}$

Conséquences qu'on tire de cette classification :

1^o LOI RELATIVE AUX OXYDES ISOMORPHES. — *Le nombre de groupes moléculaires équivalents, entrant dans l'unité de volume de deux oxydes isomorphes est en rapport simple.*

Exemple : $\frac{Al^2 O^3}{Fe^2 O^3} = \frac{252}{196} = \frac{4}{3}$ (sensiblement).

2^o *Les oxydes qui ont des groupes moléculaires équivalents de même grandeur forment des composés isomorphes, des sels isomorphes, que l'on trouve souvent associés dans la nature.*

Exemples : Ba O et Pb O ; Ca O et Mg O.

3^o *Les oxydes et anhydrides solubles dans l'eau sont ceux dont le rapport du nombre de molécules au nombre de molécules de l'eau se rapproche d'un rapport simple.*

Ainsi les oxydes ou anhydrides du tableau précédent qui sont plus ou moins solubles sont :

Ba O, CO², SO², As² O⁵, As² O³, Bo² O³.

Or $\frac{Ba O \text{ (solide)}}{H^2 O \text{ (solide)}} = \frac{26.143}{50.930} = \frac{1}{2}$ (sensiblement).

$$\frac{CO^2 \text{ (liquide)}}{H^2 O \text{ (liquide)}} = \frac{21.599}{55.555} = \frac{2}{5} \text{ (sensiblement).}$$
$$\frac{SO^2 \text{ (liquide)}}{H^2 O \text{ (liquide)}} = \frac{22.656}{55.555} = \frac{2}{5} \text{ (sensiblement).}$$

$$\frac{\text{As}^3 \text{O}^3}{\text{H}^2 \text{O} \text{ (liquide)}} = \frac{18.681}{55.555} = \frac{1}{3} \text{ (sensiblement).}$$

$$\frac{\text{Bo}^3 \text{O}^3 \text{ (solide)}}{\text{H}^2 \text{O} \text{ (solide)}} = \frac{26.714}{50.930} = \frac{1}{2} \text{ (sensiblement).}$$

REMARQUE : La solubilité des oxydes peut se représenter par une courbe dont les maxima correspondraient aux nombres de molécules :

$$\frac{55.555}{k} : 3 = \frac{18.518}{k}$$

$$\frac{55.555}{k} : \frac{2}{5} = \frac{22.222}{k}$$

$$\frac{55.555}{k} : 2 = \frac{27.777}{k}$$

$$\frac{55.555}{k} : 1 = \frac{55.555}{k}$$

Pour construire cette courbe il suffirait de porter sur une ligne horizontale, à partir d'un point fixe 0, des longueurs proportionnelles aux nombres des molécules des divers oxydes ; on élèverait à l'extrémité de chacune de ces longueurs une perpendiculaire dont la longueur représenterait le poids d'oxyde dissous par litre d'eau à une température déterminée. On joindrait enfin les extrémités de toutes ces perpendiculaires par une courbe.

Classification des sulfures d'après le nombre N de molécules contenues dans l'unité de volume à l'état solide.

$$\text{P}^4 \text{S}^3 — \text{Sulfure de phosphore. } N = \frac{2.100.000}{220 \times k} = \frac{9.545}{k}$$

$$\text{Bi}^3 \text{S}^3 — \text{Sulfure de bismuth... } N = \frac{6.540.000}{511 \times k} = \frac{12.796}{k}$$

$$\text{Sb}^3 \text{S}^3 — \text{Sulfure d'antimoine... } N = \frac{4.334.000}{335,2 \times k} = \frac{12.934}{k}$$

$$\text{As}^3 \text{S}^3 — \text{Sulfure d'arsenic..... } N = \frac{3.400.000}{246 \times k} = \frac{13.821}{k}$$

.....

Fe ³ S ⁴ — Pyrite magnétique....	N =	$\frac{4.620.000}{296 \times k}$	=	$\frac{15.680}{k}$
CS ² — Sulfure de carbone...	N =	$\frac{1.293.000}{76 \times k}$	=	$\frac{17.013}{k}$
Sn S ² — Bisulfure d'étain.....	N =	$\frac{4.415.000}{182 \times k}$	=	$\frac{24.382}{k}$
H ² S — Acide sulfhydrique li- quéfié	N =	$\frac{900.000}{34 \times k}$	=	$\frac{26.470}{k}$
Ag ² S — Sulfure d'argent.....	N =	$\frac{7.000.000}{248 \times k}$	=	$\frac{28.225}{k}$
Pb S — Sulfure de plomb.....	N =	$\frac{7.400.000}{239 \times k}$	=	$\frac{30.692}{k}$
Cd S — Sulfure de cadmium..	N =	$\frac{4.800.000}{144 \times k}$	=	$\frac{33.333}{k}$
Hg S — Sulfure de mercure...	N =	$\frac{8.124.000}{232 \times k}$	=	$\frac{35.017}{k}$
Sn S — Sulfure d'étain (mono- sulfure).....	N =	$\frac{5.267.000}{149 \times k}$	=	$\frac{35.348}{k}$
Cu ² S — Sous sulfure de cuivre.	N =	$\frac{5.690.000}{158 \times k}$	=	$\frac{36.012}{k}$
Fe As S — Mispickel	N =	$\frac{6.120.000}{163 \times k}$	=	$\frac{37.546}{k}$
Co As S — Cobaltine	N =	$\frac{6.290.000}{162 \times k}$	=	$\frac{37.777}{k}$
Fe S ² — Pyrite	N =	$\frac{4.981.000}{120 \times k}$	=	$\frac{41.508}{k}$
Zn S — Sulfure de zinc.....	N =	$\frac{4.160.000}{97 \times k}$	=	$\frac{42.887}{k}$
Mn S — Protosulfure de man- ganèse.....	N =	$\frac{3.950.000}{87 \times k}$	=	$\frac{45.402}{k}$

Classification des sulfures d'après le nombre de groupes moléculaires équivalents contenus dans l'unité de volume. (*Chaque groupe peut réagir sur 1000 atomes monovalents.*)

$H^2 S$ — Acide sulfhydrique liquéfié	$N' = \frac{26.470}{1000 \times k} \times 2 = \frac{53}{k}$
• • • • •	• • • • •
$Ag^2 S$ — Sulfure d'argent.....	$N' = \frac{28.225}{1000 \times k} \times 2 = \frac{56}{k}$
$Pb S$ — Sulfure de plomb.....	$N' = \frac{30.692}{1000 \times k} \times 2 = \frac{61}{k}$
$Cd S$ — Sulfure de cadmium	$N' = \frac{33.333}{1000 \times k} \times 2 = \frac{67}{k}$
• • • • •	• • • • •
$C S^2$ — Sulfure de carbone.....	$N' = \frac{17.013}{1000 k} \times 4 = \frac{68}{k}$
• • • • •	• • • • •
$Hg S$ — Sulfure de mercure.....	$N' = \frac{35.017}{1000 k} \times 2 = \frac{70}{k}$
$Sn S$ — Protosulfure d'étain.....	$N' = \frac{35.348}{1000 k} \times 2 = \frac{71}{k}$
$Cu^2 S$ — Chalkosine	$N' = \frac{36.012}{1000 k} \times 2 = \frac{72}{k}$
• • • • •	• • • • •
$Bi^2 S^3$ — Sulfure de bismuth.....	$N' = \frac{12.798}{1000 k} \times 6 = \frac{77}{k}$
$Sb^3 S^2$ — Sulfure d'antimoine.....	$N' = \frac{12.929}{1000 k} \times 6 = \frac{78}{k}$
$As^3 S^2$ — Sulfure d'arsenic.....	$N' = \frac{13.821}{1000 k} \times 6 = \frac{82}{k}$
• • • • •	• • • • •
$Zn S$ — Sulfure de zinc.....	$N' = \frac{42.886}{1000 k} \times 2 = \frac{86}{k}$
$Mn S$ — Sulfure de manganèse...	$N' = \frac{45.402}{1000 k} \times 2 = \frac{91}{k}$
• • • • •	• • • • •
$Co As S$ — Cobaltine	$N' = \frac{37.546}{1000 k} \times 4 = \frac{150}{k}$
$Fe As S$ — Mispickel	$N' = \frac{37.777}{1000 k} \times 4 = \frac{151}{k}$

ISOMORPHISME DES SULFURES. — *En général les sulfures isomorphes sont composés d'un nombre de molécules sensiblement égal, sous le même volume. Quand ce nombre de molécules n'est pas égal, il est en rapport simple.*

Exemple : $\frac{\text{Zn S}}{\text{Cd S}} = \frac{4}{3}$ (sensiblement).

SOLUBILITÉ DES SULFURES DANS L'EAU. — *Le seul sulfure soluble de ce tableau est H_2S , dont le nombre de molécules est en rapport simple avec celui de l'eau : $\frac{1}{2}$ (sensiblement).*

Classification des sulfures d'après la quantité de chaleur absorbée par chaque unité de volume pour une élévation de température de 1°.

NOMS des corps.	Chaleur spécifique.	Poids spécifique ou densité.	Chaleur absorbée par 1 ^{me} pour une élévation de température de 1°.
Pb S	0,049 (Kopp)	7,58	$0,049 \times 7,58 = 0,3714$
		7,4	$0,049 \times 7,4 = 0,3626$
	0,051 (Regnault)	7,58	$0,051 \times 7,58 = 0,3866$
		7,4	$0,051 \times 7,4 = 0,3774$
As ² S ³	0,053 (Neumann)	7,58	$0,053 \times 7,58 = 0,4017$
		7,4	$0,053 \times 7,4 = 0,3922$
Total = 2,2919			
Moyenne = 0,3819 = 0,3819			
Sb ² S ³	0,113 (Neumann)	3,4	$0,113 \times 3,4 = 0,3842$
	0,084 (Regnault)	4,334 (Boudant)	$0,084 \times 4,334 = 0,3640$
		4,62 (Peleux & Fremy)	$0,084 \times 4,62 = 0,3881$
Bi ² S ³	0,091 (Neumann)	4,334	$0,091 \times 4,334 = 0,3944$
		4,62	$0,091 \times 4,62 = 0,4204$
Total = 1,5669			
Moyenne = 0,3917 = 0,3917			
Bi ² S ³	0,060 (Regnault)	6,54	$0,06 \times 6,54 = 0,3924$
Hg S	0,0515 (Regnault)	8,124 (Boullay)	$0,0515 \times 8,124 = 0,4184$
	(Neumann)		
		(Kopp)	
Sn S	0,0837 (Regnault)	5,267 (Boullay)	$0,0837 \times 5,267 = 0,4408$
Zn S	0,12 (Kopp)	4,16	$0,12 \times 4,16 = 0,4992$
	0,123 (Regnault)	4,16	$0,123 \times 4,16 = 0,5117$
Total = 1,0109			
Moyenne = 0,5055 = 0,5055			
Sn S ²	0,119 (Regnault)	4,415 (Boullay)	$0,119 \times 4,415 = 0,5325$
Mo S ²	0,107 (Neumann)	4,6	$0,107 \times 4,6 = 0,4922$
	0,127 (Regnault)	4,6	$0,127 \times 4,6 = 0,5842$
Total = 1,0764			
Moyenne = 0,5382 = 0,5382			
Fe As S	0,101 (Neumann)	6,12	$0,101 \times 6,12 = 0,6181$
Fe S ² (pyrite)	0,13 (Regnault)	4,981 (pyrite)	$0,13 \times 4,981 = 0,6475$
		4,84 (spéckise)	$0,13 \times 4,84 = 0,6276$
	0,126 (Kopp)	4,981 (pyrite)	$0,126 \times 4,981 = 0,6292$
		4,84 (spéckise)	$0,126 \times 4,84 = 0,6098$
Total = 2,5144			
Moyenne = 0,6285 = 0,6285			
Co As S	0,107 (Neumann)	6,29	$0,107 \times 6,29 = 0,6730$
Cu ² S	0,121 (Regnault)	5,69	$0,121 \times 5,69 = 0,6884$
		(Kopp.)	

Classification des oxydes hydratés et des acides d'après le nombre N de molécules que contient l'unité de volume.

H Cl — Acide chlorhydrique...	N =	$\frac{270.000}{36,5 \times k}$	=	$\frac{7.397}{k}$
Cl O ⁴ H — Acide perchlorique....	N =	$\frac{1.782.000}{100,5 \times k}$	=	$\frac{17.731}{k}$
Se O ⁴ H ² — Acide sélénique.....	N =	$\frac{2.600.000}{146 \times k}$	=	$\frac{17.808}{k}$
S O ⁴ H ² — Acide sulfurique.....	N =	$\frac{1.848.000}{99,5 \times k}$	=	$\frac{18.572}{k}$
Az O ³ H — Acide azotique.....	N =	$\frac{1.520.000}{63 \times k}$	=	$\frac{24.126}{k}$
Bo O ³ H ² — Acide borique.....	N =	$\frac{1.540.000}{62 \times k}$	=	$\frac{24.838}{k}$
H ² S — Acide sulfhydrique....	N =	$\frac{900.000}{34 \times k}$	=	$\frac{26.470}{k}$
Cy H — Acide cyanhydrique....	N =	$\frac{697.000}{27 \times k}$	=	$\frac{26.807}{k}$
Cy O H — Acide cyanique.....	N =	$\frac{1.156.000}{43 \times k}$	=	$\frac{26.883}{k}$
I O ³ H — Acide iodique.....	N =	$\frac{4.869.000}{176 \times k}$	=	$\frac{27.664}{k}$
.....
K O H — Potasse caustique....	N =	$\frac{2.044.000}{56 \times k}$	=	$\frac{36.500}{k}$
.....
H F — Acide fluorhydrique....	N =	$\frac{987.900}{20 \times k}$	=	$\frac{49.395}{k}$
.....
H O H — Eau solide.....	N =	$\frac{916.740}{18 \times k}$	=	$\frac{50.930}{k}$
Na O H — Soude caustique.....	N =	$\frac{2.130.000}{40 \times k}$	=	$\frac{53.250}{k}$
H O H — Eau liquide.....	N =	$\frac{1.000.000}{18 \times k}$	=	$\frac{55.555}{k}$

1^{re} REMARQUE : Tous ces corps sont solubles. Toutes leurs molécules sont plus grandes que celles de l'eau.

2^{re} REMARQUE : Parmi ces corps deux sont très avides d'eau.

Ce sont $\text{SO}^4 \text{H}^2$ et K O H .

$$\text{Or } \frac{\text{S O}^4 \text{H}^2}{\text{H}^2 \text{O}} = \frac{18.572}{55.555} = \frac{1}{3} \text{ (sensiblement).}$$

$$\frac{\text{K O H}}{\text{H}^2 \text{O}} = \frac{36.300}{55.555} = \frac{2}{3} \text{ (sensiblement).}$$

Pour un même volume, le nombre des molécules d'acide sulfurique, de potasse et d'eau est sensiblement dans le rapport des 3 nombres entiers 1, 2, 3.

Deux autres corps, l'acide fluorhydrique et la soude, ont aussi pour l'eau une grande affinité et sont très solubles : le nombre de leurs molécules est sensiblement égal à celui de l'eau prise entre 0° et 4° .

La solubilité des oxydes hydratés et des acides dans l'eau peut être représentée par une courbe dont les maxima correspondent aux nombres $\frac{55.555}{k}$ (eau); $\frac{55.555}{k} \times \frac{2}{3} = \frac{37.366}{k}$; $\frac{55.555}{k} \times \frac{1}{3} = \frac{18.518}{k}$; $\frac{55.555}{k} \times \frac{1}{5} = \frac{11.111}{k}$; $\frac{55.555}{k} \times \frac{1}{7} = \frac{7.936}{k}$

Cette courbe serait construite en portant sur une ligne horizontale, à partir d'un point fixe 0, des longueurs proportionnelles aux nombres des molécules des oxydes hydratés, et en élevant à l'extrémité des longueurs ainsi obtenues des perpendiculaires proportionnelles au poids d'oxyde dissous par 1 litre d'eau. On joindrait enfin les extrémités de ces perpendiculaires par une courbe.

Classification des oxydes hydratés et des acides d'après le nombre des groupes moléculaires équivalents contenus dans l'unité de volume, à l'état solide ou liquide. (Chaque groupe peut réagir sur 1000 atomes monovalents.)

$$\text{H Cl} — \text{Acide chlorhydrique} \dots \dots \dots \text{N}' = \frac{7.397}{1000 k} = \frac{7}{k}$$

$$\text{Cl O}^4 \text{H} — \text{Acide perchlorique} \dots \dots \dots \text{N}' = \frac{17.731}{1000 k} = \frac{17}{k}$$

$$\text{Az O}^3 \text{H} — \text{Acide azotique} \dots \dots \dots \text{N}' = \frac{24.126}{1000 k} = \frac{24}{k}$$

Cy H — Acide cyanhydrique.....	$N' = \frac{26.807}{1000 k} = \frac{27}{k}$
Cy O H — Acide cyanique.....	$N' = \frac{26.883}{1000 k} = \frac{27}{k}$
I O ³ H — Acide iodique.....	$N' = \frac{27.664}{1000 k} = \frac{28}{k}$
Se O ⁴ H ² — Acide sélénique.....	$N' = \frac{17.808}{1000 k} \times 2 = \frac{35}{k}$
S O ⁴ H ² — Acide sulfurique.....	$N' = \frac{18.572}{1000 k} \times 2 = \frac{37}{k}$
KO H — Potasse caustique.....	$N' = \frac{36.500}{1000 k} = \frac{37}{k}$
(Cy O H) ³ — Acide cyanurique.....	$N' = \frac{13.705}{1000 k} \times 3 = \frac{41}{k}$
H F — Acide fluorhydrique...	$N' = \frac{49.395}{1000 k} \times 1 = \frac{49}{k}$
S H ³ — Acide sulphydrique....	$N' = \frac{26.470}{1000 k} \times 3 = \frac{52}{k}$
Na O H — Soude caustique.....	$N' = \frac{53.250}{1000 k} \times 1 = \frac{53}{k}$
H O H — Eau solide.....	$N' = \frac{50.930}{1000 k} \times 1 = \frac{51}{k}$
H O H — Eau liquide.....	$N' = \frac{55.535}{1000 k} \times 1 = \frac{55}{k}$

REMARQUE : Si nous nous reportons à la classification des corps simples d'après le nombre de groupes moléculaires équivalents contenus dans l'unité de volume, nous voyons que les corps simples qui sont solubles dans l'eau ou qui l'attaquent à la température ordinaire viennent en tête (voir Classifications chimiques page 11) et sont tous groupés ensemble par ordre de grandeur décroissante. [Césium, rubidium, potassium, cyanogène liquéfié (corps comp., jouant le rôle de corps simple), Iode, brome, chlore, fluor, sodium, strontium, baryum, calcium, lithium.] Comparons la grandeur de ces divers groupes moléculaires à la grandeur de la molécule d'eau.

Césium.....	Nombre de groupes dans l'unité de volume.....	$\frac{14}{k}$	volume	$\frac{k}{14}$
Rubidium.....	—	$\frac{18}{k}$	—	$\frac{k}{18}$

Potassium.....	—	—	$\frac{22}{k}$	—	$\frac{k}{22}$
Cyanogène	—	—	$\frac{33}{k}$	—	$\frac{k}{33}$
Iode (liquéfié)...	—	—	$\frac{35}{k}$	—	$\frac{k}{35}$
Brome	—	—	$\frac{37}{k}$	—	$\frac{k}{37}$
Chlore (liquéfié) .	—	—	$\frac{38}{k}$	—	$\frac{k}{38}$
Iode (solide).....	—	—	$\frac{39}{k}$	—	$\frac{k}{39}$
Sodium	—	—	$\frac{42}{k}$	—	$\frac{k}{42}$
Strontium.....	—	—	$\frac{57}{k}$	—	$\frac{k}{57}$
Baryum.....	—	—	$\frac{58}{k}$	—	$\frac{k}{58}$
Calcium.....	—	—	$\frac{79}{k}$	—	$\frac{k}{79}$
Lithium.....	—	—	$\frac{85}{k}$	—	$\frac{k}{85}$

La molécule d'eau ayant pour volume $\frac{k}{33}$ tous les corps simples solubles dans l'eau ou qui attaquent l'eau pour la décomposer, à la température ordinaire ont, ou un volume sensiblement égal (baryum, strontium), ou un volume plus grand pour chaque groupe moléculaire équivalent (sodium, chlore, brome, iodé, potassium, rubidium, césium). Seuls, le calcium et le lithium ont un groupe moléculaire plus petit que l'eau, et attaquent cependant l'eau à la température ordinaire. Tous les autres corps simples, dont le volume de chaque groupe moléculaire équivalent est plus petit que celui de l'eau, ne sont pas solubles dans l'eau, ni n'attaquent l'eau à la température ordinaire.

Classification des chlorures d'après le nombre de molécules contenues dans l'unité de volume (à l'état solide ou liquide).

REMARQUES

$H Cl$ — Acide chlorhydrique..	$N = \frac{270.000}{36,5 \times k} = \frac{7.397}{k}$	Très avide d'eau.
$Sn Cl^4$ — Tétrachlorure d'étain.	$N = \frac{1.800.000}{260 \times k} = \frac{8.384}{k}$	Très avide d'eau.
$C^2 Cl^4$ — Trichlorure de carbone	$N = \frac{2.000.000}{237 \times k} = \frac{8.439}{k}$	Insoluble.
$Si Cl^4$ — Tétrachlorure de silicium.	$N = \frac{1.520.000}{170 \times k} = \frac{8.941}{k}$	Décompose l'eau à la température ordinaire.
$C^2 Cl^2$ — Dichlorure de carbone.	$N = \frac{1.612.000}{166 \times k} = \frac{9.710}{k}$	Insoluble.
$C Cl^4$ — Tétrachlorure de carbone.	$N = \frac{1.630.000}{154 \times k} = \frac{10.584}{k}$	Insoluble.
$P Cl^3$ — Trichlorure de phosphore	$N = \frac{1.610.000}{137,5 \times k} = \frac{11.709}{k}$	Décompose l'eau à la température ordinaire.
$Sb Cl^3$ — Chlorure d'antimoine.	$N = \frac{2.666.000}{226,5 \times k} = \frac{11.770}{k}$	Décompose l'eau à la température ordinaire.
$Az Cl^3$ — Chlorure d'azote.....	$N = \frac{1.633.000}{120,5 \times k} = \frac{13.551}{k}$	Décompose un peu l'eau ; insoluble.
$Pb Cl^2$ — Chlorure de plomb....	$N = \frac{3.900.000}{277 \times k} = \frac{14.115}{k}$	Insoluble.
$Hg^2 Cl^2$ — Calomel	$N = \frac{7.140.000}{471 \times k} = \frac{15.159}{k}$	Insoluble.
$As Cl^3$ — Chlorure d'arsenic....	$N = \frac{2.850.000}{181,5 \times k} = \frac{15.703}{k}$	Décompose l'eau.
$Ba Cl^2$ — Chlorure de baryum..	$N = \frac{3.900.000}{208 \times k} = \frac{18.750}{k}$	Soluble.
$Ca Cl^2$ — Chlorure de calcium..	$N = \frac{2.230.000}{101 \times k} = \frac{22.079}{k}$	Soluble.
$K Cl$ — Chlorure de potassium.	$N = \frac{1.836.000}{74,5 \times k} = \frac{24.664}{k}$	Soluble.
$Am Cl$ — Chlorure d'ammonium.	$N = \frac{1.520.000}{53,5 \times k} = \frac{28.411}{k}$	Soluble.
$Na Cl$ — Chlorure de sodium...	$N = \frac{2.100.000}{58,5 \times k} = \frac{35.887}{k}$	Soluble.
$Ag Cl$ — Chlorure d'argent	$N = \frac{5.548.000}{143,5 \times k} = \frac{38.592}{k}$	Insoluble.

1^{re} REMARQUE : Le Ag Cl, qui est décomposé par la lumière, a un volume moléculaire plus petit que celui des autres chlorures de ce tableau.

2^{me} REMARQUE : Les chlorures les plus solubles dans l'eau ou bien qui décomposent l'eau à la température ordinaire sont ceux dont le nombre de molécules est en rapport simple avec le nombre de molécules de l'eau.

1 ^{me} contenant un nombre de molécules d'eau	$\frac{55.555}{k}$	le
corps qui contiendrait 2 fois moins de molécules	$\frac{27.777}{k}$	contiendrait
celui qui aurait 3 fois moins de molécules	$\frac{18.518}{k}$	contiendrait.
— 5 fois	$\frac{11.111}{k}$	
— 6 fois	$\frac{9.259}{k}$	
— 7 fois	$\frac{7.936}{k}$	

Or $\frac{7.936}{k}$ est compris entre $\frac{7.397}{k}$ (H Cl, corps très avide d'eau et très soluble), et $\frac{8.384}{k}$ (Sn Cl⁴, corps très avide d'eau).

D'autre part $\frac{9.259}{k}$ est voisin de $\frac{8.941}{k}$ (Si Cl⁴, corps qui décompose l'eau à la température ordinaire en donnant deux produits, dont l'un est très soluble).

$\frac{11.111}{k}$ est voisin de $\frac{11.702}{k}$ (P Cl³) et de $\frac{11.770}{k}$ (Sb Cl³) corps qui décomposent l'eau à la température ordinaire.

$\frac{18.518}{k}$ est voisin de $\frac{18.750}{k}$ (Ba Cl², corps soluble dans l'eau).

$\frac{27.777}{k}$ est voisin de $\frac{28.411}{k}$ (Am Cl, corps soluble dans l'eau).

On peut représenter la solubilité des chlorures ou leur pouvoir de décomposition sur l'eau par une courbe dont les maxima correspondent aux nombres 7.936, 9.259, 11.111, 18.518, 27.777 et 55.555.

Cette courbe se construirait en portant sur une ligne horizontale, à partir d'un point fixe 0, et toujours du même côté de cette ligne, des longueurs proportionnelles aux nombres des molécules des divers chlorures. On élèverait ensuite aux extrémités des longueurs ainsi obtenues des perpendiculaires dont la longueur serait proportionnelle au poids de chlorure dissous ou décomposé par 1 litre d'eau. On joindrait enfin toutes les extrémités de ces perpendiculaires par une courbe.

Classification des chlorures d'après la quantité de chaleur absorbée par l'unité de volume pour une élévation de température de 1°.

NOMS des corps.	Chaleurs spécifiques.	Poids spécifiques ou densités.	Chaleur absorbée par l'unité de volume pour une élévation de température de 1°.
Pb Cl ²	0,0664 (Regnault)...	3,9 (H. Rose)...	0,0664 \times 3,9 = 0,259
K Cl	0,173 id.	1,836 (Wenzel)...	0,173 \times 1,836 = 0,318
Ba Cl ²	0,09 id.	3,9 (Boullay)...	0,09 \times 3,9 = 0,361
Ca Cl ²	0,164 id.	2,23 id.	0,164 \times 2,23 = 0,366
Hg ² Cl ²	0,052 id.	7,14 id.	0,052 \times 7,14 = 0,371
Hg Cl ²	0,069 id.	5,42 id.	0,069 \times 5,42 = 0,374
Na Cl	0,214 id.	2,257 (Mohs)....	0,214 \times 2,257 = 0,483
Ag Cl	0,091 id.	5,548 (Boullay)...	0,091 \times 5,548 = 0,504
Az H ⁴ Cl	0,373 (Kopp)....	1,52	0,373 \times 1,52 = 0,567

REMARQUE : La molécule de Ag Cl est, après celle de Az H⁴ Cl, la molécule qui absorbe le plus de chaleur pour une élévation de température de 1°.

Classification des bromures d'après la quantité de chaleur absorbée par l'unité de volume pour une élévation de température de 1°.

NOMS des corps.	Chaleurs spécifiques.	Poids spécifiques ou densités.	Chaleur absorbée par l'unité de volume pour une élévation de température de 1°.
K Br.....	0,413 (Regnault)...	1,620 (H. Rose)...	0,413 \times 1,62 = 0,2106
Ag Br.....	0,053 id.	5,128 id.	0,053 \times 5,128 = 0,2717
Pb Br ²	0,074 id.	5,194 id.	0,074 \times 5,194 = 0,3843

Classification des iodures d'après la quantité de chaleur absorbée par l'unité de volume pour une élévation de température de 1°.

NOMS des corps.	Chaleurs spécifiques.	Poids spécifiques ou densités.	Chaleur absorbée par l'unité de volume pour une élévation de température de 1°.
K I	0,0819 (Regnault)...	3 (Boullay)...	$0,0819 \times 3 = 0,2437$
Pb I ²	0,0427 id.	6,1 id.	$0,0427 \times 6,1 = 0,2605$
Hg I ²	0,042 id.	6,32 id.	$0,042 \times 6,32 = 0,2634$
Hg ² I ²	0,0395 id.	7,75 id.	$0,0395 \times 7,75 = 0,3061$
Ag I	0,062 id.	5,614 id.	$0,062 \times 5,614 = 0,3487$

REMARQUE : La molécule d'iodure d'argent est celle qui absorbe le plus de chaleur pour une élévation de 1°.

Classification des azotates d'après la quantité de chaleur absorbée par l'unité de volume pour une élévation de température de 1°.

NOMS des corps.	Chaleurs spécifiques.	Poids spécifiques ou densités.	Chaleur absorbée par l'unité de volume pour une élévation de température de 1°.
Az O ³ K ...	0,227 (Kopp)....	1,93	$0,239 \times 1,93 = 0,461$
(Az O ³) ² Pb.	0,110 id.	4,4 (Kursten) ..	$0,11 \times 4,4 = 0,484$
(Az O ³) ² Ba.	0,152 (Regnault) ..	3,185 id.	$0,152 \times 3,185 = 0,484$
(Az O ³) ² Sr.	0,181 (Kopp)	2,89 id.	$0,181 \times 2,89 = 0,523$

Classification des sulfates d'après le nombre de molécules que contient 1^{dm³} de substance à l'état solide.

$$\text{Al}^3(\text{SO}^4)^3 + \text{K}^+ \text{SO}^4 + 24 \text{H}^+ \text{O} \text{ — Alun.} \dots \text{N} = \frac{1.700.000}{948 \times k} = \frac{1.793}{k}; \text{ soluble}$$

$$\text{K}^+ \text{SO}^4 \text{ — Sulfate de potassium} \text{ N} = \frac{2.400.000}{74 \times k} = \frac{13.793}{k}; \text{ soluble}$$

$$\text{Ag}^+ \text{SO}^4 \text{ — Sulfate d'argent.} \dots \text{N} = \frac{5.340.000}{312 \times k} = \frac{17.115}{k}; \text{ peu sol.}$$

$\text{Na}^{\text{+}} \text{S O}^{\text{4-}}$ — Sulfate de sodium ..	$N = \frac{2.630.000}{142 \times k} = \frac{18.521}{k}$	; soluble
$\text{H}^{\text{+}} \text{S O}^{\text{4-}}$ — Acide sulfurique....	$N = \frac{1.848.000}{99,5 \times k} = \frac{18.572}{k}$	; soluble
$\text{Ba S O}^{\text{4-}}$ — Sulfate de baryum ..	$N = \frac{4.480.000}{233 \times k} = \frac{19.244}{k}$	; insol.
$\text{Pb S O}^{\text{4-}}$ — Sulfate de plomb...	$N = \frac{6.300.000}{302 \times k} = \frac{20.860}{k}$	; peu sol.
$\text{Ca S O}^{\text{4-}}$ — Sulfate de calcium ..	$N = \frac{2.900.000}{136 \times k} = \frac{21.333}{k}$	; peu sol.
$\text{Sr S O}^{\text{4-}}$ — Sulfate de strontium.	$N = \frac{3.950.000}{183,3 \times k} = \frac{21.549}{k}$	; peu sol.

Classification des sulfates d'après le nombre N' de groupes moléculaires équivalents contenus dans l'unité de volume. Chaque groupe peut réagir sur 1000 atomes monovalents.

$\text{Al}^{\text{3+}} (\text{S O}^{\text{4-}})^{\text{3-}} + \text{K}^{\text{+}} \text{S O}^{\text{4-}} + 24(\text{H}^{\text{+}} \text{O})$ — Alun ...	$N' = \frac{1.793}{1000 \times k} \times 8 = \frac{14}{k}$	; soluble
$\text{K}^{\text{+}} \text{S O}^{\text{4-}}$ — Sulfate de potassium	$N' = \frac{13.793}{1000 k} \times 2 = \frac{27,5}{k}$	; soluble
$\text{Ag}^{\text{+}} \text{S O}^{\text{4-}}$ — Sulfate d'argent....	$N' = \frac{17.115}{1000 k} \times 2 = \frac{34}{k}$	; peu sol.
$\text{Na}^{\text{+}} \text{S O}^{\text{4-}}$ — Sulfate de sodium ..	$N' = \frac{18.521}{1000 \times k} \times 2 = \frac{37}{k}$	; soluble
$\text{H}^{\text{+}} \text{S O}^{\text{4-}}$ — Acide sulfurique...	$N' = \frac{18.572}{1000 \times k} \times 2 = \frac{37}{k}$	; soluble
$\text{Ba S O}^{\text{4-}}$ — Sulfate de baryum ..	$N' = \frac{19.244}{1000 k} \times 2 = \frac{38}{k}$	; insol.
$\text{Pb S O}^{\text{4-}}$ — Sulfate de plomb...	$N' = \frac{21.323}{1000 k} \times 2 = \frac{42}{k}$	; peu sol.
$\text{Ca S O}^{\text{4-}}$ — Sulfate de calcium ..	$N' = \frac{21.323}{1000 k} \times 2 = \frac{43}{k}$	; peu sol.
$\text{Sr S O}^{\text{4-}}$ — Sulfate de strontium	$N' = \frac{21.549}{1000 k} \times 2 = \frac{43}{k}$	; peu sol.

1^{re} REMARQUE : Les quatre sulfates de baryum, de plomb, de calcium et de strontium, qui sont isomorphes, ont sensiblement des molécules de même grandeur.

2^{me} REMARQUE : Le nombre des molécules que contient 1^{dm3}

d'eau = $\frac{55.555}{k}$ Si nous multiplions ce nombre par $\frac{1}{2}$, $\frac{1}{3}$, $\frac{1}{4}$, $\frac{1}{5}$, $\frac{1}{31}$, nous trouvons :

$$\begin{aligned}\frac{55.555}{k} \times \frac{1}{2} &= \frac{27.777}{k} \\ \frac{55.555}{k} \times \frac{1}{3} &= \frac{18.518}{k} \\ \frac{55.555}{k} \times \frac{1}{4} &= \frac{13.888}{k} \\ \frac{55.555}{k} \times \frac{1}{5} &= \frac{11.111}{k} \\ \frac{55.555}{k} \times \frac{1}{31} &= \frac{1.792}{k}\end{aligned}$$

Or $\frac{1.792}{k}$ est très voisin de $\frac{1.793}{k}$ (alun ordinaire, corps très soluble dans l'eau);

$\frac{13.888}{k}$ se rapproche de $\frac{13.793}{k}$ (sulfate de potassium, corps soluble);

$\frac{18.518}{k}$ se rapproche beaucoup de $\frac{18.521}{k}$ (sulfate de sodium, corps très soluble dans l'eau).

3^{me} REMARQUE : La solubilité des sulfates dans l'eau pourrait être représentée par une courbe dont les maxima correspondraient aux nombres $\frac{55.555}{k} \times \frac{1}{31} = \frac{1.792}{k}$; $\frac{55.555}{k} \times \frac{1}{5} = \frac{11.111}{k}$; $\frac{55.555}{k} \times \frac{1}{4} = \frac{13.888}{k}$; $\frac{55.555}{k} \times \frac{1}{3} = \frac{18.518}{k}$; $\frac{55.555}{k} \times \frac{1}{2} = \frac{27.777}{k}$

Classification des sulfates d'après la quantité de chaleur absorbée par l'unité de volume pour une élévation de température de 1°.

NOMS des corps.	Chaleur spécifique.	Poids spécifique ou densité.	Chaleur absorbée par l'unité de volume pour une élévation de température de 1°.
S O ⁴ K ⁴ ...	0,198 (Kepp)....	2,4	0,198 \times 2,4 = 0,475
S O ⁴ Ba....	0,108 id.	4,7	0,108 \times 4,7 = 0,508
S O ⁴ Pb....	0,083 id.	6,3	0,083 \times 6,3 = 0,533
S O ⁴ Sr....	0,135 id.	3,95	0,135 \times 3,95 = 0,533
S O ⁴ Ca....	0,185 (Neumann)...	2,9	0,185 \times 2,9 = 0,537
S O ⁴ Na ⁴ ...	0,244 (Regnault)...	2,63 (Karras)...	0,244 \times 2,63 = 0,642

Classification des carbonates d'après le nombre de molécules que contient l'unité de volume à l'état solide.

2(Cu C O ³), Cu (O H) ² — Azurite....	N = $\frac{3.830.000}{295 \times k} = \frac{12.983}{k}$
Mg C O ³ , Ca C O ³ — Dolomie.....	N = $\frac{2.800.000}{184 \times k} = \frac{15.216}{k}$
C O ³ Cu, Cu (O H) ² — Malachite.....	N = $\frac{4.010.000}{220 \times k} = \frac{18.227}{k}$
C O ³ Ba — Carbonate de baryum...	N = $\frac{4.300.000}{197 \times k} = \frac{21.827}{k}$
C O ³ Sr — Carbonate de strontium..	N = $\frac{3.650.000}{147,3 \times k} = \frac{24.779}{k}$
C O ³ Pb — Carbonate de plomb.....	N = $\frac{6.730.000}{266 \times k} = \frac{25.300}{k}$
C O ³ Ca — Spath d'Islande.....	N = $\frac{2.700.000}{100 \times k} = \frac{27.000}{k}$
C O ³ Ca — Aragonite.....	N = $\frac{2.900.000}{100 \times k} = \frac{29.000}{k}$
C O ³ Mn — Carbonate de manganèse.	N = $\frac{3.530.000}{114,8 \times k} = \frac{30.923}{k}$
C O ³ Fe — Carbonate de fer.....	N = $\frac{3.800.000}{116 \times k} = \frac{32.758}{k}$
C O ³ Zn — Carbonate de zinc.....	N = $\frac{4.500.000}{125 \times k} = \frac{36.000}{k}$

ISOMORPHES

4^e REMARQUE : Les carbonates isomorphes ont des nombres

de molécules qui se rapprochent les uns des autres ; cependant le spath d'Islande est isomorphe avec les carbonates de magnésie, de fer et de zinc, tandis que l'aragonite est isomorphe avec les carbonates de plomb, de baryum et de strontium.

2^{me} REMARQUE : Aucun des carbonates de ce tableau n'est soluble dans l'eau pure ; mais à peu près tous le sont plus ou moins dans l'eau chargée de gaz carbonique. Pour qu'un corps soit soluble dans un liquide il ne suffit donc pas que le rapport du nombre de molécules du corps à dissoudre et du dissolvant soit simple ; il faut encore tenir compte de la nature du dissolvant et de celle du corps dissous.

Classification des carbonates d'après la quantité de chaleur absorbée par l'unité de volume pour une élévation de température de 1°.

NOMS des corps.	Chaleurs spécifiques.	Poids spécifique ou densité.	Chaleur absorbée par l'unité de volume pour une élévation de température de 1°.
CO ³ Ba ...	0,108 (Neumann).. 0,11 (Regnault)..	4,3 4,3	0,108 \times 4,3 = 0,464 0,11 \times 4,3 = 0,473
CO ³ Pb....	0,0814 (Neumann).. (naturel) 0,0791 (Kopp)....	6,558 (Théard).. 6,558 id.	0,0814 \times 6,558 = 0,534 0,0791 \times 6,558 = 0,519
CO ³ Ca ...	0,205 (Neumann).. (aragonite) 0,206 (Kopp).... 0,209 (Regnault)...	2,76 2,76 2,76	0,205 \times 2,76 = 0,560 0,206 \times 2,76 = 0,569 0,209 \times 2,76 = 0,577
MgCO ³ , CaCO ³	0,206 (Kopp).... (Bolomie)	2,8	0,206 \times 2,8 = 0,576
CO ³ Fe....	0,193 (Regnault)...	3,85	0,193 \times 3,85 = 0,743

Classification des composés de l'éthyle d'après le nombre de molécules contenues dans l'unité de volume à l'état solide ou liquide.

$$(C^2 H^5) Si O^4 — Silicate d'éthyle.... N = \frac{933.000}{208 \times k} = \frac{4.485}{k}; \text{ insoluble dans l'eau.}$$

$$(C^2 H^5) (C^0 H^1 O^2) — Cinnamate d'éthyle.. N = \frac{1.066.000}{176 \times k} = \frac{6.056}{k}; \text{ soluble dans l'eau.}$$

$(C^2 H^5) (Bo O^3)$ — Borate d'éthyle....	$N = \frac{885.000}{146 \times k} = \frac{6.103}{k}$	soluble.
$(C^2 H^5) (C^2 H^3 O^3)$ — Valérianate d'éthyle.	$N = \frac{883.000}{130 \times k} = \frac{6.792}{k}$	
$(C^2 H^5) (C^2 H^3 O^3)$ — Benzoate d'éthyle...	$N = \frac{1.066.000}{150 \times k} = \frac{7.106}{k}$	insoluble.
$(C^2 H^5) (C^2 O^4)$ — Oxalate d'éthyle....	$N = \frac{1.102.000}{146 \times k} = \frac{7.547}{k}$	peu soluble.
$(C^2 H^5) (C^4 H^3 O^3)$ — Butyrate d'éthyle....	$N = \frac{902.000}{116 \times k} = \frac{7.773}{k}$	insoluble.
$(C^2 H^5) S$ — Sulfure d'éthyle....	$N = \frac{837.000}{90 \times k} = \frac{9.300}{k}$	insoluble.
$(C^2 H^5) O$ — Ether ordinaire....	$N = \frac{736.000}{74 \times k} = \frac{9.943}{k}$	peu soluble.
$(C^2 H^5) (C^2 H^3 O^3)$ — Acétate d'éthyle....	$N = \frac{910.000}{88 \times k} = \frac{10.340}{k}$	un peu sol.
$(C^2 H^5) (Az O^3)$ — Azotite d'éthyle....	$N = \frac{980.000}{75 \times k} = \frac{11.866}{k}$	soluble.
$(C^2 H^5) (Az O^3)$ — Azotate d'éthyle....	$N = \frac{1.132.000}{111 \times k} = \frac{12.439}{k}$	insoluble.
$(C^2 H^5) I$ — Iodure d'éthyle....	$N = \frac{1.975.000}{156 \times k} = \frac{12.660}{k}$	insoluble.
$(C^2 H^5) Br$ — Bromure d'éthyle....	$N = \frac{1.473.000}{109 \times k} = \frac{13.513}{k}$	insoluble.
$(C^2 H^5) Cl$ — Chlorure d'éthyle...	$N = \frac{922.000}{64,5 \times k} = \frac{14.294}{k}$	peu soluble.
$(C^2 H^5) Cy$ — Cyanure d'éthyle....	$N = \frac{789.000}{53 \times k} = \frac{14.345}{k}$	assez solub.
$(C^2 H^5) OH$ — Alcool ordinaire....	$N = \frac{808.000}{46 \times k} = \frac{17.567}{k}$	soluble.

1^{re} REMARQUE : La solubilité dans l'eau de ces divers composés est maximum quand le nombre de molécules de chacun d'eux, multiplié par 3, 5, 9, etc. = $\frac{53.555}{k}$ (nombre de molécules d'eau contenues dans l'unité de volume).

Remarquons d'abord que :

$$\frac{11.111}{k} \times 5 = \frac{55.555}{k}$$

$$\frac{18.518}{k} \times 3 = \frac{55.555}{k}$$

$\frac{11.111}{k}$ est voisin de $\frac{10.340}{k}$ (acétate d'éthyle, peu soluble) et de $\frac{11.866}{k}$, (azotite d'éthyle corps soluble).

$\frac{18.518}{k}$ est voisin de $\frac{17.567}{k}$ (acool ordinaire), corps soluble dans l'eau.

2^{me} REMARQUE : Les variations de solubilité des divers composés de l'éthyle pourraient être représentées par une courbe.

Les maxima correspondraient aux nombres : $\frac{55.555}{k} : 3 = \frac{18.518}{k}$;

$\frac{55.555}{k} : 5 = \frac{11.111}{k}$; $\frac{55.555}{k} : 9 = \frac{6.617}{k}$

Corps liquides organiques divers classés d'après la quantité de chaleur absorbée par l'unité de volume pour une élévation de température de 1°.

NOMS DES CORPS	CHALEUR SPÉCIFIQUE	Poids Spécifique ou Densité.	Chaleur absorbée par l'unité de volume pour une élévation de température de 1°.
Bromure d'éthyle C ² H ⁴ Br...	0,215 (Regnault)...	1,473	0,215 × 1,473 = 0,317
Iodure d'amyle C ³ H ¹¹ I...	0,219 (Berthelot)...	1,468 (Berthelot).	0,219 × 1,468 = 0,321
Iodure d'éthyle C ² H ⁴ I...	0,164 (Regnault)...	1,295	0,164 × 1,295 = 0,324
Bromure d'amyle C ³ H ¹¹ Br...	0,287 (Berthelot)...	1,166 (Berthelot).	0,287 × 1,166 = 0,335
Chlorure d'amyle C ³ H ¹¹ Cl...	0,4 (Berthelot)...	0,886 id.	0,4 × 0,886 = 0,354
Cyanure d'éthyle C ² H ⁴ Cy...	0,4325 (Regnault)...	0,871	0,4325 × 0,871 = 0,377
Citrène C ¹⁰ H ¹⁶ ...	0,449 (Regnault)...	0,847	0,449 × 0,847 = 0,380
Chlorure d'éthylène C ² H ⁴ Cl ¹ ...	0,300 id.	1,28	0,3 × 1,28 = 0,384
Chloral C ² H Cl ¹ O...	0,259 (Berthelot)...	1,502	0,259 × 1,502 = 0,389
Ether ordinaire (C ² H) ² O...	0,529 (Regnault, Hirn)...	0,73574 (I. Pierre).	0,529 × 0,73574 = 0,389
Benzine C ⁶ H ⁶ ...	0,436 (Regnault)...	0,8995	0,436 × 0,8995 = 0,392

Suite des Corps liquides, etc.

NOMS DES CORPS	CHALEUR SPÉCIFIQUE	Poids Spécifique ou Densité.	Chaleur absorbée par l'unité de volume pour une élévation de température de 1°.
			0,428 × 0,921 = 0,394
Chlorure d'éthyle C ² H ⁶ Cl.....	0,428 (Regnault).	0,921 (Thiéard).	0,428 × 0,921 = 0,394
Sulfure d'éthyle (C ² H ⁶) ₂ S.....	0,4785 id.	0,825	0,4785 × 0,825 = 0,395
Valérianate de méthyle (C ³ H ⁷) (C ³ H ⁶ O ¹).....	0,491 (Kopp).	0,887	0,491 × 0,887 = 0,435
Trioléine (C ³ H ⁶) (C ¹ H ³ O ¹) ³	0,504 (Berthelot).	0,9192	0,504 × 0,9192 = 0,463
Anhydride acétique C ² H ⁴ O ¹	0,434 (Berthelot).	1,073 (Gerhardt).	0,434 × 1,073 = 0,466
Acétate de méthyle (C ³ H ⁷) (C ² H ⁴ O ¹).....	0,507 (Kopp).	0,919	0,507 × 0,919 = 0,466
Formiate d'éthyle (C ² H ⁶) (C ² H ⁴ O ¹).....	0,543 id.	0,945	0,543 × 0,945 = 0,469
Acétate d'éthyle (C ² H ⁶) (C ² H ⁴ O ¹).....	0,527 id.	0,906 (I. Pierre).	0,527 × 0,906 = 0,478
Alcool ordinaire (C ² H ⁶) (O H).....	0,595 (Regnault).	0,843 (I. Pierre).	0,595 × 0,843 = 0,484
Alcool méthyllique (C ³ H ⁷) (O H).....	0,645 (Kopp).	0,82 (I. Pierre).	0,645 × 0,82 = 0,529
Alcool amylique (C ³ H ¹¹) (O H).....	0,6935 (Regnault).	0,825 (Berthelot).	0,6935 × 0,825 = 0,572
Acide acétique C ² H ⁴ O ² H.....	0,522 (Berthelot).	1,147 (Fabre).	0,522 × 1,147 = 0,583
Acide formique C H O ² H.....	0,536 (Kopp).	1,235 (Malagutti).	0,536 × 1,235 = 0,662
Acide valérique C ³ H ⁶ O ² H.....	0,8 (Perré et Silbermann).	0,8 (Perré et Silbermann).	0,8 × 0,937 = 0,750

Corps simples classés d'après la quantité de chaleur absorbée par l'unité de volume pour le passage de l'état solide à l'état liquide, sans changement de température.

NOMS DES CORPS	Chaleur de fusion pour 1 gramme.	Poids spécifique.	Chaleur absorbée par l'unité de volume pour fondre, sans changement de température.
Phosphore ordinaire.	4,838 (Person)..	1,83	$4,838 \times 1,83 = 8,8535$
Phosphore rouge.	4,838 id.	2,34	$4,838 \times 2,34 = 11,3209$
...
Soufre prismatique	9,375 (Person)..	1,97	$9,375 \times 1,97 = 18^{\circ},3687$
Soufre octaédrique.	9,375 id.	2,07	$9,375 \times 2,07 = 19^{\circ},4062$
...
Argent.	2,1296	10,5	$2,1296 \times 10,5 = 22^{\circ},36$
Mercure.	2,8	14,391	$2,8 \times 14,391 = 40^{\circ},2948$
...
Brome.	16°,25 (Regnault)	2,97	$16,25 \times 2,97 = 48^{\circ},262$
Iode.	11°,732 id.	4,418	$11,32 \times 4,418 = 51^{\circ},8319$
...
Plomb.	5,145 (Person)..	11,35	$5,145 \times 11,35 = 58,3857$
...
Cadmium.	11,607 (Person)..	8,2	$11,607 \times 8,2 = 95^{\circ},1774$
...
Étain.	14,237 (Person)..	7,285	$14,237 \times 7,285 = 103,7165$
Gallium.	18,837 (Berthelot)	5,85	$18,837 \times 5,85 = 110,3134$
...
Bismuth.	12,38 (Person)..	9,864	$12,38 \times 9,864 = 122^{\circ},1163$
...
Zinc.	28,13 (Person)..	7,15	$28,13 \times 7,15 = 201,12$
...
Palladium.	35,849	11,45	$35,849 \times 11,45 = 408^{\circ},69$
Platine.	27,1602	21,45	$27,1602 \times 21,45 = 582^{\circ},586$

REMARQUE : Ce tableau est très incomplet, parce que les chaleurs de fusion de beaucoup de corps simples manquent.

SOLUBILITÉ DES CORPS

Relation entre le nombre de molécules du dissolvant et le nombre de molécules du corps dissous, à l'état solide ou liquide.

LOI. — *Les corps solides les plus solubles dans un liquide donné sont : 1^o ceux dont la composition présente le plus d'analogie avec celle du liquide ; 2^o et, parmi les corps de composition semblable, les plus solubles sont ceux dont le nombre de molécules est en rapport simple avec le nombre de molécules du dissolvant (à l'état solide ou liquide et sous un même volume).*

1^o DISSOLVANT. — Considérons le dissolvant le plus commun, l'eau.

Les seuls corps simples qui se dissolvent dans l'eau sans la décomposer en fortes proportions sont le chlore et le brome. Le nombre des molécules de ces corps est trois fois moindre que celui de l'eau.

$$\frac{\text{Brome (liquide)}}{\text{Eau (liquide)}} = \frac{18.562}{55.555} = \frac{1}{3} \text{ (sensiblement).}$$
$$\frac{\text{Chlore (liquéfié)}}{\text{Eau (liquide)}} = \frac{18.732}{55.555} = \frac{1}{3} \text{ (sensiblement).}$$

Les corps simples qui se dissolvent dans l'eau après l'avoir décomposée et après avoir donné des composés solubles, à la température ordinaire, sont : le potassium, le sodium, le baryum et le strontium.

$$\text{Or } \frac{\text{K}}{\text{H}^2\text{O}} = \frac{11.089}{55.555} = \frac{1}{3} \text{ (sensiblement).}$$
$$\frac{\text{Na}}{\text{H}^2\text{O}} = \frac{21.087}{55.555} = \frac{2}{3} \text{ (sensiblement).}$$
$$\frac{\text{Ba (solide)}}{\text{H}^2\text{O (solide)}} = \frac{14.652}{50.930} = \frac{2}{7} \text{ (sensiblement).}$$
$$\frac{\text{Sr (solide)}}{\text{H}^2\text{O (solide)}} = \frac{14.204}{50.930} = \frac{2}{7} \text{ (sensiblement).}$$

Parmi les corps composés, les acides minéraux sont tous plus ou moins solubles dans l'eau ; mais ceux qui sont les plus solubles

et qui ont pour l'eau la plus grande affinité sont aussi ceux dont le nombre de molécules est en rapport simple avec celui de l'eau.

$$\frac{\text{S O}^4 \text{ H}^2}{\text{H}^2 \text{ O}} = \frac{18.572}{53.553} = \frac{1}{3} \text{ (sensiblement).}$$

Parmi les oxydes hydratés, les plus solubles sont aussi ceux dont le nombre de molécules est en rapport simple avec celui de l'eau :

$$\text{Ex : } \frac{\text{K O H}}{\text{H}^2 \text{ O}} = \frac{36.500}{53.553} = \frac{2}{3} \text{ (sensiblement).}$$

Parmi les anhydrides et les oxydes anhydres, les composés les plus solubles dans l'eau sont CO^2 , SO^2 , As^2O^3 , SO^3 , As^3O^3 , Ba O . Les nombres des molécules de ces composés sont en rapport simple avec le nombre de molécules de l'eau.

Même observation pour les sulfures, les chlorures, les sulfates, les composés de l'éthyle.

2^{me} DISSOLVANT CONSIDÉRÉ : *Alcool*. — L'alcool dissout, parmi les corps simples, l'iode dont le nombre de molécules est sensiblement égal au sien :

$$\frac{\text{iode}}{\text{alcool}} = \frac{17.393}{17.565} = \frac{1}{1} \text{ (sensiblement).}$$

Il dissout, parmi les oxydes hydratés, la potasse et la soude.

$$\frac{\text{K O H}}{\text{alcool}} = \frac{36.505}{17.565} = \frac{2}{1} \text{ (sensiblement).}$$

$$\frac{\text{Na O H}}{\text{alcool}} = \frac{53.250}{17.565} = \frac{3}{1} \text{ (sensiblement).}$$

Relation entre le poids moléculaire d'un corps simple solide, son poids spécifique, son coefficient de dilatation cubique et sa température absolue de fusion.

LOI. — *Le produit obtenu en multipliant le volume moléculaire de la plupart des corps simples solides par leur coefficient de dilatation cubique et par leur température absolue de fusion égale l'unité.*

$$V \times K \times T = 1.$$

V désigne le volume moléculaire à — 273 degrés.

T désigne la température absolue de fusion : $T = t + 273^\circ$.

2^{me} ÉNONCÉ DE LA LOI. — *Le volume moléculaire de la plupart des corps simples solides augmente d'une unité en passant du zéro absolu à la température de fusion.*

3^{me} ÉNONCÉ DE LA LOI. — *Le produit obtenu en multipliant le poids moléculaire de la plupart des corps simples solides par leur coefficient de dilatation cubique et par leur température absolue de fusion donne leur poids spécifique ou leur densité.*

Nous partagerons les corps simples en groupes au sujet de la vérification de cette loi.

1^{er} groupe. — Corps simples obéissant à cette loi :

1 ^o Phosphore .	$\frac{4 \times 30,96}{1,83(1 + 0,00001374 \times 3 \times 273)}$	$\times (0,00001374 \times 3) \times 3,172 = 0,907$
2 ^o Arsenic . . .	$\frac{4 \times 74,92}{5,7 (1 + 0,00000963 \times 3 \times 273)}$	$\times (0,00000963 \times 3) \times 683 = 1,02$
3 ^o Antimoine . . .	$\frac{2 \times 120,93}{6,71 (1 + 0,00001158 \times 3 \times 273)}$	$\times (0,00001158 \times 3) \times 713 = 0,879$
4 ^o Bismuth . . .	$\frac{2 \times 207,64}{9,8 (1 + 0,00001374 \times 3 \times 273)}$	$\times (0,00001374 \times 3) \times 538 = 0,919$
5 ^o Fer	$\left\{ \begin{array}{l} \frac{2 \times 56}{7,86 (1 + 0,0000144 \times 3 \times 273)} \\ \frac{2 \times 56}{7,86 (1 + 0,0000122 \times 3 \times 273)} \end{array} \right.$	$\times (0,0000144 \times 3) \times 1873 = 1,139$ $\times (0,0000122 \times 3) \times 1873 = 0,965$

On voit que la moyenne des deux résultats obtenus pour le fer = $\frac{1,139 + 0,965}{2} = 1,052$.

6 ^o Nickel	$\frac{2 \times 58,537}{8,3 à 8,9 (1 + 0,00001236 \times 3 \times 273)}$	$\times (0,00001236 \times 3) \times 1873 = 1$ min
7 ^o Cobalt	$\frac{2 \times 58,74}{8,6 (1 + 0,00001236 \times 3 \times 273)}$	$\times (0,00001236 \times 3) \times 1873 = 0,939$
8 ^o Étain	$\frac{2 \times 118}{7,29 (1 + 0,00002296 \times 3 \times 273)}$	$\times (0,00002296 \times 3) \times 499 = 1,092$
9 ^o Cuivre	$\frac{2 \times 63,299}{8,92 (1 + 0,00001698 \times 3 \times 273)}$	$\times (0,00001698 \times 3) \times 1327 = 0,946$
10 ^o Or	$\frac{2 \times 196,8}{19,32 (1 + 0,00001451 \times 3 \times 273)}$	$\times (0,00001451 \times 3) \times 1315 = 1,101$
11 ^o Palladium . .	$\frac{2 \times 106,2}{11,4 (1 + 0,00001189 \times 3 \times 273)}$	$\times (0,00001189 \times 3) \times 1773 = 1,16$

12° Platine . . .	$\frac{2 \times 194,41}{21,5 (1 + 0,00000916 \times 3 \times 273)} \times (0,00000916 \times 3) \times 2043 = 1$
13° Rhodium . . .	$\frac{2 \times 104}{11,3 (1 + 0,0000085 \times 3 \times 273)} \times (0,0000085 \times 3) \times 2173 = 0,933$
14° Ruthénium . . .	$\frac{2 \times 104}{11,3 (1 + 0,00000963 \times 3 \times 273)} \times (0,00000963 \times 3) \times 2273 = 1,19$

La moyenne des résultats fournis par ces 14 corps simples donne $\frac{14,141}{14} = 1,01$.

2^{me} groupe. — Le zinc et le mercure donnent, si l'on admet que la molécule est monoatomique.

15° Zinc	$\frac{65}{7,15 (1 + 0,00002976 \times 3 \times 273)} \times (0,00002976 \times 3) \times 685 = 0,543$
16° Mercure	$\frac{200,1}{14,39 (1 + 0,00018 \times 273)} \times (0,00018) \times 234,5 = 0,539$

Mais si l'on admet que la molécule de zinc et celle de mercure sont diatomiques, à l'état solide, le zinc donne $0,543 \times 2 = 1,086$ et le mercure donne $0,539 \times 2 = 1,078$

Alors ces deux corps rentreraient dans la loi précédente.

3^{me} groupe.

17° Silicium	$\frac{2 \times 28,332}{2,49 (1 + 0,00000276 \times 3 \times 273)} \times (0,00000276 \times 3) \times 1373 = 0,258$
----------------------	--

Pour que le silicium suive la loi énoncée, il faudrait admettre que sa molécule, à l'état solide, se compose de 4 fois 2 atomes ; alors, en effet, on aurait : $0,258 \times 4 = 1,032$.

4^{me} groupe. — Le soufre, le sélénium, le tellure et le plomb, donnent 2 comme produit au lieu de 1.

18° Sélénium	$\frac{2 \times 78,87}{(4,8 + 4,5 + 4,26) (1 + 0,00003792 \times 3 \times 273)} \times (0,00003792 \times 3) \times 480 = 2$
19° Tellure	$\frac{2 \times 126,7}{6,25 (1 + 0,00001675 \times 3 \times 273)} \times (0,00001675 \times 3) \times 798 = 2,009$
20° Plomb	$\frac{2 \times 206,39}{11,37 (1 + 0,00002948 \times 3 \times 273)} \times (0,00002948 \times 3) \times 608 = 1,913$
21° Soufre	$\frac{2 \times 32,06}{2,07 (1 + 0,00006748 \times 3 \times 273)} \times (0,00006748 \times 3) \times 386,6 = 2,398$

Ces quatre derniers corps ne rentreraient dans la loi que dans le cas où leur molécule serait monoatomique à l'état solide.

5^{me} groupe. — Les cinq corps suivants s'éloignent sensiblement de la loi énoncée.

22 ^e Cadmium . .	$\frac{111,935}{8,6 (1 + 0,0000313 \times 3 \times 273)}$	$\times (0,0000313 \times 3) \times 593 = 0,706$
23 ^e Aluminium . .	$\frac{2 \times 26,992}{2,6 (1 + 0,00002336 \times 3 \times 273)}$	$\times (0,00002336 \times 3) \times 898 = 1,282$
24 ^e Thallium . .	$\frac{2 \times 204,3}{11,9 (1 + 0,00003021 \times 3 \times 273)}$	$\times (0,00003021 \times 3) \times 477 = 1,236$
25 ^e Argent . .	$\frac{2 \times 107,67}{10,53 (1 + 0,00001936 \times 3 \times 273)}$	$\times (0,00001936 \times 3) \times 1227 = 1,437$
26 ^e Magnésium . .	$\frac{2 \times 24,309}{1,74 (1 + 0,00002762 \times 3 \times 273)}$	$\times (0,00002762 \times 3) \times 673 = 1,525$

CORPS COMPOSÉS. — *Le produit obtenu en multipliant le volume moléculaire des corps composés solides par leur coefficient de dilatation cubique et par leur température absolue de fusion est beaucoup plus grand que l'unité.*

1 ^e Fluorure de calcium . .	$\frac{78}{3,14 (1 + 0,0000207 \times 3 \times 273)}$	$\times (0,0000207 \times 3) \times 1273 = 1,95$
2 ^e Chlorure de sodium . .	$\frac{59}{2,1 (1 + 0,00004039 \times 3 \times 273)}$	$\times (0,00004039 \times 3) \times 873 = 2,875$
3 ^e Chlorure d'argent fondu.	$\frac{143,5}{5,53 (1 + 0,00003294 \times 3 \times 273)}$	$\times (0,00003294 \times 3) \times 724 = 1,8$
4 ^e Chlorure d'ammonium . .	$\frac{53,5}{1,5 (1 + 0,00006255 \times 3 \times 273)}$	$\times (0,00006255 \times 3) \times 673 = 4,28$
5 ^e Iodure de plomb . .	$\frac{460,11}{6,1 (1 + 0,00001963 \times 3 \times 273)}$	$\times (0,00001963 \times 3) \times 873 = 6,1$
6 ^e Sulfure de plomb . .	$\frac{238,39}{7,26 (1 + 0,00002014 \times 3 \times 273)}$	$\times (0,00002014 \times 3) \times 873 = 1,7$
7 ^e Oxyde d'antimoine . .	$\frac{288,386}{5,56 (1 + 0,00001963 \times 3 \times 273)}$	$\times (0,00001963 \times 3) \times 873 = 2,625$
8 ^e Anhydride arsenieux . .	$\frac{197,84}{3,69 (1 + 0,00004126 \times 3 \times 273)}$	$\times (0,00004126 \times 3) \times 493 = 3,1$

1^{re} REMARQUE : Beaucoup de températures de fusion et de coefficients de dilatation ne sont point connus ou sont mal déterminés. Comme les coefficients de dilatation varient d'ailleurs avec la température, il faudrait déterminer exactement pour chaque corps la dilatation totale de l'unité de volume depuis le zéro absolu jusqu'au point de fusion. On multiplierait ensuite

par le volume moléculaire pour avoir la dilatation vraie de ce volume moléculaire.

2^{me} REMARQUE : Pour le plomb, le tellure, le sélénium et le soufre, le produit $V \times C \times T$ est égal à 2, en admettant que leur molécule est diatomique à l'état solide. Ce produit est comparable comme grandeur à celui que l'on trouve pour les corps composés. Dès lors on peut se demander si ces quatre corps ne sont pas des corps composés.



BULLES PONTIFICALES

RELATIVES AU CARDINAL PIERRE DE FOIX, LE VIEUX (XV^e SIÈCLE)

COMMUNICATION DE M. L'ABBÉ V. DUBARAT

AUMÔNIER DU LYCÉE DE PAU.

Nous avons trouvé récemment, chez M. Mothe, antiquaire à Pau, un certain nombre de Bulles adressées par plusieurs Papes au Cardinal Pierre de Foix, le Vieux. Acquises, en partie, pour le compte de l'Ordre de St-François, elles ont été copiées avant d'être envoyées aux Archives de Rome et nous en donnons ici la teneur.

Le Cardinal Pierre de Foix était le 5^e enfant d'Archambaud de Grailly, vicomte de Béarn, et d'Isabelle de Foix. Il naquit en 1486, d'après les chroniqueurs.

Olhagaray en parle en ces termes dans son *Histoire de Foix, Béarn et Navarre* : « Quant à Pierre, c'estoit la victime sacrifiée par ses père et mère à l'Église Romaine¹ ; et de fait il fut conduit pour prendre l'habit de Moine de S. François au couvent de Morlaas qui fut fondé par Gaston de Moncade, où son cœur par son testament fut enterré, du commencement de l'Ordre, l'an 1265. Il fut donc là nourry un long temps avec un bon nombre d'habiles et doctes hommes qui furent recherchez de divers lieux, qui eurent la charge de l'instruction de ce Prince moine, lequel ayant un beau naturel et une riche mémoire, en peu de temps surpassa de bien loing ses propres maistres ; de sorte qu'il voulut voir les autres exercices des

1. — Cette expression se comprend facilement, si l'on se souvient qu'Olhagaray était de la religion réformée.

fameuses Universités ; et commençant par Tholose qui estoit le rendé - vous des plus grands personnages de la France, il travailla et s'exerça si bien qu'il n'y eust dans un an en toute la ville personne qui peult estre comparée avec luy, tant aux langues, qu'en la Théologie et arts rares et excellens, auxquels tous hommes de lettres taschent d'exceller.

» C'estoit avec une estude infatigable et un travail merveilleux qui continuoit la recherche des choses sérieuses : et combien qu'il fut ordinairement visité pour estre admiré, il ne donnoit pour cela relasche aucunement à ses heures qu'il avoit posées pour ses barrières, ains le temps que l'on donne aux repas, il le permettoit pour ceux qui désiroyent ou conférer avec luy de la Théologie et des affaires de l'Estat, en quoy il estoit fort versé. Sa vertu donc illustrée des rayons de cette haute noblesse d'où il sortoit, estoit d'autant plus admirable, qu'elle estoit inimitable et parfaitement parfaite, bien que la splendeur d'icelle ne pouvoit estre qu'une fausse et bastarde lumière des honneurs mondains qui vient frapper contre celle que Pierre avoit reçeu du ciel par la faveur qu'il avoit senti en l'exercice et estude des bonnes lettres.

» L'Évesché de Lescar vint à vacquer : tous luy désirent ce bénéfice, lequel il mesprisoit de tout son cœur, n'ayant rien qui peut eslever les hommes à la vanité ; pressé et importuné par ses amis, il accepte la charge et aussi tost se resout de procurer l'union de l'Église Romaine et faire recognoistre à ceux d'Avignon et de Venesy le Pape Martin, schysme qui l'avoit travaillé par l'espace de 40 ans. Ses freres y amenèrent de grandes troupes pour chasser Benoist XIII, appelé Pierre de la Lune, et contraindre les contredisans à leur devoir, à quoy dit l'original pour la despence il employa plus de cent mille escus. Martin se sentant merveilleusement obligé à ce grand homme, l'ornement de sa Cour et le plus puissant pour résister à ses ennemis, l'eslit Vicaire général et Legat à Latere, en France ; ce qu'il embrassa en intention de se rendre officieux pour le bien commun, et de l'Église Romaine. Partant, il fut délégué par le Pape à l'Empereur de Grèce, pour luy persuader l'union de l'Église Grecque, avec la Latine ; mais il n'advança guère les affaires. Il retourna vers le Pape qui lui recognust sa peine, son

travail et son zèle ; et entrant dans la ville d'Avignon, on n'oit que cris d'esiouyssance accompagnez de feux de ioye pour son arrivée où aussi il mit les premiers fondemens de ceste Université qui se voit maintenant : et pour une plus grande mémoire de ses bénéfices envers les gens de lettres, il establit et ordonna l'Estat du Collège de Foix en la ville de Tholose, où il voulut que vingt-cinq escholiers fussent honorablement entretenus, pour se rendre propres par la voye des bonnes lettres au gouvernement de la République et de l'Église : et pour ne reculer ceux qui pourroyent estre affectionnez à une estude solide et laborieuse, il commanda qu'annuellement on procédast à la nomination d'un Oeconome ou Prieur qui eust soing en son année de l'administration de toutes les affaires de la Maison et ayant expiré son terme, qu'il en rendit conte aussi tost : que s'il estoit reliquataire, que dans deux moys il seroit obligé de remettre son restat en la bource du collège. Il limita les lieux d'où les escholiers devoyent estre prins : de la Cité d'Appamyers, trois, de la souveraineté de Béarn, neuf, de Marsan, Nébosan, Narbonne, Villemur, Loutrec, Castelbon, un de chaque lieu, de la Comté de Bigorre, deux, et des autres lieux indifféremment il donnoit la liberté de recevoir ceux qui se présenteroient désireux de s'avancer en la cognoissance des sciences et bonnes lettres. Il limita l'aage lequel il convenoit qu'ils eussent, afin qu'ils fussent recognus s'ils estoient propres pour la profession des sciences et que l'on ne nourrist pas là des ventres paresseux, inutiles à tout, chose qu'il détestoit à bon escient, comme ennemie de la piété et vertu. Les statuts et loix collégiales sont fort remarquables, mais plus ces belles et rares bibliothèques qui ne céderoyent à celles de Ptolomée, Eumenes et autres, si elles essent esté bien conservées.

» Il avoit receu le chappeau de Cardinal, et estant en Avignon après un grand estude qu'il faisoit, il tomba en une désespérée maladie, l'an mille quatre cent soixante quatre, dont il mourut.

» Il avoit fait bastir une chappelle aux Convens des Célestins¹ d'Avignon sous le nom de Saint Hierosme où il voulut estre

1. — Il fut enterré dans l'église de son Ordre à Avignon, comme on le voit plus bas.

enterré avec l'habit de Saint-François. Il fist son testament par permission du Pape, laisse tous ses ornements tant d'office qu'autres, au Collège de Foix ; et au convent de Morlaas, pauvres filles et autres indigens vingt-cinq mille escus ; ce qui a esté misérablement distribué et conservé, combien qu'il s'en voye encore quelque trace¹. »

Cette charmante notice de notre vieil historien béarnais peut être complétée.

Dans la *Gallia christiana novissima* du chanoine Albanès, publiée par M. le chan^o Ulysse Chevalier, on voit aux documents relatifs à l'archevêché d'Arles, plusieurs bulles adressées à Pierre de Foix qui en fut titulaire. On peut même, à leur aide, établir dans ses grandes lignes la biographie du Cardinal.

Alexandre V nomma Pierre de Foix évêque de Lescar, malgré son défaut d'âge, c'est-à-dire à 23 ans, le 23 octobre 1409. Le 11 novembre suivant, il est autorisé à se faire sacrer par n'importe quel évêque catholique. Le 5 février 1410, lui sont envoyées les provisions pour cet évêché.

Quelques années après, Pierre de Foix passe à l'obéissance des Papes d'Avignon. Benoit XIII lui adresse, le 3 février 1414, une bulle où il lève tous les anathèmes portés jusqu'à ce jour contre lui. Il est même nommé cardinal l'année suivante (1415), par le pape de Rome² Jean XXIII³ et porte plus tard le titre de St-Etienne *in Cœlio monte*.

Pourvu en commande de l'évêché de Lescar (1415) par le même pape et de l'abbaye de Lézat, le 5 mai de cette année ; entré au Concile de Constance, le 5 février 1416 ; administrateur de l'évêché de Comminges sous le pape Martin V, le 7 août 1422 ; ambassadeur en Espagne, auprès d'Alphonse V, roi d'Aragon, le 6 janvier 1425 ; abandonnant l'administration de l'évêché de Lombez, le 25 mai suivant ; légat au Concile de Tortose, en Catalogne, les 19 septembre - 5 novembre 1429 ; transféré à l'évêché d'Albano, le 14 mars 1431 ; nommé légat à Avignon et dans le Com-

1. — OLHAGARAY : *Histoire de Foix, Béarn et Navarre*. Paris, 1609, p. 332.

2. — Cela prouverait chez le cardinal une faculté d'évolution assez remarquable ; mais la politique du temps explique tout.

3. — Des auteurs disent à 22 ans ; il serait donc né en 1491. Cf. *Rer. de Gasc.* mai 1903, p. 223.

tat Venaissin, le 7 juillet 1433; confirmé par Nicolas V, le 12 mai 1447; préside le Concile à Arles, en novembre 1448; pourvu de l'archevêché de cette ville, le 9 octobre 1450, en même temps que de l'abbaye de Montmajour; autorisé à conserver les évêchés d'Albano, de Lescar, de Comminges avec le siège d'Arles, le 9 octobre 1480; démissionnaire de l'évêché de Comminges, le 5 juillet 1481, il reçoit une pension de 400 ducats d'or sur l'église d'Oloron; évêque de Dax la même année; convoqué un nouveau Concile à Arles le 8 mai 1483, tenu le 16 novembre suivant; abbé de St-Savin; tient un autre Concile à Avignon, le 7 septembre 1487. Il fonde le Collège de Foix, le 26 novembre 1487; est nommé à l'évêché de Tarbes, par Pie II, le 11 février 1463 et est transféré à l'archevêché d'Auch, le 11 février 1462.

Son testament a été publié par MM. Labande et Requin, dans le *Bulletin historique et philologique de 1899*.

Mort le 13 décembre 1464, il fut enseveli à Avignon, dans l'église de son Ordre. « Son corps, dit un vieil Auteur, gissoit sous une belle lame de bronze, devant le grand autel de l'Église des Cordeliers, de laquelle il avoit basty le devant, et une Chapelle au dedans, où est sa statue à genoux, le représentant au vif, qui renouvelle tous les jours aux Avignonnois la mémoire d'un homme que le ciel leur avoit donné comme nécessaire; et dont la sage conduite a fait autrefois leur salut et leur bonne fortune^{1.} »

Le même auteur, ainsi que P. Frizon dans sa *Gallia purpurea*^{2.}, donnent ainsi son épitaphe :

Sub hoc humili iacet loco F. Petrus de Fuxo creatus Cardinalis anno suæ ætatis XXII qui in Concilio Constantiensi cum R.³ Cardinalibus et in Hispania legatus schisma delevit et duos Hispaniæ reges confæderavit. Tyaram B. Sylvestri Lateranensi ecclesiæ restituit. Avenionensem ac diversas provincias, ut Pater patriæ, annos XXXIV⁴ rexit. Iacobi et Salo-

1. — DU VERDIER : *Histoire des Cardinaux illustres qui ont été employez dans les affaires de l'Estat*. Paris, J.-B. Loyson, 1653, in-4° p. 91.

2. — Paris, Simon Le Moine, 1638, in-fol., p. 490.

3. — Frizon ne donne pas cette majuscule R. == Reverendis.

4. — Frizon dit *annis triginta duobus*.

mes Marias alto locavit. Tandem MCCCCCLXIV, mense decembri, animam cælo reddidit quem sancta suscepit de terris Lucia¹. Pauli Pont. Max. anno I. Servire Deo, regnare est.

Les bulles que nous donnons ici sont inédites et originales. Inédites, sauf la bulle relative à l'archevêché d'Arles que nous ne faisons qu'indiquer; originales, en ce sens que ce ne sont pas des expéditions, mais bien les lettres pontificales transcrrites ensuite dans les Registres de la Chancellerie.

Beaucoup d'entre elles offrent cette particularité remarquable, qu'elles portent au bas le nom du Pogge, le plus célèbre humaniste du XV^e siècle (1380-1459).

Le Pogge fut, pendant plus de 50 années, secrétaire de la Chancellerie romaine. Époque étrange où l'on pouvait associer la vie la plus licencieuse à une situation officielle et enviée auprès des Pontifes, vicaires de Jésus-Christ !

Nous ne savons pas si les bulles où se trouve la signature du Pogge (*Poggius*) ont été écrites par lui. En tout cas, il est très probable que sa signature caractéristique est bien autographe.

Toutes ces bulles sont munies du sceau de plomb des Papes, appendu à des cordelettes de chanvre.

Aux bulles que nous publions, il faut en ajouter quatre, mentionnées et analysées (une publiée *in-extenso*) dans la *Revue de Gascogne* du mois de mai 1903.

La 1^{re} de Nicolas V, du 15 mai 1447, accorde au Cardinal de Foix « le pouvoir de dispenser 15 personnes de l'empêchement de consanguinité ou d'affinité au 3^e et 4^e degrés »; la 2^e, de Callixte III, confère à Pierre de Foix une pension de 250 l. sur l'abbaye de St-Savin dont le Cardinal avait été abbé commanditaire, 21 avril 1455; la 3^e, du même Pape, donnée à Rome, le 28 août suivant, donne au Cardinal le droit de conférer deux bénéfices vacants dans le diocèse de Lescar dont il était administrateur perpétuel; la 4^e, du 19 septembre 1455, encore de Callixte III, réserve pour un an, à partir de la mort du cardinal, tous les fruits et revenus des bénéfices que le prélat possède ou pourra posséder; cela indique la grandeur des sacrifices que Pierre

1. — Cela signifie qu'il mourut le 13 décembre, en la fête de Ste-Lucie.

avait faits à Avignon pour défendre et conserver le patrimoine de St-Pierre.

On voit que toutes ces Bulles proviennent d'un même dépôt ; c'étaient évidemment les pièces qui avaient été en mains du Cardinal. Il est probable qu'elles passèrent plus tard au Collège de Foix, sans doute en vertu de son testament, et qu'à la Révolution elles ont été dispersées à Toulouse et ailleurs, de manière à vérifier toujours le vieil adage : *Habent sua fata libelli*.

— I —

Eugène IV demande à Charles, duc de Bourbon, de lui venir en aide contre les ennemis de l'Église ; il implore en même temps le secours de Charles VII. Il demande aussi à Charles de Bourbon de prêter main forte à Pierre de Foix, évêque d'Albano et légat du Saint-Siège, pour la protection du pays qui lui est confié (6 septembre 1440).

Dilecto filio nobili viro Carolo, duci Borbonii.

Eugenius episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio nobili viro Carolo, duci Borbonii, salutem et apostolicam benedictionem. Scribimus carissimo in Christo filio nostro, Carolo, Franco-rum Regi illustri, nostras litteras, prout videre poteris per copiam litterarum nostrarum presentibus interclusam. Quoniam igitur gerimus de tua erga Nos et Ecclesiam devotione pariter et affectione fiduciam specialem ac certi reddimur te, prout semper solitus es, omnia facturum que spectent ad defensionem status nostri et terrarum Ecclesie, rogamus et exhortamur in Domino tuam Excellentiam ut si ille iniquitatis filius bellum inferre voluerit terris nostris, exhorteris regiam serenitatem ad nostram et Ecclesie defensionem contra illum scismaticum et hereticum, prout ipsam per prefatas litteras requirimus et hor-tamur. Et tua quoque prudentia, si a venerabili fratre nostro Petro, episcopo Albanensi, apostolice sedis legato, fueris requisitus, velis impendere eidem auxilium et favorem pro sua et terrarum sibi commissarum defensione. Datum Florentie, anno incarnationis dominice millesimo quadringentesimo quadrage-

simo, octavo idus septembris, pontificatus nostri anno decimo.
M. de Pistoria.

Au verso, on lit la cote suivante : « Du cinquiesme septembre 1448 (sic). Bulle du Pape Eugene quatriesme, adressante au duc de Bourgoigne, par laquelle il le prie d'assister en armes son légat au comté d'Avignon et Venissen. »

— II —

Bulle de Nicolas V accordant à Pierre de Foix le pouvoir de dispenser de l'irrégularité quarante personnes qui se seraient rendues coupables ou complices d'incendie, de pillage, de sacrilège à l'égard d'églises et de monastères du Comtat Venaissin, sauf réparation et restitution (15 mai 1447).

Nicolaus episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri Petro, episcopo Albanensi, in civitate nostra Avinionensi et Comitatu Venayssini pro nobis et Romana Ecclesia in temporalibus vicario generali, salutem et apostolicam benedictionem. Cum te nuper in civitate nostra Avinionensi et Comitatu Venayssini cum districtu et pertinentiis eorum vicarium in temporalibus generalem cum plene sedis apostolice legationis officio, de fratum nostrorum consilio, auctoritate apostolica instituerimus et deinde te in nonnullis provinciis, civitatibus, terris et locis tunc expressis, legatum de latere constituerimus, prout in diversis nostris desuper confectis litteris plenius continetur, Nos attendentes quod sic oportet peccantes arguere sicque decet corrigere vagantes per abrupta precipitia viciorum, quod resipiscientibus a peccato non claudamus misericordie januam et abstinentibus ab iniuriis sinum clementie non negemus, et sicut accepimus in partibus predictis nonnullae persone ecclesiastice et seculares que dudum hostis antiqui versucia circumeunte, in ecclesias, monasteria, beneficia et personas ecclesiasticas ac res alias divino cultui deputata manus improbas et sacrilegas per se et earum satellites produxerunt¹ et etiam iniecerunt ea depredando et modis aliis quam plurimum incendia, effractiones

1. — Il semble qu'on ait mis dans le texte profuerunt.

et rapinas commiserunt ac persone ipse se divinis officiis, non tamen in contemptum clavium immiscendo et ea celebrando, ymo verius prophanando, irregularitatis maculam contraxerunt, cupientes siquidem quoscunque salvos fieri nullique claudentes gremium redeunti, fraternitati tue huiusmodi sacrilegos, incendiarios et effractores ecclesiarum, monasteriorum et raptores dictarum ecclesiarum et monasteriorum eorumdemque satellites usque ad numerum quadraginta, et quilibet eorum in partibus suis legationi aut vicariatu subiecti existentes, facta per eos prius restitutione et satisfactione congrua damna passis, prout erit possibile, si hii quibus satisfactio fieri debet, poterint reperiri, et si hoc humiliiter petierint, a sententiis et penis quas propter premissa incurrerint, absolvendi in forma Ecclesie consueta, hac vice duntaxat, ac etiam cum eisdem personis ecclesiasticis super irregularitate quam sic ligate, non tamen in contemptum clavium, celebrando divina vel immiscendo se illis contraxerunt, dispensandi, iniunctis eis pro modo culpe penitentia salutari et aliis que de jure fuerint iniungenda, auctoritate apostolica tenore presentium concedimus facultatem Volumus autem quod si hii quibus restitutio et satisfactio huiusmodi faciende fuerint, non poterint reperiri, ea que per sacrilegia et rapinas huismodi sunt male ablata, quantum eis possibile fuerit, super quo tuam conscientiam oneramus, in subsidium fabrice et conservatione ecclesie sancti Pauli¹ extra muros urbis, fideliter convertantur. Datum Rome, apud sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominice millesimo quadringentesimo quadragesimo septimo, idus maii, Pontificatus nostri anno primo. *Poggios*.

(*Au revers* : P. Philippon. Registrata in camera apostolica. P. Absolutiones sacrilegii pro d^u.)

Pouvoir accordé par Nicolas V à Pierre de Foix de commuer à 40 pèlerins de Jérusalem, de Rome et de Compostelle, certains vœux de religion, sauf ceux de pèlerinage et d'abstinence (15 mai 1447).

Nicolaus episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri

1. — Cette clause rappelle probablement les travaux que Nicolas V, ami des arts, faisait faire en ce moment à Saint-Paul hors les murs, à Rome.

Petro, episcopo Albanensi, in civitate nostra Avinionensi et Comitatu Venayssini, pro nobis et Romana ecclesia in temporibus vicario generali, salutem et apostolicam benedictionem. Cum te in civitate nostra Avinionensi et Comitatu Venayssini cum districtu et pertinentiis eorum vicarium nostrum in temporibus generalem cum plene sedis apostolice legationis officio, de fratribus nostrorum consilio, tanquam pacis angelum¹ instituerimus, nos volentes illa tibi concedere per que Christi fidelium omnium animarum saluti salubriter consulatur, fraternitati tue quadraginta duntaxat partium predictorum ultra marino², beatorum Petri et Pauli et Sancti Jacobi apostolorum, votis exceptis peregrinationis et abstinentie, ac alia quecunque vota forsan emissa, nisi solemnizata fuerint, ordinis sacri vel religionis, susceptis utriusque sexus personis partium earundem tam seculares quam regulares, ut confessor quem quilibet ipsarum duxerit eligendum, eadem auctoritate in alia pietatis opera commutare valeat, prout secundum Deum animarum personarum ipsarum saluti viderit expedire, indulgendi plenam et liberam, tenore presentium concedimus facultatem. Datum Rome, apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominice millesimo quadragesimo septimo, idus maii, Pontificatus nostri anno primo. *Poggio. P. Philippus.*

Registrata in camera apostolica.

— IV —

Privilège accordé par Nicolas V à Pierre de Foix de conférer le grade de docteur à quatre licenciés avec les droits y attachés (15 mai 1447).

Nicolaus episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri Petro, episcopo Albanensi, salutem et apostolicam benedictionem. Personam tuam nobis et apostolice sedi devotam, tuis claris exigentibus meritis, paterna benevolentia prosequentes, illa tibi libenter concedimus per que te possis aliis reddere gratio-

1. — A remarquer « l'ange de la paix », qualification donnée par le Pape au Cardinal.

2. — *Ultra marino* (sic), sans doute pour indiquer le pèlerinage de Terre Sainte.

sum. Hinc est quod nos tuis supplicationibus inclinati, circunspectioni tue quatuor licentiatis in theologia aut canonico vel civili juribus quos duxeris eligendos, si licentiati ipsi de rigore examinis aut de justicia admissi fuerint, magisterii seu doctoratus gradum in ea facultate qua eos licentiatos esse noveris, juramento per eos prestito, quod insignia huiusmodi magisterii seu doctoratus, nisi in studio in quo quilibet eorundem quatuor licentiatos licentiatus extitit non recipere¹, auctoritate nostra eis per te primitus relaxato, eadem auctoritate impendere valeas, tenore presentium concedimus facultatem necnon eorum singulis quod postquam eis magisterii seu doctoratus gradum huiusmodi, ut prefertur, impenderis, illis omnibus et singulis privilegiis, honoribus, favoribus et gratiis uti et gaudere possint, quibus gauderent seu gaudere possent, si in huiusmodi studiis magisterii et doctoratus antedicta insignia receperissent, predicta auctoritate concedas. Datum Rome, apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominice millesimo quadringentesimo quadragesimo septimo, idus maii, Pontificatus nostri anno primo. Poggius. P. Philippon.

Gratis pro persona domini cardinalis. Registrata in camera apostolica.

— V —

Bulle de Nicolas V accordant à Pierre de Foix le pouvoir de dispenser vingt-cinq personnes de l'irrégularité et des censures ecclésiastiques (15 mai 1447).

Nicolaus episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri Petro, episcopo Albanensi, in civitate nostra Avignonensi et Comitatu Venayssini pro nobis et Romana Ecclesia in temporalibus vicario generali, salutem et apostolicam benedictionem. Cum te in civitate nostra Avignonensi et Comitatu Venayssini cum districtu et pertinentiis eorum vicarium nostrum in temporalibus generalem cum plene sedis apostolice legationis officio, de fratribus nostrorum consilio, tanquam pacis angelum², institue-

1. — Membre de phrase altéré et obscur.

2. — Noter encore cette expression « ange de paix » que nous trouverons ailleurs.

rimus, nos volentes ea tibi concedere per que te possis aliis reddere gracie, fraternitati tue ut cum viginti quinque personis partium earundem, cuiuscunque status, dignitatis, gradus, religionis, ordinis vel condicionis extiterint, que aliqua excommunicationis sententia ligate celebrando divina vel immiscendo se illis, non tamen in contemptum clavium, irregularitatis maculam incurrerint, super irregularitate hujusmodi, injunctis eis prius pro modo culpe penitentia salutari et aliis que de jure fuerint injungenda, ipsisque ad tempus de quo tibi videbitur a suorum ordinum executione suspensis auctoritate apostolica, dispensandi et abolendi omnem inabilitatis et infamie maculam sive notam per eos premissorum occasione contractam, ac etiam personas hujusmodi, a quibuscumque excommunicationum, suspensionum et interdicti sententiis, censuris et penis spiritualibus, quibus forsan, quacumque occasione innodate censerentur existere, sine prejudicio tamen tertii, absolvendi plenam et liberam tenore presentium concedimus facultatem. Datum Rome apud sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominice millesimo quadragesimo septimo, idus maii, pontificatus nostri anno primo. Poggius. P. Philippon.

Registrata in camera apostolica. P. P¹.

Au verso : « Du premier de may 1447. Bulle du pape Nicolas cinquiesme, donnant pouvoir au cardinal de Foix de dispenser vingt cinq personnes sur l'irrégularité. »

Concession de dispenses, accordée par Nicolas V à Pierre de Foix, pour lever en faveur de douze hommes et douze femmes l'empêchement de parenté ou d'affinité aux 3^e et 4^e degrés, pendant le temps de sa légation (15 mai 1447).

Nicolaus episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri Petro, episcopo Albanensi, in civitate nostra Avenionensi et Comitatu Venayssini pro nobis et Romana Ecclesia, in tempora-

1. — Nons ne connaissons pas le sens de l'abréviation P.P. Peut-être signifie-t-elle *Papæ* ou *Pontificali*.

libus vicario generali, salutem et apostolicam benedictionem. Cum te in civitate nostra Avenionensi et Comitatu Venayssini cum districtu et pertinentiis eorum, vicarium nostrum in temporalibus generalem, cum plene sedis apostolice legationis officio, de fratribus nostrorum consilio, tanquam pacis angelum instituerimus, nos volentes tuam honorare personam ut per honorem tibi exhibitum in huiusmodi officio utilius valeas proficere quo fueris per nos majori auctoritate munitus, circumspectioni tue auctoritate nostra, hac vice duntaxat, tua legatione durante, cum duodecim viris et totidem mulieribus partium predicatorum, dummodo nobiles vel graves sint, que tertio et quarto consanguinitatis aut affinitatis gradibus se ad invicem attингentibus, ex certis rationalibus causis, desiderent ad invicem matrimonialiter copulari et de quibus tibi videbitur, ut impedimento quod ex consanguinitate vel affinitate hujusmodi provenit non obstante, matrimonium inter se contrahere et in eo postquam contractum fuerit, remanere libere et licite valeant, dummodo mulieres ipse propter hoc rapte non fuerint, dispensandi et prolem exinde susceptam et suscipiendam legitimam nunciandi, plenam et liberam auctoritate apostolica concedimus tenore presentium facultatem. Datum Rome, apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominice millesimo quadringentesimo quadragesimo septimo, idus Maii, Pontificatus nostri anno primo. Poggius.

Au verso : P. Philippon. Registrata in camera apostolica.

Pouvoir concédé par Nicolas V à Pierre de Foix d'accorder une indulgence plénière, à l'article de la mort, à 15 personnes. Restrictions apportées à cette faveur (15 mai 1447).

Nicolaus episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri Petro, episcopo Albanensi, in civitate Avignonensi et Comitatu Venayssini pro nobis et Romana Ecclesia in temporalibus vicario generali, salutem et apostolicam benedictionem. Cum te in civitate nostra Avignonensi et Comitatu Venayssini cum districtu et pertinentiis eorum vicarium nostrum in temporalibus

generalem cum plene sedis apostolice legationis officio, de fratre
noscitorum consilio, tanquam pacis angelum instituerimus,
nos volentes ea tibi concedere per que personis illarum partium,
in hiis presertim que ad suarum salutem animarum cedere
possunt, te reddere valeas graciosum, circumspectioni tue indul-
gendi auctoritate apostolica, hac vice duntaxat, quindecim
personis utriusque sexus partium earundem ut confessor
quem ipsarum quelibet duxerit eligendum, eis in sinceritate
fidei, unitate sancte Romane Ecclesie ac obedientia et devotione
nostra vel successorum nostrorum romanorum pontificum cano-
nique intrantium persistentibus omnium peccatorum suorum de
quibus corde contrite et ore confesse fuerint, semel et tantum in
mortis articulo, plenam remissionem auctoritate apostolica con-
cedere valeas plena et libera, tenore presentium, concedimus
facultatem, sic tamen quod idem confessor de hiis de quibus
fuerit alteri satisfactio impendenda, eam illis per se, si super-
vixerint, aut per heredes suos vel alios, si tunc forte transierint,
faciendam injungas quam ipsi vel illi facere teneantur, ut pre-
fertur, et ne, quod absit, persone ipse propter huiusmodi
gratiam reddantur procliviores ad illicita imposterum commit-
tenda, volumus quod si ex confidentia remissionis huiusmodi
aliqua forte committerent, quoad illa predicta remissio eis
nullatenus suffragetur, et insuper quod per unum annum a tem-
pore quo huiusmodi concessio sibi per te facta fuerit et ad suam
pervenerit noticiam computandum, singulis sextis feriis, impe-
dimento legitimo cessante, jejunent. Quodsi predictis feriis
ex precepto Ecclesie regulari observantia iniuncta penitentia,
voto vel alias ieiunare teneantur, una alia die singularum
septimanarum eiusdem anni quo ad ieiunandum, ut premittitur,
non sint astricte, ieiunent. Et, si in dicto anno vel aliqua eius
parte, essent legitime impediti, anno sequenti vel alias quam-
primum possent, modo simili supplere huiusmodi ieiunium
teneantur. Porro si forsan alias prelibatum ieiunium in toto vel
in parte quandocunque adimplere commode non potuerint, eo
casu confessor ydoneus quem ad hoc elegerint, ieiunium ipsum
in alia pietatis opera, prout animarum illarum saluti expedire
viderit, commutare valeat que ipsi pari modo debeat adimplere;
alioquin huiusmodi per te sibi facienda concessio nullius sit

roboris vel momenti. Datum Rome, apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominice millesimo quadringentesimo quadragesimo septimo, idus martii, Pontificatus nostri anno primo. Poggius P. Philippon.

Registrata in camera apostolica.

— VIII —

Pouvoir accordé par Nicolas V à Pierre de Foix de nommer des officiaux à Avignon et dans le comtat Venaissin (3 octobre 1447).

Nicolaus episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri Petro, episcopo Albanensi, apostolice sedis legato, salutem et apostolicam benedictionem. Cum te in civitate nostra Avinicensi et nonnullis aliis civitatibus, terris et locis, nostrum et sedis apostolice legatum de latere duxerimus constituendum, Nos volentes ea tibi concedere per que dicta civitas ac comitatus noster Venaysini in suis officialibus utiliter gubernenetur, circunspectioni tue omnes et singulos consuetos officiales in dictis civitate et comitatu, secundum consuetudinem hactenus observatam, ponendi et deputandi vicegerentes Camere apostolice et Penitentiarii dicte civitatis, officiis ac iis que per civitatem ipsam ponni et deputari consueverunt de consuetudine vel de jure duntaxat exceptis, plenam et liberam concedimus tenore presentium facultatem. Datum Rome, apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominice millesimo quadringentesimo quadragesimo septimo, quinto nonas octobris, Pontificatus nostri anno primo. Pe. de Noxeto. P. Philippon.

Gratis pro persona d. Card. Registrata in camera apostolica.
Cousin.

— IX —

Pouvoir accordé par Nicolas V à Pierre de Foix d'accorder un an d'indulgence à ceux qui assisteront aux messes solennelles qu'il dira ou fera dire devant lui (3 octobre 1447).

Nicolaus episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri Petro, episcopo Albanensi, apostolice sedis legato, salutem et apostolicam benedictionem. Cum te in civitate nostra Avinicensi et certis aliis civitatibus, terris ac locis sedis apostolice

legatum de latere constituendum duxerimus, nos optantes ut spiritualium largitione munerum incolas et habitatores partium earumdem reddas Deo et sedi predicte plus devotas, circumspectioni tue ut, tua huiusmodi legatione durante, quotienscunque solenniter missarum solennia celebraveris, vel per alium quem duxeris eligendum coram te solenniter celebrari feceris, omnibus vere penitentibus et confessis, ibidem presentibus, auctoritate apostolica annum unum de iniunctis eis penitentiis relaxare valeas, plenam et liberam, tenore presentium, concedimus facultatem. Datum Rome, apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominice millesimo quadringentesimo quadragesimo septimo, quinto nonas octobris, Pontificatus nostri anno primo. Pe. de Noxeto. P. Philippron.

Gratis pro persona d. Cardinalis. Registrata in camera apostolica. Cousin.

— X —

Nicolas V donne à Pierre de Foix le pouvoir de conférer tous les bénéfices vacants dans les provinces d'Aix, Arles, Narbonne, Toulouse et Auch (3 octobre 1447).

Nicolaus episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri Petro, episcopo Albanensi, in Aquensi, Arelatensi, Narbonensi, Tholosana et Auxitana provinciis ac in earum et nonnullis aliis civitatibus et diocesibus apostolice sedis legato, salutem et apostolicam benedictionem. Personam tuam nobis et apostolice sedi devotam, tuis exigentibus meritis, paterna benevolentia prosequentes, illa tibi libenter concedimus per que personis benemeritis a te pro tempore dilectis utiliter et salubriter valeas provideri. Horum igitur consideratione moti, fraternitati tue per te vel alium seu alios, omnia et singula beneficia ecclesiastica cum cura et sine cura secularia ac quorumvis ordinum regularia quorumcunque per assecutionem pacificam aliorum beneficiorum ecclesiasticorum quorumlibet tam auctoritate tue legationis huiusmodi quam alias, vigore eiusdem facultatis per litteras nostras tibi nuper concesse imposterum conferendorum eisdem ex nunc in antea¹ simul vel successive vacatura, etiamsi

1. — *Mantea* (?) mot d'une lecture difficile.

beneficia vacatura et assecutura huiusmodi, canonicatus et prebende, dignitates, personatus, administrationes et officia in cathedralibus etiam metropolitanis vel collegiatis ecclesiis aut prioratus vel prepositure fuerint et ad dignitates, personatus, administrationes vel officia huiusmodi consueverint qui per electionem assumi eisque cura immineat animarum, dummodo aliquod vacaturorum beneficiorum predictorum dispositioni apostolice alias generaliter reservatum non existat, quibusvis aliis personis ydoneis etiam alia quecunque quotcunque et qualia cumque ecclesiastica beneficia tunc obtainentibus et in illis seu ad ea ius habentibus, simul vel successive auctoritate nostra conferendi et de illis etiam providendi necnon personas huiusmodi quibus beneficia vacatura huiusmodi vigore presentium pro tempore contuleris, in illorum possessionem inducendi ac inductas defendendi, contradictores quoque per censuram ecclesiasticam et alia juris remedia, appellatione remota, cogendi et compescendi ceteraque in premissis et circa ea necessaria et oportuna omnia et singula faciendi et exequendi plenam et liberam auctoritate apostolica tenore presentium concedimus facultatem, districtius inhibentes locorum ordinariis et aliis dictorum vacaturorum beneficiorum collatoribus, ac quanvis de eis dispositionem habentibus ne de illis vel eorum aliquo, durante facultate per presentes tibi concessa, huiusmodi disponere quoquo modo presumant, vel decernentes ex nunc irritum et inane, si secus super hiis a quoquam quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attemptari, non obstantibus constitutionibus et ordinationibus apostolicis, necnon ecclesiarum, monasteriorum, locorum et ordinum in quibus beneficia huiusmodi forsitan fuerint et per quorum religiosos ex eis que regularia extiterint regi consueverint, etiam juramento confirmatione apostolica vel quacunque firmitate alia roboratis statutis et consuetudinibus ceterisque contrariis quibuscumque. Datum Rome, apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominice millesimo quadragesimo quinto, quinto nonas octobris, Pontificatus nostri anno primo.
Pe. de Noxeto. P. Philippus.

Gratis pro persona dñi Card. Registrata in camera apostolica.
Cousin.

— XI —

Bulle de Nicolas V approuvant la conduite de Pierre de Foix qui avait changé le camp de Montélimart avec le dauphin de Vienne, Louis. Le Pape implore pour l'Église romaine le secours que lui avaient donné jusqu'alors les Comtes du Valentinois (14 octobre 1447).

Venerabili fratri Petro, episcopo Albanensi, apostolice sedis legato.

Nicolaus episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri Petro, episcopo Albanensi, apostolice sedis legato, salutem et apostolicam benedictionem. Existimantes bonas causas te ad permutandum castrum Montis adhemarii cum dilecto filio nobili viro Ludovico Dalphino Viennensi, confirmavimus ea que per tuam prudentiam facta fuerunt, ita tamen ut ipse Dalphinus omnia consueta jura Romane Ecclesie et tibi illius nomine prestet que Comites Valentinienses hactenus prestare consueverunt, prout videre poteris in litteris apostolicis de-super confectis. Idcirco videat et curet tua fraternitas que dicti Comites prefate Ecclesie exhibere soliti sunt et ea nunc fieri de novo procures ac jura et privilegia Ecclesie integra observari facias ne in aliquo minuantur. Datum Rome, apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominice millesimo quadringentesimo quadragesimo septimo, pridie idus octobris, pontificatus nostri anno primo. P. Philippron¹.

— XII —

Pouvoir accordé par Nicolas V au cardinal de Foix de lever l'empêchement d'honnêteté publique et de valider les mariages accomplis avec ce défaut à vingt hommes et femmes (25 mars 1450).

Nicolaus episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri Petro, episcopo Albanensi, in civitate nostra Avignonensi et Comitatu Venayssini pro nobis et Romana ecclesia in tempora-

1. — Au verso : *Poggius*, et l'adresse de la lettre : *Venerabili fratri, etc.*

libus vicario generali, salutem et apostolicam benedictionem. Cum tu in civitate nostra Avinionensi ac Comitatu Venayssini cum districtu et pertinentiis eorumdem generalis in temporalibus vicarius cum plene legationis officio ac in nonnullis aliis provinciis, civitatibus et dioecesibus legatus de latere apostolica auctoritate fueris diutius, prout existis etiam de presenti, nos volentes tuam per amplius honorare personam ut, per honorem tibi exhibitum, eo utilius valeas proficere quo fueris per nos maiori auctoritate munitus, fraternitati tue cum viginti quinque viris et totidem mulieribus illarum partium de quibus tibi videbitur, que, impedimento publice honestatis iustitie obstante, scienter vel ignoranter matrimonium contraxerint illudque carnali copula consummarint aut qui ex certis causis matrimonium invicem contrahere et in eo postquam contractum fuerit remanere libere et licite valeant, dummodo mulieres ipse propter hoc rapte non fuerint, dispensandi ac prolem ex huiusmodi matrimonio susceptam et suscipiendam legitimam nunciandi, plenam et liberam tenore presentium concedimus facultatem. Datum Rome, apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominice, millesimo quadringentesimo quinquagesimo, octavo Kal. aprilis, Pontificatus nostri anno quarto. Poggius. S. de Spada.

Gratis pro d. Cardinali. Registrata in Camera apostolica. Cousin.

— XIII —

Provisions de l'archevêché d'Arles, vacant par la mort du bienheureux Louis Allemand, Cardinal de Ste-Cécile, en faveur de Pierre de Foix, le 9 octobre 1450. Cette bulle du Pape Nicolas V a été déjà publiée par Albanès dans la Gallia novissima. — Au revers de ce document se trouvent les noms des expéditeurs, Jo. de Vulterriss et A. de Corthesiis.

— XIV —

Notification faite par Nicolas V aux vassaux d'Arles de la promotion de Pierre de Foix, au siège de cette ville, vacant par la mort du B. Louis Allemand (9 octobre 1450).

Nicolaus episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis universis vasallis ecclesie Arelatensis, salutem et apostolicam bene-

dictionem. Hodie ecclesie Arelatensis per obitum bone memorie Ludovici tituli Sancte Cecilie presbyteri Cardinalis, qui tunc illi presidebat, extra Romanam curiam defuncti, pastoris solatio destitute, de persona venerabilis fratris nostri Petri, episcopi Albanensis, de fratrum nostrorum consilio, de quorum numero ipse Petrus episcopus existit, duximus apostolica auctoritate providendum, preficiendo ipsum eidem ecclesie archiepiscopum et pastorem, curam et administrationem ipsius ecclesie Arelatensis sibi in spiritualibus et temporalibus plenarie committendo, prout in nostris desuper confectis litteris plenius continetur. Quocirca universitati vestre per apostolica scripta mandamus quatinus eundem archiepiscopum debita honorificentia prosequentes ei fidelitatem solitam necnon consueta servitia et jura a vobis sibi debita exhibere integre studeatis, alioquin sententiam sive penam quam idem archiepiscopus rite tulerit seu statuerit in rebelles, ratam habebimus et faciemus, auctore Domino, usque ad satisfactionem condignam inviolabiliter observari. Datum Montisfalchi Spoletane dioc., anno Incarnationis Dominice millesimo quadringentesimo quinquagesimo, septimo idus octobris, Pontificatus nostri anno quarto. Jo. de Vulterr. .

Gratis pro persona d. Cardinalis. Registrata. De Cervisio.

— XV —

Pension de 800 écus d'or de France accordée par Nicolas V à Pierre de Foix sur les revenus des églises de St-Girons et de St-Valère, du diocèse de Couserans. L'évêque de T..... et les officiaux d'Avignon et de Couserans sont chargés d'y veiller (14 juillet 1453).

Nicolaus episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri episcopo Tholonensi et dilectis filiis Avenionensi et Consoranni officialibus, salutem et apostolicam benedictionem. Hodie venerabili fratri nostro Petro, episcopo Albanensi, pensionem annuam octuaginta scutorum auri de Francia super fructibus, redditibus et proventibus secularis ecclesie sancti Geroncii et ordinis sancti Benedicti, sancti Valerii, Conseranensis diocesis prioratum, per dilectum filium Johannem de Aulono, sancti Geroncii priorem, et sancti Valerii prioratum huiusmodi com-

mendatorum eidem Petro episcopo, quoad viveret, vel procuratori suo legitimo, in civitate nostra Avinionensi in certis terminis, annis singulis, sub excommunicationis sententie pena quam ipso facto incurreret, reservavimus, constituimus et etiam assignavimus, prout in nostris inde confectis litteris plenius continetur. Quocirca discretioni vestre per apostolica scripta mandamus quatinus vos vel duo aut unus vestrum si et postquam prefate littere vobis presentate fuerint, per vos vel alium seu alios premissa solemniter publicari faciatis, auctoritate nostra, dicto Petro episcopo vel procuratori suo legitimo pensionem huiusmodi iuxta reservationis, constitutionis et assignationis earumdem tenorem integraliter persolvi et etiam assignari. Et nichilominus, si nobis constiterit dictum Johannem sententiam excommunicationis huiusmodi incurrisse, quotiens pro parte dicti Petri episcopi vel ipsius procuratoris super hoc fueritis requisiti, tamdiu eum in ecclesiis dominicis et festivis diebus excommunicatum publice nuncietis et ab aliis nunciari et arctius evitari faciatis, donec de premissis debitam satisfactionem impenderit ipse excommunicatus super hoc meruerit absolutionis beneficium obtinere, non obstantibus omnibus illis que in dictis litteris voluimus non obstarere, seu si prefato Johanni vel quibusvis aliis communiter vel divisim a sede apostolica indultum existat, quod interdici, suspendi vel excommunicari non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulto huiusmodi mentionem, contradictores per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compescendo. Datum Rome, apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominice, millesimo quadringentesimo quinquagesimo tertio, pridie idus julii, Pontificatus nostri anno septimo. Jo. Baptista.

Au verso. B. de Monte. P. de Feletiis (?) Pe. Thenini.

— XVI —

Bulle de Callixte III au Cardinal de Foix pour exiger de Louis, dauphin de Vienne, l'hommage des terres relevant de l'Église Romaine (1^{er} septembre 1455).

Calistus episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri episcopo Albanensi, presbytero cardinali, apostolice sedis

legato, salutem et apostolicam benedictionem. Ad prov[identiam sum] mi Pontificis maxime spectare dinoscitur ut, non modo ea que a predecessoribus suis accepit, diligenter conserventur, sed etiam que vestutate temporum vel [hominum] negligentia paulatim a Romana Ecclesia defecerunt suis studio et diligentia, quam honestius et humanius fieri potest, recuperentur et in pristinam apostolice sedis obedientiam et devotionem revocentur. Cum itaque in variis plurimorum summorum pontificum predecessorum nostrorum regestris, dum illa perquiri et examinari fecimus diligenter, quedam homagia a nonnullis quondam dominis certorum dominiorum, castrorum et locorum, que nunc a dilecto filio nobili viro Ludovico, Delfino Viennensi, possidentur suis temporibus fuisse prestita et nunc ab ipso Delfino ratione prefatorum dominiorum, castrorum et locorum prestari debere, Nos cupientes jurisdictionem predicte sedis nostris precipue temporibus illesam preservari ac in suas vires statumque pristinum revocari, fraternitati tue, tenore presentium, committimus et mandamus quatinus eundem Delfinum auctoritate nostra moneas ut intra certum a te tibi statuendum terminum condecentem homagia ipsa tibi nostro et Romane Ecclesie nomine recepturo prestet, juxta formam in similibus observari solitam. Nos enim tibi eadem homagia a prefato Delfino vel ejus procuratore ad hoc speciale mandatum habente, nostro et ejusdem Ecclesie nomine, sub eisdem conventionibus et pactis in ipsis homagiis contentis, recipiendi ipsumque more Romane Ecclesie, postquam homagia ipsa prestiterit cum omni sua familia, dominiis, castris et locis predictis sub apostolorum Petri et Pauli atque nostra suscipiendi auctoritate omniaque et singula circa hoc et premissa quomodolibet necessaria et opportuna faciendi, mandandi et exequendi plenam et liberam tenore presentium concedimus facultatem. Datum Rome, apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominice millesimo quadringentesimo quinquagesimo quinto, Kalendas septembbris, pontificatus nostri anno primo.

Au verso. De Curia. A. de Racaneto. — Narnia.

Rea apud me M. Fernarii.

Côte plus moderne. Litteras recipiendi homagia a Delfino Viennensi.

— XVII —

Bulle de Callixte III notifiant à l'évêque d'Oloron, aux officiaux de Lescar et d'Avignon la pension de 1000 florins, réservée en faveur du Cardinal de Foix sur un prieuré du diocèse de Saragosse (3 octobre 1456).

Calistus episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri episcopo Olorensi et dilectis filiis Lascurrensi ac Avinionensi officialibus, salutem et apostolicam benedictionem. Hodie venerabili fratri nostro Petro episcopo Albanensi pensionem annuam mille florenorum auri de Aragonia super fructibus, redditibus et proventibus archidiaconatus Dorocensis in ecclesia Cesaraugustana, ordinis sancti Augustini, sibi, quoad viveret, vel procuratori suo, ad hoc ab eo speciale mandatum habenti, per dilectum filium Antonium Porqueti, priorem prioratus Rotensis, dicti ordinis, Ilerdensis diocesis, bacallarium in decretis, cui archidiaconatum predictum per eum, quoad viveret, tenendum, regendum et gubernandum per alias nostras litteras mandavimus gratiose commendari ac successores suos archidiaconatum ipsum pro tempore obtinentes, annis singulis, in certis festivitatibus sive diebus, sub excommunicationis et privationis penis persolvendam, ipsius Antonii ad id expresso accedente consensu, reservavimus, constituimus et assignavimus, prout in aliis nostris inde confectis litteris plenius continetur. Quocirca, discretioni vestre per apostolica scripta mandamus quatinus vos vel duo aut unus vestrum, si et postquam littere predicte vobis presentate fuerint, per vos vel alium, seu alios, faciatis auctoritate nostra pensionem predictam ipsi episcopo vel ejus procuratori legitimo juxta reservationis, constitutionis et assignationis predictarum nec non decreti nostri in eisdem posterioribus litteris appositi continentiam atque formam integre persolvi ipsumque episcopum in eventum regressus ad dictum archidiaconatum pacifica illius possessione gaudere et nichilominus quemlibet ex Antonio et successoribus predictis quem huiusmodi excommunicationis sententiam vobis incurrisse constiterit, quotiens super hoc pro parte ipsius episcopi fueritis requisiti, tandiu in ecclesiis, dominicis et festivis diebus, dum

maior inibi populi multitudo ad divina convenerit, excommunicatum publice nuntietis et faciatis ab illis nuntiari ac ab omnibus arctius evitari, donec et quousque ipsi episcopo de eadem pensione tunc debita fuerit integre satisfactum, idemque excommunicatus ab huiusmodi excommunicationis sententia meruerit absolutionis beneficium obtinere, non obstantibus omnibus que in dictis litteris voluimus non obstarere, aut si Antonio et successoribus predictis vel quibusvis aliis communiter vel divisim a sede apostolica sit indultum quod interdici, suspendi vel excommunicari non possint per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam de verbo ad verbum de indulto huiusmodi mentione, contradictores per censuram ecclesiasticam appellatione postposita, compescendo. Datum Rome, apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominice millesimo quadringentesimo quinquagesimo sexto, quinto idus octobris, Pontificatus nostri anno secundo.

Au dos : Jo de Vulterris. f. Gratis pro persona d. Cardinalis. G. de Collio, P. de Varris.

— XVIII —

Confirmation par Callixte III du privilège de nommer aux bénéfices vacants, certains mois de l'année, accordé par Nicolas V à Pierre de Foix (1^{er} septembre 1455).

Calistus episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri Petro, episcopo Albanensi, salutem et apostolicam benedictionem. Exigunt multipicia meritorum tuorum merita ut, predecessorum nostrorum sequendo vestigia, personam tuam singularibus honoribus et favoribus continuo prosequamur. Dudum¹ siquidem felicis recordationis Nicolaus Papa V, predecessor noster, tibi de quibusvis dignitatibus, personatibus, administracionibus, officiis, canonicatibus et prebendis necnon aliis beneficiis ecclesiasticis cum cura et sine cura, secularibus et quorumcunque ordinum regularibus ac archiepiscopi Arealtensis necnon Lascurrēnsis et Aquensis episcoporum et qua-

1. — Cette phrase est défectueuse, à moins que nous n'ayons omis quelque mot dans notre copie.

rumcunque ecclesiarum et quorumvis monasteriorum seu ecclesiasticorum beneficiorum, quas seu que in titulum vel commendam ex concessione et dispensacione ejusdem sedis, eciam tunc obtinebas, prout obtines, collatorum, pro tempore existencium, collationem, provisionem, presentacionem, electionem seu quamvis aliam dispositionem pertinentibus que in Februarii, Aprilis, Junii, Augusti, Octobris et Decembris mensibus vacare contigeret, dummodo dispositioni apostolice generaliter reservata non forent, eciam si presentaciones, nominaciones vel electiones aliorumque (?) salve essent in talibus ibidem procedere consuevissent, perinde ac si aliue ab eodem predecessore vel sede predicta aut illius legatis expectative gracie, nominaciones, nominandi seu conferendi beneficia facultates et de vacaturis primo seu alias speciales reservaciones et de sic vacaturis, cum vacarent, conferendi mandata, uniones quoque, annexiones, incorporaciones alieque concessiones et gracie in contrarium facientes ab ipso Nicolao predecessore nullatenus emanassent, quoad viveres, et ecclesias, monasteria et alia beneficia huiusmodi obtineres, libere et licite disponendi per suas litteras facultatem concessit, prout in eisdem litteris plenius continetur. Nos igitur qui, eodem Nicolao predecessore, sicut Domino placuit, rebus humanis exempto, suimus, divina disponente clemencia, ad apicem summi apostolatus assumpti, personam tuam honorare volentes ut per honorem tibi exhibitum aliis te possis reddere gracissimum ac litteras et facultatem huiusmodi approbantes et iuribus subsistere decernentes, tuis in hac parte supplicationibus inclinati, tibi quod de beneficiis predictis in eisdem Februarii, Aprilis, Junii, Augusti, Octobris et Decembris mensibus in antea (?) vacare contigeret pariformiter disponendi plenam et liberam facultatem concedimus, decernentes irritum et inane si secus super hiis a quoquam quavis auctoritate, scienter vel ignoranter contigerit attemptari, proviso quod alia facultate prelatis per quandam constitutionem nostram disponendi de beneficiis in certis mensibus per nos concessa de cetero non utaris. Datum Rome, apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominice millesimo quadringentesimo quinquagesimo quinto, kalendas septembris, Pontificatus nostri anno primo. M. Ferrarii. A. de Hirspaco.

Gratis pro persona domini cardinalis. Registrata in camera apostolica. De Vulterriss.

— XIX —

Bulle du pape Callixte III au Cardinal de Foix pour exiger de Marthe Spiafam l'hommage des terres relevant du Saint-Siège (1^{er} septembre 1455).

Calistus episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri nostro Petro, episcopo Albanensi, in civitate nostra Avinionensi apostolice sedis legato, salutem et apostolicam benedictionem. Humilibus supplicum votis libenter annuimus eaque favoribus prosequimur oportunis. Dudum siquidem felicis recordationis N[icolaus quintus], predecessor noster, Castrum de Laroche supra paternas, communiter appellatum, Carpenteratensis diocesis, necnon partem dominii loci de Canismontibus, Cavalicensis diocesis, ad Romanam ecclesiam... medio pertinens cum omnibus juribus et pertinentiis eorumdem quondam Petro Spiefan (?), civi Avinionensi, suisque heredibus utriusque sexus in feudum nobile auctoritate apostolica, de specialis dono gratie, perpetuis futuris temporibus dedit pariter et concessit, licentia ipsi Petro concessa possessionem eorumdem locorum propria auctoritate apprehendendi et apprehensam retinendi fructusque, redditus, proventus et cetera emolumenta eorumdem percipiendi et in pios usus convertendi jure directi dominii ipsius predecessoris et Romane Ecclesie semper salvo, ipseque Petrus postmodum, sicut nobis nuper innotuit, formam concessionis et donationis predictorum insequendo coram te tunc dicti predecessoris in illis partibus vicario, et apostolice sedis legato, de non alienando loca predicta nec eorum dominia seu ipsorum aliquam partem et bona sua, se ac ejus heredes obligavit homagiumque pro premissis prestitit et fidelitatis juramentum dictaque loca cum eorum juribus et pertinentiis in feudum nobile a predicta Ecclesia pro se et successoribus suis tenere et possidere recognovit illaque meliorare in forma consueta in manibus venerabilis fratris nostri moderni episcopi Tarviensis, rectoris comitatus Venayssini, infra ejus limites loca predicta consistunt, promisit, et demum locorum et dominiorum eorumdem posses-

sionem realem et corporalem adeptus fuit prout premissa omnia in litteris dicti predecessoris ac instrumentis publicis inde confectis dicitur plenius contineri dictaque loca et dominia, quoad vixit, tenuit et possedit, prout dilecta in Xristo filia Martha Spiafam, domicella Avinionensis, illius nata et universalis heres naturalis et legitima que ipso de medio sublato ei legitime successit, tenet et possidet de presenti pacifice et quiete. Quare pro parte dicte Marthe nobis fuit humiliter supplicatum ut concessioni, donationi homagii et juramenti prestationi, recognitioni, apprehensioni predictis ac omnibus inde securitis pro eorum subsistentia firmiori robur apostolice confirmationis adjicere illaque omnia et singula approbare omnesque et singulos, si qui forsan in illis intervenerint, ut defectus supplere ac loca et dominia supradicta cum eorum juribus et pertinentiis eidem Marthe, quatinus opus sit, de novo donare, reconcedere de benignitate apostolica dignaremur. Quia vero nobis non constitit de permisis, circunspectioni tue de qua in hiis et aliis speciale in Domino fiduciam obtainemus, per apostolica scripta committimus, quatinus inquisita et cognita super hiis diligentius veritate in eis et circa ea facias et exequaris, prout tibi visum fuerit fore faciendum. Datum Rome, apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominice millesimo quadringentesimo quinquagesimo quinto, decimo Kalendas septembris, Pontificatus nostri anno primo. F. M. Joannes. F. P. de Rubeis.

Registrata. Apud me M. Joannem.

Pouvoir de dispenser vingt hommes et femmes de l'empêchement de parenté et d'affinité aux 3^e et 4^e degrés, accordé par le Pape Pie II au cardinal de Foix ; les époux sciemment coupables devront payer le 6^e de leur apport pour la réparation de la basilique des Apôtres à Rome (15 juin 1461).

Pius episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri Petro, episcopo Albanensi, in civitate nostra Avinionensi et Comitatu Venayssini, pro nobis et Romana Ecclesia in temporalibus vicario generali, salutem et apostolicam benedictionem. Cum tu

in civitate nostra Avinionensi ac Comitatu Venayssini cum districtu et pertinentiis eorundem generalis in temporalibus vicarius cum plene legationis officio ac in nonnullis aliis provinciis, civitatibus et diocesibus, legatus de latere auctoritate apostolica fueris diucius, prout existis etiam de presenti, nos volentes tuam per amplius honorare personam, ut per honorem tibi exhibitum eo utilius proflicere valeas quo fueris per nos maiori auctoritate munitus, fraternitati tue auctoritate nostra cum viginti viris et totidem mulieribus partium illarum de quibus tibi videbitur, qui inter se in tertio et quarto gradu consanguinitatis et affinitatis conjuncti, ex certis rationalibus causis desiderent invicem matrimonialiter copulari, aut qui ignorantes seu scientes se eodem gradu coniunctos matrimonium inter se contraxerunt illudque carnali copula consummarunt, illos vide-licet qui scienter contraxerunt, ab excommunicationis sententia quam propterea incurrerunt, absolvendi, ac cum ipsis, eis tamen prius ad tempus de quo tibi videbitur ab invicem separatis, ut matrimonium de novo contrahere, ita tamen quod sextam partem dotis earum collectori in illis partibus pro tempore existenti, pro reparatione basilice apostolorum de urbe, infra sex menses a die dispensationis cum eis fiende, tradere teneantur. Cum eis vero qui ignoranter contraxerunt ut impedimento quod de consanguinitate vel affinitate huiusmodi provenit, non obstante in huiusmodi matrimonio¹; cum illis vero qui contrahere desiderant ut matrimonium invicem contrahere et in eo postquam contractum fuerit remanere, libere et licite valeant, dummodo mulieres ipse propter hoc rapte non fuerint, dispensandi et prolem inde susceptam et suscipiendam legitimam nunciandi, plenam et liberam tenore presentium concedimus facultatem. Datum Rome, apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominice millesimo quadragesimo sexagesimo primo, decimo septimo kalendas julii, Pontificatus nostri anno tertio.
Ja. Papiensis.

Au revers : De curia. U. de Piscia. Registrata in camera apostolica. De Vulterriss.

1. — Il semble qu'il manque un membre de phrase.

*Lettre de Pie II au cardinal de Foix, sur des révoltes survenues
à Avignon et dans le Comtat Venaissin.*

Venerabili fratri Petro, episcopo Albanensi, cardinali de Fuxo,
apostolice sedis legato.

Pius episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri Petro,
episcopo Albanensi, cardinali de Fuxo, apostolice sedis legato,
salutem et apostolicam benedictionem Accepimus litteras tuas
quibus nos de commotione istius populi nostri Avinionensis
admones ac eciam comitatus nostri Venayssini, quod certe pro
nostra ad illos populos paterna dilectione moleste tulimus et
proinde fuimus admirati quod fraternitas tua que tot annis illi
legationi prefuit gabernaveritque illam tam quiete, tam pacifice,
tam potenter, nunc ea fieri paciatur que, etsi nobis et Ecclesie
jacturam parent¹ et damnum tamen sine populorum eversione
et tua noxa² evenire non possunt, nescimus quid sibi hec
velint que profecto et vigilantiam et prudentiam tuam requirunt,
quas si ita cepi de hiis rebus, ut fieri ceptum est, adhibueris,
necessario statui nostro et ipsorum populorum necessitatibus
providere cogemur, pro quorum pacificatione et quiete mittimus
istuc cum plenis mandatis et instructionibus nostris venerabilem
fratrem Gaucerium, episcopum Vapincensem³, et dilectum filium
Johannem Filioli, prepositum Grassensem⁴, oratores nostros
qui tibi omnia communicabunt et cum tuo consilio agent sibi
comissa. Quare hortamur eandem fraternitatem tuam ut eisdem
fidem adhibeas indubiam ac ipsos in omnibus ita dirigas ut recte
omnia et utiliter componantur. Datum Senis⁵, anno Incarnationis
Dominice, millesimo quadragesimo sexagesimo, sexto decimo
kalendas augusti, Pontificatus nostri anno secundo. Adrianus.

Ja. Papien.

1. — Le texte semble donner *pareant* qui n'offre pas de sens.

2. — Le texte paraît dire *nota* qui ne signifie pas grand'chose.

3. — L'évêque de Gap.

4. — Le prévôt de Grasse. Ces deux personnages envoyés par le Pape devaient s'entendre avec le cardinal légat pour aviser aux moyens de prévenir et de réprimer toutes révoltes futures.

5. — Sienne, patrie de Pie II (Æneas Sylvius Piccolomini, célèbre homme de lettres et cardinal, qui s'était compromis d'abord à Pise).

NOTE

SUR

la machine à résoudre les équations de M. Meslin

PAR

M. ELOI LUSSAN

COLONEL DU GÉNIE EN RETRAITE

La « Causerie scientifique » du feuilleton du journal *Le Temps* du 28 mars 1903 mentionne une très curieuse machine à résoudre les équations algébriques d'un degré quelconque à une inconnue, imaginée par M. Meslin, professeur de physique à la Faculté des Sciences de Montpellier.

Cette machine, sorte de balance hydrostatique dont les dispositions sont basées sur le théorème des moments des forces parallèles et sur le principe d'Archimède, détermine, moyennant de simples pesées, les racines réelles, tant les négatives que les positives, des équations algébriques à une inconnue, quelqu'élevé qu'en soit le degré.

Voici, à défaut de renseignements plus précis que ne le sont les indications de la description insuffisante et du schéma donnés par le *Temps*, comment nous comprenons le mécanisme et le fonctionnement de l'appareil en question.

Le fléau est gradué des deux côtés à partir du point d'appui, et supporte à chaque extrémité un petit plateau, ou mieux une sébille pouvant recevoir des poids ou des matières pesantes quelconques, telles que plomb de chasse, sable,.... pour la mise en équilibre de la balance.

Le terme constant de l'équation, et x , première puissance de l'inconnue, sont représentés par deux cylindres de révolution

verticaux, de même diamètre et même longueur ; $x^1, x^2, x^3, \dots, x^n$, puissances successives de l'inconnue, par d'autres solides de révolution, également verticaux et de même longueur que lesdits cylindres, et dont les courbes méridiennes sont calculées de façon que des portions de ces solides, de même hauteur comptée à partir du bas où est leur sommet, sont respectivement de volume égal au carré, au cube, à la 4° , ..., à la n° puissance du volume correspondant des cylindres de la constante et des x . Et ainsi, immergés tous jusqu'à la même hauteur x , ces flotteurs déplaceront des volumes du liquide dont les poids seront proportionnels à $x, x^2, x^3, x^4, \dots, x^n$, et auront, si l'on veut, ces mêmes puissances successives d' x pour mesure. Le flotteur des x^2 est un paraboloïde convexe, celui des x^3 un cône, les suivants des solides paraboloïdaux à concavité de plus en plus accentuée¹.

Tous les flotteurs sont munis de tiges rigides permettant de les accrocher en un point quelconque du fléau de la balance, exactement à même hauteur les uns que les autres ; et sous les

1. — L'équation générale des courbes méridiennes des flotteurs, en coordonnées rectangulaires ayant leur sommet pour origine et leur axe de révolution pour axe des x , se déduit de l'équation intégrale

$$\int_0^x \pi y^2 dx = \pi^n r^{2n} x^n,$$

où r est le rayon du flotteur cylindrique.

Distinguant, on a :

$$\pi y^2 dx = n \pi^n r^{2n} x^{n-1} dx,$$

$$\text{ou } y^2 = n \pi^{n-1} r^{2n} x^{n-1},$$

$$\text{d'où } y = \pm \sqrt{n} \pi^{\frac{n-1}{2}} r^n x^{\frac{n-1}{2}},$$

formule, qui, si l'on y fait successivement $n = 1, n = 2, n = 3, n = 4, n = 5, \dots$ donne les équations des courbes méridiennes des flotteurs de la constante et des x , des x^2 , des x^3 , des x^4 , des x^5, \dots

Courbe de la constante et des x : $y = \pm r$ (droite parallèle à l'axe des x , engendrant un cylindre.)

Courbe des x^2 : $y = \pm r^2 \sqrt{2 \pi x}$ (parabole engendrant un paraboloïde convexe.)

— x^3 : $y = \pm \sqrt{3} \pi r^3 x$ (droite oblique engendrant un cône.)

— x^4 : $y = \pm 2 \pi^{\frac{3}{2}} r^4 x^{\frac{3}{2}}$ (courbe parabolique engendrant un solide paraboloïdal concave.)

— x^5 : $y = \pm \sqrt{5} \pi^2 r^5 x^2$ (Parabole engendrant un paraboloïde concave.)

.....

bras du fléau peuvent être disposés autant de récipients de verre qu'il en faut pour que chaque flotteur en ait un où il plonge, celui du flotteur de la constante restant isolé des autres qui sont communicants.

Sur le récipient isolé et sur l'un des communicants est tracée une échelle verticale ascendante des valeurs de la constante et de x , dont le 0 est au niveau de l'extrémité inférieure des flotteurs mis en place et équilibrés.

Un exemple fera bien saisir le mode de fonctionnement de la machine.

Soit à résoudre l'équation

$$x^4 + 2x^3 - 13x^2 - 14x + 24 = 0,$$

dont le premier membre n'est autre chose que le produit $(x - 1)(x + 2)(x - 3)(x + 4)$, et qui a par conséquent deux racines positives, + 1 et + 3, et deux négatives, - 2 et - 4.

Nous pouvons l'écrire

$$x^4 + 2x^3 - 13x^2 - 14x + 4 \times 6 = 0,$$

en considérant alors 4 comme le coefficient de 6.

On suspend les flotteurs des x^4 , des x^3 et de la constante, c'est-à-dire ceux figurant les termes positifs de l'équation, à l'un des bras du fléau, le premier à la distance 1, le deuxième à la distance 2 et le troisième à la distance 4 du point d'appui, et les flotteurs des x^2 et des x , qui correspondent aux termes négatifs, aux distances 13 et 14 de l'autre bras, les quatre flotteurs des diverses puissances de x plongeant dans autant de vases communicants vides, et celui de la constante dans le vase isolé vide également ; et l'on équilibre la balance.

On fait, après cela, arriver de l'eau, ou tout autre liquide quelconque, dans le vase isolé jusqu'à affleurer la division 6 de son échelle, allégeant ainsi le flotteur de la constante, immergé de cette hauteur, d'un poids dont le moment est $4 \times 6 = 24$; et l'on rétablit par deux fois l'équilibre, que cette immersion a rompu, en faisant monter le même liquide dans les quatre vases communicants, d'abord jusqu'à une première hauteur, puis jusqu'à une seconde plus grande. La balance se trouvant chaque fois équilibrée par la perte de poids qu'ont subie à leur tour les flotteurs des x^4 , des x^3 , des x^2 et des x , les deux hauteurs d'affleu-

rement, 1 et 3, lues sur l'échelle correspondante sont bien les deux racines positives de l'équation ; car on a, en vertu du théorème des moments, les deux identités.

$$1^4 + 2 \times 1^3 - 13 \times 1^2 - 14 \times 1 + 4 \times 6 = 0,$$

$$\text{et } 3^4 + 2 \times 3^3 - 13 \times 3^2 - 14 \times 3 + 4 \times 6 = 0.$$

Les vases vidés, on fait passer, du point du bras du fléau où il est accroché au point symétrique de l'autre bras, chacun des flotteurs des x^3 et des x , ce qui équivaut au changement du signe des termes de degré impair de l'équation, et on équilibre à nouveau la balance. Procédant ensuite de la même manière aux immersions, on obtient les deux racines négatives, — 2 et — 4, lesquelles donnent bien également les deux identités.

$$2^4 - 2 \times 2^3 - 13 \times 2^2 + 14 \times 2 + 4 \times 6 = 0,$$

$$\text{et } 4^4 - 2 \times 4^3 - 13 \times 4^2 + 14 \times 4 + 4 \times 6 = 0.$$

Il importe de bien remarquer que le liquide, dans lequel on immerge les flotteurs, peut être un liquide quelconque, et que l'on n'a à s'inquiéter ni de son poids spécifique, ni même des variations que celui-ci peut subir du fait du plus ou moins d'élévation de la température. L'essentiel est que le liquide soit le même dans le récipient isolé et dans les vases communiquants, ce qu'on obtient aisément en le faisant venir d'un réservoir supérieur commun.

De même la forme des flotteurs est seule à considérer, sans que l'on ait à tenir compte de leur densité qui peut, non seulement n'être pas la même pour deux flotteurs distincts, mais encore varier d'une partie à l'autre d'un même flotteur.

Il en serait tout autrement à l'égard du liquide, si, au lieu du flotteur cylindrique immergé isolément dont nous avons parlé, on se servait, comme il est dit, par erreur sans doute, dans la « Causerie » du *Temps*, de poids à l'air libre pour représenter la constante de l'équation. L'unité de ces poids devrait, dans ce cas, être toujours exactement égale au poids de l'unité de volume du liquide, et varier par suite avec la nature de celui-ci, comme aussi avec les augmentations et diminutions de son poids spécifique résultant des changements de température : toutes complications et causes d'erreur qu'évite l'emploi d'un flotteur de constante.



PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

Séance du 17 Novembre 1902.

PRÉSIDENCE DE M. ADRIEN PLANTÉ

Présents : MM. PLANTÉ, président ; BARTHETY, secrétaire général ; MINVIELLE et VERDENAL, secrétaires ; BONNARD, CARAMAN, DUCLA, COMMANDANT LAVIGNE, MERLE, Dr V. MEUNIER, NANCY, GÉNÉRAL ZEUDE, membres.

M. le PRÉSIDENT expose que la Société ne s'est pas réunie depuis onze mois ; si la marche de ses travaux a été arrêtée pendant le courant de cette année, la cause de ce retard est imputable à la longue maladie qui l'a atteint. Il adresse ses remerciements pour les témoignages de sympathie dont il a été l'objet à cette occasion, et qui lui sont renouvelés par les membres présents, avec leurs félicitations pour son complet rétablissement.

M. BARTHETY donne lecture du procès-verbal de la dernière séance, qui est adopté.

M. le PRÉSIDENT dit que parmi les lauréats qui viennent d'être proclamés par l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, il a le plaisir de remarquer le nom de M. l'abbé Dubarat, aumônier du Lycée de Pau, qui a obtenu une mention honorable pour ses récents travaux historiques. Au nom de la Société, il félicite cet érudit confrère de la nouvelle distinction dont il a été l'objet.

M. le PRÉSIDENT donne communication de la correspondance : 1^o une lettre de M. le Ministre de l'Instruction publique relative au Congrès des Sociétés savantes qui doit se tenir à Bordeaux

en 1903 et auquel les membres de la Société sont conviés à prendre part, aux conditions habituelles ; 2^e une lettre de M. le Ministre des Affaires étrangères, transmise par M. le Ministre de l'Instruction publique, annonçant le Concours d'Archéologie de Barcelone ; 3^e une lettre de M. le Président de la Société d'Agriculture de France demandant la collaboration de la Société à un ouvrage en préparation : « *La vie rurale à travers les âges.* »

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL rend compte des principales publications reçues qui ont un intérêt particulier pour notre région. A ce sujet, il fait mention de la perte que vient de faire la Société historique et archéologique du Périgord, dans la personne de son distingué président, M. de Roumejoux.

M. PLANTÉ évoque le souvenir de cet archéologue éminent, et informe la Société qu'il a envoyé, en son nom, un télégramme de condoléance à Mme de Roumejoux.

M. DUCLA communique la fin d'un important travail sur les *Classifications chimiques nouvelles*, dont la première partie avait été présentée à la séance du 9 avril 1900.

L'auteur y établit :

1^e Un troisième mode de classification des oxydes, d'après le nombre des groupes moléculaires équivalents existant dans l'unité du volume. (Chaque groupe peut s'unir à 1000 atomes monovalents.)

Dans cette classification, on remarque que le nombre des groupes moléculaires équivalents, existant dans l'unité de volume de deux oxydes isomorphes sont en rapport simple ; on remarque aussi que les oxydes qui ont des groupes moléculaires équivalents de même grandeur, forment des sels isomorphes que l'on trouve souvent associés dans la nature. On remarque enfin que les oxydes et anhydrides solubles dans l'eau sont ceux dont le rapport du nombre de molécules au nombre de molécules de l'eau se rapproche d'un rapport simple ;

2^e Les sulfures ont été classés d'après le nombre de molécules contenus dans l'unité de volume ;

3^e Les sulfures ont aussi été classés d'après le nombre des groupes moléculaires équivalents contenus dans l'unité de volume ;

4^o Ils ont enfin été classés d'après la quantité de chaleur absorbée par chaque unité de volume pour une élévation de température de 1°.

Ces trois modes de classification des sulfures conduisent à des conclusions semblables à celles que donnent les oxydes ;

5^o Les oxydes hydrotés et les acides ont été aussi classés d'après le nombre de molécules que contient l'unité de volume ; ils l'ont été également d'après le nombre de groupes moléculaires équivalents contenus dans l'unité de volume. Remarquons à propos de ces oxydes que l'eau dissout tous les corps simples dont les molécules ont un volume sensiblement égal ou un volume plus grand, tandis qu'elle ne dissout pas généralement les corps simples dont le volume moléculaire est plus petit ;

6^o Les chlorures, les bromures, les iodures, les azotates, les sulfates, les carbonates et les composés de l'éthyle ont été classés par la méthode qui a servi pour les corps simples, les oxydes et les sulfures.

Enfin les corps simples ont été classés d'après la quantité de chaleur absorbée par l'unité de volume pour fondre, sans changement de température. Les corps qui se placent ainsi à côté les uns des autres ont des propriétés chimiques semblables. Le tableau obtenu dans cette classification est d'ailleurs très incomplet, parce qu'il y a beaucoup de chaleurs de fusion qui n'ont pas été déterminées pour les corps simples.

Ce travail se termine par l'étude d'une relation constante très simple qui existe entre le poids moléculaire de la plupart des corps simples solides, leur poids spécifique, leur coefficient de dilatation cubique et leur température absolue de fusion.

Cette relation constante ou cette loi peut s'énoncer de la manière suivante :

1^{er} énoncé. — Le produit obtenu en multipliant le volume moléculaire de la plupart des corps simples solides par leur coefficient de dilatation cubique et par leur température absolue de fusion égale l'unité :

$$V \times k \times T = 1.$$

2^e énoncé. — Le volume moléculaire de la plupart des corps simples solides augmente d'une unité en passant du zéro absolu à la température de fusion.

3^e énoncé. — Le produit obtenu en multipliant le poids moléculaire de la plupart des corps simples solides par leur coefficient de dilatation cubique et par leur température absolue de fusion donne leur poids spécifique.

L'étude de M. DUCLA est une contribution remarquable aux problèmes les plus élevés de la physique et de la chimie ; les patientes recherches qui lui servent de base et les ingénieuses inductions qui en sont les conséquences, font le plus grand honneur au distingué professeur du Lycée de Pau.

M. le PRÉSIDENT lui adresse les félicitations de la Société.

M. PLANTÉ lit une très intéressante notice sur « d'Arnaudat, député à l'Assemblée nationale et maire d'Orthez ». Ce travail fait partie d'une série d'études historiques relatives aux personnalités béarnaises, dont la vie mérite d'être mieux connue par nos compatriotes ; on pourra la lire *in extenso* dans le *Bulletin* de la Société.

L'Assemblée décide de renvoyer à la prochaine séance le scrutin pour le renouvellement du Bureau.

Il est ensuite procédé au vote sur l'admission d'un nouveau membre, M. le colonel de Carsalade du Pont, présenté par MM. Planté et le colonel Lussan ; il est admis à l'unanimité des suffrages.

La séance est levée.

Le Secrétaire,
Dr VERDENAL.

Le Président,
ADRIEN PLANTÉ.

Séance du 22 Décembre 1902.

PRÉSIDENCE DE M. ADRIEN PLANTÉ

Présents : MM. PLANTÉ, président ; BARTHETY, secrétaire général ; Dr VERDENAL, secrétaire ; SOULICE, trésorier ; COLONEL DE BEAUQUESNE ; BONNARD ; CARAMAN ; COLONEL de CARSALADE ; ABBÉ DUBARAT ; DUCLA ; COLONEL LUSSAN ; MEILLON ; Dr Valery MEUNIER ; GÉNÉRAL ZEUDE, membres.

Excusé : M. G. MINVIELLE, secrétaire.

M. le PRÉSIDENT souhaite la bienvenue à un nouveau membre, le colonel de Carsalade, qui assiste à la séance.

M. l'Abbé DUBARAT remercie la Société pour les félicitations qu'il en a reçues à la dernière séance, dont le procès-verbal est adopté, lecture faite par le Secrétaire.

M. le PRÉSIDENT annonce qu'il a reçu :

1^o De la Société Archéologique du Gers l'annonce, pour 1903, d'un concours destiné à développer le goût de l'étude de la langue et des traditions gasconnes ;

2^o De l'Académie de Metz l'annonce de trois concours pour 1903, dont les sujets intéressent plus particulièrement les provinces lorraines.

Il dépose ensuite sur le bureau un ouvrage adressé à la Société : *Itinéraire raisonné de Marguerite de Valois en Gascoigne (1578-1586) d'après ses livres de comptes*, par M. Philippe Lauzun. Des remerciements sont adressés à l'auteur.

M. le PRÉSIDENT communique une lettre de M. A. Piche, trésorier de l'Association météorologique du Sud-Ouest, demandant une subvention annuelle de 50 francs pour aider l'Association météorologique à assurer la publication de son Bulletin. Après un échange d'observations entre M. le PRÉSIDENT et M. SOULICE, la subvention est accordée, à condition que, chaque année, l'Association météorologique du Sud-Ouest fournisse à la Société des Sciences, Lettres et Arts de Pau un compte-rendu sur le fonctionnement de l'Observatoire d'Orthez, pour établir la nécessité de la continuation de la subvention.

M. SOULICE, trésorier, lit le compte-rendu financier pour les deux années 1900-1901 et 1901-1902 :

EXERCICE 1900-1901

RECETTES :

Avoir au 31 décembre 1900.....	8.666 ^f 75
Intérêts à la Caisse d'Épargne en 1900.....	243 "
Rente 4 %.....	210 "
Cotisations en retard.....	10 "
Cotisations de l'exercice.....	1.230 "
Vente de volumes.....	13 "
Reçu de M. de Dufau de Maluquer.....	165 "
TOTAL.....	10.837^f 75

DÉPENSES :

Impression du <i>Bulletin</i> (tome 28, 2 ^e livraison, tome 29, 1 ^{re} livraison).....	1.640 ^f 80
Distribution du <i>Bulletin</i>	13 80
Impression et envoi de convocations.....	15 "
Frais de recouvrement.....	37 40
Cotisation à l'Alliance Française.....	20 "
Cotisation à la Société des Amis des Sciences....	10 "
Cotisation à l'Escole Gastou-Febus.....	6 "
Subvention à l'Observatoire d'Orthez.....	50 "
Achat de 280 fr. de rente 4 % russe.....	7.201 40
Frais de bureau, impressions diverses.....	28 30
TOTAL.....	9.021 60

BALANCE :

Recettes.....	10.837 ^f 78
Dépenses.....	9.021 60
DIFFÉRENCE.....	1.516^f 18

Représentée par :

Livret de la Caisse d'Épargne.....	1.500 ^f "
En caisse du trésorier.....	16 15
TOTAL.....	1.516^f 15

EXERCICE 1901-1902

RECETTES :

Avoir au 31 décembre 1901.....	1.816 ^f 15
Rente 4 %.....	280 "
Intérêts à la Caisse d'Épargne en 1901.....	78 70
Cotisations de l'exercice.....	1.450 "
TOTAL.....	3.024^f 85

DÉPENSES :

Impression du <i>Bulletin</i> (t. 29, 2 ^e livraison).....	306 ^f "
Distribution du <i>Bulletin</i>	22 50
Frais de recouvrement.....	36 55

Cotisation à l'Alliance Française.....	20 ^r »
Cotisation à la Société des Amis des Sciences....	10 »
Cotisation à l'Escole Gastou-Febus.....	6 »
Frais de bureau.....	14 60
TOTAL.....	415^r 65

BALANCE :

Recettes.....	3.024 ^r 85
Dépenses.....	415 65
DIFFÉRENCE.....	2.609^r 20

Représentée par :

Livret de la Caisse d'Épargne.....	1.500 ^r »
En caisse du trésorier.....	1.109 20
TOTAL.....	2.609^r 20

Ces comptes sont approuvés sans observations.

M. SOULICE montre un très intéressant fragment de sculpture trouvé dans les fouilles pratiquées pour la construction de l'habitation du directeur de l'Asile St-Luc. Il représente une tête d'évêque ou d'abbé mitré, dont l'exécution dénote un art déjà sûr de sa technique. Des démarches seront faites auprès de la Commission administrative de l'Asile des Aliénés pour qu'elle veuille bien se dessaisir de ce beau marbre en faveur du Musée de Pau, où il pourra être soumis aux investigations des archéologues.

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL résume un travail de M. Bergez, instituteur à Lurbe, sur l'histoire du « Bager d'Oloron ».

M. l'Abbé DUBARAT présente des remarques historiques très intéressantes sur cinq bulles adressées au Cardinal de Foix, dit Pierre le Vieux. Fils d'Archambaud de Grailly et d'Elisabeth de Foix, souverains de Béarn, né en 1386, Pierre entra chez les Franciscains de Morlaas, y prit l'habit religieux, devint évêque de Lescar, de Tarbes et de Comminge, cardinal en 1408, archevêque d'Arles, légat du St-Siège à Avignon où il mourut en 1464. Il avait fondé à Toulouse le célèbre collège de Foix, où 25 bourses étaient destinées à des enfants sortis des domaines de sa famille : 9 étaient réservées au Béarn.

Voici le contenu des bulles adressées à cet homme d'Église : 1^o Eugène IV écrit à Charles, duc de Bourbon, pour le prier, si le roi de France (Charles VII) porte la guerre sur les terres pontificales, de prêter son concours à Pierre de Foix évêque d'Albano. Florence 6 septembre 1440 ; 2^o Nicolas V accorde à Pierre de Foix le privilège de pouvoir dispenser de l'irrégularité et de l'excommunication 23 personnes de quelque état qu'elles soient. Pierre est appelé un « ange de paix » (13 mai 1447) ; 3^o Nicolas V approuve le changement fait, par Pierre, du camp de Mont-Adhémar (Montélimart?) avec Louis, dauphin de Vienne (14 octobre 1447). Cette bulle offre cette particularité curieuse de porter au verso le nom de *Poggius*, c'est-à-dire de Pogge, le plus remarquable humaniste du xv^e siècle, qui fut secrétaire de la Curie romaine pendant 50 ans environ. Il est donc probable que cette bulle est un autographe de ce célèbre homme de lettres ; 4^o Nomination de Pierre de Foix à l'archevêché d'Arles, vacant par la mort du Bienheureux Louis Alaman, cardinal de S^t Cécile (9 octobre 1450). Éloge du cardinal de Foix : « Consideratis grandium virtutum donis quibus personam tuam illorum largitur Dominus multipliciter insignivit. » Cette bulle a été publiée par Albanès-Chevalier, dans la *Gallia novissima* sur l'archevêché d'Arles ; 5^o Bulle de Calixte III à Pierre de Foix, pour lui recommander de faire prêter hommage à Louis, dauphin de Vienne, pour les terres du St-Siège (1^{er} septembre 1453).

L'examen de ces cinq documents, dont l'authenticité est indiscutable, a vivement intéressé la Société qui vote des félicitations à M. l'abbé Dubarat.

L'Assemblée procède au renouvellement du Bureau ; sont élus :

Président : M. Adrien PLANTÉ.

Vice-Président : M. A. PICHE.

Secrétaire général : M. H. BARTHETY.

Secrétaire : MM. G. MINVIELLE et D^r VERDENAL.

Trésorier : M. SOULICE.

M. A. PLANTÉ remercie la Société du nouveau témoignage de confiance qui est donné aux membres du Bureau par leur réélection.

Il est enfin procédé au vote sur l'admission de trois nouveaux membres :

MM. Chassignet, avoué à Orthez,

D^r Marsoo, médecin à Pau,

Général Firmin de Lestapis,

présentés par MM. A. Planté et Soulice ; ils sont admis à l'unanimité des suffrages.

La séance est levée.

Le Secrétaire,
D^r VERDENAL.

Le Président,
ADRIEN PLANTÉ.

Séance du 26 Janvier 1903.

PRÉSIDENCE DE M. BARTHETY

Présents : MM. BARTHETY, secrétaire général ; MINVIELLE, secrétaire ; l'ABBÉ DUBARAT, DUCLA et MEILLON, membres.

M. MINVIELLE donne lecture du procès-verbal de la précédente séance qui est adopté.

M. le PRÉSIDENT présente les excuses de M. Adrien Planté et de M. le D^r Verdenal.

La Société a reçu, depuis la dernière séance, deux publications : l'*Almanac de la Gascongne* et le 18^e numéro du *Bulletin de la Société Médicale de Pau*.

M. le PRÉSIDENT résume le manuscrit de M. Louis Batcave : « *Les Décimes ecclésiastiques en Béarn (1615-1690)* », dont il lit l'*Introduction* et plusieurs passages principaux. C'est une étude historique, remarquablement documentée, concernant la contribution des diocèses d'Oloron et de Lescar aux deniers levés « ordinairement » ou « extraordinairement » par l'État sur le clergé ; l'auteur donne des notions complètes sur les circonstances de cet impôt, sur l'organisation des bureaux de répartition, l'établissement des rôles ou « départements », le mode de perception, les résistances éprouvées, etc., etc. A propos de

résistances, un document, reproduit en appendice sous le titre : « *Une sédition contre l'huissier exploitant en Soule pour le fait des décimes du clergé* », pique particulièrement la curiosité de l'Assemblée.

Le résumé du travail de M. Batcave, auquel M. l'Abbé DUBARAT ajoute quelques explications personnelles, est écouté avec un vif intérêt. Ce travail sera publié *in extenso* dans le *Bulletin* de la Société.

La séance est levée.

Le Secrétaire,
G. MINVIELLE.

Le Président,
H. BARTHETY.

Séance du 16 Février 1903.

PRÉSIDENCE DE M. ADRIEN PLANTÉ

Présents : MM. PLANTÉ, président ; BARTHETY, secrétaire général ; G. MINVIELLE et Dr VERDENAL, secrétaires ; le COLONEL DE BEAUQUESNE, le COLONEL DE CARSALADE DU PONT, l'ABBÉ DUBARAT, le COLONEL LUSSAN, NANCY et le GÉNÉRAL ZEUDE, membres.

M. le PRÉSIDENT présente les excuses de M. Soulice, empêché d'assister à la séance.

M. MINVIELLE, secrétaire, donne lecture du procès-verbal de la séance précédente, qui est adopté.

M. le PRÉSIDENT dit que l'Assemblée ne doit pas être esclave de l'ordre du jour de la séance ; il invite les membres de la Société qui auraient à faire quelque communication concernant les sciences, les lettres ou les arts, à la produire sans hésitation : ce casuel ne peut qu'augmenter l'intérêt des réunions.

M. l'Abbé DUBARAT a reçu de Mme de Paul, pour le communiquer à la Société, un manuscrit laissé par feu M. Amédée de Paul, contenant les recherches de ce dernier sur « Cazalet, littérateur palois ».

Cazalet était magistrat. Il était né en 1723 et mourut à Pau, en 1817. Littérateur distingué, il fut en correspondance avec

Voltaire, qui prisait si fort ses qualités d'écrivain qu'il lui disait dans une de ses lettres : « Apprenez-moi à écrire en prose. »

Un discours de Cazalet, à l'Académie de Pau, est des plus remarquables.

M. Bascle de Lagrèze a consacré au littérateur palois une notice où il cite plusieurs de ses œuvres.

Cazalet écrivait aussi bien en vers qu'en prose. *L'Intermédiaire des Chercheurs et des Curieux* a donné une appréciation sur ses poésies. M. Amédée de Paul en a retrouvé seize formant un recueil intitulé : « *Les seize bergeries*. »

M. l'Abbé DUBARAT et M. le PRÉSIDENT donnent lecture de quatre de ces bergeries : 1^o La forêt d'Henri IV ; 2^o L'arrivée de la comtesse de Saluces à Eaux-Bonnes ; 3^o Cantique à l'Hymen, à la santé des frères francs-maçons nouvellement mariés ; 4^o Métamorphose d'Actéon.

Si Cazalet eût vécu de nos jours, il eût été, sans doute, de l'*Escole Gastou-Febus* ; une de ses lettres en vers, adressée à son contemporain et ami, l'illustre médecin Théophile de Bordeu, lue par M. le Président, est du plus pur béarnais.

Au nom de l'Assemblée, M. le PRÉSIDENT remercie M. l'Abbé Dubarat et le prie de transmettre à Mme de Paul, au sujet du précieux et intéressant travail de M. Amédée de Paul, les remerciements de la Société.

M. le PRÉSIDENT fait part à l'Assemblée d'une communication très curieuse qu'il a reçue de M. P..., de Labastide-Cézéracq, concernant Beneharnum, qui, d'après l'auteur, aurait existé sur l'emplacement aujourd'hui occupé par le village de Labastide-Monréjeau, canton d'Arthez, et aurait disparu au cours du IX^e siècle. Beneharnum aurait été bâti sur le croisement de la voie romaine et de la route royale.

L'opinion de M. P... est discutée par divers membres.

M. le PRÉSIDENT donne lecture d'une notice sur Monestier (de la Lozère), qui fait partie d'une série d'études historiques par lui consacrées à diverses personnalités qui ont joué un rôle en Béarn pendant la Révolution. Cette notice, très documentée, intéresse vivement l'Assemblée.

Pierre-Laurent Monestier était né à Banassac, canton de la

Canour, dans la Lozère. Il fut membre de l'Assemblée législative et de la Convention. Envoyé dans le Sud-Ouest avec Monestier (du Puy-de-Dôme), Pinet, Cavaignac et Dartigoyète, il a laissé dans notre région de meilleurs souvenirs que son homonyme. Il épousa Mme d'Abidos, qu'il avait rencontrée à Pau et qui était née Marie de Noguès, fille de Messire Antoine de Noguès, baron de Gerderest, seigneur de Gabaston et de St-Loubouer, conseiller au Parlement de Navarre, et de dame Marie d'Abbadie de St-Loubouer.

Monestier (de la Lozère) mourut à Tarbes, le 5 brumaire an V ; sa femme mourut à Lescar le 11 nivôse an XI.

M. BARTHETY donne, à ce propos, un détail personnel assez piquant : son père, Louis Barthety, né à Lescar en l'an IX, eut pour marraine Marie de Noguès-Gerderest, veuve de Monestier (de la Lozère). Par son testament, daté de l'an X, dont M. BARTHETY donne lecture, elle légua à son fils une somme de cinquante francs ; mais le père de M. Barthety, dans une note jointe à la copie du testament, déclare que ce legs n'a jamais été payé.

M. le COLONEL LUSSAN, qui compte parmi ses campagnes militaires l'expédition du Mexique, a fait pendant cette campagne, au cours de laquelle il a parcouru 308 étapes, de nombreuses observations sur les mœurs, les coutumes, les choses et les habitants de ce pays. Il a composé, sur les notes qu'il en a rapportées, une série de récits rédigés d'un style alerte. Il lit quelques-unes de ses narrations qui sont écoutees avec le plus grand plaisir. C'est, d'abord, la description du lazzo mexicain, dont il fait voir une réduction ; puis le récit d'un combat de coqs, et enfin les courses de taureaux mexicaines, la façon spéciale dont le matador met à mort le taureau, le rôle du *gracioso*, de deux cavaliers à lazzo, les *caballeros en plaza*, qui rendent le spectacle de la course mexicaine préférable, peut-être, à celui de la course espagnole. M. le colonel Lussan montre une collection de statuettes représentant des types mexicains. Ces miniatures remarquables ont été achetées à Mexico.

Il est procédé au vote pour l'admission, comme membre de la Société, de M. Paul Laborde-Barbanègre, présenté par MM. Adrien Planté et Barthety.

M. Paul Laborde-Barbanègre est admis à l'unanimité des suffrages.

La séance est levée.

Le Secrétaire,
G. MINVIELLE.

Le Président,
ADRIEN PLANTÉ.

Séance du 27 Avril 1903.

PRÉSIDENCE DE M. ADRIEN PLANTÉ

Présents : MM. A. PLANTÉ, président ; BARTHETY, secrétaire général ; G. MINVIELLE et Dr VERDENAL, secrétaires ; SOULICE, trésorier ; CARAMAN ; CAPDEVILLE ; DESTECAM ; DUCLA ; ABBÉ DUBARAT ; Dr GOUDARD ; COLONEL LUSSAN ; GÉNÉRAL ZEUDE, membres.

M. MINVIELLE, secrétaire, donne lecture du procès-verbal de la séance précédente, qui est adopté.

La correspondance reçue par M. le Président comprend :

1^o Une lettre de la *Revue générale des Sciences*, relative à l'expédition arctique française, organisée et commandée par le Dr Charcot, et demandant aux membres de la Société de s'intéresser à cette œuvre en y apportant leur cotisation personnelle ;

2^o Une lettre de la *Société française d'Archéologie* annonçant le prochain Congrès d'archéologie qui se réunira à Poitiers.

M. BARTHETY dit qu'il avait préparé, pour cette séance, une nouvelle étude sur le Berceau d'Henri IV ; mais des documents inattendus lui étant parvenus encore au dernier moment, il prie la Société de vouloir bien lui permettre d'ajourner sa communication. .

M. PLANTÉ, parlant du Congrès des Sociétés savantes de Bordeaux (1903), auquel il a assisté dans les sections d'archéologie et des sciences historiques, est heureux de constater que cette réunion a consacré le triomphe des travailleurs d'Aquitaine, auquel participent les savants béarnais.

A cette occasion, MM. SOULICE et l'Abbé DUBARAT présentent quelques observations intéressantes relatives aux dangers du déboisement de nos montagnes, et expriment le vœu qu'il y a un

intérêt général de premier ordre à défendre l'existence de nos forêts.

M. le PRÉSIDENT dépose sur le bureau un bel ouvrage que vient de lui faire transmettre, pour l'offrir à la Société des Sciences, Lettres et Arts de Pau, M. Pereira de Lima, membre du Parlement du Portugal, Commandeur de la Légion d'Honneur, membre de la Société de géographie de Lisbonne, auteur de plusieurs ouvrages d'histoire et d'études ethnographiques.

Celui qu'il veut bien offrir à notre Société, *Iberos e Bascos*, écrit dans la belle langue de Camoëns, est d'un style harmonieux qui s'allie à une clarté didactique saisissante.

L'érudition dont M. Pereira de Lima fait preuve, dit le Président, est immense : tous les auteurs qui ont étudié l'origine des peuples, il les a lus, en a extrait tout ce qui touche de près ou de loin à la thèse qu'il développe, il en réfute les opinions qui ne s'accordent pas avec la sienne, et il arrive à cette conclusion, très raisonnée, que le problème basque se lie intimement au problème ibérique ; qu'on doit les rattacher l'un et l'autre à l'étude des premières immigrations européennes, réalisées par les peuplades touraniennes ; qu'ils sont les créateurs de l'industrie métallurgique ; que les Basques et les Ibères, qui présentent de si grandes affinités de dialectes et de coutumes avec les peuples de race touranienne d'Europe, d'Asie et du Nouveau Monde, furent les premiers habitants de la péninsule ibérique, et ajoute qu'étant donné l'état actuel de la science, il a fixé, autant que c'est humainement possible, le milieu social, l'habitat et le degré de civilisation des premiers habitants de la péninsule.

L'ouvrage de M. Pereira de Lima nous offre un intérêt particulier en nous présentant, grâce à un grand effort d'érudition, *presque* comme une vérité indiscutable, l'existence et la disparition de l'Atlantide : Platon et ses contradicteurs ; Tertullien, Ammien, Marcellin ; Herodote, Aristote et Strabon ; Buffon, Zaborowski, Hamy et tant d'autres sont étudiés par lui, pour la solution de ce problème, dont s'inspirait récemment l'illustre poète catalan Jacinto Verdaguer, dans l'admirable poème qui l'a classé parmi les grands poètes du xix^e siècle.

Les Basques *seraient* donc les contemporains des Atlantides : les us, les coutumes, l'habitat, les traditions des Basques sont

étudiés dans ce bel ouvrage, et les rapprochements qu'en fait l'auteur avec les us, coutumes, traditions, monuments archéologiques et ethnographiques des autres peuples d'origine tourannienne ; les affinités que M. Pereira de Lima établit entre leur langue et celle des peuples pré-aryens, constituent, pour un peuple qui se montre si jaloux de son origine reculée, un état civil bien fait pour donner pleine satisfaction à son amour propre national.

Au point de vue de la langue, en effet, l'auteur nous soumet un tableau de quelques expressions portugaises, basques et japonaises qui nous montre plus que des affinités, mais encore des similitudes, des concordances, qui paraîtraient paradoxales, si l'auteur n'avait le soin de ne jamais rien avancer sans documenter scrupuleusement ses assertions.

Nous ne saurions trop remercier le savant auteur d'*Iberos e Bascos* du service considérable qu'il vient de rendre à l'histoire de nos races primitives et surtout à celle du petit peuple basque, notre voisin et notre ami, qui restera comme l'une des curiosités ethnographiques les plus intéressantes de notre sol français.

L'ouvrage in-8°, luxueusement édité par l'imprimerie Aillaud (Paris-Lisboa, 1902), compte 332 pages et contient de nombreuses illustrations, des tableaux et des cartes d'une précision remarquable.

M. Pereira de Lima, en nous envoyant son ouvrage, avait le droit de s'attendre à ce que la Société lui décernât le titre de membre honoraire. Nos Statuts ne prévoient pas ce titre. Mais la Société sera heureuse de lui ouvrir ses rangs, comme *membre titulaire à titre étranger*. Elle charge son Président de se faire son interprète auprès du savant auteur d'*Iberos e Bascos* et de le prier d'accepter en son nom une médaille de vermeil.

M. le COLONEL LUSSAN donne quelques explications théoriques au sujet de la très curieuse machine à résoudre les équations à une inconnue d'un degré quelconque, imaginée par M. Meslin, professeur de physique à la Faculté des Sciences de Montpellier, et décrite dans la CAUSERIE SCIENTIFIQUE du feuilleton du *Temps* du 28 mars 1903. Cette machine, sorte de balance hydrostatique, dont les dispositions sont basées sur le théorème des moments des forces parallèles et sur le principe d'Archimède, détermine

par de simples pesées les racines réelles des équations, quelque élevé que soit le degré de celles-ci.

La séance est levée.

Le Secrétaire,
Dr VERDENAL.

Le Président,
ADRIEN PLANTÉ.

Séance du 25 Mai 1903.

PRÉSIDENCE DE M. ADRIEN PLANTÉ

Présents : MM. A. PLANTÉ, président ; BARTHETY, secrétaire général ; G. MINVIELLE et Dr VERDENAL, secrétaires ; SOULICE, trésorier ; BONNARD, ABBÉ DUBARAT, LABORDE, MALAN, Dr Valery MEUNIER, NANCY, membres.

M. VERDENAL, secrétaire, lit le procès-verbal de la dernière séance.

Cette lecture provoque une rectification de M. l'Abbé DUBARAT au sujet de l'opinion exprimée par M. Pereira de Lima, dans son ouvrage *Iberos e Bascos*, relative aux affinités et similitudes verbales entre les langues portugaise, basque et japonaise, opinion qui tend à accorder à ces concordances de certains vocables une grande importance dans la fixation de l'origine de ces langues. M. l'Abbé DUBARAT estime, au contraire, que les similitudes verbales n'ont, à cet égard, qu'une valeur secondaire, et que c'est la syntaxe et la conjugaison qui doivent surtout être considérées quand il s'agit de déterminer les affinités des langues entre elles.

Sous le bénéfice de ces intéressantes observations, le procès-verbal est adopté.

M. le PRÉSIDENT communique une lettre de M. Pereira de Lima, qui remercie la Société de l'avoir admis comme membre titulaire à titre étranger et de lui avoir décerné une médaille de vermeil pour son Étude sur les origines des Basques et des Ibères. Cette lettre nous apporte la nouvelle que M. A. Planté va être élu membre correspondant de la Société de Géographie de Lisbonne.

M. SOULICE dépose sur le bureau :

1° Des photographies, faites par M. Destecam, d'un fragment de sculpture provenant de l'Asile St-Luc, qui avait été présenté à la séance du 22 décembre 1902.

A la suite d'une correspondance échangée avec M. le Dr Girma, directeur de l'Asile, et grâce à l'intervention obligeante de M. le Dr V. Meunier, président du Conseil d'Administration, des renseignements précis pourront être fournis sur les conditions dans lesquelles la découverte a été faite et sur sa date exacte ;

2° Un important ouvrage publié et adressé par la Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron : c'est le *Dictionnaire des Institutions, Mœurs et Coutumes du Rouergue*, par H. Affre.

M. SOULICE dit qu'il serait à désirer que le même travail fût entrepris par toutes nos provinces, et il cite comme un modèle du genre le Dictionnaire de Maine-et-Loire, qui comprend, en outre des institutions, mœurs et coutumes, l'histoire et la biographie.

A propos d'une lettre de la Société Belfortaine d'Émulation, au sujet de l'organisation de sa Bibliothèque et de ses rapports avec la Ville, et après un échange de renseignements fournis par divers membres, il est convenu que le Bureau de la Société préparera un projet d'organisation des *collections du Musée*, pour les soumettre à M. le Maire de Pau, en vue d'obtenir de la Municipalité la concession d'un local convenable où le public aurait un accès facile. Il est à souhaiter que cet aménagement soit terminé quand nous aurons l'honneur de recevoir la visite, déjà annoncée, de la Fédération des Sociétés savantes du Sud-Ouest, fondée par M. Habasque, de Bordeaux.

M. SOULICE lit une très intéressante étude sur *le chemin de la Salade*, à Pau. De l'ensemble des documents qu'il a patiemment recueillis et fort ingénieusement groupés, il conclut que le mot Salade s'applique au lieu où étaient exposés, sans sépulture, les corps des suppliciés jusqu'en 1789 ; et, en comparant, sur la carte de Cassini (xviii^e siècle), la situation du lieu dit « *Justice* » avec celle des cartes actuelles, il est arrivé à fixer l'emplacement topographique de la *Salade*.

La Salade était exclusivement réservée aux condamnés ; on n'y apportait pas, comme à Montfaucon, les cadavres des animaux, ni les autres résidus de la voirie.

La remarquable étude de M. Soulice fait partie d'une série de travaux qu'il se propose de publier sur la vicinalité des environs de Pau ; il se propose de nous apporter bientôt les résultats de ses recherches sur le chemin du Larron et sur celui du Loup.

M. le PRÉSIDENT adresse à l'auteur de cette communication les remerciements de la Société.

M. l'Abbé DUBARAT remarque que la *Salade* n'a pas dû chômer et que, contrairement aux opinions de Lacaze et de Jauffreau de Lagérie sur la douceur relative des pénalités en Béarn, il y a eu à Pau, sous l'ancien régime, de très nombreuses exécutions, et notamment de 1573 à 1590, période pendant laquelle il a pu relever jusqu'à 25 et 29 exécutions capitales par mois.

M. le Dr Valéry MEUNIER rappelle quelques intéressants souvenirs de son séjour en Espagne pendant la révolution de 1868, et, en particulier, la découverte d'un *quemadero* mis à jour par le percement des boulevards du quartier Salamanca, à Madrid. C'était un vaste dépôt contenant des débris de chaînes, des ossements et de la cendre mélangée à la terre. Il ajoute que la place où est située la prison centrale de Madrid, devant laquelle ont eu lieu de nombreuses exécutions, porte le nom de « *Saladero* », et il pense qu'il peut exister une connexité entre ces deux vocables, le *Saladero* espagnol et la *Salade* du Béarn.

La séance est levée.

Le Secrétaire,
Dr VERDENAL.

Le Président,
ADRIEN PLANTÉ.



BUREAU DE LA SOCIÉTÉ

Pendant l'Exercice 1902-1903.

Président : M. ADRIEN PLANTÉ.

Vice-Président : M. PICHE.

Secrétaire général : M. H. BARTHETY.

Secrétaire : M. G. MINVIELLE.

Secrétaire : M. le D^r VERDENAL.

Trésorier : M. SOULICE.



LISTE DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

MM.

ALEMAN (Joachim d'), conseiller à la Cour d'appel d'Aix.

ARIS (docteur), à Pau.

ARISTE (d'), à Lescar.

BALENCIE (Gaston), à Saint-Pé.

BARBEREN (Pierre), à Oloron Ste-Marie.

BARTHÉ (Docteur), directeur du Bureau d'hygiène, à Pau.

BARTHETY (Hilarion), à Pau.

BATCAVE (Louis), à Paris.

BAUBY (Léopold), à Orthez.

BEAUVESNE (le Colonel de), à Pau.

BÉDOURA (l'abbé Noël), à Pau.

BÉNEVEN-CASTÉLA (G.), à Pau.

BERDOLY, Sénateur des B.-Pyr., au château d'Uhart, par St-Palais.

BERGEZ, instituteur, à Lurbe.

BERNIS, juge de paix, à Arudy.

BOHIN (le pasteur), à Bellocq.
BONNARD, ingénieur des mines, à Pau.
BORDEDARRÈRE (l'abbé), vicaire à St-Martin, à Pau.
BOUILLÉ (comte Roger de), au Colombier, par Vivonne.
CADART, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, à Pau.
CADIER (le pasteur), à Pau.
CAPDEVILLE, professeur de sciences, à Pau.
CARAMAN, professeur au Lycée, à Pau.
CARSALADE DU PONT (Colonel de), à Pau.
CASAMAJOR-DUFUR (Docteur), à Oloron.
CASSOU, Sénateur des Basses-Pyrénées.
CASTEIG (l'abbé), Directeur de l'Immaculée Conception, à Pau.
CHASSIGNET, avoué, à Orthez.
CLÉMENT-SIMON, à Bach, près Tulle.
COURTEAULT (Henri), archiviste-paléographe, à Paris.
CUQ (Docteur), à Pau.
DARIES, à Pau.
DARRICAU, colonel en retraite, à Pau.
DELRIEU, percepteur, à Saint-Jean-de-Luz.
DELVAILLE (Docteur), à Bayonne.
DESTECAM (le Capitaine), à Pau.
DÉTROYAT (Arnaud), à Bayonne.
DIRIART (Docteur), à Pau.
DUBARAT (l'abbé), aumônier du Lycée, à Pau.
DUCLA, professeur au Lycée, Pau.
DUFAU (Paul), à Pau.
DUFAU (Raymond), à Pau.
DUFAU DE MALUQUER (A. de), président du Tribunal civil, à Florac.
DU PRÉ DE SAINT-MAUR, à Bernadets.
DURAND, à Bougarber.
FAISANS (Henri), avocat, Maire, à Pau.
FALRET DE TUITE, ancien Préfet, à Pau.
FORCADE (Docteur), à Monein.
GARDÈRES, pharmacien, à Pau.
GARET (Emile), ancien Député, Président du Conseil Général, à Pau.
GEISSE (Henri), architecte, à Pau.
GENREAU, Inspecteur général des Mines, à Paris.
GINOT (Emile), Président de la Société des Amis des Arts, à Pau.

Goudard (Docteur), à Pau.
Gramont (le comte Arnaud de), à Gelos.
Hôo-Paris, membre du Conseil général, à Pau.
IRIART D'ETCHEPARE (Louis d'), Député des B.-Pyrénées, à Pau.
JAURGAIN (de), à Mauléon.
LABAIGT-LANGLADE (l'abbé), curé de Momas.
LABORDE (le marquis de), à Paris.
LABORDE-BARBANÈGRE (Paul), à Pau.
LACOSTE (l'abbé), curé à Louvie-Souviron.
LAFARGUE (Lucien), à Pau.
LAFOND (Paul), conservateur du Musée, à Pau.
LAFONT (Docteur), médecin en chef de l'Hôpital, à Pau.
LALHACAR (G. de), à Paris.
LAMARQUE D'ARROUZAT, à Pau.
LARREGAIN, directeur des travaux de la Ville, à Pau.
LARRIEU (Docteur), à Monfort-l'Amaury.
LARROUY, vétérinaire, à Pau.
LASLANDES, négociant, à Pau.
LASSENCE (Alfred de), à Pau.
LASSERRE (J.-E.), avocat, à Pau.
LAVIGNE, négociant, adjoint au Maire, à Pau.
LAVIGNE (le Commandant), à Pau.
LA VILLE DE MIRMONT (Henri de), professeur à la Faculté des Lettres, à Bordeaux.
LERDOU, caissier de la Caisse d'Épargne, à Pau.
LESTAPIS (Henri de), à Artix.
LESTAPIS (Général F. de), à Paris.
LESTAPIS (P. de), à Mont.
LOUSSALEZ-ARTETS, instituteur, à Arthez-d'Asson.
LUPPÉ (le comte Louis de), à Asson.
LUSSAN, colonel du Génie en retraite, à Pau.
MALAN (Jules), négociant, à Pau.
MARSOO (Docteur), à Pau.
MEILLON (Alphonse), à Pau.
MÉRILLON (Arm.), au château de Pallane (Gers).
MERLE, directeur de l'Enregistrement, à Pau.
MEUNIER (Docteur Valery), à Pau.
MEUNIER (Docteur Henri), à Pau.

MINVIELLE (Georges), juge de paix, à Pau.
MONOD (Docteur), à Pau.
MUSGRAVE-CLAY (Docteur DE), à Salies-de-Béarn.
NANCY, à Pau.
O'QUIN (Paul), à Pau.
PICHE (Albert), à Pau.
PICOT (Ernest), à Saint-Dié.
PLANTÉ (Adrien), à Orthez.
POULLENOT (Pedro), avocat, à Pau.
QUEVREUX, à Bourdettes.
RESSÉGUIER (Louis DE), à Juillac (Gers).
ROUSSILLE (Paul), industriel, à Pau.
SAINT-GUILY (Xavier), à Salies-de-Béarn.
SAINT-MACARY, notaire à Labastide-Villefranche.
SANCERY (le Colonel), à Pau.
SARRAILH, colonel en retraite, à Salies-de-Béarn.
SCHLUMBERGER (Gustave), membre de l'Institut, à Paris.
SÉGUIER (Baron), à Billère.
SOULICE, bibliothécaire-archiviste de la Ville, Pau.
TISSIÉ (Docteur), à Pau.
VERDENAL (Docteur), à Pau.
VIGUERIE (Charles), banquier, à Pau.
VILLENEUVE, président du Tribunal Civil, à Bayonne.
ZEUDE (le Général), à Pau.

LISTE DES SOCIÉTÉS SAVANTES AVEC LESQUELLES LA COMPAGNIE EST EN CORRESPONDANCE

AIN	Société littéraire, historique et archéologique, à Bourg.
AISNE	Société académique de Saint-Quentin.
—	Société archéologique de Soissons.
ALGÉRIE	Société des sciences physiques, naturelles et climatologiques d'Alger.
—	Académie d'Hippone, à Bône.
ALLIER	Société d'émulation, à Moulins.
ALPES-MARITIMES	Société des lettres, sciences et arts, à Nice.
ARDENNES	Bulletin de la Société d'histoire naturelle.
ARIÈGE	Société Ariégeoise des sciences, lettres et arts, à Foix.
AUDE	Société des arts et sciences, à Carcassonne.
—	Commission archéologique de l'arrondissement de Narbonne.
AVEYRON	Société des lettres, sciences et arts, à Rodez.
BELFORT	Société d'émulation.
BOUCHES-DU-RHÔNE	Académie des sciences, arts et belles-lettres d'Aix.
—	Académie des sciences, belles-lettres et arts de Marseille.
CALVADOS	Académie des sciences, arts et belles-lettres de Caen.
—	Société des beaux-arts de Caen.
—	Société française d'archéologie, à Caen.
CHARENTE	Société archéologique et historique, à Angoulême.
CHARENTE-INFÉRIEURE ..	Académie de La Rochelle.
—	Société d'agriculture, belles-lettres, sciences et arts de Rochefort.
—	Société Linnéenne, à Royan.
—	Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, à Saintes.
CHER	Société des antiquaires du Centre, à Bourges.
—	Société historique, littéraire et scientifique, à Bourges.
CÔTE-D'OR	Académie des sciences, arts et belles-lettres de Dijon.

(*)

CÔTE-D'OR	Commission des antiquités, à Dijon.
CÔTES-DU-NORD	Société d'émulation, à St-Brieuc.
DORDOGNE	Société historique et archéologique du Périgord, à Périgueux.
DOUBS	Société d'émulation, à Besançon.
DRÔME	Société d'histoire ecclésiastique du diocèse de Valence, à Romans.
—	Société d'archéologie et statistique, à Valence.
EURE	Société libre d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres, à Evreux.
GARD	Académie de Nîmes.
GARONNE (HAUTE-)	Société académique hispano-portugaise, à Toulouse.
—	Société d'histoire naturelle de Toulouse.
—	Société archéologique du Midi de la France, à Toulouse.
GERS	Société historique de Gascogne, Revue de Gascogne, à Auch.
—	Société archéologique.
GIRONDE	Société archéologique de Bordeaux.
—	Académie des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux.
HÉRAULT	Société archéologique de Béziers.
—	Société d'étude des sciences naturelles de Béziers.
—	Société pour l'étude des langues romanes, à Montpellier.
—	Société archéologique de Montpellier.
—	Académie des sciences et lettres de Montpellier.
ILLE-ET-VILAINE	Société archéologique, à Rennes.
INDRE-ET-LOIRE	Société d'agriculture, sciences et arts, à Tours.
ISÈRE	Académie Delphinale, à Grenoble.
LANDES	Société de Borda, à Dax.
LOIRE	Société d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres, à St-Etienne.
LOIRE-INFÉRIEURE	Société archéologique de Nantes.
—	Société académique de Nantes.
—	Société des sciences naturelles, à Nantes.
LOIRET	Société d'agriculture, sciences, belles-lettres et arts d'Orléans.
—	Société archéologique, à Orléans.
LOIR-ET-CHER	Société des sciences et lettres, à Blois.
—	Société archéologique, à Vendôme.
LOT	Société des études littéraires, à Cahors.
LOT-ET-GARONNE	Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen.
MAINE-ET-LOIRE	Académie des sciences et belles-lettres, à Angers.
—	Société nationale d'agriculture, sciences et arts à Angers.

MANCHE	Société d'agriculture et d'archéologie, à St-Lô.
MARNE	Société des sciences et arts de Vitry-le-François.
—	Société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne.
MEURTHE-ET-MOSELLE ..	Société d'archéologie lorraine, à Nancy.
MORBIHAN	Société polymathique, à Vannes.
NIÈVRE	Société d'émulation et des beaux-arts du Bourbonnais.
NORD	Société archéologique d'Avesne.
—	Société d'agriculture, sciences et arts, à Douai.
—	Société d'agriculture, sciences et arts, à Valenciennes.
PYRÉNÉES (BASSES-)	Société des sciences et arts, à Bayonne.
—	Biarritz-Association.
PYRÉNÉES (HAUTES-) ...	Société Ramond, à Bagnères-de-Bigorre.
—	Société académique, à Tarbes.
PYRÉNÉES-ORIENTALES ..	Société agricole, scientifique et littéraire, à Perpignan.
RHÔNE	Académie des sciences, belles-lettres et arts de Lyon.
—	Société littéraire, historique et archéologique de Lyon.
—	Société d'économie politique de Lyon.
SAÔNE-ET-LOIRE	Société d'histoire et d'archéologie de Châlon-sur-Saône.
SARTHE	Société philotechnique, au Mans.
—	Société d'agriculture, sciences et arts, au Mans.
SAVOIE	Académie de Chambéry.
SAVOIE (HAUTE-)	Société Florimontane d'Annecy.
SEINE	Société de l'histoire du protestantisme français, à Paris, rue des St-Pères, 54.
—	Musée Guimet, à Paris.
—	Association Française pour l'avancement des sciences, à Paris.
SEINE-ET-MARNE	Société historique et archéologique du Gâtinais, aux Archives Nationales, à Paris.
SEINE-ET-OISE	Société des sciences naturelles et médicales, à Versailles.
SEINE-INFÉRIEURE	Société des sciences et arts agricoles, au Havre.
—	Société d'études diverses, au Havre.
SÈVRES (DEUX-)	Société de statistique, sciences et arts, à Niort.
SOMME	Société des antiquaires de Picardie, à Amiens.
—	Académie des sciences, belles-lettres et arts, à Amiens.
—	Société Linnéenne du Nord de la France, à Amiens.
—	Société d'émulation d'Abbeville.

TARN.....	Société des sciences, belles-lettres et arts, à Albi.
TARN-ET-GARONNE.....	Société des sciences, belles-lettres et arts, à Montauban.
—	Société archéologique, à Montauban.
VAR.....	Société d'études scientifiques et archéologiques de Draguignan.
—	Société académique, à Toulon.
VAUCLUSE.....	Société littéraire, scientifique et artistique d'Apt.
—	Académie de Vaucluse, à Avignon.
VIENNE.....	Société des antiquaires de l'Ouest, à Poitiers.
VIENNE (HAUTE-).....	Société archéologique et historique, à Limoges.
VOSGES.....	Société d'émulation, à Épinal.

ÉTRANGER

ALSACE-LORRAINE.....	Académie de Metz.
ESPAGNE.....	Ateneo Barcelonès.
—	Commission des monuments historiques de Navarre.
—	Commission des monuments historiques de Guipuzcoa.
—	Euskal-erria, à Saint-Sébastien.
ÉTATS-UNIS.....	Kansas state historical Society, à Topeka.
—	Academie of science, à Topeka.
RÉPUBLIQUE ARGENTINE.	Academia nacional de ciencias en Cordoba.
HOLLANDE.....	Musée Teyler, à Harlem.
ITALIE.....	Regia Deputazione di storia patria, à Turin.
LUXEMBOURG.....	Société botanique du Grand Duché, à Luxembourg.
PORTUGAL.....	Sociedade de instruccao de Porto.
RUSSIE.....	Société des naturalistes de Moscou.
SUÈDE.....	Académie des belles-lettres de Stockholm.
—	Geological institution of the university of Upsala.
SUISSE.....	Bulletin de la Société Neuchateloise de géographie.

En outre la Société envoie son Bulletin aux établissements suivants :

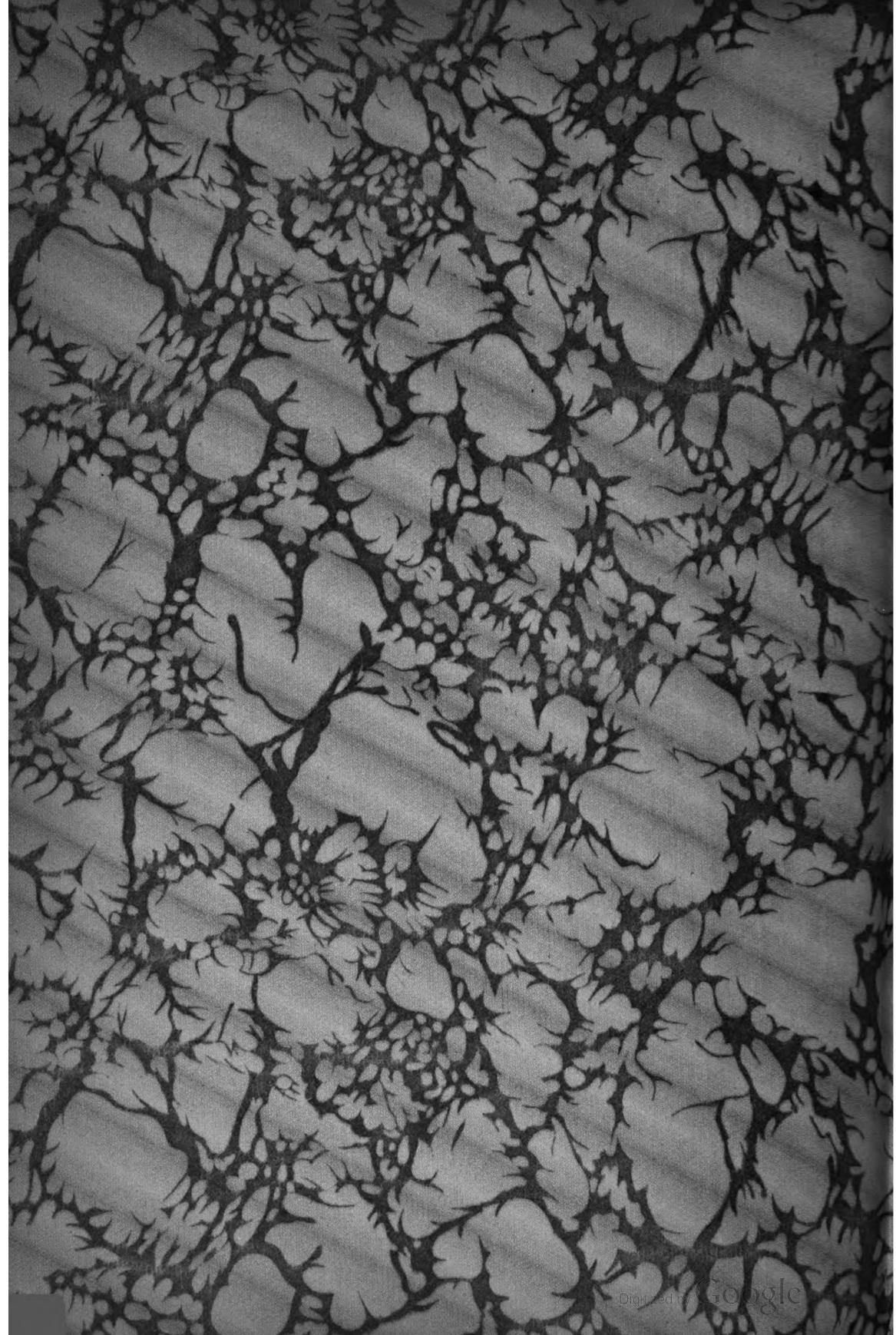
PAU.....	Bibliothèque de la Ville, Populaire, de la Cour d'appel, Archives départementales.
BAYONNE.....	Bibliothèque de la Ville, Société philomathique.
OLORON.....	Bibliothèque de la Ville.
PARIS.....	Bibliothèque de l'Université, à la Sorbonne.
—	Bibliothèque des Archives Nationales.



TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
Histoire de la fondation du Bager d'Oloron en Béarn, par M. J.-B. BERGEZ.....	1
Les Décimes Ecclésiastiques en Béarn (1615-1690), par M. L. BATCAVE.....	91
Le « Castella » de Laroin, par M. H. BARTHETY.....	189
Classifications chimiques nouvelles (<i>suite et fin</i>), par M. V. DUCLA.....	201
Bulles pontificales relatives au cardinal Pierre de Foix, le Vieux (xv ^e siècle), par M. l'Abbé V. DUBARAT.....	233
Note sur la machine à résoudre les équations de M. Meslin, par M. E. LUSSAN.....	263
Procès-verbaux des Séances	267
Liste des Membres de la Société.....	285
Liste des Sociétés avec lesquelles la Compagnie est en correspondance.....	289

Pau, Imprimerie-Stéréotypie Garet. — J. Empérauger, imprimeur.



This book should be returned to
the Library on or before the last date
stamped below.

A fine of five cents a day is incurred
by retaining it beyond the specified
time.

Please return promptly.

Widener Library

3 2044 105 516 835

